

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12385 - 4 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens - MARDI 20 NOVEMBRE 1984

Erreur sur l'homme

Avant de quitter Paris pour les Etats-Unis, M. Cheysson a déploré dimanche 18 novembre que le colonel Kadhafi « n'ait pas tenu parole » et a jugé ce fait « inquiétant ». L'étonnement du ministre des relations extérieures a de quoi surprendre : en quinze années, le dirigeant de Tripoli a eu en effet le temps de démontrer amplement quelle idée il se faisait de la diplomatie et comment il en usait. Disons pour résumer qu'il se considère pas d'une manière générale comme lié par sa signature.

Les seules promesses sérieuses qu'il ait faites le colonel ne figurent dans aucun traité. C'est dans son petit « livre vert » qu'on les trouve. L'une concerne la France, dont il est dit qu'elle doit être exclue du continent africain. Dans leur hâte de parvenir à une normalisation des rapports entre Tripoli et Paris, les dirigeants français ne l'avaient-ils pas un peu oublié ?

Ce manque de vigilance est d'autant plus surprenant que les mises en garde n'avaient pas manqué. Mais tout s'est passé, finalement, comme si on avait fait une grave erreur de jugement. A Paris, sur la personnalité du colonel Kadhafi. En multipliant les déclarations apaisantes, voire élogieuses, à son égard, M. Cheysson peut-être, M. Roland Dumas, sans doute — qui s'est toujours présenté comme le vrai architecte de l'accord du 16 septembre sur le retrait des contingents français et libyens du Tchad, — ne l'ont-ils pas encouragé à penser qu'en définitive le gouvernement français était demandeur tant il avait hâte de se dégager du Tchad ? Pourquoi, dans ces conditions, ne fermerait-il pas pudiquement les yeux sur quelques violations de l'accord ?

Bien plus : la vigilance française relevant pour Tripoli de la tracasserie de mauvais goût, le mieux est de faire comme si M. Mitterrand n'avait pas dit ce qu'il a dit. Radio-Tripoli vient sérieusement de proclamer que « le président français a démenti les allégations des médias impérialistes américains et occidentaux relatives au maintien de la présence militaire libyenne au Tchad ».

Mauvaise foi abyssale ? Manœuvre tortueuse ? Contrairement à ce que certains sont tentés de penser, la « kadhafologie » est une science sans mystère. L'interlocuteur de Paris agit à partir d'une vision simpliste du monde. Convaincu par la hâte de M. Mitterrand à quitter le Tchad que le rapport de forces s'était inversé en sa faveur, il en a tiré les conséquences.

Le colonel a fait preuve d'une égale candeur — aux antipodes du machiavélisme — dans la rocambolesque « affaire Bak-kouche » : il s'est laissé duper par des services secrets qui, de toute évidence, n'étaient ni exclusivement égyptiens ni animés de bonnes intentions à l'égard du président français. En les ridiculisant au moment où Paris tentait de négocier avec lui, ceux qui ont déjoué la tentative d'assassinat de l'ancien chef du gouvernement libyen savaient fort bien ce qu'ils faisaient. Ils montraient sous son vrai jour un homme sur lequel Paris s'était fait sans doute quelques illusions et cherchaient à le disqualifier encore un peu plus sur la scène internationale.

(Lire nos informations page 4.)

Des unités françaises sont prêtes à retourner au Tchad

Paris aurait donné un délai de quelques jours au colonel Kadhafi pour achever le retrait de ses troupes

Quatre jours après la rencontre entre M. Mitterrand et le colonel Kadhafi en Crète, et la reconnaissance, le lendemain, par le chef de l'Etat, de la présence de soldats libyens sur le sol tchadien, le rebondissement de la crise tchadienne demeure plus que jamais à l'ordre du jour.

Y a-t-il eu, samedi soir et dimanche après-midi, à Paris, deux réunions de « cellules de crise » pour mettre au point la riposte française au non-respect, par Tripoli, de l'accord franco-libyen du 16 septembre ? Les informations en faisant état n'ont pas été confirmées, mais toujours est-il que M. Charles Hernu, ministre de la défense, a quitté Paris dimanche après-midi en compagnie du général Jeannon Lacaze, chef d'état-major général des armées, pour N'Djamena, où il devait être reçu, ce lundi 19 novembre, par le président Hissène Habré.

En outre, Paris a confirmé les informations en provenance de la capitale tchadienne, selon lesquelles deux Jaguar stationnés en Centrafrique ont effectué, dimanche, « une mission aérienne de reconnaissance au-dessus du territoire de la République du Tchad ».

L'embarras des autorités françaises a été confirmé, si besoin en était, par les déclarations de M. Claude Cheysson, dimanche, à Roissy, avant son départ pour une visite de quarante-huit heures aux Etats-Unis. Huit jours après avoir annoncé la fin de l'application de l'accord de désengagement franco-libyen du 16 septembre, le ministre des relations extérieures a, en effet, reconnu que le colonel Kadhafi « n'a pas tenu parole ». M. Cheysson n'en a pas moins estimé que la publicité faite autour de la présence, actuelle, de soldats libyens au Tchad « ne facilitera pas leur départ », et il s'en est pris à « la qualité de « surprenante campagne de presse déclenchée cette semaine par les Américains à propos de la persistance de la présence libyenne au Tchad ».

« S'ils [les Libyens] reviennent, nous revenons », a également dit

M. Cheysson, paraphrasant une déclaration qu'il avait faite le 17 septembre, au lendemain de l'accord de Tripoli. Laissons ainsi entendre que Paris n'exclut pas le renvoi, au Tchad, d'un contingent militaire français, le ministre des relations extérieures a toutefois ajouté que l'« essentiel » de l'accord franco-libyen n'avait été appliqué.

JEAN-CLAUDE POMONTI
(Lire la suite page 3.)

Un coup manqué

par ANDRÉ LAURENS

Il est difficile d'y voir clair dans l'affaire tchadienne et dans les rapports franco-libyens. Les informations sont rares et celles qui nous parviennent sont contradictoires quand elles ne se révèlent pas fausses. C'est le meilleur façon d'encourager les jugements les plus hâtifs, voire les procès d'intention. Le gouvernement français n'y échappe pas faute d'avoir répondu à temps à des interpellations légitimes.

Si l'on s'éloigne des péripéties d'une affaire mal engagée, deux questions se posent à propos du Tchad. La France a-t-elle la volonté

et les moyens d'une politique africaine ? Quel type de relations doit-elle entretenir avec la Libye du colonel Kadhafi ?

A l'instar de ses prédécesseurs et, s'agissant du Tchad, avec peut-être plus de volontarisme, M. Mitterrand a répondu positivement à la première question. La gauche au pouvoir n'a pas tiré un trait sur une politique qui vise, à travers une série d'engagements bilatéraux, à maintenir l'influence française dans l'Afrique francophone et à préserver l'existence de jeunes Etats, souvent

instables dans leurs orientations et fragiles dans leurs frontières.

Cette politique, il faut en payer le prix : celui de la coopération dans divers domaines et de la solidarité en cas de menace extérieure. La France s'est ainsi engagée militairement au Tchad pour s'opposer à une intervention libyenne dans ce pays. Elle l'a stoppée sur le terrain en assumant une opération coûteuse. Ce qui resta acquis, c'est que la Libye a été empêchée d'envahir le Tchad.

On mesure là, très concrètement, qu'une politique d'influence, englobant des accords de défense impliquant la possession et l'usage de moyens militaires adaptés. Passé le cap de la dissuasion, toute pression militaire qui se prolonge coûte cher : sur le plan financier et sur le plan diplomatique, car pour autant qu'elle rassure les uns, elle entretient chez d'autres l'image d'une puissance interventionniste.

Aussi la diplomatie française a-t-elle cherché une solution négociée pour sortir d'un enlisement prévisible.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Ce qui complique les relations avec le colonel Kadhafi — comme avec tant d'autres, au demeurant — c'est, à l'évidence, l'art du mensonge. Il le pratique avec un brio et une assurance que n'enlèvent ni les années ni la succession de ses interlocuteurs.

Mais, quand il dit que ses troupes quitteront le Tchad,

Art

et qu'elles restent, c'est de la dissimulation. Classique. Ce qui est très fort, en revanche, c'est quand il s'attribue les mérites d'un crime qu'il n'a pas eu lieu. Il en arrive alors à mentir sans savoir lui-même qu'il ment. Le comble du menteur, c'est bien de s'abuser soi-même.

BRUNO FRAPPAT.

Point de vue

Nourrir les hommes

par FRANÇOIS GUILLAUME (*)

Dans un éditorial récent du Monde intitulé « Le faim, notre honte », la FNSEA, dont personne n'ose plus contester le droit de parler au nom des paysans, a été présentée comme insensible à la détresse des populations appauvries du tiers-monde, parce que uniquement soucieuse des intérêts égoïstes de ses mandants (1).

Responsables de ce grand syndicat unitaire, le premier disonnamis en France par le nombre des hommes et des femmes qui y adhèrent, j'ai res-

senté cette critique non seulement comme une profonde injustice, mais aussi comme une atteinte directe à l'image du monde agricole dans un pays où l'un est prompt à juger les autres aussi sévèrement qu'ils le méritent.

Les paysans de toute la planète assurent une noble et redoutable mission : celle de nourrir les hommes. Leur ambition n'a pas de

frontières, pas plus que leur solidarité. Ceux des pays développés ont pleine conscience de leur responsabilité, qui se situe avant tout dans un effort d'aide alimentaire que dans celui d'un appui au développement agricole dans les pays de la faim. Prétendre dissocier ces deux démarches, c'est faire preuve d'irréalisme. Minimiser la première sous prétexte de privilégier la seconde, c'est faire preuve d'hypocrisie et trouver un beau prétexte pour étouffer sa générosité.

Sans négliger la responsabilité collective des nations que nous sommes, nous Européens, sans sous-estimer l'intérêt des campagnes publiques en faveur des secours aux déshérités de ce monde, campagnes dont le caractère spectaculaire et ponctuel n'est pas toujours un gage d'efficacité mais à au moins l'avantage de réveiller les consciences endormies, je voudrais rappeler nos positions permanentes afin qu'elles ne se résument pas, citation perdue d'un ancien président de la FNSEA, à l'appui (2), au secret espoir de trouver, dans un avenir plus ou moins lointain, un débouché solvable à

(*) Président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

(1) Le Monde écrivait à propos de « L'exportation à tout va vers les pays du Sud » : « Pour faire un peu mieux vivre les pays de l'Occident ou même des habitants du tiers-monde, en pesant sur les prix des cultures vivrières, on détruit les réseaux existants et on rend la population dépendante du Nord » (Le Monde du 17 octobre). (N.D.L.R.)

(2) Lire dans le Monde du 7 novembre la lettre de M. Michel Debatisse.

notre production agricole excédentaire.

En fait, la chance de voir les pays en voie de développement accéder à un niveau de vie acceptable tient à la situation particulière de chacun d'eux et à la façon dont leurs gouvernements, sans contraintes extérieures, sauront combiner les atouts de leurs richesses naturelles et l'intelligence de leur population.

(Lire la suite page 4.)

Nouvelle-Calédonie : l'évolution bloquée

Les anti-indépendantistes triomphent aux élections

Les résultats définitifs des élections territoriales en Nouvelle-Calédonie, proclamés lundi matin malgré les nombreux incidents qui ont gravement perturbé les opérations de vote dans deux des quatre circonscriptions, confirment le succès du RPCR, principal parti anti-indépendantiste qui recueille 70,87% des suffrages exprimés et disposera de la majorité absolue au sein de la nouvelle Assemblée.

Le gouvernement avait fait un pari sur la raison. Il l'a perdu. Sans doute était-il illusoire d'espérer rallier à un projet politique commun, par-delà les élitages ethniques, le courant conservateur du territoire, incarné par le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, principal porte-drapeau de la communauté « caldoche » d'origine européenne — et le mouvement indépendantiste, prépondérant en milieu mélanésien, encouragé dans son séparatisme par les jeunes Etats indépendants de ce Pacifique sud, sur lequel l'Australie rêve d'imposer sa tutelle.

En juillet 1983, pourtant, lors d'une fameuse « table ronde » réunie au château de Nanville-les-Roches, dans l'Essonne, ce mariage de l'eau et du feu était soudain apparu possible. Chacun avait fait un pas vers l'autre. Le gouvernement s'était engagé à « favoriser la démarche vers l'autodétermination du peuple calédonien », reconnaissant « le droit inaliénable du peuple canaque, premier occupant du territoire », à l'indépendance. Les représentants de la communauté européenne avaient reçu l'assurance que celle-ci ne serait pas écartée de l'exercice du droit à l'autodétermination.

ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 12.)

« Le Monde de l'économie »

Pages 21 à 25

- Le rapport du Haut Conseil du secteur public : les entreprises nationalisées et la politique de rigueur
- Le reaganisme : un compromis entre les néo-conservateurs et le big business

Lire l'article de PIERRE JULLIEN

- LIRE
- 10. Les assises nationales du RPR : la « chiraquisation » par le rajeunissement
Lire les articles d'ANDRÉ PASSERON et CLAUDE RÉGENT
 - 44. Le congrès de Force ouvrière : la victoire et la grogne
Lire l'article de MICHEL NOBLECDURT
 - 45. La France et son environnement international : contraintes et atouts
Lire le compte rendu par PIERRE DROUIN du livre d'ANDRÉ FONTAINE et PIERRE LI : Sortir de l'hexagone
 - 48. M. Jack Lang à New-York : décrispation culturelle
Lire l'article de CLAIRE DEVARRIEUX

BOURDIEU

Homo Academicus

★ M MINUIT

UN AN DE LECONS DE PIANO

chez MARYSE

commentaires

Le Monde

INVITÉ

Homo liberalis

Portrait d'un citoyen modèle dans la France de demain

par ANDRÉ CHAMBRAUD



L'HL (Homo liberalis) est le produit le plus achevé de notre civilisation. A la vérité, il constitue un modèle si parfait qu'on peut se demander s'il ne marque pas le terme ultime de l'évolution. Tout ce qu'il y avait de barbare chez les lointains ancêtres a, chez lui, disparu. Et il imagine mal, par exemple, pourquoi son père chantait l'Internationale et son grand-père la Marseillaise, ces chants primitifs et sanglants.

Les HL ne forment encore qu'une minorité, mais une minorité qui guide l'humanité. On ne les rencontre que dans des pays qui marient démocratie et liberté. Et même dans ces pays, les HL doivent rester minoritaires, puisque il est désormais prouvé que l'égalité est l'ennemie de la liberté.

La première caractéristique du HL est en effet d'être un homme libre. Libre dans ses mœurs : l'éro-

tisme lui sied pourvu qu'il n'épouse ni son corps ni son esprit. Se méfiant des passions excessives, il a pratiqué la cohabitation juvénile et vit aujourd'hui tantôt avec une compagne, tantôt seul ; il ne compte pas avoir d'enfant.

La solitude ne lui pèse pas, car son appartement est peuplé d'objets qui sont aussi des personnes : un téléphone ordinaire, un téléphone vidéo qui le relie à son bureau, la télévision, l'ordinateur domestique, des jeux électroniques, la chaîne Hi-Fi, le magnétoscope, et ce satané jeu d'échecs sado-masochiste qui vous injurie chaque fois que vous jouez un mauvais coup... En somme, HL a le monde entier entre ses mains.

Aujourd'hui, HL a toutes les raisons d'être satisfait (dans son vocabulaire, le mot « satisfait » a remplacé l'adjectif « heureux »), car la journée a été très satisfaisante pour lui et pour la banque qui l'emploie. Certes, après une longue négociation entre la direction et les syndicats, les deux parties sont convenues qu'au vu des résultats du premier semestre une réduction de salaire s'imposait pour tous les salariés de l'entreprise, mais HL, ayant brillamment anticipé la hausse du dollar de 12,43 à 12,51 F, a permis à sa banque de réaliser un joli coup. Et surtout, en fin d'après-midi, il a participé à un atelier d'expression avec son chauffeur, ses deux secrétaires, une documentaliste, l'hôtesse d'accueil et le planton. Ensemble, ils ont examiné dans une atmosphère très détendue quels progrès pouvaient être réalisés dans l'organisation de leur travail commun. C'est le chauffeur, Bertrand, qui a trouvé la bonne idée : « Photocopier et distribuer les feuilles confidentielles », a-t-il dit, fait perdre du temps et de l'argent. Pourquoi ne pas les projeter par le système vidéo de la maison ?

coup droit en regardant un film fort bien fait, signé Jimmy Casanova, qui moure, en fonction de sa morphologie générale, de son rythme cardiaque, de la force de son poignet et de la forme de sa main, quel type de prise lui convient.

HL est en effet un sportif ; il considère comme un devoir, lui, d'être en bonne forme, et rien ne lui fait plus horreur que ces gens qui se droguent : la première des libertés, c'est de ne pas être l'esclave, mais le maître de son corps.

HL est, par définition, un démocrate. Mais attention ! La démocratie n'est pas l'anarchie. C'est une organisation simple de la société qui permet au citoyen de désigner à intervalles réguliers ses dirigeants. Il s'agit là d'un acte qui est essentiel, car il est la garantie de toutes les autres libertés, mais qui s'est fort mal banalisé depuis que le rôle de l'Etat a été ramené au strict essentiel : la défense, l'ordre, la monnaie, la lutte contre les cartels, enfin la garantie d'un « minimum de survie » pour tous les citoyens, y compris les vieux et les handicapés.

De plus, toutes les entreprises nationales et les services publics, comme la SNCF, ont été privatisés, si bien qu'il n'y a plus que six ministres à siéger autour du président de la République. Le poste de premier ministre, devenu inutile, a été supprimé.

La gestion d'un Etat aux fonctions ainsi amputées n'intéresse évidemment plus grand monde. Aussi les derniers partis politiques existants ne comptent plus que quelques dizaines de vieux militants, et les volontaires pour siéger au Parlement ou pour gouverner le pays se recrutent soit parmi de vieux P-DG qui veulent achever de façon plus paisible leur rude carrière, soit parmi les femmes, qui trouvent ainsi une manière de rendre service à leur collectivité.

Cette évolution navrait Laurent Fabius, le dernier survivant de la « génération d'avant », qui, après s'être vu pendant quarante ans, pria les chaînes de télévision privées de venir recueillir « son cri de révolte » dans son luxueux Colomby de septième arrondissement. C'est 20 000 dollars les trente secondes après 23 heures », prévient aimablement les directeurs de chaîne. Fabius croisa ses mains, poussa un soupir, et renouça.

Lorsque la nouvelle organisation de la société s'était mise en place, le plus ardu avait été, selon l'expression employée alors, de « libérer » les villes du spectacle de la pauvreté. Car la fraction de la population qu'on appelait jadis les « non-venus pauvres » se cloûait sans vergogne, devant dans les plus belles avenues de Paris le spectacle honteux de la débâcle. Les HL les appelaient les HS (hors service) et exigeaient qu'ils se débarrassent, non pas physiquement, ce qui aurait été contraire à l'esprit de liberté, mais visuellement, ce qui n'était qu'un problème de salubrité et d'esthétique, au fond.

La demande fut jugée raisonnable, mais conformément à la logique nouvelle, l'Etat ne voulut pas s'en charger. Des entreprises privées offrirent leurs services. Comme elles

étaient dirigées par d'anciens prêtres, d'anciens pasteurs, d'anciens franc-maçons, elles offrirent toutes les garanties de moralité. En quelques mois, elles firent d'énormes bénéfices. Les HS furent regroupés, presque sans violence, dans de lointaines banlieues que la crise avait vidées de leur population.

Donc, aux yeux des HL, les HS ne possèdent plus aucun problème, d'autant que devant le « dépeuplement de l'Etat » (une vieille expression), ces HS ne savaient plus très bien à qui s'en prendre. Ils votaient donc - car ils avaient naturellement le droit de vote - à peu près de la même façon que les HL.

D'après les sondages, on remarque seulement que les HS votaient plus pour des candidates que pour des candidats et plus pour des femmes âgées que pour des femmes jolies. Le CNRS ayant, depuis belle lurette, été supprimé, il n'y avait plus de sociologues pour discerner dans ces menus fantasmes le signe quelconque d'une lézarde dans la société. D'ailleurs, le « minimum de survie » accordé aux HS comportait une télévision couleur pouvant capter trois cents programmes différents, et ce seul élément, pensait-on, suffisait à homogénéiser des populations d'apparence si contrastées.

Suicide

Il était pourtant un domaine dans lequel l'Etat se montrait contraignant, et même plus contraignant qu'auparavant : la mort. Tout citoyen - HL et HS confondus - devait porter un cou, fixé à une fine chaîne, une carte d'identité magnétique universelle où figuraient tous les renseignements imaginables sur son propriétaire, y compris son testament et ses dernières volontés : en cas de malheur, acceptait-il qu'on lui prélèvat tel ou tel organe, souhaitait-il qu'en cas de maladie « probablement mortelle » on abrège ses souffrances ou non ?

Bien entendu, toutes ces précautions démontrent que l'on respectait la liberté de chacun.

Mais, quand il faisait l'amour - il se trouvait que ce n'était pratiquement jamais avec une HS - HL se surprenait parfois à caresser la carte magnétique de sa partenaire. Que souhaitait-elle ? Qu'avait-elle détesté ? Généralement, il n'obtenait pas de réponse, sinon un petit rire strident ou une rétraction.

Or HL, dans ce cas, devenait songeur. C'était mauvais signe, presque dangereux - enfin dangereux pour lui-même - et il le savait. Car ensuite il lui arrivait de rêver ceci : sur le front de l'hôpital où on l'emmenait, mourant, était inscrite cette phrase : « La mort, elle, ne prend pas de liberté avec la liberté ». HL ne comprenait rien à cette devise. Il est probable, pourtant, qu'elle le hantait.

Un jour, sans qu'on sache pourquoi, on trouva son cadavre défilé au pied de la tour où il logeait. Un suicide, conclut le médecin légiste, mécontent. Si mécontent qu'il fit enterrer HL au cimetière de Thiais, dans la division des HS. Pour des raisons, sans doute, de Haute Sécurité.

Ne pas faire n'importe quoi de nos armes nucléaires

per CRITIAS (*)

La dénomination d'« armement pré-stratégique », récemment utilisée par le ministre de la défense, anime le débat autour d'armes nucléaires, dites jusqu'« alors » tactiques (1). L'on peut s'en étonner. L'observateur des choses militaires sait que, depuis leur naissance, les armes tactiques ont sans doute rarement été ramassées autour d'un concept aussi clair, unifié, explicite que celui qu'exprime la loi de programmation adoptée en 1983. La dénomination d'armes préstratégiques semble surtout prendre acte de cette clarté et ne modifier en rien une conception qui, elle-même, est moins rupture que prise en compte de notre situation de puissance moyenne en Europe.

L'irréparable

A quoi servent donc ces armes ? L'Europe est faite d'espaces stratégiques divers. Espaces solidaires, où s'entrecroisent des stratégies nationales multiples, pour d'évidentes raisons historiques, politiques ou simplement géographiques. Dans l'entremêlement inédit d'actions militaires, politiques ou diplomatiques, d'une crise en Europe, l'utilisation de l'armement préstratégique français serait le signe que l'irréparable est en passe d'être atteint par la seule puissance nucléaire autonome du continent.

Nous savons que ce risque serait important, voire capital, pour l'adversaire, même approché d'un baril nucléaire jusqu'à ignorer. Il faut donc que le signe donné soit clair ; qu'il n'apparaisse pas comme un simple effort pour redresser la barre dans une bataille tournant mal ; qu'il soit bien vu comme émanant de l'autorité qui, dans la même main, serre les cartes nucléaires, toutes les cartes nucléaires de la France.

La double clarification de la loi de programmation affirme ces deux objectifs. Notre premier armement

nucléaire n'entrera pas en jeu pour rétablir la majesté d'une bataille napoléonienne... Et il dépendra sans ambiguïté, dans le cadre d'une unité indépendante, du seul stratège qui vaille, in fine, en temps de crise nucléaire : l'autorité politique.

Certes, la réalité serait moins claire que nos formalisations intellectuelles du temps de paix. Dans l'hypothèse d'une crise européenne mettant en cause notre solidarité, l'intervention de la Force d'actions rapide ou du gros des forces de la 1^{re} armée aurait peut-être déjà manifesté l'engagement de la France.

L'utilisation des armements tactiques aurait, dans le contexte d'un affrontement déjà entamé, un effet militaire certain. Un « signe » de cette ampleur doit s'inscrire, concrètement, dans la géographie du conflit, ce qui suppose qu'il soit destructeur, plutôt que totalement abstrait. Simplement : la poursuite de l'effet militaire ne serait pas l'élément déterminant de la décision d'emploi. Sauf à succomber au vertige du « tactique » nombreux, destiné à une longue bataille nucléaire en Europe, comme le souhaite par exemple l'UDF. Ces armes nucléaires sont par nature ambiguës : l'effet politique recherché, « l'ultime avertissement », doit s'accompagner d'un effet militaire significatif pour être obtenu ; inversement, l'effet militaire ne doit pas masquer le signe politique dont il constitue l'instrument.

Alors ? Comment nommer ces armes, qui ressortissent à la stratégie du sanctuaire, tout en affirmant que celle-ci ne peut se réduire au strict tout ou rien, au passage direct du fusil aux mégatonnes ?

Armes tactiques ? L'ancienne étiquette a la faiblesse de laisser croire que l'on peut faire de la tactique au sens le plus militaire du terme avec du nucléaire. Ce qui est, et doit rester, faux. La concentration urbaine, économique, culturelle, humaine, de l'Europe nous interdit à jamais de le concevoir.

(*) Collectif de hauts fonctionnaires du ministère de la défense (NDR).

Armes nucléaires du champ de bataille ? Mais personne, ou presque, n'oserait vraiment en France inverser l'adjectif pour parler d'« armes du champ de bataille nucléaire ». Les Restons logiques, et honnêtes, donc.

L'inacceptable

La dénomination d'« armes préstratégiques » a l'inconvénient de ne rien changer, en faisant correspondre les mots aux choses. Au sein de l'espace où jouerait la stratégie de dissuasion nucléaire, l'utilisation de ces armes amoindrirait l'acceptation. Rien de plus - mais rien de moins. Dès lors, on est surpris d'entendre le RPR s'interroger. C'est vrai qu'en matière de défense ce parti, depuis trois ans, a trop voulu flatter ne sait plus à quel saint se vouer.

Deux notes encore. La réorganisation de nos déploiements de l'avant (en particulier dans le cadre de la FAR) ne prend son sens que si nous reaffirmons l'intangibilité de notre doctrine dissuasive : la FAR n'est si importante que parce qu'elle est manifeste par une puissance nucléaire, dont chaque parole reste crédible ; or nous ne pouvons « parler nucléaire » qu'à notre mesure.

Notre mesure. « Nos vertus, nous Jules Renard, nous les devons à l'impuissance ou nos sommes d'avoir des vices... Notre puissance limitée nous contraint, en bref, à ne pas faire n'importe quoi de nos armes, en particulier nucléaires. Gardons, et partageons- nous, au mieux, ce bon sens.

(1) Lire l'article de François Fillon, député RPR, de la Sarthe, dans le Monde du 10 novembre : « A quoi sert l'armement nucléaire tactique ? ».

Démocratie

L'idée a été adoptée à l'unanimité et sera soumise au conseil de créativité. A cette occasion, HL a pu constater combien les NRS (nouvelles relations sociales) faisaient chaque jour des progrès. Evidemment, il se demande parfois si toutes ces réunions dans lesquelles on discute de la marche de l'entreprise, des rapports sociaux, des auditions des conditions de travail, ne prennent pas un temps exagéré. Mais il n'en a jamais dit mot à personne parce qu'il craint d'apparaître comme un HL fragile, non encore consolidé.

Il ne faut surtout pas croire que la vie de HL se limite aux activités que nous venons de décrire. C'est un devoir, pour HL, d'avoir une vie personnelle riche qui lui permette de conserver un bon équilibre psychique tout en se distrayant. Il est vrai que HL n'a pas de bibliothèque et qu'il ne lit que des revues professionnelles à son bureau. Mais comme il veut continuer de se cultiver, il s'est abonné à la première encyclopédie sur petit écran qui lui permet d'apprendre, uniquement par l'image et le son, tout ce qui peut l'intéresser.

C'est ainsi qu'il prépare ses vacances au Pérou, apprend une huitième langue vivante et améliore son

COURRIER

La vengeance comme « rétribution »

J'ai lu, avec beaucoup d'intérêt, l'article d'André Fontaine (le Monde du 9 novembre).

Toutefois, la vengeance ne peut être assimilée, comme le prouvent les travaux de l'anthropologie, à l'exercice de représailles sanglantes, massives et aveugles comme celles dont l'Inde vient d'être le théâtre.

Plus généralement, la vengeance, au sens de justice privée, n'est qu'un cas particulier de l'exercice de la rétribution qui, d'autre part, peut servir de fondement à la sentence de ce tiers désintéressé que doit être le juge (pénal). La rétribution exprime l'exigence d'un rétablissement de l'égalité, qui doit être rapproché, mutatis mutandis, de l'exécution d'un contrat ou de la réparation d'un dommage.

RENÉ SEVE, professeur de philosophie (Paris).

Psychiatres dissidents

Je ne puis qu'approuver la position prise par mon ami, le professeur

Alexandre Minkowski (le Monde du 20 septembre 1984), en ce qui concerne l'internement dans des hôpitaux psychiatriques spéciaux des dissidents soviétiques. Il me paraît toutefois indispensable de rappeler que certains psychiatres soviétiques ont fait preuve d'un courage exemplaire en s'opposant à cette pratique. Notre collègue Glouzman a passé des années dans un camp, puis en exil, pour avoir pris la défense du général Piotr Griorenko, Anatole Koryaguine, qui a aimé pendant plusieurs années une commission d'étude des internements politiques, est à l'heure actuelle à la prison de Tchistopol ; selon des nouvelles diffusées par l'IAPUP (International Association on the Political Use of Psychiatry) en février dernier, il a été, à la suite d'une grève de la faim, durablement battu.

En rappelant l'attitude héroïque de Glouzman, de Koryaguine, des frères Kiril et d'Alexandre Podzibnik, nous devons avoir l'honnêteté de nous poser la question suivante : combien d'entre nous seraient de courage si une adversité analogue devait nous frapper ?

De CYRILLE KOUPERNIK (Paris).

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'AUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de PARFUMS PRODUITS DE BEAUTE - Porcelaine - Cadeaux - Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS
Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)
261-71-71
OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION
de 9 h à 18 h 30

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS
TÉLEX MONDIPAR 630572 F
TÉL. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Favret (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.
Directeur de la rédaction : Thomas Frensch.

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 608 F 899 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par voie aérienne)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1 240 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voient bien jointe ce chèque à leur demande.
Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à adresser leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez adresser l'obligation de rédiger tous les sous-projets en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 francs ; Canada, 1,25 \$; Danemark, 300 F CFA ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 90 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Inde, 1 000 r. ; Israël, 375 F. ; Italie, 0,250 Lit. ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 0,200 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; République, 300 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Tchécoslovaquie, 170 ml.

مكتبة المنهج

LES REBONDISSEMENTS DE LA CRISE TCHADIENNE

Le maintien d'éléments libyens au Nord est seulement l'un des graves problèmes qu'affronte le président Hissène Habré

M. Hissène Habré avait donc raison. Il reste des soldats libyens au Tchad. Non seulement M. Mitterrand le reconnaît, mais, neuf jours après le départ de N'Djamena des derniers soldats français de l'opération Manta...

Feut-il en chercher la réponse dans la méfiance qu'inspire encore dans la capitale française le président tchadien ? Tout a été passé, dans cette affaire, comme à Paris, pressé de retirer ses trois mille hommes du « caillou » et de régler son contentieux avec Tripoli...

L'ambiguïté de la politique française à l'égard du Tchad depuis juin 1982, date à laquelle M. Hissène Habré a repris le pouvoir à N'Djamena sur son adversaire, M. Goukouni Oueddei, tient en grande partie au fait que le président tchadien compte autant d'adversaires que de partisans dans la capitale française...

La reconquête impossible

M. Hissène Habré en a-t-il aujourd'hui les moyens ? Sur la plan politique, le président tchadien a pour lui d'exercer le pouvoir et d'être reconnu comme son détenteur légitime par la grande majorité de la communauté internationale...

Paris d'un « troisième homme » paraît voué à l'échec. Mais le président du Tchad se trouve à la tête d'un pays plus divisé que jamais. Occupé par la Libye et ses alliés du GUNT, le BET (Borkou, Ennedi, Tibesti) - la moitié nord du territoire - échappe au contrôle de N'Djamena et est soumis depuis plus d'un an à la loi de Tripoli...

Des combats ont opposé des soldats libyens aux fidèles de M. Achach Ibrahim, secrétaire général du CDR (Comité démocratique révolutionnaire), ce dernier étant aujourd'hui prisonnier de l'ancien président Goukouni Oueddei...

Bien commandée, relativement bien organisée - trois mille soldats tchadiens ont bénéficié des conseils des instructeurs français au cours de l'opération Manta - l'armée tchadienne est aujourd'hui dans l'obligation, pour éviter les incursions de ses opposants, de surveiller toute l'étendue du front nord. Cette tâche exige, pour être sérieusement menée, une logistique énorme, bien étrangère à une petite armée dont les chefs sont plus à l'aise dans les opérations de commando que dans de telles activités...

Par ailleurs, toutes les sources confirment que les Libyens ont laissé beaucoup d'armement à leurs alliés. Si tel n'est pas toujours possible, au moins, en cas de retrait et tout à l'heure, de désarmement des membres de la Légion islamique des « véritables » Tchadiens...

L'occupation du Nord par les Libyens n'est pas le seul problème auquel doit faire face le président Hissène Habré. Il lui faut aussi affronter de graves troubles dans le sud du pays. Pour le président tchadien, Tripoli en est responsable et fomenté

une dissidence armée pour le déstabiliser par tous les moyens. S'il paraît acquis que les « codas », anciens soldats sudistes ralliés et qui ont repris leur liberté et retrouvé leurs armes, reçoivent bien une aide de l'extérieur, il n'a pas de doute que la révolte du Sud n'aurait sans doute pas pris cette ampleur si le gouvernement avait fait quelques gestes significatifs à l'égard d'une population encore traumatisée par les massacres intercommunautaires de 1979 (Le Monde du 27 octobre).

L'amertume des « sudistes »

Le président Hissène Habré a sans aucun doute commis une faute politique en ne se rendant pas une seule fois dans le Sud depuis qu'il est revenu au pouvoir à N'Djamena, à y a plus de deux ans. Les « sudistes », amis ou ennemis, déjà méfiants à l'égard de cet homme du Nord, musulman, plus à l'aise au milieu de ses hommes dans les vastes étendues caillouteuses et désertiques du Sud qu'en cet endroit de N'Djamena, ont en outre subi une amertume qui n'a fait qu'augmenter leurs craintes. De plus, la façon très brutale dont a été menée la reprise d'activités des « codas » n'a fait que cristalliser la rancœur entre « sudistes » et « nordistes ».

La présence libyenne reconnait que des « bavures » ont été commises, et qu'on les a exagérées. Il est vrai, nous a-t-il dit le semaine dernière à N'Djamena, que des cadres ont été arrêtés. Ils sont en prison. Certains, mais d'autres ont disparu et certains ont été torturés. Les ministres sudistes qui sont, il faut le souligner, majoritaires au sein du gouvernement, regrettent le silence du président devant ces bavures et l'absence de toute sanction exemplaire contre les Goranes qui en sont responsables. Les ministres sudistes, qui refusent, dit l'un d'eux, de former un groupe de pression pour ne pas porter atteinte à l'unité du pays, ont bien avancé l'idée de créer une cour martiale pour juger les coupables, mais leur suggestion est restée sans écho.

Si, à Sahr ou à Moondou, tous les « sudistes » ne rendent pas responsable le président Hissène Habré lui-même du comportement de ses hommes, celui-ci doit cependant agir vite pour ne pas perdre définitivement le contrôle d'une région d'où provient l'essentiel de ses ressources financières. De plus, M. Nuodi, ministre délégué au développement et à la coopération, qui a rencontré par deux fois le président tchadien la semaine

dernière à N'Djamena à l'occasion de la commission mixte franco-tchadienne, lui a fait part des préoccupations du gouvernement français à l'égard des manquements aux droits de l'homme dans le Sud.

Un certain vide politique

Conscient du problème, le président tchadien multiplie des missions de conciliation dans le Sud jusqu'à ce qu'il y ait de vrais résultats. L'une des difficultés majeures qu'il rencontre est l'impossibilité de trouver une personnalité en mesure de parler au nom du Sud. La disparition politique du colonel Karoum, le président démissionnaire, dans l'entourage du président, on déplore aujourd'hui que la France n'ait pas mieux aidé ce politicien dévalorisé à conserver un « rôle-tronçonneur » de représentation.

L'ouverture, en particulier vers les « sudistes », marquée en juin dernier par la création de l'UNIR (Union nationale pour l'indépendance et la révolution), qui se voulait le rassemblement politique de tous les Tchadiens, n'a pas à ce jour donné les résultats escomptés. La parti encore en sommeil n'a pas assuré un véritable rôle de conseil de commandement des FAN. Cette impression de vide politique est d'autant plus sensible que le président Hissène Habré se trouve en ce moment en déplacement, qu'il pourrait pourtant galvaniser les foules et lui attirer plus de sympathies.

A tous ces problèmes politiques et militaires s'ajoute une sécheresse catastrophique qui a engendré la famine dans certaines régions du pays. La Libye n'échappe pas aux maux du tiers-monde et, malgré l'aide de la France, qui s'est élevée à plus de 300 millions de francs en 1984, il a bien du mal à faire face à ses échéances. Le président Habré, qui jouit d'une réputation justifiée de « bâtisseur », ne peut pas se permettre de laisser mourir les populations. Il est donc contraint de chercher à attirer des capitaux étrangers, ce qui n'est pas sans poser de problèmes.

Le colonel Kadhafi ne renoncera pas de sitôt à avoir à N'Djamena un « pied-à-terre ». Il est donc probable que tout le contraire de cet homme-là, Nationalista intrinsèque, il n'est certes pas pour la France un allié facile. Mais peut-on soutenir la Libye en se défilant de son chef ?

FRANÇOISE CHIPAUX.

Des unités sont prêtes à intervenir à partir du Centrafrique

Bien avant d'avoir été alertés par leurs propres services de renseignement, aux environs du 10 novembre, sur le non-retrait d'une partie du contingent libyen, le ministre français de la défense et son état-major des armées avaient pris leurs précautions, dès la conception même de l'opération Sillure de départ du Tchad de la force Manta. Pour l'essentiel, ces précautions ont consisté à ne pas ramener en France tout ce qui avait constitué la force Manta, à savoir 3 300 hommes, 30 hélicoptères, 3 500 tonnes d'armement, 700 véhicules et 25 avions. Au contraire, une partie de ce dispositif a été redéployée outre-mer, principalement en Centrafrique, le Gabon et le Cameroun - avec l'accord de ces états - où il a renforcé des garnisons françaises.

Outre le maintien d'un fort appui aérien en Centrafrique et au Gabon, qui ont accueilli les avions de combat Jaguar ou Mirage F-1 avec leurs appareils de transport et de ravitaillement en vol, la France a installé à Bouar, en Centrafrique, les éléments de ce qui avait formé, au Tchad, le détachement Echo, à l'est du pays, dans les palmeraies de Billitee, Arada et Abéché. Soit un contingent de 770 hommes environ, équipés d'automitrailleuses légères, de canons de 105 millimètres, d'hélicoptères Gazelle antichars, d'hélicoptères de transport Puma, de missiles antichars M16 et de moyens électroniques.

De surcroît, la France a remplacé en Centrafrique ses appels volontaires par un service long (VSL) par du personnel de carrière ou engagé, plus opérationnel et plus disponible. De Bangui - où ils sont entreposés en Centrafrique - les avions de transport Transall sont à deux heures et demie de l'aéroport de N'Djamena, et à une heure et demie de vol depuis Bouar. En revanche, les avions de combat Jaguar et

Mirage F-1 ne peuvent décoller que de Bangui ou de Libreville, au Gabon, où certains d'entre eux ont été basés en renfort de ceux que la France maintient depuis plusieurs années en permanence.

Les Jaguar, aidés par leurs avions C-135 F de ravitaillement en vol, sont capables de mener, depuis le Centrafrique ou le Gabon, des missions de reconnaissance dans le nord du Tchad pour y observer les mouvements éventuels des Libyens. Il ne semble pas du reste, que la situation ait beaucoup évolué depuis le 16 novembre dernier, date de l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu de M. François Mitterrand avec la presse française sur la non-application, par Tripoli, de ses accords du 16 novembre avec Paris.

Selon des analyses françaises, en effet, un millier de militaires libyens demeurent stationnés dans le nord du Tchad, principalement répartis entre Faya-Largeau et Fada, en appui des partisans du GUNT hostiles au président Hissène Habré. Le survol du Tchad par des avions de combat français est, donc, tout à la fois le moyen de se renseigner sur la situation militaire dans le Nord et une manœuvre d'intimidation visant à faire comprendre au colonel Kadhafi qu'il peut s'agir d'un élément précurseur avant le retour d'un contingent français à N'Djamena censé équilibrer, en effectifs les forces libyennes.

Si une nouvelle action française au Tchad serait facilitée par la proximité des frontières avec le territoire centrafricain où est installé le gros des forces, en revanche, il paraît exclu que les quelques unités de la force Manta encore présentes au Cameroun puissent intervenir elles aussi. Ces forces s'occupent en priorité de la chaîne de transit qui, de Kousséri à la frontière avec le Tchad jusqu'à Douala, a permis de rapatrier le matériel et les véhicules par bateau vers la France.

Le délai donné par Paris au colonel Kadhafi

(Suite de la première page.)

« Le matériel offensif, a-t-il dit, a été retiré. Il n'existe plus de risque de confrontation entre Libyens et Français, ni de risque de guerre. »

M. Dumas, à l'Europe-1, a pour sa part rappelé que la base de l'accord de Tripoli était : « plus un soldat français, plus un soldat libyen au Tchad ». S'il était « implicite », ainsi que l'a déclaré le porte-parole du gouvernement, qu'une réaction Mitterrand-Kadhafi n'aurait lieu qu'en cas de « dévoiement notable » de l'application de l'accord, comment expliquer les entretiens en Crète ? A cette question, M. Dumas a répondu par une autre question : « Fallait-il retirer ces choses directement au colonel Kadhafi ou prendre le risque d'affrontements ? »

La confusion et les contradictions dans les propos des officiels français ne renforcent évidemment pas la crédibilité de Paris auprès de capitales d'Afrique noire qui avaient demandé, l'an dernier, au gouvernement français d'assumer ses « responsabilités historiques » au Tchad. L'opération Manta, la plus importante intervention militaire française à l'étranger depuis la fin de la guerre d'Algérie, avait été accueillie, par les alliés africains de la France, comme un impressionnant témoignage de solidarité. Quand le chef de l'Etat a annoncé le retrait de

Manta - aux termes de l'accord de désengagement avec Tripoli, - il se sont interdits de mettre en doute, pour reprendre l'expression du président Hissène Habré, « la parole de la France », quelle que fût, à cette date, leur méfiance à l'égard du colonel Kadhafi. Ce scepticisme se trouve aujourd'hui justifié, et ils sont loin de se rejouer du revers assez humiliant ainsi infligé par le dirigeant libyen à la France.

Ils s'en réjouissent d'autant moins que Tripoli demeure, pour l'instant, muet. La radio libyenne n'est simplement contenue, samedi, de rapporter à son façon de longs extraits de la conférence de presse tenue la veille par M. François Mitterrand en jugeant que le président français « a démenté les allégations des médias impérialistes américains et occidentaux relatives au maintien de la présence militaire libyenne au Tchad » et en donnant une large place aux propos du chef de l'Etat concernant « la nécessité de la normalisation des relations entre la France et la Libye ». Même si le colonel Kadhafi, pour une fois, abtenu en retirant le reliquat de ses troupes cantonnées dans le Nord tchadien, rien ne dit, pour autant, qu'il aura décidé de laisser les Tchadiens régler, entre eux, leurs problèmes.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Quinze années de relations agitées

1969 DÉCEMBRE. - Georges Pompidou sollicite, après la prise de pouvoir par le colonel Kadhafi, que Paris souhaite développer de bonnes relations avec le nouveau régime libyen. 1970 JANVIER. - Tripoli décide d'acheter une centaine de Mirage à la France. La livraison est retardée à cause de problèmes financiers à partir de 1971. L'annulation de cette commande suscite de vives réactions en Israël et en France. JUILLET. - Des pilotes et des techniciens libyens commencent à être formés en France. 1971 JANVIER. - L'armée de l'air libyenne prend livraison des premiers Mirage, ainsi que d'hélicoptères français. JUILLET. - La centre culturel français à Tripoli est prêt de restreindre ses activités au seul enseignement du français. Le commandant Jalloud, ministre des Affaires étrangères, est reçu à Paris. SEPTEMBRE. - L'ambassadeur de France à Tripoli, M. Georgy, est convoqué par le colonel Kadhafi à propos de la situation au Tchad. DÉCEMBRE. - M. Jalloud revient en visite à Paris. 1972 NOVEMBRE. - M. Jalloud est à nouveau reçu à Paris à l'occasion de la prise de pouvoir de Georges Pompidou. 1973 22-25 NOVEMBRE. - Visite à Paris de l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui est reçu par Georges Pompidou. 1974 FÉVRIER. - M. Jalloud est à nouveau reçu à l'Élysée. Un protocole d'accord de coopération entre les deux pays est signé le 19. AVRIL. - La Libye envisage d'acheter six Mirage à la France. MAL. - Les cent dix Mirage ont tous été livrés. AOÛT. - A l'occasion d'une nouvelle visite de M. Jalloud, on apprend que la Libye souhaite acquérir des avions intercepteurs Mirage-F1.

1975 FÉVRIER. - Plusieurs ministres français sont reçus à Tripoli. 1976 FÉVRIER. - M. Jalloud se rend à Paris. Le colonel Kadhafi, dans une entrevue avec Le Monde, regrette que « la France se comporte en marchand de canons ». MARS. - Visite de M. Chirac, premier ministre, à Tripoli. Un accord de coopération entre les deux pays est signé à l'issue de ce voyage. JUIN. - Tripoli confirme sa commande de dix patrouilleurs légers rapatriés à la France. 1977 30 JANVIER. - Le colonel Kadhafi annonce à M. Giscard d'Estaing la libération des époux Claustra, pris en otage au Tibesti depuis le 21 avril 1974. JUILLET. - M. Triki, ministre libyen des Affaires étrangères, est reçu à Paris. 1978 FÉVRIER. - M. Kadhafi prononce à Tripoli un discours dans lequel il appelle la population tchadienne à se soulever contre le « colonialisme ». JUIN. - Visite secrète à Paris du commandant Jalloud ; il est reçu par M. Giscard d'Estaing. 1979 SEPTEMBRE. - Manifestation en Libye pour protester contre l'« invasion de la France en Centrafrique », après le coup d'Etat de Bangui. 1980 FÉVRIER. - L'ambassade de France à Tripoli est lavée et incendiée par des manifestants pour protester contre le soutien français à la Tunisie après l'attaque contre Gafsa. Le consulat de France à Benghazi est également visé à son tour. 23 MARS. - Incident aérien franco-libyen en Méditerranée (des appareils français agressés par des chasseurs libyens ne sont pas atteints). 6 MAL. - Attaque contre l'ambassade de Libye à Paris.

DÉCEMBRE. - Le colonel Kadhafi annonce de prendre, attribue aux « brigades arabiques », la responsabilité de l'attaque contre le consulat de France à Tripoli. 13 DÉCEMBRE. - Un communiqué de l'Élysée « met en garde » Tripoli contre la poursuite de l'intervention libyenne au Tchad. 1981 JANVIER. - Paris réexamine ses rapports économiques et diplomatiques avec Tripoli. Un communiqué de Tripoli d'Ouagadougou annonce la « fusion » entre le Tchad et la Libye. FÉVRIER. - Si la France intervenait au Tchad, elle perdrait certainement son statut de « médiateur », déclare M. Kadhafi. MARS. - La France décide de se retirer à la Libye les vedettes commandées. 11 MAL. - Le chef de M. Giscard d'Estaing annonce la fin du colonialisme militaire français », déclare M. Kadhafi. 15 JUILLET. - Les contrats franco-libyens sont suspendus, déclare le Quid d'Ouagadougou. OCTOBRE. - La France demande à la Libye de se retirer du Tchad avant juillet 1982. 1982 FÉVRIER. - La famille Dupont est condamnée par la Cour de sûreté libyenne à la prison à vie pour espionnage. AVRIL. - L'ambassade de France à Tripoli est renouée en état. 31 MAL-1er JUIN. - Visite de M. Chirac à Tripoli. 1983 AVRIL. - Trois ressortissants français sont incarcérés en Libye, deux étant accusés d'espionnage. JUIN. - Après la prise de Faya-Largeau par les rebelles de M. Goukouni Oueddei, M. Mitterrand met en cause le soutien logistique accordé à ce dernier par la Libye. M. Chirac estime sa contribution qu'il « n'y a pas, pour le moment, d'intervention étrangère au Tchad ». JUILLET. - Le colonel Kadhafi reprend ses attaques contre la France,

mais invite M. Mitterrand à se retirer à Tripoli. AOÛT. - M. Dumas, ministre personnel du président de la République, rencontre M. Kadhafi à Tripoli. M. Nuaci, ministre de la coopération, s'entretient avec M. Triki. AOÛT. - Début de l'opération Manta. Trois soldats français sont envoyés au Tchad. OCTOBRE. - Une trentaine de Français sont capturés durant quelques jours de prendre l'air pour Paris. M. Papandréou offre sa médiation et obtient leur libération. Mais Tripoli rejette tout le contraire de cet homme-là. Nationalista intrinsèque, il n'est certes pas pour la France un allié facile. Mais peut-on soutenir la Libye en se défilant de son chef ? FRANÇOISE CHIPAUX.

En super-livre de poche, dans la collection "Bouquins", le grand récit historique de PIERRE VIANSSON-PONTÉ Histoire de la république gaullienne (Mai 1958 - Avril 1959) Un récit vivant et personnel, un ouvrage de référence, qui s'adresse à ceux qui ont vécu les onze années de pouvoir du général de Gaulle sans vraiment tout savoir ni tout comprendre et à ceux, les plus jeunes, qui ont à le découvrir. Un volume de 840 pages - 90 F. BOUQUINS ROBERT LAFFONT

LES REBONDISSEMENTS DE LA CRISE TCHADIENNE

EN VISITE A WASHINGTON

M. Cheysson doit convaincre ses interlocuteurs que le revirement français ne doit rien aux pressions américaines

Washington. - La réussite de la visite officielle de deux jours, commencée ce lundi 19 novembre par M. Cheysson, dans la capitale américaine, dépendait largement des mesures qu'allait prendre la France, pour répondre au maintien de troupes libyennes au Tchad. Bien qu'elles aient été rassurées par les déclarations de M. Mitterrand, faisant publiquement état de ce maintien, les autorités américaines ont été, en effet, considérablement agacées par sa rencontre de jeudi avec le colonel Kadhafi. Elles attendaient donc de la France qu'elle tire avec fermeté les conséquences de la rupture des engagements pris par le dirigeant libyen, et cette situation plaçait M. Cheysson en position délicate.

Il devait marquer que les mesures envisagées par Paris ne tenaient nullement à des pressions américaines, mais prouvaient la détermination française face à la Libye. Le ministre des relations extérieures s'efforçait, en outre, de minimiser l'ombre projetée par cette affaire tant sur sa visite que sur les relations franco-américaines. Après avoir qualifié ces relations d'« incroyablement fréquentes et constantes », M. Cheysson a ainsi déclaré, presque d'un même souffle, dès son arrivée à Washington, dimanche soir, que la France « n'avait pas à consulter les Etats-Unis » sur « ce qu'elle fait au Tchad », et que « si les Libyens ne parlent pas totalement - et il est maintenant certain qu'ils ne sont pas totalement partis - il faudra y revenir ». « Ma visite », avait auparavant dit le ministre des relations extérieures en estimant que celle-ci n'était pas « à marquer d'une pierre particulière », « sera une occasion de plus de nous expliquer » sur les « quelques divergences limitées » opposant Paris et Washington.

A l'appui de cette confiance dans la solidité des bons rapports établis

depuis trois ans entre Paris et Washington, M. Cheysson a notamment souligné qu'il s'était mis d'accord avec M. Shultz pour ajouter un tête-à-tête, dans l'après-midi de ce lundi, à l'entretien et au déjeuner de travail qu'il aura eus auparavant. C'était effectivement là un signe de détente, sans doute lié aux mesures que la France s'appropriait à prendre au Tchad.

Il n'en reste pas moins que cette visite officielle, quel que soit le climat dans lequel elle s'achèvera, avait bien mal commencé. Mercredi dernier, les autorités américaines avaient officiellement fait état de l'irritation que leur avaient causée les déclarations de M. Cheysson, condamnant les survols de la capitale du Nicaragua par les avions américains. Le même jour, le département d'Etat, officiellement cette fois-ci, avait mis en doute l'intégrité du retrait libyen, et contredit de cette manière les certitudes exprimées alors à Paris. Le lendemain, la rencontre de Crète avait été accueillie dans un silence désapprobateur, et le surlendemain, vendredi, enfin, la presse américaine avait été informée que c'était en raison de cette rencontre que M. Shultz n'assisterait pas au dîner donné lundi soir par M. Cheysson.

Des points de désaccord

On a fait savoir depuis, du côté français, que le secrétaire d'Etat avait décliné l'invitation deux jours tenue avec le colonel Kadhafi, et qu'il ne saurait donc y avoir eu là un lien de cause à effet. La chose est possible, mais le fait est que le département d'Etat avait choisi de donner cet éclairage brutal à une

déclaration surprenante en tout état de cause. La visite de M. Cheysson, repoussée deux fois, en juillet et en septembre, s'en trouve amoindrie.

En plus de M. Shultz, le ministre sera reçu par le vice-président Bush, le secrétaire à la Défense, M. Weinberger, et le directeur de l'Agence pour le désarmement, M. Adelman. Mais on voit mal jusqu'à mardi soir alors que, sauf changement, son programme sera pratiquement bonifié lundi après-midi. Le vide de cette seconde journée laisse une petite impression de malaise alors que, le Tchad mis à part, les points de désaccord entre Paris et Washington étaient, jusqu'à présent, considérés comme secondaires au regard de l'appui sans faille accordé aux Etats-Unis par M. Mitterrand dans l'affaire des euromissiles.

C'est, pour une part, grâce à cet appui que la cohésion atlantique a été maintenue. Mais, maintenant que la première phase de cette partie de bras de fer entre l'Est et l'Ouest s'est achevée, les différences de vues entre la France et les Etats-Unis sur l'Amérique centrale, la question de la dette du tiers-monde, les projets américains de développement d'armes antisatellites et antimissiles - tous points à l'ordre du jour de cette visite - prennent plus de relief.

Cela ne signifie pas que les relations franco-américaines menacent de se dégrader. Aucune des deux parties ne le souhaite, pour des raisons de politique intérieure, et parce que les possibles tentations neutralistes de l'Allemagne fédérale sont observées avec presque autant d'attention aux Etats-Unis qu'en France. Il n'en est pas moins vrai qu'avec l'affaire du Tchad, cette visite ne s'imposait sans doute pas,

Un coup manqué

(Suite de la première page.)

N'était-ce pas une illusion ? Sachant ce que l'on sait du colonel Kadhafi, de ses visées, de son comportement, fallait-il envisager un accord avec lui ?

En se fondant sur la psychologie des dirigeants ou des peuples, on pouvait douter du succès d'une telle entreprise. On pouvait, aussi, condamner le principe même d'une négociation avec un homme réputé financer le terrorisme international et participer d'une sorte d'empire du mal qui menaçait le monde. Cette image simpliste du colonel Kadhafi a une réalité d'autant plus forte dans l'opinion publique que l'intérêt de la conforter aussi efficacement que ses adversaires.

Les dirigeants français ne s'en sont pas tenus à cette approche. Ils ont tenté la négociation, sans demander d'autorisation, ce qui n'est pas plus mal.

Que la France, régime démocratique à coloration socialiste, ne se limite pas au rapport de forces et cherche d'autres modes de règlement, on ne s'en étonnera pas. Qu'elle le fasse avec un partenaire qui, pour certains pays, a une autre image que celle d'un illuminé, support du terrorisme international, cela n'est pas absurde. Sans doute s'est-elle voulu montrer aussi, après s'être fermée, sa bonne foi dans cette affaire. Il faut bien voir qu'à terme la refus d'explorer les perspectives de règlement pacifique engendra une

logique de guerre. Faut-il s'attarder là-dessus ?

La négociation était, au départ, un pari des plus hasardeux. Il supposait que fussent prises toutes les précautions nécessaires. S'il s'agissait de prouver la bonne foi de la France sur la scène internationale, il fallait que toutes les données de la confrontation apparaissent clairement. Ce n'est pas le cas.

Il reste l'impression que les dirigeants français ont investi beaucoup dans un coup diplomatique qui semble avoir raté. S'il en est bien ainsi, ils seront peut-être obligés de revenir à la case départ. C'est à dire au Tchad, tant que ce pays ne sera pas capable d'assurer son existence en tant qu'Etat. Le véritable problème se situe là.

A. L.

M. LEOTARD : « On a fait de la France un tigre de papier »

M. François Léotard, secrétaire général du PR, a déclaré, dimanche 18 novembre, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, à propos de la question du Tchad : « Le sentiment qui domine, c'est celui de la consternation (...) ».

« Cette consternation doit être assez sensible dans le cœur d'un certain nombre de nos unités militaires. On a réussi ce cocktail tout à fait étrange qui consiste à faire preuve de lenteur, à faire preuve d'immobilité, enfin à faire preuve de précipitation. Lenteur dans l'intervention près d'un mois après que nous ayons été informés que les Libyens étaient là - c'était il y a un an ; immobilité pendant un an ; puis, précipitation pour partir. Et maintenant, on se rend compte qu'il va falloir retourner. Est-ce digne de la France ? Est-ce digne de l'armée française ? »

A propos de la rencontre Mitterrand-Kadhafi en Crète, M. Léotard a affirmé : « Je regrette un certain nombre de choses. Je regrette qu'elle se soit déroulée sous les yeux de M. Papandréou. Qui est M. Papandréou ? C'est le seul homme d'Etat européen qui n'ait pas condamné l'offense du Boeing coréen (...) ».

« Qui est M. Kadhafi ? M. Kadhafi est, depuis quelques années, l'homme qui illumine le terrorisme international sur notre propre territoire, et on va le rencontrer avec précipitation, comme cela, dans une île, pour discuter avec lui, alors qu'on savait très bien (...) depuis plusieurs jours, (...) que les Libyens

n'étaient pas partis du nord du Tchad (...) ».

« (...) On a fait de la France un tigre de papier. C'est ce qu'a fait M. Mitterrand. Nous étions fiers d'être la troisième puissance militaire du monde. Nous avions une diplomatie indépendante. Nous sommes maintenant à la remorque des Américains quant aux renseignements et dans une situation où nous nous sommes engagés dans une sorte de désert des Tartares, où les soldats français n'ont pas compris ce que l'on attendait d'eux. »

« Cette consternation et cette colère, M. Mitterrand en portera la responsabilité. »

M. Léotard a ajouté : « La politique étrangère de la France, si vous la regardez dans les derniers mois - étendons au-delà du Tchad - est une politique maoïste. Il y a quelques jours, on est allé célébrer notre propre deuil en Algérie, alors qu'il s'agissait, là aussi, de la mort de citoyens français dans des territoires français. Aujourd'hui, on va rencontrer nos propres agresseurs. Cette politique, s'il fallait la caractériser d'un mot, c'est que nous disons à nos adversaires : « Je t'aime », et ils nous répondent : « moi non plus ». Nous avons vu cela en Algérie, nous voyons cela aujourd'hui avec la Libye, nous verrons cela demain avec la Syrie, où nous allons rencontrer des gens qui ont assassiné notre ambassadeur à Beyrouth et qui ont été probablement derrière l'assassinat des parachutistes français du Drakkar. »

M. TOUBON : DES ERREURS

M. Jacques Toubon, nouveau secrétaire général du RPR, interrogé lundi matin 19 novembre, au micro de RMC, a affirmé : « Dans cette affaire, il y a eu de la part du pouvoir indiscutablement des erreurs que nous risquons de payer cher. La première d'entre elles est d'avoir voulu se débarrasser de cette affaire schizophrénique, en particulier de l'opération Manu, tout simplement pour ne pas avoir cette affaire sur les bras dans une perspective d'élections législatives et, pour cela, on a refusé de dire la vérité aux Français (...) Les explications qu'on nous a données de la nécessité d'inviter le président Kadhafi sont des explications romanesques (...) Finalement, le président de la République française ressemble un peu dans cette affaire à Cyrano aux pieds de Roxane. »

« RECTIFICATIF. - C'est le 1^{er} septembre 1969, et non en novembre, contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions datées 18-19 novembre, qu'eut lieu le coup d'Etat militaire qui a renversé le roi Idris de Libye et porté le colonel Kadhafi au pouvoir. »

CONCESSION EXCLUSIVE

École, bibliothèque, tout public « Encyclopédie monde actuel » PRIX BAS - GROS SUCÈS KITEFIT CP 8 CH. 1227 CAROLUE

UNE VISITE SURPRISE DU COLONEL KADHAFI A MALTE

« Le président Reagan est fou ! »

La Valette (AFP). - « Le président Reagan est fou ! », a déclaré le colonel Kadhafi le dimanche 18 novembre à La Valette, devant plusieurs milliers de militants du Parti travailliste maltais, au pouvoir dans l'île. M. Kadhafi était arrivé la veille, venant de Tripoli, pour une visite-surprise de trois jours. Associant Malte à sa propre politique, le dirigeant libyen a poursuivi sa diatribe contre les Etats-Unis : « Malte et la Libye combattent les Américains, et nous n'avons pas peur de Reagan, des Etats-Unis ni de l'OTAN », a-t-il notamment déclaré. Prêtant à l'OTAN le dessein d'envahir Malte « pour y faire stationner ses armées », le colonel Kadhafi a lancé : « Ceux qui sont contre vous sont contre nous ! »

M. Mifsud Bonnici, vice-premier ministre maltais, qui devrait prochainement succéder à M. Dom Mintoff à la tête du gouvernement de La Valette, prenant la parole alors que le dirigeant libyen avait déjà quitté la réunion, a tenté de prouver quelques diatribes par rapport à ces déclarations. « Peu nous importent ses convictions, sa religion et sa politique, a-t-il dit ; ce que nous lui demandons, c'est de nous aider à surmonter notre chômage. »

BERNARD GUETTA.

Le colonel Kadhafi devrait aborder avec M. Dom Mintoff les questions de la paix et de la sécurité en Méditerranée ainsi que des relations bilatérales entre les deux pays, qui ont connu des tensions par le passé.

La dernière visite de M. Kadhafi à Malte remonte à 13 mars 1982, quelques jours avant que la Cour internationale de justice de La Haye ne rende son arbitrage sur le contentieux entre les deux pays à propos de la délimitation des eaux territoriales. Ce contentieux s'était traduit notamment par l'interruption, après intervention de la marine libyenne, des travaux d'une plate-forme pétrolière située sur un gisement offshore maltais revendiqué par Tripoli.

Depuis, les relations entre les deux pays se sont améliorées, et une coopération économique et commerciale intensive a été engagée. De nombreuses firmes libyennes ont pignon sur rue à La Valette.

Ni les autorités de l'île ni la délégation libyenne n'ont commenté la coïncidence entre cette visite de M. Kadhafi et le romanesque attentat manqué en Egypte contre M. Bakkouche, pour lequel deux citoyens maltais et deux Britanniques ont été arrêtés.

LE FAUX ASSASSINAT DE M. BAKKOUCHE EN EGYPTE

Le président Mubarak assure que les services libyens préparent des attentats contre M^{me} Thatcher le président Mitterrand et le chancelier Kohl

Le président égyptien, le général Mubarak a lancé, dimanche 18 novembre au Caire, un appel à la lutte contre le terrorisme international et a dénoncé les activités de la Libye qui, selon lui, projette des attentats contre plusieurs personnalités, dont M^{me} Thatcher, le président Mitterrand et le chancelier Kohl. M. Mubarak a, d'autre part, indiqué que, selon les vœux des membres du commando chargé d'assassiner l'ancien président du conseil du roi Idris, M. Bakkouche, la Libye était impliquée dans le financement de l'attentat qui a coûté la vie au premier ministre indien, M^{me} Gandhi.

Les révélations du chef de l'Etat égyptien ont fait l'effet d'une bombe vendredi 18 novembre pour le président Mubarak. Il a reçu dès dimanche les ambassadeurs de la République fédérale d'Allemagne et de France, MM. Kurt Müller et Philippe Cuvillier. Bien que les deux chefs de mission n'aient donné aucune indication sur la teneur de cet entretien, ce dernier a sans nul doute porté sur les éléments réunis par la police et les services de renseignements égyptiens sur les attentats projetés contre M. Kohl et M. Mitterrand.

Les autorités libyennes ont aussi été « catégoriquement » les accusations du président égyptien. Dans un communiqué publié dimanche à Tripoli par l'agence Jana, le Comité populaire du bureau populaire pour les liaisons extérieures (ministère des affaires étrangères) affirme que ces accusations visent à détruire « les relations de fraternité, de coopération et d'amitié » qui existent entre la Jamahiriya et ces pays.

« L'Egypte ne pourra pas protéger l'ancien ministre libyen Abdelhakim Bakkouche », a affirmé de son côté, dimanche à Tripoli, le numéro deux libyen, le commandant Abdessalam Jalloud, cité par l'agence Jana.

Le peuple libyen « n'accordera aucune considération aux vieilles peaux du genre Bakkouche (1), même si Hosni Mubarak mettait toute l'armée égyptienne à leur disposition », a déclaré le commandant Jalloud. « Nous avons vaincu ces gens en 1969, quand nous étions désarmés, à plus forte raison maintenant que le peuple libyen libre et affirmé son pouvoir dans ses congrès populaires » et qu'il « défend l'autorité, l'urgent et les

armes », a poursuivi le responsable libyen.

Ce ne sont, en tout cas, pas des éléments du « groupe simple libyen », comme l'avait annoncé vendredi 16 novembre les médias libyens, qui ont préparé l'assassinat de M. Bakkouche, mais deux Britanniques et deux Maltais. Le chef du commando était Anthony William Gill, quarante-huit ans, propriétaire d'une entreprise de pièces détachées d'automobiles, demeurant à Londres, et son adjoint Godfrey Ghino, quarante-sept ans, habitant également dans la capitale britannique. Le ministre égyptien de l'Intérieur a affirmé que ces deux hommes avaient déjà été impliqués, l'un dans une affaire d'extorsion à Londres, pour le compte du colonel Kadhafi, l'autre dans un projet d'assassinat du président pakistanais. Le ministre britannique de l'Intérieur et le Soudanais Yari ont refusé d'indiquer, à la demande de l'agence Jana, les deux hommes étaient connus de leurs services. - (AFP).

(1) L'ancien chef de gouvernement libyen en 1967-1968 est aujourd'hui âgé de quarante-cinq ans. Il est considéré comme un musulman modératiste.

Bons baisers de Tripoli...

Le Caire. - « On ne vit que deux fois », pourrait dire l'ancien président du conseil du roi de Libye, M. Abdelhakim Bakkouche, au terme d'une affaire « à la James Bond ». En effet, donné vendredi 18 novembre pour « exécuté » par Radio-Tripoli (le Monde daté 17-18 novembre), cet opposant au régime du colonel Kadhafi a été ressuscité le lendemain au cours d'une conférence de presse au Caire.

Telle qu'elle a été exprimée samedi par le ministre égyptien de l'Intérieur, le général Ahmed Rouchdi, l'« intox Bakkouche » présente de nombreuses similitudes avec l'affaire Virginia Tamaso, quand les services secrets français avaient fait croire à leurs homologues de Bucarest que l'écrivain roumain dissident avait été « liquidé ». La grande différence entre les deux affaires est que la France a joué cette fois un rôle passif. C'est au moment où il se trouvait, jeudi 15 novembre, en Crète pour un entretien de quatre heures avec le président Mitterrand que le colonel Kadhafi aurait été informé, photos sanguinolentes à l'appui, du succès de l'« exécution », a indiqué le ministre égyptien.

L'affaire Bakkouche apporte de nouvelles munitions à la croisade américaine contre le terrorisme international, et notamment libyen, puisque, selon les services de sécurité égyptiens, les quatre agents à la solde de Tripoli ont dévoilé, au cours de leurs aveux, la préparation de plusieurs attentats contre des pays d'Europe occidentale ou arabes. D'après le chancelier ouest-allemand Kohl, le roi Fahd d'Arabie et le président Zia ul Haq du Pakistan, sans compter une série d'ambassadeurs en France, la Royaume-Uni, l'Inde, Koweït et Qatar. Le ministre de l'Intérieur a précisé à ce sujet que le libyen informera lui-même les pays amis.

Correspondance

des complots libyens en préparation.

Le chef de l'Etat égyptien a, d'autre part, tenu à préciser, dimanche 18 novembre, que le Caire n'envisageait pas d'éprouver « l'efficacité » de la Jamahiriya, et s'est dit « satisfait » de cet égard certaines informations selon lesquelles l'Egypte aurait décrié l'état d'alerte renforcée parmi ses quelque cent mille soldats massés à la frontière libyenne depuis les affrontements armés survenus dans cette région en juillet 1977.

Selon le général Rouchdi, les services de sécurité égyptiens disposaient d'informations, de sources non précises, sur le complot bien avant qu'il ne commencent à passer à la phase de réalisation, le 19 octobre. C'est à cette date qu'est arrivé en Egypte le premier agent, de nationalité britannique, à la solde de la Libye. Cinq jours plus tard, débarrassé de son second membre du commando, un homme d'affaires de nationalité maltaise. Le 9 novembre, l'équipe libyenne, composée de deux Anglais et de deux Maltais, était à pied d'œuvre au Caire. Des contacts furent pris avec des « éléments égyptiens » - qui se révéleront, par la suite, être des membres de la sécurité égyptienne - pour faciliter l'accomplissement de leur mission. Les « cousins locaux », comme les nomme dans une de ses lettres le chef du commando, se montrèrent si entreprenants que l'exécution même de la sentence à leur fut confiée.

« Ligoté et ballonné »

M. Bakkouche fut ligoté et ballonné par les services égyptiens, qui le photographièrent menacé par un homme masqué armé d'une mitrailleuse. Le jeu des photos comprenait notamment

M. Bakkouche faisant la mort, une trace de halle entre les deux yeux et le visage ensanglanté.

Le 12 novembre, date de la préférence et exécution », le chef du commando avertissait téléphoniquement les services de renseignements libyens du succès de l'opération. Il envoyait par la même occasion une lettre avec les photos au résident des services secrets libyens du bureau populaire (ambassade) de la Jamahiriya à La Valette (Malte). Combien de l'ironie, le message fut délivré à un intermédiaire maltais par un agent des services de renseignements égyptiens. Le 15 novembre, le chef du bureau populaire de la Jamahiriya à Malte, M. Ahmed Nagum, se rendit immédiatement en Crète où se trouvait le colonel Kadhafi pour le former de la nouvelle et lui transmettre les clichés. Le guide de la révolution libyenne donna des ordres pour que Radio-Tripoli diffuse la nouvelle vendredi. La radio libyenne annonça alors l'« exécution par un commando soviétique du traître Bakkouche ». Ce dernier se trouvait en fait depuis quelques jours en sécurité à Assouan en Haute-Egypte.

Dimanche 18 novembre, M. Geoffrey Gill, le chef du commando, très décontracté, révélait à la télévision égyptienne que les services libyens l'avaient approché en juillet. Deux autres membres du commando, de nationalité maltaise, ne firent que dénier leur identité. Le second Britannique n'a pas été présenté. Le côté « James Bond » de l'opération Bakkouche a incité le ministre du Caire à annoncer que son pays produira un film de commentaires sur cette affaire. Il suffit d'ajouter à l'histoire vraie quelques aléas pour battre des records de recettes avec un titre tout trouvé : Bons baisers de Tripoli... ALEXANDRE BUCCIANTI.

سكائن النظم

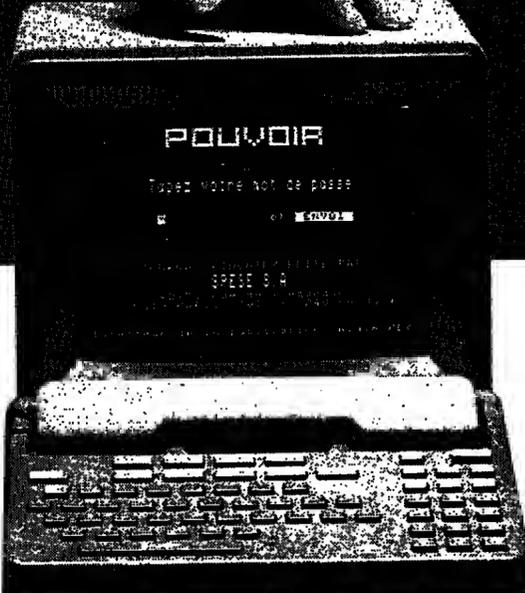
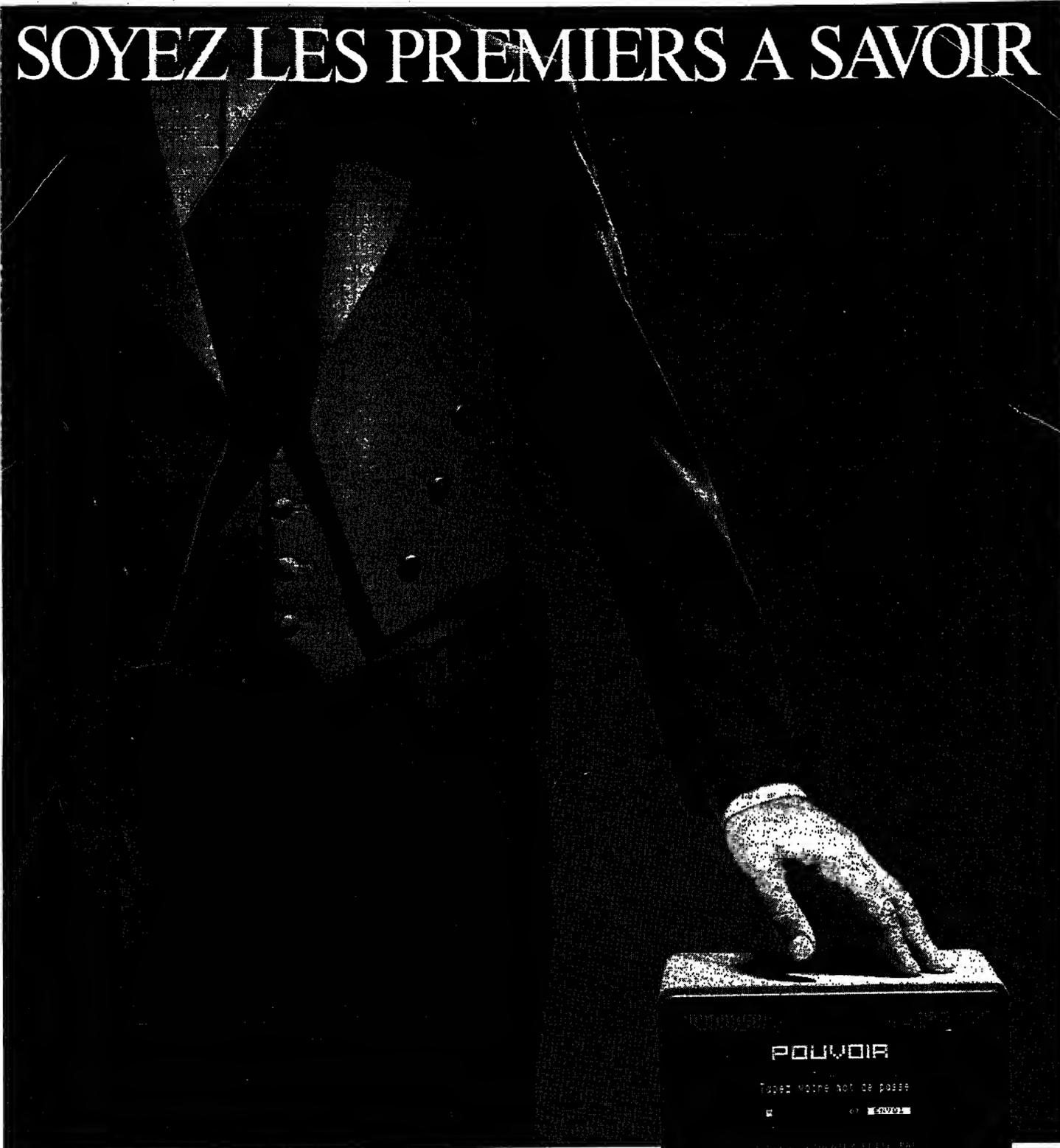
ADIENNE

TE SURPRISE
ADHAFI A MALTE
nt Reagan est fou!

EN EGYPT
s services libyens
M^{me} Thatcher
ancelier Kohl

ripoli...

SOYEZ LES PREMIERS A SAVOIR



Parrest, Saint-Jean, Vinc

Economie, politique, social... Soyez les premiers à savoir : voici **Pouvoir**, un moyen d'information unique qui utilise la télématique pour transmettre 24 heures sur 24 des informations exclusives, recueillies aux meilleures sources de tous les pouvoirs.

Imaginez : une décision soudaine de l'Elysée, un accord commercial ou une nomination imprévue... Grâce aux correspondants de **Pouvoir**, vous en serez les premiers informés.

Parallèlement à ces informations souvent ultra-confidentielles, **Pouvoir** vous permet de suivre facilement et rapidement l'actualité dans tous les domaines, avec des informations vérifiées par des journalistes professionnels qui vont droit à l'essentiel. A tout moment vous disposez de données pour éclairer un événement : biographies, rappels historiques, indices économiques, sélection de presse, calendrier politique... Rien ne vous échappe.

Pouvoir ne se partage pas. La valeur de ses informations en fait un service-privilege. Accessible seulement par abonnement. Pour en savoir plus, envoyez votre carte de visite à **POUVOIR**, 42, rue de l'Aqueduc, 75010 Paris ou téléphonez au (1) 240.66.88.

POUVOIR

L'information exclusive non-stop.

DIPLOMATIE

AVANT LA VISITE DE M. MITTERRAND EN SYRIE

- Les juifs syriens sont des citoyens comme les autres
- La France devrait jouer un rôle d'avant-garde au Proche-Orient déclare le président Assad au Monde et à France-Inter

De notre envoyé spécial

Damas. — Le président Hafez El Assad, en complet bleu marine, nous a reçus dans un des salons de l'immeuble qui sert de siège à la présidence de la République, en attendant l'achèvement du Palais du peuple, sur les hauteurs de Damas. Le chef de l'Etat, légèrement amputé, a pris des couleurs depuis sa maladie et il n'a plus les traits tirés. D'un ton monocorde, il raconte toujours à la langue de bois, mais ponctuée d'un sourire certaines de ses réponses et se montre enjoué après l'entretien. Agé de cinquante-quatre ans, il semble avoir parfaitement « récupéré ». Il est vrai que ce bonhomme de travail a, sur l'ordre de ses médecins, réduit ses horaires et qu'il se ménage plus qu'anparavant.

Le président était interrogé dans le cadre de l'émission de France-Inter « Face au public », animée par Gilbert Decaux, diffusée exceptionnellement dimanche 18 novembre à midi alors qu'à Paris le mouvement Sionna lançait un appel en faveur des juifs de Syrie. (Lire ci-contre.)

A la première question posée sur ce point, M. Assad souligne que c'est le sionisme — « mouvement raciste » — qui inspire en France et dans le monde ce genre de manifestation. Il y voit « une ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie et une provocation grossière préjudiciable à tous les juifs du monde, car cela constitue un précédent dangereux ». Il note ensuite que, « si cela devenait une règle », la Syrie devrait, elle aussi, s'intéresser au sort des juifs, des chrétiens ou des musulmans en France et qu'il en serait de même pour les autres pays du monde.

« Les juifs de Syrie, dit-il, sont des citoyens syriens qui ont les mêmes droits que les autres ci-

toyens, et la majorité d'entre eux, ont moins d'obligations que les autres. Ils étudient dans nos écoles, dans nos universités. Certains sont fonctionnaires de l'Etat, d'autres ont des professions libérales et vous avez pu voir leurs commerces ici à Damas (...). Les citoyens juifs sont au nombre de quatre mille, dont plus de la moitié sont des femmes. Aucun n'a jamais demandé à servir dans l'armée, mais si une demande m'était adressée, je ne manquerais pas de l'examiner. »

Le chef de l'Etat n'en dira pas plus, mais certains de ses collaborateurs se sont demandés, par ailleurs, pourquoi les personnalités françaises et européennes qui ont apporté leur soutien à Sionna ne s'intéressaient pas également aux citoyens arabes d'Israël et aux Palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, dont le sort est, assurément, « beaucoup moins enviable que celui des juifs syriens ».

Autre sujet qui donne en France une image négative de la Syrie : le terrorisme. M. Assad affirme que la Syrie n'avait rien à voir avec l'assassinat de Louis Debraque, l'ambassadeur de France au Liban, ni avec l'explosion du centre militaire français à Beyrouth et qu'elle n'y avait « aucun intérêt ». Pressé de questions, il ajoute : « Nous sommes contre le terrorisme dans sa totalité et en tout lieu. Mais la résistance nationale contre l'invasion, contre l'occupation étrangère est un devoir dans tous les pays du monde. Nous sommes contre toutes les agressions. »

A une semaine de la visite de François Mitterrand, premier chef d'Etat français à se rendre officielle-

ment en Syrie, M. Assad donne l'impression de vouloir tirer un trait sur le passé. « Quand la France est entrée dans nos pays, rappelle-t-il, ils étaient unis. Quand elle est partie, ils étaient défaits. » Mais, ajoute-t-il, « nous ne demandons pas à la France de réparer toutes les erreurs du passé, nous lui demandons de bien vouloir se rappeler l'histoire pour contribuer à l'amélioration de la situation dans nos pays actuellement. »

De quoi parleront les deux chefs d'Etat ? « De tous les problèmes de la région et aussi de certaines situations prévalant en Europe et dans le monde. » La presse syrienne, en le sait, s'était attaquée durement à la politique française concernant le Liban et M. Assad avait même démis à Paris tout rôle dans ce pays. Comme on le lui fait observer, le président répond : « L'important n'est pas de parler du passé (...). Si nous avons été en désaccord, cela ne signifie pas que l'un en restera à ces positions, à moins qu'on ne les abandonne pour écarter les points négatifs. Nous souhaiterions que la France ait un rôle d'avant-garde à jouer au Proche-Orient. »

Le Liban

En ce qui concerne précisément le Liban, le chef de l'Etat souligne que le président Amine Gemayel « représente tout le Liban » et pas une partie seulement. « Nous traitons avec lui et l'aidons sur cette base », souligne-t-il, avant d'ajouter que le pays doit être « indépendant, souverain dans ses frontières internationalement reconnues selon la formule dani conviendront les différents partis libanais. »

A la question de savoir quand les armées syrienne et israélienne quitteront le sol libanais, M. Assad répond longuement l'argumentation selon laquelle aucun parallèle ne peut être établi entre elles et souligne que « les Israéliens, agresseurs et envahisseurs, doivent se retirer de façon inconditionnelle ». On sait néanmoins que la Syrie est favorable à un succès des négociations israélo-libanaises de Nakoura, et, lorsqu'on lui demande si les forces syriennes pourraient occuper les positions qu'évacueraient les troupes israéliennes, il répond : « Notre présence dans une partie du territoire libanais relève de la décision du gouvernement libanais. »

Plus précis, il ajoute : « Les forces syriennes quitteront le Liban exactement comme elles y sont entrées. Lorsque le Liban aura recouvré pleinement sa liberté et que le gouvernement libanais nous demandera de retirer nos forces, nous le ferons, nous accepterons sa demande très favorablement. »

En revanche, au sujet du différend qui l'oppose à M. Yasser Arafat, M. Assad affirme, contre toute évidence, qu'il n'y a pas de problème entre eux. « Le désaccord existe entre M. Arafat et ses collègues à l'intérieur de l'OLP. C'est une question palestinienne et pas un problème syro-palestinien », réplique-t-il obstinément.

Comment accueillera-t-il une éventuelle fédération jordanopalestinienne ? Le président évite de répondre formellement en décembre devant la commission économique conjointe. Il ne fait guère de doute que l'aide américaine à Israël augmentera très sensiblement, mais peut-être pas dans les proportions voulues par Jérusalem. Avant de se montrer plus généreux, le département d'Etat attend du gouvernement israélien qu'il pousse et durcisse la politique d'austérité en cours. L'administration Reagan avait déjà accepté de verser en une seule fois la totalité de l'aide économique pour 1985.

Par ailleurs, les négociations bilatérales pour la création d'une zone de libre-échange israélo-américaine actionnent sur des canaux plus sérieux que prévu. Soucieux de protéger au mieux leurs industries textiles, les deux pays divergent, en effet, sur le calendrier des dégrèvements douaniers.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● M. Cheysson au Danemark. — Le ministre des relations extérieures se rendra en visite officielle au Danemark du 21 au 23 novembre. Au cours de son séjour, M. Cheysson sera reçu par la reine Margrethe, aura plusieurs entretiens avec son collègue danois, M. Uffe Ellmann

La Pologne annonce son retrait de l'Organisation internationale du travail

De notre correspondante

Genève. — Le conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT), qui se réunit en juin et en novembre chaque année, a, au cours de sa dernière séance, décidé par 31 voix contre 10 et 12 abstentions, de prendre simplement note de l'absence du rapport sur la situation de la liberté syndicale en Pologne (le Monde du 30 juin). Tout avait été mis en œuvre par les pays de l'Est et par leurs alliés pour que la moindre allusion à ce rapport soit évitée. La motion présentée par l'Ethiopie, demandant le renvoi du texte, a cependant été repoussée par 30 voix contre 18, avec 5 abstentions.

M. Oudavenko, ministre des affaires étrangères d'Ukraine, s'en est pris au BIT et à son conseil d'administration, les accusant de partialité. Il a déclaré que l'enquête sur la liberté syndicale en Pologne était illégale, et que les pays communistes se solidarisaient avec Varsovie. Après quoi, il a proféré des menaces vagues, qui pourraient notamment prendre la forme de représailles sur le plan financier.

La presse polonaise avait déjà brandi à maintes reprises la menace d'une rupture de Varsovie avec le BIT, au cas où le conseil d'administration parlerait du rapport.

S'il était acquis que les représentants des syndicalistes américains souhaitaient une discussion sur le fond, il n'a cependant jamais été question, pour le conseil d'administration du BIT d'adopter ou de rejeter ce texte, rédigé par des experts indépendants, dont la compétence et l'impartialité ne seraient être mises en cause, pas plus que se prononcer sur les conclusions.

Ces dernières, rappelons-le, sont accablantes pour le gouvernement

polonais : elles démontrent que les conventions internationales du travail sur la liberté syndicale et sur le droit d'organisation et de négociations collectives sont violées, que les syndicalistes subissent des humiliations et des sévices. Le texte fait également état du licenciement de milliers de personnes, du seul fait de leur appartenance à Solidarnosc.

Les Américains n'ont pas en gain de cause : rien de tout ceci n'a été rappelé lors de cette dernière session du conseil d'administration du BIT qui a fait montre d'un net désir de conciliation envers la Pologne. Certains de ses membres ont tenu à évoquer les « progrès » enregistrés dans le domaine de la liberté syndicale au cours de ces dernières mois. Il n'en reste pas moins que cette prudence n'a pas suffi à rassurer M. Oudavenko et ses amis, toujours aussi acharnés à lutter contre toute forme de contrôle de la situation des ouvriers dans leurs pays respectifs.

Mais surtout, M. Stanislas Turbenaki, chef de la mission polonaise auprès de l'ONU et des institutions spécialisées à Genève, vient de faire connaître à la direction du BIT l'intention de Varsovie de se retirer de l'Organisation, afin de prouver que la décision du conseil d'administration de prendre acte de l'existence du rapport était à son sens inadmissible. M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, a immédiatement réagi en précisant que cette décision n'était qu'un préavis car, statutairement, aucun pays ne peut quitter le BIT avant un délai de deux ans. Rappelons que la Pologne, qui n'a pas acquiescé depuis plusieurs années ses cotisations, doit au BIT quelque 7 millions de dollars.

ISABELLE VICHNIAC.

Le Conseil national palestinien se réunira à Amman le 22 novembre

De notre correspondant

Tunis. — En dépit de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de présider durant le week-end à Tunis le Comité exécutif de l'OLP ainsi qu'il l'envisageait, M. Yasser Arafat compte toujours réunir le Conseil national palestinien (Parlement) le 22 novembre à Amman.

L'exécutif palestinien n'a pu siéger à la suite de la défection des représentants du FPLP de M. George Habache, et des mouvements réunis au sein de l'Alliance nationaliste. Le président du Conseil national, M. Khaled El Faleouh, qui avait été invité, s'est également abstenu. En

revanche, le secrétaire général adjoint du FPLP, M. Yasser Abd-kabba, avait effleuré le déplacement à Tunis où il espérait obtenir un report des assises à une autre date et dans une autre capitale arabe.

M. Kaddoumi a confirmé que le Conseil national s'ouvrirait bien jeudi prochain dans la capitale jordanienne et a appelé tous ses membres « à faire prévaloir l'intérêt suprême du peuple palestinien sur toute autre considération, en participant aux travaux. »

M. D.

Jérusalem va demander le doublement de l'aide américaine

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël s'apprête à solliciter une forte augmentation de l'aide que lui accorde les Etats-Unis. Lors des discussions exploratoires qui s'ouvrent à Washington, mardi 19 novembre, entre hauts fonctionnaires américains et israéliens, la délégation de Jérusalem conduite par le directeur général du Trésor demandera un accroissement de plus de moitié de l'assistance régulière.

L'aide annuelle pour 1985 votée par le Congrès il y a seulement quelques semaines et attribuée entièrement sous forme de dons s'élève à 2,6 milliards de dollars, dont

1,4 milliard alloué à des fins militaires. Israël souhaite recevoir 4 milliards de dollars en 1986. Jérusalem brigue, en réalité, 5 milliards de dollars, soit presque un doublement de l'assistance américaine. Lors d'entretiens parallèles à Washington, le directeur général du ministère israélien de la défense examinera avec les responsables du Pentagone les moyens de financer les achats par Jérusalem d'équipements militaires américains au cours des cinq prochains années.

Les requêtes israéliennes seront présentées formellement en décembre devant la commission économique conjointe. Il ne fait guère de doute que l'aide américaine à Israël augmentera très sensiblement, mais peut-être pas dans les proportions voulues par Jérusalem. Avant de se montrer plus généreux, le département d'Etat attend du gouvernement israélien qu'il pousse et durcisse la politique d'austérité en cours. L'administration Reagan avait déjà accepté de verser en une seule fois la totalité de l'aide économique pour 1985.

Par ailleurs, les négociations bilatérales pour la création d'une zone de libre-échange israélo-américaine actionnent sur des canaux plus sérieux que prévu. Soucieux de protéger au mieux leurs industries textiles, les deux pays divergent, en effet, sur le calendrier des dégrèvements douaniers.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● M. Cheysson au Danemark. — Le ministre des relations extérieures se rendra en visite officielle au Danemark du 21 au 23 novembre. Au cours de son séjour, M. Cheysson sera reçu par la reine Margrethe, aura plusieurs entretiens avec son collègue danois, M. Uffe Ellmann

ASIE

Cambodge

Les Vietnamiens ont attaqué un camp de la résistance à la frontière thaïlandaise

Correspondance

Bangkok. — Plusieurs régiments de l'armée vietnamienne ont attaqué, le dimanche 18 novembre à l'aube, à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, le camp nationaliste de Nong-Chan, défendu par les troupes du Front national de libération du peuple khmur (FNLPK). Cette attaque pourrait marquer le début des opérations militaires de la saison sèche.

Ce n'est pas la première fois que le camp de Nong-Chan subit les attaques de l'armée vietnamienne. Il avait été occupé par les Bo Doi en 1980, alors que le camp était sous le contrôle de partisans du prince Sihanouk. Après son évacuation, il avait été pris en main par un seigneur de guerre rallié au FNLPK, Chea Chhut. Complètement détruit à nouveau en janvier-février 1983, le camp avait été reconstruit peu après et abritait jusqu'à dimanche près de vingt-cinq mille civils cambodgiens, ainsi que quelques milliers de soldats du FNLPK. Une cinquantaine de personnes ont dû être hospitalisées.

Bien que la frontière thaïlando-cambodgienne ait été relativement calme ces dernières semaines, cette dernière offensive ne constitue pas vraiment une surprise. On avait noté depuis un mois un sérieux renforcement des forces vietnamiennes déployées le long de la frontière. L'arrivée d'avions Antonov à l'aéroport de Battambang et même, selon les services de renseignements thaïlandais, d'hélicoptères de combat de fabrication soviétique.

Les troupes du FNLPK représentent environ 16 000 hommes répartis sur une dizaine de camps frontaux ainsi qu'à l'intérieur des provinces de l'ouest et du nord-ouest cambodgien. Elles sont alliées aux forces de l'armée nationale sihanoukiste (8 000 hommes) et à l'armée nationale du Kampuchea démocratique (Khmers rouges) forte sans doute de près de 30 000 hommes. Les troupes vietnamiennes, dont le chiffre exact n'a jamais été connu, sont évaluées à 160 000 à 180 000 hommes. Elles sont assistées par quelque 20 000 soldats de la jeune armée de la République populaire du Kampuchea.

JACQUES BEKAERT.

(Publicité)

Le contre Israël Jérovitch de la RSIF avec l'Association des déportés Juifs, la JSF et l'ADL, proposent : du 20 novembre au 18 décembre 1984 40 ans après, les Juifs français face au nazisme. Un mois d'exposition, conférences, films, débats, témoignages, ventes de livres. Inauguration de l'exposition, en présence de nombreuses personnalités, le mardi 20 novembre à 18 h 30. Centre L. Jérovitch, 68, rue de la Fille-Michonnet. Tél. : 985.28.49

Pour moins de 2000F offrez-vous l'avenir.

Pencil II : un micro-ordinateur très complet pour s'initier, jouer, se perfectionner. Plusieurs logiciels immédiatement disponibles. Liste des points de vente sur demande : Hanimex France - Tél. : (3) 985.96.33. PENCIL II BY HANIMEX

PARIS MONTREAL TORONTO

Air Canada vous reçoit sept sur sept.

LUNDI - MARDI - MERCREDI - JEUDI - VENDREDI - SAMEDI - DIMANCHE

A 14 h 25, chaque jour, un avion gros-porteur d'Air Canada décolle vers Montréal (arrivée 16 h 00) et Toronto (arrivée 17 h 55). Un vol transatlantique parfait dans l'atmosphère unique de la Classe Affaires Intercontinentale Air Canada : fauteuils moelleux espacés de près d'un mètre, délicieux repas de quatre plats, vins et liqueurs à discrétion, détente à loisir et petits soins à profusion. Vos affaires vous appellent au Canada ? Entamez-les et concluez-les avec le meilleur des hôtes : le Service Intercontinental. Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages. C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

PARIS - Service Transatlantique de l'Air Canada - 75001 (1) 982.28.21 - Ligne 35 - Place de la République, 75001 (1) 982.21.77 - Le Canada se trouve à deux étapes de votre voyage.

AIR CANADA Intercontinental

مكتبة الأمل

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR AUX :

GRANDS CONCOURS ADMINISTRATIFS

- ENA - ENM
- Banque de France :

Janvier à Mai + Août

Adjoint de Direction

AUTRIL, 6 av. Léon-Huezey 75016 Paris Tél. 22.41.07.2

EUROPE

Autriche

Un incident provoqué par les gardes-frontières tchécoslovaques crée une tension dans les rapports avec Prague

De notre correspondant

Vienne. — La Tchécoslovaquie vient de rappeler son ambassadeur à Vienne, à la suite d'un grave incident frontalier qui a fait un mort. Ce rappel « provisoire » marque le point le plus bas atteint par les relations austro-tchécoslovaques depuis le début des années 70. L'Autriche s'abstient cependant de riposter par des mesures analogues. « Nous estimons », a déclaré M. Leopold Graf, ministre autrichien des affaires étrangères, qu'il faut éviter une escalade du conflit.

Seule mesure immédiate : Vienne a invité les responsables de Prague à reporter les Journées culturelles tchécoslovaques prévues à Vienne au début du mois de décembre, d'autant plus que Prague avait demandé des « garanties » officielles pour assurer le succès de cette manifestation. En même temps, une visite de journalistes tchécoslovaques en Autriche a été annulée.

Le conflit entre Prague et Vienne fait suite à la découverte, le 30 octobre dernier, sur le territoire autrichien, du corps d'un Tchécoslovaque, Frantisek Faktor, âgé de trente-trois ans, tué par les gardes-frontières tchécoslovaques d'une balle dans le dos alors qu'il tentait de fuir en Autriche. Selon l'enquête menée sur place, le réfugié a été atteint après avoir passé la frontière, ce qui est démenti par Prague. Des cartouches en usage dans les unités de gardes-frontières tchécoslovaques, trouvées auprès de la victime, ont cependant dissipé tous les doutes, estime-t-on à Vienne. Une protestation officielle de l'Autriche a été rejetée par Prague, qui persiste à affirmer que le fuyard a été atteint en territoire tchécoslovaque, mais a réussi à se traîner en Autriche.

La campagne lancée dans la presse tchécoslovaque a culminé avec le reproche avancé par l'organe du PC *Rude Pravo*, selon lequel il y

aurait eu, du côté autrichien, beaucoup de violations de la frontière « inspirées par différentes centrales d'espionnage ».

Malgré sa volonté d'établir des rapports de bon voisinage avec Prague, le gouvernement autrichien, cette fois-ci, ne fera pas le premier pas. Il dépendra entièrement de la partie tchécoslovaque, laisse-t-on entendre au ministère des affaires étrangères, que la visite à Prague du chancelier autrichien Sinowatz, prévue en 1985, ait lieu ou non.

Les rapports avec la Tchécoslovaquie ont été une source de difficultés pour tous les gouvernements autrichiens depuis la fin de la guerre. Chaque relance a été aussitôt suivie d'un refroidissement. La Tchécoslovaquie a été le dernier des pays de l'Est avec lequel Vienne a échangé des ambassadeurs.

Une normalisation difficile

La « normalisation » des rapports commencée au milieu des années 70 a connu de nombreux revers. Pavel Kobou, écrivain tchécoslovaque qui vit à Vienne depuis que Prague l'a empêché, en 1979, de rentrer en Tchécoslovaquie, en est un témoin. Un autre témoin des péripéties des rapports Prague-Vienne vit de l'autre côté de la frontière : Josef Hodic, un réfugié qui, après avoir vécu des années en Autriche, a disparu de Vienne en 1981 et a été présenté peu après à la télévision tchécoslovaque comme un agent des services secrets ayant accompli avec succès sa mission. Cette affaire avait provoqué à l'époque un mouvement de la visite du président tchécoslovaque M. Gustav Husak à Vienne.

Tout récemment, la Tchécoslovaquie a accusé l'Autriche de violer son statut de neutralité si elle décidait de doter son armée de chasseurs américains.

Le plus grand problème est posé par la frontière commune, qui est, à la différence des frontières avec la Hongrie et la Yougoslavie, toujours un véritable « rideau de fer » : doubles haies de barbelés, phares et gardes-frontières qui touchent des primes spéciales pour chaque fuyard arrêté ou abattu.

A quelques jours de la visite du chancelier Sinowatz à Moscou, on se demande à Vienne si la campagne anti-autrichienne lancée en Tchécoslovaquie a été concertée avec le Kremlin. La presse soviétique a reproduit les attaques tchécoslovaques contre l'Autriche, mais sans parler de l'incident qui les avait provoqués.

WALTRAUD BARYLL

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

URSS

« Des Français au Goulag »

Des dizaines, probablement des centaines, de Français sont retenus contre leur gré en Union soviétique. Déjà la livre de Patrick Meney, *Les Mains coupées de la neige*, avait, au début de l'année, attiré l'attention sur cette sinistre réalité, ignorée, refouillée ou tout simplement niée. Un universitaire, Pierre Rigoulot, a mené une enquête systématique sur ces citoyens français « disparus » de l'autre côté du rideau de fer.

Tous ne sont pas au Goulag. Pour autant qu'on puisse le savoir, certains seraient « installés » en URSS après avoir été soviétisés de force, ou avoir perdu tout espoir de pouvoir un jour regagner la France ; d'autres seraient « travailleurs libres » quelque part en Sibérie ou dans le nord de l'URSS, assignés à résidence comme le sont aussi les citoyens soviétiques quand ils ont purgé leur peine de prison ou de camp ; seule une petite minorité serait encore détenue. Mais peu importants leurs conditions exactes de vie ; le fait est que des citoyens français sont empêchés de rentrer librement dans leur pays.

Qui sont-ils ? Des otages de la guerre civile qui a suivi la révolution, des communistes enthousiastes qui, durant les années 20, se rendaient dans la patrie du socialisme et sont très vite tombés sous le coup d'une inculpation pour espionnage. Le phénomène ne date pas de la dernière guerre, même si le gros du contingent a été fourni par les « malgré nous » — ces Allemands incorporés de force dans la Wehrmacht et capturés sur le front russe —, ainsi que par les prisonniers de guerre que l'armée rouge avait libérés et transférés directement des camps nazis aux camps stalinien. Mais il y a aussi des touristes malencontreusement surpris par le début de la guerre en Pologne quand l'URSS était l'alliée de l'Allemagne. « Depuis les années 1920, des milliers de Français ont ainsi disparu en Union soviétique (...) car la dévotion d'étrangers est une pratique permanente de l'URSS depuis ses débuts », écrit Pierre Rigoulot.

Il a consulté tous les ouvrages disponibles sur la question — il y en a ; mais ils étaient passés pratiquement inaperçus à l'époque de leur publication parce que l'URSS avait alors

une bonne image de marque dans l'opinion occidentale. L'auteur a dépouillé les archives, interrogé ceux qui ont eu la chance de rentrer ou leurs proches. Il a reconstitué l'histoire, le calvaire de quelques prisonniers dans les camps à la merci d'une « justice » soviétique qui n'a d'autre principe que le raison d'État.

Il a dressé la liste de plus de deux cents personnes détenues en URSS et il estime que, sur les quinze mille « malgré nous » portés disparus en 1945, cinq cents peuvent être encore vivants. Laurs chances d'être retrouvés s'amenuisent de jour en jour. En 1949, les diplomates du Quai d'Orsay avaient établi une liste de deux mille Français présumés détenus en Union soviétique. Depuis 1950 moins d'une centaine sont rentrés. Où sont passés les autres ? Contre l'évidence, les autorités de Moscou affirment qu'elles n'ont plus aucun prisonnier français.

La diplomatie, pour être efficace, ne reste pas inactives avec des hauts et des bas, selon l'état des relations bilatérales. Mais les recherches sont extrêmement compliquées. Après la guerre, l'appartenance de l'URSS à la coalition anti-hitlérienne lui assurait en quelque sorte l'impunité ; « Staline savait mieux que personne au monde qu'on ne juge pas les vainqueurs », écrit Vassili Grossman dans *Vie et destin*. Et les témoignages sont fragiles, les rascapés peu diabes. Ceux qui ont pu quitter l'URSS ont été menacés par les Soviétiques au cas où ils parleraient.

La preuve qu'il existe toujours de ces Français du Goulag, c'est que certains sont encore attachés à leur destin. Depuis 1981, dix-sept d'entre eux ont été discrètement rapatriés, de l'aveu même du ministère des relations extérieures. Peut-être François Mitterrand n'a-t-il pas oublié la phrase qu'il a prononcée le 14 décembre 1947 à l'Assemblée nationale et que cite Pierre Rigoulot : « N'en resterait-il que quelques-uns, on ne pourrait rien admettre qui fût de nature à retarder d'un jour leur retour à la liberté ».

DANIEL VERNET.

* DES FRANÇAIS AU GOULAG, 1917-1984, de Pierre Rigoulot, Fayard, 367 pages, 89 F.

PAS NETTE, LA PLANÈTE !



En 200 dessins, la planète dans tous ses états...

les Pershing, les SS 20, l'Afghanistan, le Salvador, le Liban, l'Iran, etc.



EN VENTE EN LIBRAIRIE 55 F

Une co-édition
La Découverte / Le Monde

europcar agenda 1985

L'agenda Europcar 1985 est sorti. Offert à titre de cadeau de fin d'année par Europcar à sa clientèle. A tous les comptoirs Europcar, au moment de louer ou de rendre votre voiture.

Offre valable dans la limite des quantités disponibles.

OISE
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
Inspirée par le British Council

NOËL 84 PRÉPAREZ EFFICACEMENT L'ÉPREUVE D'ANGLAIS

Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, pour écrit et oral : BAC - HES - SCIENCES PO - DEUG - LICENCE - CAPES

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ÉTRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-12^e ☎ 347.21.32

Prêts conventionnés.

Acquérir ou se construire un toit à des prêts plancher.

Vous voulez faire construire ou acquérir un logement ? Renseignez-vous sur les Prêts Conventionnés du Crédit Agricole. Les mensualités de remboursement sont modérées les premières années et progressent ensuite de manière raisonnable. Ils peuvent couvrir jusqu'à 90 % de la dépense financière. Pas de plafond de revenus pour en profiter. Seules existent certaines conditions de prix et de surface du logement. Dernier avantage, ils peuvent donner droit à l'Aide Personnalisée au Logement ! Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.

CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens près de chez vous.
Crédit Agricole.

EUROPE

Espagne

Un demi-million de manifestants pour la «liberté de l'enseignement»

De notre correspondant

Madrid. - Pour la troisième fois en moins d'un an, plusieurs centaines de milliers de personnes (plus d'un million selon les organisateurs, trois à quatre cent mille suivant la police, un demi-million pour les journalistes) ont défilé le dimanche 18 novembre dans le centre de Madrid à l'appel de la Concopa, la Confédération catholique de parents d'élèves, pour protester contre la politique suivie par le gouvernement socialiste en matière d'éducation.

Par ailleurs, de petits groupes d'extrême droite, qui tentèrent de se joindre aux manifestants et de déployer des banderoles contre la Constitution, en furent prestement empêchés par le service d'ordre. Si plusieurs prêtres, dont l'archevêque de Madrid Mgr Sagna, avaient exprimé leur appui à la manifestation, aucun n'y a finalement participé. Les dirigeants de la conférence épiscopale ne cachent pas en privé leur refus d'être entraînés contre leur gré dans une « bataille politique » : l'Eglise, depuis la conclusion d'un « pacte scolaire ». Les manifestants ont défilé en silence sous la pluie, tandis que des haut-parleurs diffusaient sans relâche des extraits des discours prononcés par le pape Jean-Paul II lors de sa visite en Espagne en 1982.

Pendant près de trois heures, une marée humaine comprenant beaucoup de jeunes a descendu le paseo de la Castellana, l'artère principale de la capitale, pour réclamer « la liberté de l'enseignement » et la conclusion d'un « pacte scolaire ». Les manifestants ont défilé en silence sous la pluie, tandis que des haut-parleurs diffusaient sans relâche des extraits des discours prononcés par le pape Jean-Paul II lors de sa visite en Espagne en 1982.

Avant la dissolution de la manifestation, la présidente de la Concopa, M^{me} Carmen Alvarez, a lu un manifeste exigeant notamment que « soit respecté le droit des parents à choisir le type d'éducation de leurs enfants, que l'enseignement obligatoire (entre six et quatorze ans) soit dispensé gratuitement à tous les élèves dans les centres privés et publics et que les propriétaires des centres scolaires privés ne soient pas dépossédés de leurs prérogatives ».

La LODE exige notamment que les centres d'enseignement privés subventionnés par l'Etat adoptent les mêmes critères d'admission des élèves que ceux régissant l'école publique, en tenant compte d'abord de la situation économique des familles et de la proximité du domicile des parents. Cela pour éviter la division entre les écoles privées « élitistes » et les écoles publiques « populaires ». La plupart des propriétaires de centres scolaires privés s'opposent toutefois à cette autorisation.

Cogestion

Par ailleurs, la LODE instaure dans les écoles subventionnées (tout comme dans l'enseignement public) un système de cogestion avec la création d'un « conseil scolaire » formé de représentants du propriétaire du centre, du directeur, des professeurs, des parents d'élèves et des élèves. Les adversaires de la loi considèrent excessives les prérogatives de cet organisme. En outre, la LODE n'oblige pas les professeurs, comme l'auraient voulu les promoteurs de l'enseignement privé, à défendre explicitement les doctrines idéologiques fixées par le directeur du centre, tout en leur interdisant, toutefois, de les contredire. Enfin, la Confédération catholique des parents d'élèves accuse le ministre de l'éducation d'avoir promulgué une série de mesures discriminatoires pour l'enseignement privé, sur le

plan financier notamment, en réduisant l'accès aux subventions. La polémique à propos de la LODE recouvre, en fait, des divergences plus profondes, qui ont trait à la philosophie même du système d'enseignement. La Concopa et les propriétaires de centres scolaires privés, en majorité confessionnels, considèrent que les socialistes veulent parvenir à l'« école unique » en réduisant progressivement le domaine d'action de l'enseignement privé. Celui-ci scolaire aujourd'hui 37 % des élèves de six à quatorze ans, un pourcentage qui diminue lentement.

Le gouvernement, de son côté, rappelle que les subventions au privé atteignent, cette année, 105 milliards de pesetas (5,7 milliards de francs) et accuse ses adversaires de vouloir bénéficier des deniers publics sans accepter aucune contrepartie. La polémique revêt un caractère particulièrement passionnel dans ce pays où l'Eglise a joui d'une influence exceptionnelle en matière d'éducation à l'époque de la dictature franquiste. Et les socialistes ne se sont pas fait faute de rappeler que beaucoup des promoteurs de l'enseignement confessionnel qui manifestent aujourd'hui, pour la défense de la « liberté d'éducation », ne faisaient pas preuve de mêmes préoccupations à l'époque de Franco.

THERRY MALINIAK.

Une réaction des laïques français

M. Michel Bonchardais, secrétaire général du Comité national d'action laïque, estime que : « L'Espagne aussi vient d'avoir son 24 juin publico-religieux. En Espagne, à propos de l'école, la hiérarchie de l'Eglise fait la courte échelle à la réaction comme en France. »

Italie

Le Parti catholique - au sens politique des deux termes - est en voie de reconstitution. L'opération a deux stars dans le monde : le pape et Reagan.

La croisade du premier vice à réintroduire la primauté d'une école dominante celle du second débouche sur une société duale où seuls les nantis auraient accès au savoir et aux responsabilités.

Les deux démarches sont parfaitement convergentes. A l'échelle de l'histoire, l'enjeu est bien celui-ci.

LE SOMMET ANGLO-IRLANDAIS

M. FitzGerald souhaite la participation de Dublin à l'administration de l'Irlande du Nord

De notre correspondant

Dublin. - La rencontre entre le premier ministre irlandais, M. FitzGerald, et M^{me} Thatcher, commencée le dimanche 18 novembre et qui devait s'achever ce lundi, a eu lieu finalement à la résidence de Chequers. Ce sommet aurait dû normalement se réunir à Dublin, mais, à la suite de l'attentat de Brighton, les Britanniques ont préféré, pour des raisons de sécurité, qu'il se tienne en Grande-Bretagne.

En dépit de la publication en mai dernier du rapport du Forum pour une Irlande nouvelle, dans lequel les trois formations nationalistes de Dublin ainsi que le Parti nationaliste modéré d'Irlande du Nord, le SDLP, ont insisté sur la nécessité d'une initiative britannique, M^{me} Thatcher ne veut pas renoncer à l'administration directe de la province. Ce système lui apparaît comme étant le meilleur dans les circonstances actuelles, compte tenu de l'intransigeance des leaders des deux communautés, unioniste et nationaliste.

JOE MULHOLLAND.

Roumanie

LE XIII^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE S'EST OUVERT A BUCAREST

Le troisième congrès du Parti communiste roumain, qui s'est ouvert ce lundi 19 novembre à Bucarest, devrait confirmer l'expulsion définitive de deux des frères du secrétaire général de la direction du parti, l'organe du parti, *Scinteia*, a publié, en première page, un poème d'Adrian Paunescu sur le thème : « Avec ce timonier, nous n'avons rien à craindre ; avec lui on vaincra toujours. »

Pologne

Arrestation d'un « dur des durs »

Le ministre de l'intérieur a annoncé, samedi 17 novembre, l'arrestation à Varsovie de M. Kazimierz Mijal, revenu illégalement en Pologne après dix-huit années d'exil en Albanie, où il avait fondé un « parti communiste de Pologne ». M. Mijal, ministre à deux reprises, M. Mijal, aujourd'hui âgé de soixante-quatre ans, est un spécimen rare et pittoresque du paysage politique polonais : un vrai nostalgique du stalinisme qui, depuis son exil albanais, accueillait d'une vigoureuse critique de gauche, sur les ondes de Radio-Tirane, les dirigeants « révisionnistes » en place à Varsovie.



La fraîcheur de la cave tira Cardhu de son sommeil. Il s'était assoupi voilà 12 ans. Il se rappela soudain sa promesse : « Je réserverai une cuvée très spéciale, qui en l'an 2000 apportera la maturité de ses 18 ans pour célébrer la majorité du Prince William. »

VIENNE

URSS
çais au Goulag

PROFESSIONNELLS

VIENNE

Les élections législatives de 1986 se joueront « projet contre bilan »

Une stratégie : le renforcement du RPR et l'union de l'opposition ; un programme : la « rupture avec le socialisme » et le « retour aux libertés » ; un moyen : un nouveau secrétaire général et une équipe jeune et élargie.

on petites, qui se réclament de celle-ci, comme notamment MM. Léotard, secrétaire général du PR, et Jacques Barrot, secrétaire général du CDS.

avec un souci manifeste de détail et de modération, ses propositions en quelques domaines comme la fiscalité, l'enseignement, la communication, la natalité, la sécurité ou l'immigration.

Concluant de façon catégorique la gestion socialiste, alors que les autres créateurs s'en pressentirent d'effacement, et avec violence parfois, à MM. Mitterrand et Fabius, M. Chirac utilise désormais contre la gauche l'argument dont celle-ci avait usé avec profit contre la droite en 1981.

La « chiraquisation » par le rajeunissement

Grenoble. - M. Jacques Toubon (quarante-trois ans) a remplacé M. Bernard Pons (cinquante-huit ans), le secrétaire général sortant, fort ému, a terminé ses cinq ans de mandat sous les applaudissements de plus de quarante mille congressistes, et sous les hommages appuyés de son successeur, et de M. Chirac.

De notre envoyé spécial Le maire de Paris a donc tranché en accablant la présidentialisation de son mouvement par la nomination à sa tête d'un homme qui a fait toute sa carrière dans son ombre.

Le caractère parfois trop vif de M. Toubon, ses dérapages verbaux mal contrôlés, mais tous reconnus comme son dynamisme, sont ubiquités et son esprit offensif.

M. Jacques Toubon : un mousquetaire déferent mais passionné Mousquetaire, M. Jacques Toubon ? Sans aucun doute, mais surtout mousquetaire de son roi.

M. Chirac : l'avenir contre le passé

M. Chirac parlant à la tribune où avaient notamment pris place tous les anciens premiers ministres membres du RPR a affirmé que « les élections de 1986 ne seraient pas du tout des élections comme les autres ».

Il a ajouté : « Nos conceptions n'ont rien de nouvelles. Elles sont la continuité de ce qui a été fait dans la société française et dans l'avenir des institutions n'a jamais été aussi incertain. »

Modérer la base

Grenoble. - Le RPR n'est pas un parti comme les autres. Tout y fonctionne de façon responsable, dit un chef. Les assises grenobloises ont en outre approuvé une nouvelle démonstration.

Le rapporteur a longuement présenté les propositions du mouvement : « réajustement des rôles », politique du « retour à la normalité », etc.

UNE VRAIE FÊTE

Il y avait plus de militants que de chaises et il y avait plus de vingt mille chaises. Le grand rassemblement RPR n'a pas failli à la tradition des « messes » ni à celle de la fête. Le public ? Rajeuni.

UNE MILITANTE

Dans les premiers rangs de la foule, une militante égarée assise, prenant quelques notes mais n'applaudissant jamais.

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

ALPES-MARITIMES : Cagnes-sur-Mer (1^{er} tour). [Inscr., 23135; vot., 13380; suff. ex., 13090. Un. opp. (Mme Sannaigo, RPR) 4976 (38,01 %); div. opp. (Mlle Thomas) 2998 (22,90 %); FN-CNP (M. Meny) 2369 (18,09 %); PC (M. Le Scornet) 1149 (8,77 %); PS-Div. g. (M. Picard) 959 (7,32 %); Ecol. (M. Roux) 639 (4,88 %].

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

ALPES-MARITIMES : Cagnes-sur-Mer. Pour la présente élection, 31 élus de la majorité municipale sortants sur 34 se représenteront en défendant une liste inscrite par le RPR et l'UDF.

C. R.

CLAUDE RÉGENT.

A. P.

Levin 195

CHEZ

PIECES DE TA

محمد بن النجاشي

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Evin (PS) : la gauche ne doit pas s'identifier uniquement contre la droite

M. Claude Evin, président socialiste de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, membre, au sein du PS, du courant Rocard, a notamment estimé, dimanche 18 novembre, lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », qu'il est souhaitable, pour les élections de 1986, que les socialistes, soient « plus offensifs que défensifs ».

M. Evin, qui a constaté que la politique de M. Laurent Fabius tient « davantage (...) compte de la réalité », pense qu'« aujourd'hui il y a une prise en considération plus grande » de ce que les rocardiens avaient dit « il y a trois ans ».

A propos des nationalisations, M. Evin a estimé que « la propriété n'est pas le seul critère » et que « le problème du pouvoir à l'intérieur des entreprises nationalisées se pose ».

La carrière politique de M. Claude Evin, député socialiste de Loire-Atlantique, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, pourrait figurer en bonne place dans les manuels d'histoire civique qui évaluent la nostalgie de M. Chevènement, au chapitre : La République donne leur chance aux enfants de la classe ouvrière.

Si M. Evin partage avec Laurent Fabius la jeunesse (trente-cinq ans),

Décripé avant la lettre

l'ascension rapide (du député à vingt-neuf ans, il est, aujourd'hui, le plus jeune président de commission que la V^e République ait connu), un côté « jeune homme bien raisonnable », la ressemblance s'arrête là.

Fils d'un cantonnier de la SNCF, M. Evin a grandi dans une maisonnette de garde-barrière, à l'entrée de la gare de triage de Nantes. Le député se souvient encore du gain de défilés de travailleurs pendant les grandes grèves des années 50.

Ce sera chose faite dans la foulée de 1984, au PSU d'abord, où il rejoint un Michel Rocard qui lui semble porter ses propres aspirations.

En 1974, au moment des assises du socialisme, il suit celui qui deviendra le chef de file de « courant C » dans le PS. Adjoint au maire de Saint-Nazaire depuis 1977, il est élu député en 1978. Son ascension s'accroît dans l'élan de renouveau du mouvement socialiste qui traverse alors la ville.

Fils d'ouvrier, travailleur social de formation, syndicaliste CFDT, élu

qui soit restée à la gauche, le jour de la déroute électorale, après mai 1968.

Et s'il était battu quand même en 1986, dans cette circonscription qu'il n'a « jamais considérée comme une circonscription gagnée d'avance » ? La dernière année - gringante, cette fois - sera encore dans le champ social : « Je ne retrouverai pas un poste dans la fonction publique : j'étais salarié du privé. Il faudra que je recherche du travail ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes Paris • 74, boulevard de Sébastopol Paris 5 • 26, boulevard Malesherbes Paris 8 • Centre Com. Marie-Montparnasse Paris 15



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes Paris • 74, boulevard de Sébastopol Paris 5 • 26, boulevard Malesherbes Paris 8 • Centre Com. Marie-Montparnasse Paris 15

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Advertisement for the book 'Pénitents et Francs-Maçons de l'ancienne Provence' by Maurice Agulhon. The book cover is shown with the title and author's name. Text below the book says 'Cet ouvrage essentiel sur la sociabilité méridionale contribue à constituer l'histoire des mentalités collectives.' Price is 98 F.

Advertisement for CORTAL COURT TERME. Text: 'Votre argent liquide peut devenir un excellent placement (10% et plus après impôts en 1984)'. Includes a small table showing 'Impôts (dans certains cas) 0,00', 'Frais d'entrée 0,00', 'Frais de sortie 0,00'.

COURT, c'est récent, et bien peu de particuliers le savent: vous pouvez placer l'argent liquide que vous gardez disponible pendant quelques semaines ou quelques mois en vue d'un règlement important ou pour faire face à toute éventualité.

de valeurs mobilières (actions, obligations) est inférieur à environ 250.000 F (par foyer fiscal), et au-delà, imposition à 15% seulement. Vous pouvez donc très facilement ne pas payer d'impôts (ou très peu) sur la plus-value que vous procure Cortal Court Terme.

Faites vos comptes: Vous pouvez gagner 6500 F par an sur vos réserves d'argent liquide. Cet exemple le prouve: En faisant l'hypothèse d'un rendement de 10%, Cortal Court Terme vous apporte des gains substantiels sur votre argent liquide, au lieu de le laisser ronger par l'inflation (-7,4% actuellement).

Advertisement for 'PIÈCES DÉTACHÉES - ALGÉRIE' by ELYSÉES Scés. Text: '53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris. Tél. : 270618 F. ELY 211'.

Advertisement for CORTAL. Text: 'CORTAL vous procure la sécurité du Groupe de la Compagnie Bancaire. Cortal Court Terme mais aussi Cortal 1000, Ticket-Cortal, Revenu-Pierre, Cortal-Immo... sont des placements proposés par Cortal, société du Groupe de la Compagnie Bancaire, spécialisée dans l'épargne et la prévoyance.'.

Advertisement for CORTAL COURT TERME. Text: 'Adressez-moi le dossier gratuit qui contient tous les renseignements sur CORTAL COURT TERME sans engagement'. Includes a form with fields for 'Nom', 'Prénom', 'Adresse', 'Code postal', 'Ville', 'Tél.: (dom.)', '(bureau)'. Also includes a small table with 'Impôts (dans certains cas) 0,00', 'Frais d'entrée 0,00', 'Frais de sortie 0,00'.

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS TERRITORIALES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le RPCR recueille 70,87 % des suffrages exprimés mais il y a eu 49,87 % d'abstention

Malgré de nombreux incidents ayant perturbé le scrutin, considérés comme définitifs, lundi matin, sont les suivants : Inscrits : 79 271 ; votants : 39 735 ; suffrages exprimés : 39 296 ; abstention : 49,87 %.

Liste du rassemblement pour la Calédonie dans la République : 27 851 voix (70,87 % des suffrages exprimés), 34 ÉLUS ; Liste du mouvement Libération kanake socialiste : 2 879 (7,32 %), 6 ÉLUS ; Liste du Front national : 2 379 (6,03 %), 1 ÉLU ; Liste de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne : 1 748 (4,44 %), 1 ÉLU.

Les sept autres listes n'ont pas atteint le seuil requis (4 % des suffrages exprimés) pour être admises à la répartition des sièges. Elles ont obtenu : Liste « Ensemble pour l'avenir » (divers gauche) : 1 116 (2,83 %) ; Liste pour la Calédonie (dissidente du RPCR) : 954 (2,42 %) ; Liste du Front calédonien (extrême droite) : 732 (1,86 %) ; Liste « Avenir jeune Calédonie » (jeunes du RPCR) : 726 (1,86 %) ; Liste d'Uvea mu Futuna (divers gauche, composée de Wallisiens et de Futuniens) : 566 (1,44 %) ; Liste de l'Entente territoriale pour le progrès (divers droite, composée de Tahitiens et de Wallisiens) : 269 (0,68 %) ; Liste de l'Alliance territoriale (socio-professionnelle) : 76 (0,19 %).

Au scrutin de juillet 1979, les résultats avaient été les suivants : Inscrits : 68 289 ; votants : 50 521 ; suffr. expr. : 50 084 ; abst. : 26,01 %.

Liste du RPCR : 20 153 voix (40,23 %) ; Liste du Front indépendantiste : 17 243 (34,42 %) ; Liste de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne : 8 927 (17,82 %) ; Liste de la Fédération socialiste calédonienne : 1 343 (2,68 %) ; Liste du Rassemblement populaire calédonien et métropolitain : 1 020 (2,04 %) ; Liste Unité wallisienne et futunienne : 560 (1,11 %) ; Liste du Rassemblement démocratique calédonien : 544 (1,08 %) ; Liste de l'Union pour une démocratie française calédonienne : 294 (0,58 %).

Le parti de M. Lafleur avait alors conquis 15 sièges sur 36, le Front indépendantiste 14 (dont 2 pour le LKS) et la Fédération pour une nouvelle société calédonienne 7. En 1982, les conseillers territoriaux de cette dernière formation rompaient leurs accords antérieurs avec le RPCR et, encouragés par Paris, s'alliaient avec le Front indépendantiste pour prendre le contrôle de l'Assemblée territoriale, qui était présidée depuis avril 1983 par le principal dirigeant de la FNCS, M. Jean-Pierre Alfa.

Cette fois, le RPCR se trouve à l'abri de tout renversement de cette nature. La formation de M. Lafleur obtient ses meilleurs résultats dans la circonscription territoriale sud (celle de la capitale, Nouméa), où est concentrée la population d'origine européenne - il y enlève 16 sièges contre 1 au Front national, - et dans la circonscription ouest (celle de Bourail), où sont situés les principaux domaines agricoles - il y enlève 8 sièges contre 1 à la FNCS, - malgré la présence de plusieurs petites listes concurrentes.

En rivalité avec celle du Front calédonien, la liste formée par les partisans locaux de M. Jean-Marie Le Pen scinde à l'assemblée, mais elle ne recueille pas, loin de là, malgré la campagne remarquée de M. Roger Holveindre (*le Monde* daté 18-19 novembre), le score de 15,72 % réalisé dans le territoire par le Front national aux élections européennes.

Les centristes de la FNCS, eux, s'effondrent, victimes sans doute de leur changement de « camp » intervenu il y a deux ans. Seule formation séparatiste à participer au scrutin après avoir rompu avec le Front indépendantiste, le mouvement Libération kanake socialiste (LKS) réussit, malgré le mot d'ordre de boycottage lancé par le Front de libération kanake socialiste (FLNKS), une percée qui fait désormais de lui la seule force d'opposition, face au RPCR, au sein de la nouvelle assemblée. La liste conduite par M. Nidoah Nainseine, grand chef coutumier de l'Ile de Maré, obtient ainsi ses meilleurs

résultats dans les deux circonscriptions où prédomine la communauté mélanésienne : celle des Îles Loyauté (49,03 % des suffrages exprimés, 4 sièges contre 3 au RPCR) et celle de la côte Est (2 sièges contre 7 au RPCR).

Mais, dans ces deux circonscriptions, les résultats du scrutin n'ont qu'une représentativité relative dans la mesure où le mot d'ordre de boycottage lancé par le FLNKS et les nombreux incidents ont provoqué une très faible participation. Dans la circonscription est, il n'y a eu que 2 391 votants pour 12 501 électeurs inscrits, soit un taux d'abstention de

80,88 % (contre 25,72 % en 1979). Dans la circonscription des Îles Loyauté, il n'y a eu que 2 142 votants pour 10 104 inscrits, soit 79,80 % d'abstention (contre 33,64 % en 1979).

Au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1981, alors que les indépendantistes soutenaient la candidature de M. François Mitterrand (qui avait recueilli 34,94 % des suffrages exprimés), le taux d'abstention n'avait été, pour l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, que de 27,86 % contre 49,87 % ce dimanche 18 novembre.

L'évolution bloquée

(Suite de la première page.)

Alors que les indépendantistes les plus extrémistes estiment que seuls les Canaques doivent voter en cas de consultation pour ou contre l'indépendance. Un miracle point d'équilibre semblait avoir été trouvé pour concilier la légitimité originelle des Mélanésiens, victimes du fait colonial, et la légitimité morale de cette communauté autre - où se mêlent Européens, Polynésiens, Indochinois, Indonésiens, etc. - née de l'enfer du bûche, des déportations de la Commune ou des révoltes de Kabylie, en tout cas d'une colonisation souvent plus misérable que conquérante.

L'illusion méritait d'être cultivée. Elle a été vite dissipée. Conçu pour garantir à la communauté canaque un rôle privilégié dans le jeu institutionnel sans sacrifier les droits de la communauté européenne, le nouveau statut du territoire, qui prévoit l'organisation d'un scrutin d'autodétermination en 1989, était rejeté par les uns et les autres avant même d'être adopté par le Parlement au printemps dernier. Combé d'ironie, ce sont les adversaires irréductibles de la gauche qui vont détenir en Nouvelle-Calédonie, à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, et contrôler sans partage un système institutionnel initialement mis au point pour plaire aux indépendantistes quand ceux-ci étaient encore les alliés du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM.

Disposant de la majorité absolue à l'Assemblée territoriale, puisqu'il a enlevé 34 des 42 sièges, le parti du député RPCR de la deuxième circonscription, M. Jacques Lafleur, exercera sa loi en toute légitimité et il s'emploiera évidemment à bloquer le processus d'émancipation enclenché par le gouvernement.

La défaite de ce dernier est d'autant plus nette qu'à la réforme du statut du territoire avait été associée une réforme de la loi électorale visant à provoquer dans le territoire une nouvelle donne politique au profit des quelques modérés qui subsistent encore. Le gouvernement se retrouve donc isolé. Seuls les indépendantistes du mouvement LKS (Libération kanake socialiste) qui détiennent six sièges, paraissent à peu près sûr la même longueur d'onde que M. Georges Lemoine. C'est peu, bien que la division des indépendantistes puisse avoir des conséquences imprévisibles.

Quant au triomphe du RPCR, il est d'autant plus étonnant que le Front de libération kanake socialiste (1), partisan d'une indépendance immédiate, avait volontairement exacerbé les réactions de peur en donnant une grande publicité au séjour de dix-sept de ses militants en Libye (*le Monde* daté 11-12 novembre). Mais, si le RPCR triomphe, le Front de libération kanake peut se prévaloir, lui aussi, d'avoir connu la réussite dans sa tentative d'obstruction des opérations de vote.

Le nombre et l'efficacité de ses militants ont visiblement surpris les autorités, qui ne pensaient pas que le déroulement du scrutin serait contrarié à ce point. En la circonstance, ces autorités ont assurément sous-estimé la capacité opérationnelle de l'état-major du Front séparatiste condamné à aller jusqu'au bout de ses menaces pour ne pas laisser le champ libre aux participationnistes du LKS. En provoquant qu'il peut faire régner sa loi dans la presque totalité des zones de brosse, où les Blancs sont extrêmement minoritaires, le Front de libération kanak a relativisé la victoire électorale du RPCR, ce qui lui permettra d'en récuser la représentativité.

Sa stratégie s'inspire fidèlement de celle qu'avait suivie le principal parti séparatiste des Nouvelles Hébrides - le Vanuaku Pati (VAP) - avant l'accession à l'indépendance d'un condominium franco-britannique, à la fin des années 70. C'est en boycottant effectivement les élections locales, en 1977, que ce parti avait obtenu sa propre représentativité face aux deux puissances tutélaires, la France et la Grande-Bretagne, puis pris le pouvoir et conduit l'archipel à l'indépendance, en 1980.

De même, le Front de libération kanak s'inspire du VAP quand il annonce la constitution d'un gouvernement provisoire et la mise en place d'une administration et d'une armée parallèles. Toutefois, le rapport des forces n'est pas le même en Nouvelle-Calédonie, aujourd'hui qu'aux Nouvelles Hébrides à l'époque. Sur le « Caillon » - comme on dit à Nouméa, - aucune des deux principales communautés ne peut prétendre imposer sa volonté à l'autre par la force du nombre (2).

Cette différence explique que le Front de libération kanak, dominé par la fraction dure du mouvement séparatiste, ait opté désormais pour une stratégie insurrectionnelle dont la première conséquence sera, en réaction, de radicaliser davantage la position de ses adversaires.

Dans cette situation, le point de non-retour semble atteint.

ALAIN ROLLAT.

- (1) Le Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS), constitué après la rupture du Front indépendantiste et la décision prise par le LKS de faire cavalier seul, associe essentiellement le principal parti indépendantiste, l'Union calédonienne (UC), au Parti de libération kanake (PALIKA), au Front uni de libération kanake (FULK), et à l'Union progressiste mélanésienne (UPM).
- (2) La Nouvelle-Calédonie compte 145 368 habitants dont 61 870 Mélanésiens et assimilés (42,56 %), 53 974 Européens et assimilés (37,12 %), 12 174 Wallisiens et Futuniens, 5 570 Tahitiens, 5 319 Indonésiens, 5 249 personnes d'origines diverses et 1 212 Vanuaniens.

Le pire évité

De notre correspondant

Nouméa. - Si, de l'avis de tous, le pire a été évité, la journée du dimanche 18 novembre restera marquée par les troubles et par la psychose qu'a connue le territoire. Depuis samedi soir et vingt-quatre heures durant n'est cessé d'affluer vers Nouméa des informations alarmantes sur la situation en brosse et dans les Îles Loyauté. Les régions les plus visées par le Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS) ont été celles à forte concentration mélanésienne : la côte est et les Îles, où la participation a été très faible : 5,39 % ; par exemple, à Hingehéna, commune dirigée par M. Jean-Marie Tjibaou, membre de l'Union calédonienne, vice-président du conseil de gouvernement sortant. Dès 6 heures du matin, la mairie avait été investie par deux cents manifestants du FLNKS et les forces de l'ordre, deux gendarmes ont été légèrement blessés, et un manifestant a reçu une balle dans la jambe, tirée par l'un des siens. Sur la commune de Ponérhoéna, toujours sur la côte est, seuls 13,40 % des électeurs ont pu voter. Les troubles avaient commencé le samedi soir : divers bâtiments ont été saqués et le bureau de poste incendié. Vers 23 heures samedi, des manifestants ont occupé la mairie pendant une demi-heure, avant d'être expulsés par les gendarmes, qui ont procédé à plusieurs interpellations, parmi lesquelles celle du maire, M. Jean-Baptiste Naoutoué, et de M. André Gopé, conseiller de gouvernement, membre de l'UPM (Union progressiste mélanésienne). Le lendemain, vers 7 h 30, de nouveaux affrontements ont eu lieu, au cours desquels une jeune femme a eu une main arrachée en ramassant une grenade. Si les bureaux de vote ont pu ouvrir en fin de matinée, l'effet dissuasif voulu par le FLNKS avait été. Plus au nord, à Ponebe, plus de cent cinquante militants ont envahi la mairie. Malgré l'intervention des forces de l'ordre, aucun bureau de vote n'a pu ouvrir de toute la journée. Enfin, à Canala, le maire indépendantiste, M. Maxime Karambeni, a refusé de demander l'intervention des forces de l'ordre et a laissé détruire ses urnes sans bouger.

Dans les Îles Loyauté, où la population est mélanésienne pour 98 %, les effets d'un « boycottage actif » du FLNKS ont été très nets.

A Lifou, fief du sénateur mélanésien RPCR, M. Dick Ukwaivé, la participation n'a été que de 9,92 %. Le maire de la commune, M. Edouard Wapap, avait, dès dimanche matin, fait brûler tout le matériel électoral. Les gendarmes, après avoir appréhendé M. Wapap, ont remplacé urnes et bulletins, mais, après un affrontement dans un bureau de vote entre militants du RPCR et membres du FLNKS, ceux-ci ont pu subtiliser une urne et l'ont brulée avant de détruire deux bureaux de vote. En début de soirée, la gendarmerie du district de Wé était certifiée par cent cinquante manifestants armés de sabres d'abattis et de bâtons.

Dans l'Ile Ouvéa, la mise en place des urnes a été rendue difficile par les nombreux barrages édifiés par le FLNKS. En fin d'après-midi, après que le scrutin eût été d'interrompre le scrutin, des manifestants ont investi la mairie et y ont mis le feu.

La côte ouest du territoire n'a pas été épargnée par les troubles. Les incidents les plus sérieux ont eu lieu à Poya (200 kilomètres au nord de Nouméa). Des heurts violents ont opposé des membres du FLNKS aux forces de l'ordre qui gardaient la mairie. Le maire UPM, M. Edmond Nékirial, a été appréhendé. Les gendarmes ont fait usage de gaz lacrymogènes contre les manifestants qui s'étaient regroupés à quelques centaines de mètres du bâtiment, dissimulant quiconque d'aller voter. Sur quatre cent quarante-cinq électeurs inscrits à la mairie de Poya, seuls sept ont pu se rendre aux urnes, et un couple d'Européens a été violemment pris à partie. Au même moment, l'équipe des envoyés spéciaux de TF1 voyait sa voiture attaquée à coup de hache : il n'y eut aucun blessé.

Toujours sur la côte ouest, à Sarraonéa, la mairie a été détruite à 4 h 30 dimanche matin, dans un incendie volontaire. Les opérations de vote ont, malgré tout, eu lieu dans un hangar municipal. Enfin, sur la commune de Gomen, après une tentative infructueuse pour envahir la mairie, cent cinquante manifestants environ ont incendié un dispensaire canin qu'un véhicule de la gendarmerie.

Par ces actions, le FLNKS a prouvé qu'il était capable de mobiliser un certain nombre de ses militants - on les estime à deux mille - sur l'ensemble du territoire, pour des actions ponctuelles mais déterminées. Sans pouvoir toutefois empêcher totalement le déroulement du scrutin comme le voulait son principal leader, M. Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne.

FREDERIC FILLOUX.

LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES AU SÉNAT

M. Blin : un budget subi

L'examen du projet de loi de finances pour 1985, commencé le lundi 19 novembre au palais du Luxembourg, s'achèvera en principe le samedi 8 décembre, le scrutin sur la première partie devant intervenir le mercredi 21 novembre. La majorité sénatoriale, au sein de laquelle certains élus du RPR et du groupe des Républicains indépendants auraient souhaité concrétiser leurs critiques du gouvernement par un vote négatif sur les recettes (ce qui aurait conduit au non-examen des dépenses), s'appuie à un débat sans compromission. La plupart - pour ne pas dire la quasi-totalité - des budgets ministériels seront repoussés.

Quant à la première partie du projet, la commission des finances a adopté une série d'amendements visant à réduire de près de 4 milliards de francs les recettes de l'Etat. Ces amendements proposent notamment : le rétablissement des dispositions fiscales applicables à l'impôt sur le revenu de 50 à 60 % du montant de la provision pour investissement (mesure liée à l'interdiction des salariés) ; une diminution de 50 % de la contribution financière mise à la charge des institutions financières ; la suppression de la majoration exceptionnelle sur les produits pétroliers consommés par les ménages et le renforcement de l'augmentation des taxes sur le fuel lourd ; le refus de créer une nouvelle tranche d'imposition de 2 % pour l'impôt sur les grandes fortunes (sur ce point, il sera proposé de trouver une recette équivalente dans la taxation à 1,5 % des exportations d'armes).

M. Maurice Blin (Union centriste, Ardennes), rapporteur général, estime que le prochain budget est, « plus encore que ceux qui l'ont précédé, un budget subi ». Pour M. Blin, bien que « bâti sur des hypothèses fragiles élaborées en fonction de contraintes imposées par le président de la République et visant tant l'allègement des charges que la limitation du déficit, ce budget ne traduit tout de même pas un retour au bon sens ». Mais, ajoute-t-il, en raison de « l'effort entrepris en vue d'enrayer la montée des prélèvements obligatoires », on ne peut qu'être préoccupé « par le fait que le projet risque d'être durablement obéré par le coût, à moyen et à long terme, des décisions adoptées au cours des dernières années, tels les augmentations massives de l'emprunt public et le niveau élevé des dépenses de fonctionnement ». Pour le rapporteur de la commission des finances, la marge de manœuvre dont aurait dû normalement disposer le gouvernement pour dégager quelques priorités l'année prochaine « se trouve particulièrement réduite ».

Très critique sur les hypothèses économiques et financières retenues par le gouvernement pour élaborer le projet de loi de finances, M. Blin n'est pas moins sévère sur « la dérive difficilement contrôlable de certaines dépenses obligatoires en forte augmentation, mais principalement de la dette publique ». Au total, les dispositions proposées doivent, estime-t-il, « être analysées en fonction de l'illusion que le gouvernement s'est employé à entretenir pour dissimuler son incapacité à contenir la montée inexorable des charges induites de la dette ».

Il parle aussi de la menace que fait peser une nouvelle dégradation de la situation financière des organismes publics. Selon lui, en retissant des hypothèses économiques « optimistes », le gouvernement a pris « le parti de la fuite en avant ». Le budget est pourtant, considère M. Blin, riche d'enseignements. « Il est ainsi démontré que sans la prévalence de la confiance retrouvée, notamment chez les chefs d'entreprise, sans un régime de liberté des prix, sans une plus large responsabilité accrue aux salariés, les blocages actuels de notre société ne permettraient pas une expansion économique significative ».

A. CH.

Capitaine Barril



Missions très spéciales

« On le lit avec passion parce que Barril est passionné par son métier et par la France. On le lit avec admiration parce que Barril est un soldat et un héros. »

JEAN CAU / PARIS-MATCH

PRESSES DE LA CITÉ

Propos et débats

M. Léotard (PR) : « Juin 40 au ralenti »

« Le socialisme, c'est une sorte de juin 1940 au ralenti », a déclaré M. François Léotard, secrétaire du Parti républicain, dimanche 18 novembre au « Club de la presse » d'Europe 1. Le pouvoir, selon lui, est engagé dans une sorte de « logique de l'échec ». M. Fabius, estime-t-il, s'efforce de « tomber à gauche » dans la perspective d'un échec électoral des socialistes.

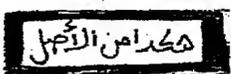
Au lendemain d'une éventuelle victoire de l'opposition aux élections législatives, il ne serait « pas bon de rétablir » la peine de mort, a-t-il dit, bien qu'il ait voté contre l'abolition. Les dénationalisations devraient être effectuées, selon lui, « au fil du temps », sans précipitation, en commençant par le secteur bancaire. A propos des lois Auroux, il a ajouté : « Il y a des choses qu'on va garder et des choses qu'il faudra enlever ».

M. Delors (PS) : « guerre civile froide »

M. Jacques Delors, ancien ministre de l'économie et des finances du gouvernement Mauroy, estime, dans une interview au Journal du Dimanche, du 18 novembre, que « l'on commence à désenchanter » et qu'« il ne faut pas renvoyer au président de la République la responsabilité de tous les problèmes, par exemple des faits divers aussi douloureux soient-ils ».

« On ne peut pas gagner pour la survie et pour le progrès - de la France comme de l'Europe - sur un fond de guerre civile froide qui méheureusement fait partie de notre histoire politique, dit-il.

« On ne peut pas rassembler notre énergie pour relever les défis si l'on est toujours en campagne électorale. »



Le Monde

société

LES MESURES DE SÉCURITÉ CONTRE LE SIDA EN RFA ET EN AUSTRALIE

Alerte sur Hambourg

Correspondance

Bonn. - « Peur à Hambourg ». « panique de premiers suicides » : la crainte du SIDA s'infiltra en Allemagne fédérale. Les journaux populaires comme Der Bild, l'Express de Cologne... y ont consacré la semaine dernière plusieurs titres de une. Et le ministre fédéral de la santé vient lui-même de lancer un cri d'alarme, envisageant de prendre des mesures législatives pour tenter d'enrayer l'extension de l'épidémie.

protection de la population et l'attente au droit des personnes, la limite est forcément étroite. Pour ces raisons, le ministre de la santé de l'Etat de la Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Friedhelm Fartmann, affirme que le rôle des autorités est un rôle d'information. Excitant toute mesure radicale, comme la fermeture des saunas ou des clubs d'homosexuels, il estime en revanche nécessaire de trouver des formules pour obliger les malades à se faire connaître.

Virus plus virulent

Après la mort de trois bébés qui avaient subi des transfusions de sang provenant d'un donneur homosexuel soupçonné d'être atteint de SIDA, les autorités sanitaires australiennes ont décidé de renforcer les mesures de sécurité entourant les banques de sang.

(SIDA), a déclaré, d'autre part, que le virus en question devenait plus infectieux qu'auparavant. Les cultures cellulaires de l'institut Pasteur sont de plus en plus rapidement infectées, lorsque du sang de malades ou de personnes suspectées est mis à leur contact, a dit M. Chermann.

seraient, pour leur part, tenus de rechercher l'origine de la contagion, de maintenir les malades sous observation et de faire connaître les cas dont ils auraient à prendre connaissance à l'administration, un besoin en ce qui concerne le moment où celui-ci refusait ou interrompait un traitement.

L'affaire de Hambourg, où une véritable alerte générale a été déclenchée à la suite de la découverte, dans un autobus, aux heures de pointe, d'un malade atteint du SIDA, montre cependant qu'on ne pourra pas rester sans rien faire. Tout le monde en est bien conscient.

Scepticisme Les chiffres cités par les experts allemands sont alarmants. Depuis l'apparition de la maladie en RFA, en 1981, quarante-cinq personnes sont mortes du SIDA, et certains spécialistes estiment que le nombre des morts pourrait atteindre dix mille en l'espace de cinq ans. Celui des malades double tous les six mois, et selon certaines estimations de cent à deux cents mille personnes seraient déjà contaminées.

Le ministre insiste également sur les dangers de contamination des conjoints d'hémophiles ou d'hommes bisexuels, ainsi que sur celui que représente la prostitution de drogués. « Le SIDA menace également des gens qui, de leur côté, conclut le ministre, n'ont pas de possibilités de se protéger par leur comportement. »

UNE NOUVELLE FORME DE TERRORISME EN GRANDE-BRETAGNE

Le Front de libération des animaux affirme avoir empoisonné du chocolat

De notre correspondant

Londres. - On savait l'amour extraordinaire que les Britanniques ont pour les animaux, mais on ignorait que cette passion pouvait conduire au terrorisme. Le Front de libération des animaux a annoncé, dimanche 18 novembre, qu'il avait « empoisonné » avec de la mort aux rats un certain nombre de barres de chocolat fourré vendues sous la marque MARS. Il voulait ainsi protester contre les mauvais traitements infligés à des singes dans un laboratoire où l'on se livre à des expériences sur la carte dentaire. Le fait est d'autant plus étonnant que la Grande-Bretagne n'a pratiquement jamais connu de mouvement de revendication se laissant aller à de pareilles extrémités. Il existe bien un terrorisme meurtrier veau d'Irlande du Nord, mais celui-ci est considéré comme étranger, sinon international.

La SPA « comprend » Dans les magasins de plusieurs villes d'Angleterre - Londres, Coventry, Leeds, Southampton et York - des tracts du Front ont été découverts à l'intérieur de l'emballage des friandises prétendument contaminées. Mais leur analyse s'est révélée jusqu'à présent négative. La menace est cependant prise très au sérieux. Dans des milliers de points de vente, les produits en cause ont été immédiatement retirés, une opération fort coûteuse puisqu'il s'en

AMELBAT 84 VISITEZ 20-25 Novembre Paris - Porte de Versailles Quel produit, quel procédé, quel financement pour améliorer votre habitat? AU Salon de l'Amélioration de l'Habitat, le Centre Info vous renseignera gratuitement sur tous ces problèmes.

Montagne d'or en Haute-Savoie

De notre correspondant

Chambéry. - Ils étaient à la tête d'une modeste entreprise de décolletage, à Boège (Haute-Savoie), mais ils disposaient à leur domicile et dans le coffre d'une banque d'Annemasse d'une « montagne d'or » : 220 kilos en lingots, cachés ici dans un lave-vaisselle, là dans un congélateur, et même, pour plus de sécurité, à l'intérieur des pieds des lavabos de leur maison. M. Ulysse Sadier, soixante-cinq ans, et ses deux fils, Louis et Alphonse, âgés tous deux d'une cinquantaine d'années, ne vivaient nullement comme des milliardaires ou des parvenus. Ils n'avaient que deux passions : les chapeaux feutrés et les bouteilles de bordeaux. Aujourd'hui, leur magot est évalué à 23 millions de francs.

être justifiée par MM. Ulysse et Louis Sadier, alors qu'une loi, édictée pour prévenir la contrebande, précise que les propriétaires d'or situés dans un rayon de 300 kilomètres d'une frontière doivent pouvoir justifier, à tout moment, aux douaniers l'origine de cette marchandise. MM. Ulysse et Louis Sadier ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis par la cour d'appel de Chambéry. Ils devront verser, en outre, plus de 18 millions de francs d'amende. Le deuxième fils, Alphonse, a été relaxé.

Fusillade près d'Hendaye

Un mort, un blessé

De notre correspondant

Bayonne. - Un jeune habitant de Ciboure (Pyrénées-Atlantiques), M. Christian Olazcuaga, vingt-deux ans, a été tué, dimanche 18 novembre, peu après 1 heure du matin, à Biriator, petite commune proche d'Hendaye qui surplombe la Bidassoa. La fête battait son plein lorsque Christian et son frère Claude, vingt-cinq ans, arrivaient au village. Ils se dirigeaient vers le bal après avoir garé leur voiture, quand deux individus masqués, sortant d'un petit chemin, les ont abordés. « Ils nous ont parlé dans une langue que nous

n'avons pas comprise, braquant sur nous des armes, sans a déclaré Claude Olazcuaga. Nous avons cru alors à une blague. J'ai entendu une déflagration et mon frère s'est effondré. J'ai réussi alors à désarmer l'inconnu qui me faisait face, et je me suis échappé. Dans ma course, une balle m'a atteint au mollet. » La scène n'a eu aucun témoin.

Cet attentat, qui n'avait pas été revendiqué lundi matin, laisse perplexes les enquêteurs et la population. Si le père des jeunes gens est un militant syndicaliste fort connu dans la région, il semble qu'ils a'avaient, eux, aucune activité politique. On avance donc l'hypothèse de la méprise qu'expliquerait l'obscurité régnant sur les lieux de la fusillade. Méprise qui pourrait aussi s'expliquer par le fait que les deux frères portaient des barbes comme beaucoup de réfugiés basques dans la région. A moins qu'il ne s'agisse de représailles aveugles après le meurtre, quarante-huit heures auparavant, de l'autre côté de la frontière, de Joseph Couchoy, membre présumé du GAL (Groupe antiterroriste de libération) (le Monde daté 18-19 novembre), meurtre revendiqué, lundi 19 novembre, par l'ETA.

Le micro-majeur : Dès sa naissance 5000 logiciels l'entourent. 5000 logiciels à la naissance plus une large gamme de périphériques : le Spectrum+, c'est la puissance. Plus de 250 000 passionnés en France qui font déjà confiance à Sinclair : le Spectrum+, c'est l'expérience. L'acquis du passé plus la force de ses nouvelles qualités : le Spectrum+, c'est le top micro. Sinclair s'impose définitivement. Ce micro-ordinateur est déjà majeur. Chez votre revendeur Sinclair, le Spectrum+ vous attend avec son cadeau surprise ZX Spectrum+ sinclair

DONIE Dire évité

Vertical text on the left margin, partially cut off.

ÉDUCATION

S'ÉCARTANT DE LA RÉFORME LEGRAND

M. Chevènement veut continuer à sa manière la rénovation des collèges

La rénovation des collèges, entreprise en 1983 par M. Alain Savary, après la publication du rapport Legrand, sera continuée. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a présenté à la presse, mardi 19 novembre, les objectifs et les

moines qu'il entend se donner pour généraliser le processus de modernisation, appliqué à partir de cette année scolaire à 10 % des collèges sur la base du volontariat. A la rentrée 1985, une nouvelle tranche de 15 % des éta-

blissements sera concernée, le rythme s'accroissant ensuite par l'application de la réforme à 25 % de collèges en plus chaque année, jusqu'en 1988. A cette date, en effet, le IX^e Plan prévoit que la totalité des collèges devront être engagés dans la rénovation.

Le ministre reconnaît que « le collège reste le maillon sensible du système éducatif », car les réformes successives qui lui ont été appliquées ne lui ont pas permis de trouver son équilibre. Sans imputer à cet échelon du système éducatif la responsabilité de tous les échecs. M. Chevènement veut en améliorer le fonctionnement afin de faire accéder le maximum d'élèves au lycée, puis au baccalauréat. Trois objectifs essentiels sont ainsi fixés : la révision du contenu des programmes, l'amélioration de la qualification des enseignants et une « action volontariste en amont » à l'école élémentaire et maternelle. Au collège, la pratique d'une pédagogie différenciée permettrait à chaque élève de progresser à son rythme.

La réflexion des commissions sur les contenus d'enseignement, mises en place par M. Savary, doit aboutir pour la prochaine rentrée à la publication de nouvelles instructions concernant la lecture, les lettres, les langues vivantes et probablement les mathématiques au collège. Ces instructions se présenteront sous une forme nouvelle, composées d'un texte court et compréhensible par tous, fixant les grands objectifs, et d'activités pédagogiques concrètes destinées aux enseignants. Le ministre souhaite en particulier que soit donnée une définition claire et précise des connaissances qu'on est « en droit d'attendre des élèves à la fin de la classe de troisième.

Il n'entend pas, d'autre part, penser la rénovation des collèges « en dehors de la revalorisation de l'enseignement technique et professionnel ».

Pour « évaluer » les élèves à la sortie du collège, M. Chevènement a, d'autre part, décidé de rétablir l'examen « conduisant à la délivrance d'un brevet ».

Un plan de formation continue

La qualité de l'enseignement dispensé au collège doit être améliorée par des mesures comme l'allongement à quatre ans de la durée de formation des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC) et le renforcement des centres pédagogiques régionaux (CPR) où passent certifiés et agrégés. Un plan de formation continue « ambitieux » prévoit la mise en place pour les professeurs en exercice d'un enseignement scientifique d'un à deux ans dispensé principalement à distance ; des stages d'un mois centrés sur l'acquisition des « méthodes de transmission des savoirs » sont aussi prévus. Les nécessités du financement de ce plan doivent se traduire par une légère augmentation des effectifs par classes, atténuée par la décroissance démographique. Mais, estime-t-on au ministère, « rien n'est plus important que des professeurs qualifiés ». D'ici à 1990 cent mille enseignants pourraient profiter de ce

plan dont dix mille dès l'année 1985-1986.

Le troisième objectif de la rénovation des collèges pour M. Chevènement vise à résoudre les problèmes posés par l'hétérogénéité des classes en agissant d'abord en amont (écoles primaires et élémentaires) afin de donner les bases indispensables à tous les élèves entrant au collège ; ensuite en généralisant la pédagogie différenciée. Par là, le ministre entend la constitution de groupes de niveau pour les matières principales, le suivi individualisé des élèves et l'aménagement de séances d'études dirigées.

Au-delà de ces objectifs généraux, M. Chevènement met l'accent sur la nécessaire maîtrise par tous les collégiens de l'expression écrite

et orale, et engage les enseignants de toutes les disciplines à se mobiliser sur ce terrain. Il insiste aussi sur le rôle des centres de documentation et d'information (CDI), « lieux complémentaires de la classe », et propose de réserver plus de cent emplois (sur les neuf cents créés au budget 1985 dans les collèges) à la nomination de nouveaux documentalistes, là où il n'existe pas encore de CDI. Le développement de l'enseignement hebdomadaire dans tous les collèges, des disciplines sportives et artistiques, et l'usage des techniques nouvelles comme l'informatique ont leur place dans le plan du ministre, qui veut remplacer l'instruction civique par une véritable « éducation civique ».

Ph. Be.

L'ORIENTATION SCOLAIRE DES FILLES

Métiers unisexes

L'inégalité entre les hommes et les femmes dans la vie professionnelle prend racine à l'école et s'aggrave avec l'orientation ; partant de ce constat, M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme a présenté au conseil des ministres du 7 novembre, une série de mesures s'adressant aux personnels de l'éducation nationale, aux jeunes filles et à leurs parents, aux établissements scolaires et aux académies. Ces mesures visent à lutter contre les préjugés sexistes, et d'autres part, donner aux jeunes filles la possibilité de se réorienter lors de leur scolarité.

Pour ce qui concerne les personnels de l'éducation nationale, le conseil des ministres a décidé de porter à une dizaine d'heures - lors de la formation initiale - l'enseignement sur « l'analyse des préjugés liés au sexe ». D'autre part, il a donné son accord pour l'organisation dans les académies, de stages de formation continue d'une durée de deux jours sur « la diversification de l'orientation ». L'intention est de former au moins un enseignant et un administratif par établissement scolaire. Aucun délai n'est cependant mentionné. Le gouvernement souhaite enfin augmenter le nombre de postes d'études féministes. Il en existe actuellement quatre à Rennes (en droit social) à Nantes (en sciences politiques) à Paris-VII (en sociologie) à Toulouse (en histoire du monde contemporain).

L'action prévue en direction des jeunes filles et de leurs parents vise certains stéréotypes selon lesquels il y aurait des métiers qui ne sont pas faits pour les femmes. Des publicités dans la presse régionale, des spots à la radio ou à la télévision ont déjà fait leur apparition au début de 1984. Cette campagne, « Les métiers n'ont pas de sexe », menée par le ministère va être relayée et soutenue par les organismes chargés de l'information et de l'orientation comme l'ONISEP (Office national d'information sur les trois enseignements et les professions) et le CNDP (Centre national de documentation pédagogique).

M^{me} Roudy souligne qu'elle souhaite « favoriser l'accès des jeunes aux formations à dominante masculine dans une proportion minimale de trente pour cent ». Une formulation qui appelle des commentaires et suscité des questions. En effet, l'objectif de « la » ministre est de mieux adapter la formation des jeunes filles au marché du travail.

(Publicité)

JOURNÉES « PORTES OUVERTES »
- Cours d'allemand gratuits
- Jeux-concours avec des prix à gagner tels que des heures de cours d'allemand en R.F.A. et à Paris.
- Manifestations et Informations culturelles.
Le Mercredi 21 novembre de 14 h à 21 h
au CENTRE-INSTITUT PARIS, Centre Culturel Allemand 17, avenue d'Alsace, 75116 Paris. TEL. 723-61-21

(Publicité)

1990, quels seront les métiers bien payés ?
Convivialité, Caba Vidéo, Superviseur Bureautique, Bio Techno, Plasturgiste, Créatif Logiciel, Technicien Laseriste, Créatif Ecran, Finitionneur de produits électroniques, Gestionnaire de réseau Télématique.
La suite dans le guide de l'APRES-BAC, 7^e cette semaine, chez votre marchand de journaux.

EN BREF

Les enterrements Leclerc interdits à Bordeaux

Le tribunal de grande instance de Bordeaux a interdit au représentant local de M. Michel Leclerc de procéder à des enterrements et l'a condamné à une amende de 3 000 francs par infraction. Le premier convoi Leclerc avait été organisé à Bordeaux le 25 juillet dernier et, depuis, les services municipaux, qui ont le monopole des inhumations, ont fait constater par huisier 137 autres enterrements. Le représentant de M. Michel Leclerc a décliné de faire appel et, en attendant, de continuer ses activités funéraires.

trois cents victimes en Inde

Le cyclone qui s'est abattu, la semaine dernière, sur le sud de l'Inde, a provoqué la mort de deux cent quarante-trois personnes dans l'Etat d'Andhra-Pradesh (au sud-est du pays) et de cinquante-quatre personnes dans l'Etat voisin du Tamil-Nad, indiquent, lundi 19 novembre, une radio indienne.

DEUX SATELLITES AUX ENCHÈRES

Les deux satellites Petapa-B2 et Westar-6, ramassés sur la Terre vendredi 16 novembre par la navette spatiale américaine Discovery, vont probablement être vendus aux enchères. Les assureurs de ces satellites, menés par le cabinet Merritt Syndicates Ltd de Londres, qui en sont maintenant propriétaires, ont déclaré avoir reçu des offres d'achat, entre 30 et 40 millions de dollars pour Petapa et entre 25 et 30 millions de dollars pour Westar. Avant cette vente, les satellites devaient être révisés ; une première inspection a montré que quelques cellules solaires ont été endommagées lors de la récupération. Les assureurs avaient payé au total 180 millions de dollars aux propriétaires des satellites, mais cette somme couvrait en grande partie la perte de recettes dues à leur non-fonctionnement.

Un cyclone fait environ trois cents victimes en Inde

Le cyclone qui s'est abattu, la semaine dernière, sur le sud de l'Inde, a provoqué la mort de deux cent quarante-trois personnes dans l'Etat d'Andhra-Pradesh (au sud-est du pays) et de cinquante-quatre personnes dans l'Etat voisin du Tamil-Nad, indiquent, lundi 19 novembre, une radio indienne.

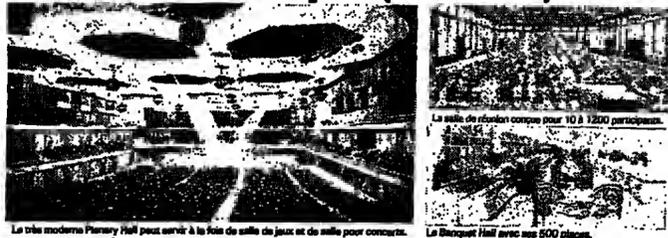
L'Archevêque de Paris met en garde contre le « vindicte » populaire et le « racisme »

Dans son message d'accueil, lors de la messe célébrée le 16 novembre à Paris pour le mouvement Aïda à l'Eglise en détresse, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a commenté plusieurs faits divers tragiques récents. Faisant allusion à « cette succession de crimes abominables », Mgr Lustiger a déclaré avoir « prié pour les victimes et leurs familles » ainsi que pour les auteurs des crimes, avant d'affirmer : « Il n'est jamais permis de désigner à la vindicte le prévenu, qui a droit à la protection de la loi, quelles que soient les charges qui pèsent contre lui. » Parant ensuite des immigrés, le cardinal a dit : « Français de nationalité ou étrangers qui travaillent chez nous, tous se doivent les uns aux autres le même respect. Toute atteinte portée par le racisme ou le ressentiment de classe à la dignité et à la vie de l'un d'eux est une blessure à l'image du Créateur que chacun porte en soi. C'est un péché. »

Suicide d'un policier inculpé après une bavure

L'un des quatre gardiens de la paix inculpés après l'intervention policière meurtrière de la rue Rossini, en septembre 1982, à Paris (le Monde daté 11-12 septembre 1982) s'est donné la mort dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 novembre : M. Raymond Stannens, âgé de trente-six ans, s'est tiré, à son domicile, une balle de calibre 9 mm dans la tête. Comme ses

Les congrès dans l'Orient exotique sont plus réussis au PUTRA WORLD TRADE CENTRE, Kuala-Lumpur (Malaisie)



Le très moderne Putra World Trade Centre sert de lieu de réunion pour plus de 10 à 1200 participants. Le banquet Hall avec ses 500 places.

Au Putra World Trade Centre de Kuala-Lumpur, capitale commerciale et pleine de vie de Malaisie, les congrès sont devenus des expériences mémorables. Parce que vos délégués bénéficient d'installations de toute première catégorie dans le centre de congrès le plus vaste et le plus complet de l'Asie du Sud-Est. 3 500 places dans le très moderne Putra World Trade Centre. Traductions simultanées. Equipement audiovisuel à écran unique ou à écrans multiples. Réservations et distribution de billets par ordinateur. Treize salles de réunion moyennes et petites de 10 à 1 200 places pour les conférences moins importantes. Et Banquet Halls avec des menus qui excitent l'appétit. Il y a également un espace conçu de 15 200 mètres carrés réservé aux expositions avec facilités multiples. 600 chambres luxueuses dans un hôtel de standard international situé à proximité. Un bon service et un accueil chaleureux vous sont dispensés par cette population aimable qui met en pratique diverses traditions de différentes cultures de manière spectaculaire. Plus tout le romantisme de l'exotisme Orient en de nombreux sites de villégiature aux alentours pour une excursion après le congrès que vous n'êtes pas prêt d'oublier. Vous trouverez cette combinaison unique au Putra World Trade Centre de Kuala-Lumpur. La lieu de rendez-vous pour congrès le plus agréable de l'Asie du Sud-Est, où vous aurez toujours envie de revenir. Prenez contact avec nous dès maintenant.

PUTRA WORLD TRADE CENTRE
KUALA LUMPUR
FUSAT DAGANGAN DUNIA PUTRA
KUALA LUMPUR
MALAYSIA
LE PREMIER LIEU DE RENDEZ-VOUS POUR CONGRÈS DE L'ASIE DU SUD-EST

FOR DEPLUS AMPLIES INFORMATIONS, PRIEZ DE CONTACTER LES AGENTS EXCLUSIFS DE LA REGION CENTRALE.

ADAM & CO
ORGANIZED BY ADAM & CO
100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200.

BUREAUX DE VENTE INTERNATIONAUX

ACHÈVEMENT PRÉVU POUR LE 30 SEPTEMBRE 1986

Une page tournée

Le dossier brûlant des collèges, principaux révélateurs de l'échec scolaire, est à son tour repris par le nouveau ministre de l'éducation nationale. Fidèle à son style simple et pratique, M. Chevènement met en avant la refonte des programmes et l'amélioration de la formation des enseignants, objectifs déjà fixés par M. Savary sur un plan général, en les intégrant au plan de rénovation des collèges. Mais la profonde remise en cause pédagogique, qui a commencé cette année à bouleverser la collégialité unique, semble devoir être trépidée par les propos de M. Chevènement.

Celui-ci, s'il fait expressément référence au travail déjà accompli par son prédécesseur, se garde bien de le moindre allusion directe au rapport Legrand, qui avait pourtant largement inspiré M. Savary. Et pour cause. Des orientations définies par l'ancien ministre, il ne resta guère plus que l'idée de « pédagogie différenciée » et la volonté de réhabiliter les disciplines sportives et artistiques. Le tuteur fait place à « suivi individualisé » (au dit), notamment lors de séances d'études dirigées. La constitution d'équipes pédagogiques, indispensables pour assurer le travail interdisciplinaire et la flexibilité des groupes de niveau-matière (tout élève doit pouvoir changer de groupe en cours d'année selon sa progression) n'est plus évoquée. D'où le risque de transformer les groupes de niveau en des filières ségrégatives.

Mais le tournant le plus symbolique réside dans le refus, désormais exprimé par le ministre, de lier l'harmonisation des services horaires des enseignants à la rénovation des collèges. M. Savary avait décidé de réduire de trois heures de cours le temps de service des PEGC dans les établissements en rénovation afin de l'allouer sur celui des certifiés (deux heures), les trois heures dégagees étant consacrées au travail collectif. Cette mesure coûteuse mais favorable à la concentration doit être étendue. Mais elle le sera désormais indépendamment du choix en faveur de la rénovation, et en tout cas à un rythme moins rapide que cette dernière.

En orbitant dans ce sens, M. Chevènement ne pourra qu'indisposer les adhérents du SNI-PEGC, favorables à une accélération de la mise en œuvre de la « réforme Legrand » qui s'accompagnerait d'une décharge de trois heures de cours pour les PEGC. Le ministre satisfait, en revanche, les professeurs du SNES, hostiles au « projet Legrand-Savary », notamment parce qu'il ne prévoyait aucun aménagement d'horaires pour les certifiés et les agrégés, majoritaires parmi leurs adhérents.

Ces choix tend à confirmer que M. Chevènement veut tourner définitivement la page de la réforme Legrand en continuant la rénovation des collèges à sa manière.

PHILIPPE BERNARD.

FORMATION INFORMATIQUE

INITIATION PERFECTIONNEMENT

Le programme d'Informatique Générale prépare les informaticiens ou non informaticiens à l'emploi des techniques d'aujourd'hui. Le programme d'Informatique Générale propose différents modules de formation selon votre degré de connaissance : par exemple découverte et programmation de micro-ordinateur, conduite de projet bureautique, constructions de réseaux locaux... Pour tout renseignement contactez : Bull Direction Formation France, Julien Hernandez - Bât. le Central, La Courneuve Mont d'Est - ZAC du Centre Urbain Régional - 93160 Noisy le Grand - Tél. (1) 304.98.55.

كردمان النحل

(Publicité)

POUR LA MAISON DES CHOMEURS

UN APPEL DE MAURICE PAGAT

SECRETARE GÉNÉRAL DU SYNDICAT DES CHOMEURS

LETTRES

De M. F. Rouen (78000) :

« Avec le chômage, on perd tous ses amis. On vous téléphone pendant huit jours. Et après, on vous oublie. »

De M. P.C., Clermont-Ferrand (63100) :

« Je suis âgé de vingt-quatre ans. Je suis sans aucune ressource. Je ne touche pas d'allocation de chômage. Je coucherais dehors et serais réduit à la mendicité si mes parents ne se sagnaient pas aux quatre veines pour m'offrir un gîte et me nourrir. Mais je ne peux plus supporter cette situation. »

De M.G., Toulouse :

« Mon fils a sept ans... J'en ai cinquante et un. Nous avons pour vivre des allocations familiales de 1 334 F. Mon loyer est de 1 170 F. Il me reste donc pour vivre 164 F pour le mois. »

« Vais-je devoir donner mon enfant, comme certaines mères latino-américaines ou asiatiques, pour qu'il ne meure pas de faim ? »

De M.B., La Courneuve (93120) :

« Le mal des chômeurs, c'est l'enfermement et la solitude... C'est ne plus pouvoir sortir de chez soi parce qu'on a honte, honte de ne pas aller travailler... peur de passer pour un fainéant et du « qui n'a rien à dire ». Homme d'être là, à ne rien faire, à profiter de la société, incapable de faire vivre sa femme et ses gosses. On évitera d'en parler devant les enfants, il ne faut pas les angosser. Les mois passent, la crispation et l'oppression vous saisissent, la tête serrée comme dans un étui, le corps lourd comme une chape de plomb sur les épaules. Le chômeur va mal, il est un homme seul et sans avenir. »

De A.C., Roubaix (59100) :

« J'ai trente-neuf ans, je suis au chômage depuis le 1^{er} janvier 1983. Je ne suis plus indemnisé et je ne perçois maintenant que l'aide départementale qui s'élève à 377 F par mois. Ce qui me fait environ 12,50 F par jour pour vivre, inutile de vous dire que je ne peux plus payer mon loyer qui est de 500 F par mois. Je suis seul et je ne sais quoi faire. »

D'un militant syndicaliste devenu chômeur :

« Ayant été licencié dans le cadre d'un licenciement collectif économique depuis un an, je fais l'expérience la plus douloureuse pour un militant syndicaliste : vivre dans la solitude avec le sentiment d'être devenu un homme inutile. C'est dur après avoir milité pendant plus de quinze ans dans ma section syndicale. Du jour au lendemain, et malgré mes tentatives pour maintenir le contact à tous les niveaux, je me suis trouvé exclu de fait du monde syndical. »

« Et c'est justement au moment où j'espérais être entouré d'attentions que le tissu de mes relations « fraternelles » s'est désagrégré ! Après une année de vaines recherches d'emploi, de plus en plus ignoré, évité comme un malade contagieux, comment ne pas être écœuré et ne pas remettre en question les valeurs pour lesquelles je m'ai battu ? »

Camarades, pourquoi votre esprit de solidarité s'arrête-t-il aux portes étroites de votre entreprise ? »

De M. P.F., Carhaix (29270)

« Si les choses continuent comme actuellement, un jour viendra où le travail sera considéré comme un bien plus précieux que sa propre existence. Celui qui aura la chance d'avoir un emploi devra le dissimuler comme une richesse inavouable, devra raser les murs, surveillant continuellement les abords et épiait le chômeur tapi dans l'ombre, prêt à lui sauter dessus pour lui ravir sa place... »

De M. J.V., Marcq-en-Barœul :

« Avec le soutien des médias et des syndicats, nous voyons les cadres, les fonctionnaires, les membres des professions libérales et bien d'autres, revendiquer pour la progression de leur niveau de vie, ou tout au moins en garder le maintien. Mais qui se préoccupe de celui des chômeurs ? Qui en est-il de leur pouvoir d'achat qui chute du jour au lendemain et s'annule au fil des mois ? »

« Ils sont seuls pour se défendre : les syndicats s'en désintéressent trop souvent, les ANPE manquent d'offres d'emploi, les ASSEDIC, froides, informatisées, inaccessibles, représentent pour eux l'administration avec un grand A. S'ils ne sont pas épaulés par leur famille ou des amis compréhensifs, ou s'ils n'ont pas la force morale d'affronter le négatif de leur situation, ils sont voués au désespoir. »

Grâce au soutien du Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs, notre association syndicale a pu louer et aménager un petit immeuble situé au 9, rue de la Fontaine-au-Roi, dans le 11^e arrondissement de Paris.

Cet immeuble abrite les services de la première Maison des chômeurs créée en France. Cette maison entend réaliser, pour et avec les chômeurs, les actions de défense, de soutien moral et d'entraide qui ne sont toujours pas assurées, comme il conviendrait, par les organismes existants.

Tout le monde parle actuellement des « nouveaux pauvres », les récupère et les utilise. Mais on analyse toujours aussi mal l'ampleur et la nature d'un phénomène qui fait brutalement basculer plusieurs centaines de milliers de travailleurs privés d'emploi dans la précarité ou l'exclusion sociale.

Les chômeurs en « fin de droits » ne sont pas des clochards ni des cas sociaux traditionnels que les organismes charitables pourraient prendre en charge. Nous n'assistons pas à une résurgence passagère de la pauvreté. Mais, avec la précarisation des emplois, le chômage massif et de longue durée, nous sommes en présence d'un phénomène nouveau qui disloque le monde du travail et tend à créer une nouvelle classe de marginalisés et d'exclus.

Cette décomposition des structures de l'emploi, cette désagrégation du tissu social et cette faillite de notre système de protection sont des réalités tellement dérangeantes, tellement inattendues, tellement lourdes de conséquences que l'on se refuse encore à les prendre réellement en compte. Et c'est ce qui explique en grande partie l'inadaptation des solutions proposées.

Aujourd'hui, un million de chômeurs ne perçoivent aucune allocation et plus de 350 000 reçoivent l'allocation dérisoire de 41 F par jour. C'est parmi ces chômeurs mal ou non indemnisés que se recrute la majorité des « nouveaux pauvres ».

Tandis que triomphent toujours les corporatismes et les égoïsmes, un nombre grandissant de chômeurs connaît misère, solitude et désespoir. Le Syndicat des chômeurs est convaincu que l'intervention collective des chômeurs est indispensable pour remettre de l'ordre et de l'équité dans notre système d'indemnisation et obtenir un partage plus juste des emplois et des revenus. Aujourd'hui, ce sont toujours les autres, c'est-à-dire ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, qui parlent et décident pour ceux qui en sont privés. Ainsi les chômeurs sont-ils mis sous tutelle et deviennent-ils de véritables parias au mépris des règles démocratiques les plus élémentaires. Une somme considérable d'énergie, de capacités et de créativité est totalement stérilisée.

Pour faire reculer la chômage et la misère, le Syndicat des chômeurs veut susciter une véritable mobilisation de tous les travailleurs privés d'emploi et créer dans toute la France des réseaux de solidarité et d'innovation.

Les Maisons que nous mettons en place aident concrètement les chômeurs à retrouver un emploi en mettant à leur disposition un certain nombre de services et de moyens techniques. Un service spécialisé permet de soutenir les projets des chômeurs désireux de créer eux-mêmes leur emploi, notamment dans le domaine de l'économie sociale. Enfin, un service de restauration fonctionne.

Les médias ont multiplié, ces temps derniers, les enquêtes sur la situation dramatique des chômeurs mal ou non indemnisés. Les témoignages publiés dans cette page permettent de constater que des dizaines de milliers de chômeurs manquent en effet du strict nécessaire. L'hiver dernier, on a pu voir à Paris et dans certaines grandes villes de province des chômeurs en grand nombre, et notamment des jeunes, venir aux soupes populaires organisées par l'Armée du salut et les Compagnons d'Emmaüs. Dans un pays aussi riche que le nôtre — chaque soir, les restaurants de luxe sont remplis de convives qui dépensent, pour un seul repas, ce que l'on donne à un chômeur arrivé en fin de droits pour vivre pendant un mois, — il n'est pas convenable que des hommes et des femmes privés de travail en soient réduits, pour survivre, à des formes d'assistance aussi humiliantes qui rappellent les heures les plus sombres de notre vie sociale.

C'est pourquoi la Maison des chômeurs offre, dans une ambiance fraternelle, des repas à des prix très réduits, et, dans certains cas, gratuits. Afin de soutenir le moral des chômeurs, qui, on ne le soulignera jamais assez, connaissent trop souvent isolement, rejet et désespérance, elle organise aussi, en collaboration avec des travailleurs solidaires, des activités de détente dans le domaine culturel et artistique.

Pour financer l'ensemble de ces activités, et créer très vite de nouvelles maisons en province, nous avons besoin de la collaboration active et du soutien matériel d'un grand nombre de personnes. C'est pourquoi nous prions tous ceux qui souhaitent manifester concrètement leur solidarité avec les travailleurs privés d'emploi de se considérer comme personnellement concernés par notre appel et de le diffuser auprès de leurs amis, dans leurs entreprises, syndicats, mouvements, associations et communautés.

A l'avance, et au nom de nos camarades chômeurs, nous vous remercions.

MAURICE PAGAT.

ASSOCIATION SYNDICALE DES CHOMEURS, 117, rue Henri-Barbusse, 92110 Clichy. Tél. 737-74-76. C.C.P. 186284N, Paris.

LA MAISON DES CHOMEURS, 9, rue de La Fontaine-au-Roi, 75011 Paris. Tél. 806-88-05.

TÉMOIGNAGES

D'un membre du Bureau d'aide sociale du Mans :

« Il y a un an, un jeune couple nous a appelé au secours pour une note d'électricité. Nous n'avons plus entendu parler de lui jusqu'à cet hiver dernier. Cette fois, nous avons refusé de lui venir en aide, soupçonnant que le travail au noir avait été sa source de revenus pendant ce temps. Une lettre poignante de la femme nous a expliqué qu'ils avaient tout vendu pour subsister chez eux. En allant lui rendre visite, nous avons trouvé les enfants se réchauffant devant un verre d'eau chaude. Pour le dire, ils n'avaient qu'une soupe et du pain trempé. »

De M. J.-L. D., Saint-Dié (88100) :

« Je suis au chômage, J.D.C., et c'est bien vrai que les chômeurs sont une population marginalisée. En plus, un certain nombre n'ont plus rien, pas un sou, et certains à la rue. C'est l'abandon complet. »

« En réponse à cela, il faut en premier la lutte des organisations : organisations de chômeurs, organisations de travailleurs solidaires et prêts à prendre des risques pour faire avancer la réduction du temps de travail, l'embauche des chômeurs. Il y a la responsabilité de tous. Les uns créent de la bonne conscience des autres, et ça ne peut plus durer. »

D'un agent d'accueil à l'Assedic :

« Le chômage est une vraie catastrophe pour bon nombre de gens. Je vois tous les jours des gens désespérés, malades nerveusement et physiquement par le chômage. Il y a de plus en plus de gens qui ont des difficultés financières du fait des restrictions des indemnités. J'ai vu un homme de trente-cinq ans qui a été voler pour donner à manger à ses enfants. Il touche 1 000 F par mois, il a trois enfants et sa femme n'a pas d'emploi. Une mère célibataire s'est fait congeler dans une grande surface à « acheter » pour nourrir son enfant. Elle n'avait plus un sou et attendait son chômage. »

Maladie et chômage

« On a remarqué qu'un nombre de plus en plus grand de malades étaient chômeurs. Par exemple, voici les pourcentages de malades chômeurs à l'hôpital psychiatrique de Sainte-Gemmes (Maine-et-Loire) sur un secteur (Angers-Sud, Trélazé, Thouarcé, Chalonnes) : 1979 : 6,79 % ; 1980 : 7,49 % ; 1981 : 8,42 % ; 1982 : 19,40 % ; 1983 : 19,65 % ; 1984 : 17,84 % (en avril) ! »

[Extrait d'une note d'information rédigée par le personnel de l'hôpital.]

De M^{me} T.B., fonctionnaire, Paris (5^e) :

« Je n'ai pas participé à la grève des fonctionnaires, Car, si je suis d'accord pour demander une augmentation des salaires de la fonction publique, je n'accepte pas les stratégies syndicales qui demandent une augmentation pour tous, y compris pour les plus privilégiés. J'ai donc décidé, pour être fidèle aux exigences de la solidarité ouvrière, de faire parvenir au Syndicat des chômeurs une somme équivalente à une journée de travail, soit 490 F. »

Des militants CFDT du Maine-et-Loire :

« Cette détresse plus ou moins cachée, ce découragement, cette absence de projets, cette détérioration des relations familiales, ces budgets squelettiques d'un nombre croissant de chômeurs qui ne mangent pas à leur faim, cette quête permanente et humiliante de secours, ce rejet de la société, tout cela dit par tous ceux qui vivent avec pudeur, détresse, résignation ou révolte ça vous donne un coup à l'estomac... »

« Cette réalité est si dure et angoissante que, à notre congrès d'union départementale, un militant CFDT de l'ASSEDIC, qui, dans le cadre de son travail, voit chaque jour cette face cachée du chômage, nous interpellait en nous demandant de réfléchir si syndicalement nous ne devions pas revendiquer la mise en place de soupes populaires dans chaque ville, ou la mise en place de fonds substantiels pour l'aide aux chômeurs (...) à moins de laisser s'installer et grandir la misère à côté de nous sans réagir. »

De M^{me} C.L., Rennes (35100) :

« Mon mari, qui est secrétaire général d'une société, gagne exactement 13 884 F net par mois. Il estime qu'il est un privilégié par rapport aux chômeurs. Considérant qu'il n'avait pas le droit en conscience de gagner plus, il a volontairement bloqué son propre salaire depuis cinq ans. »

« J'espère que ce témoignage pourra aider d'autres personnes à se poser aussi quelques questions et à y répondre. »

Aidez-nous à équiper les maisons des chômeurs

Pour équiper dans de bonnes conditions les maisons des chômeurs, nous avons plus particulièrement besoin du matériel suivant :

- Machines à écrire en état de marche ;
- Photocopieurs fonctionnant avec du papier non traité ;
- Duplicateurs et graveurs pour stencils ;
- Fournitures de bureau ;
- Matériel de cuisine pour collectivité ;
- Livres et revues pour les bibliothèques.

Ces dons peuvent être directement apportés, pour la région parisienne, au 9, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris (11^e).

SERVICE SOS EMPLOI - CHOMAGE

Pour la région parisienne, un service SOS Emploi - Chômage a été mis en place à la Maison des chômeurs afin de permettre à tous les employeurs de faire connaître directement leurs offres d'emploi et aux chômeurs d'en prendre immédiatement connaissance.

Nous invitons donc les chefs d'entreprise ou du personnel à nous communiquer par lettre ou par téléphone leurs emplois disponibles.

Tél. 806-88-05, 737-74-76 et 806-14-57

Prière de remplir et de retourner ce bulletin à notre secrétariat

NOM :
PRÉNOM :
AGE :
ADRESSE :
VILLE :
PROFESSION :
TÉL. :

Je peux apporter à la Maison des chômeurs une collaboration dans les domaines suivants :

Je peux aider à la création d'une maison des chômeurs dans mon quartier ou dans ma commune : OUI - NON

Je verse la somme de : F
au C.C.P. 186284N, Paris, Association syndicale des chômeurs, 117, rue Henri-Barbusse, 92110 Clichy.

PARTAGE

BULLETIN D'INFORMATION SUR LE CHOMAGE ET L'EMPLOI

L'Association syndicale des chômeurs publie chaque mois un bulletin qui :

● Fait le point sur toutes les questions relatives au chômage et à l'emploi, notamment en utilisant et en rendant accessibles à tous les travaux des spécialistes.

● Présente les positions et propositions de notre association qui lutte pour un partage plus juste des emplois et des revenus.

● Donne aux chômeurs des informations et des conseils pratiques.

● Publie des témoignages sur le vécu du chômage et rend compte des initiatives favorisant la création d'emplois au profit des chômeurs.

Abonnement ordinaire : 75 F.
Abonnement de soutien : à partir de 125 F.
C.C.P. 186284N, Paris, Association syndicale des chômeurs, 117, rue Henri-Barbusse, 92110 Clichy.

APPEL AUX BÉNÉVOLES

Pour le fonctionnement de la Maison des chômeurs de Paris et de celles qui sont en voie de création en province, nous avons besoin de l'aide bénévole de tous ceux qui disposent d'un peu de temps libre et qui ont des compétences dans les domaines suivants :

- Formation et reclassement professionnel ;
- Droit du travail et plus particulièrement législation relative à l'indemnisation du chômage ;
- Ecoute psychologique et soutien moral ;
- Aide technique et juridique aux chômeurs créateurs d'emplois ;
- Animation culturelle et artistique ;
- Information et communication, etc.

Nous demandons donc aux juristes, aux avocats, aux travailleurs sociaux, aux médecins, aux spécialistes des problèmes de gestion des entreprises, aux journalistes, aux universitaires, aux militants syndicalistes, aux artistes, etc., qui souhaitent nous aider, de se mettre en rapport, par lettre ou par téléphone, avec notre secrétaire.

Nous vous remercions de bien vouloir le faire le plus rapidement possible.

TENNIS

Le nouveau départ de Yannick Noah

Amers. - Le Tchecoslovaque Ivan Lendl a de nouveau gagné le tournoi d'Amers. S'il réédite sa victoire lors d'une des deux éditions de ce dernier, il deviendra propriétaire de la raquette en or sortie de diamants, évaluée à 800 000 dollars, qu'il a brandie pour la deuxième fois, dimanche 18 novembre, après sa victoire sur le Suédois Anders Jarryd (6-2, 6-1, 6-2), succès facile acquis en 1 heure 40 minutes, qui lui a déjà rapporté 200 000 dollars.

Cent douze mille spectateurs ont suivi, pendant une semaine, ce tournoi sur invitation - soit la plus large audience à ce jour pour une compétition de tennis en salle - en dépit de la défection de vedettes comme le numéro 1 mondial John McEnroe. Désignée championnat d'Europe des champions.

Yannick Noah doit faire sa rentrée officielle au tournoi de Toulouse, du 19 au 27 novembre, après une exhibition, le 26 octobre à Amsterdam contre le Suédois Sundstrom et un tour contre l'Indien Krishnan à Amers.

Il a plus disputé d'épreuves du Grand Prix depuis son abandon au Queen's le 12 juin dernier. Encore classé quatrième mondial après la perte de son titre à Roland-Garros, il s'occupe plus que le douzième rang sur l'ordinateur de l'Association des tennis professionnels.

Le numéro 1 français peut-il revenir dans le peloton de tête des meilleurs mondiaux après avoir passé cinq mois à soigner une pubalgie? Pour tout autre champion, la réponse serait donnée en fonction de critères objectifs. Une aussi longue interruption n'est jamais bonne. De surcroît, Noah a un tennis spectaculaire qu'il peut jouer seulement en pleine possession de ses moyens. Il doit encore travailler pour retrouver son meilleur niveau, mais il en a la capacité.

Toutefois, Noah n'est pas un champion tout à fait comme les autres. Depuis sa victoire aux Internationaux de France, depuis plus encore sa fameuse conférence de « stress », il y a bientôt un an maintenant, l'homme suscite les passions. Tout ce qui le touche devient sujet de polémique. Son état physique par exemple.

Quinze médecins

Cinq mois pour venir à bout d'une inflammation des muscles pubiens, n'est-ce pas trop long? « J'ai vu à peu près quinze médecins, suivi dix-sept traitements », affirme Noah (1), en précisant: « Il y a eu à peu près soixante-quinze lettres chez Prosperi (son agent) de médecins qui proposent des traitements miracles ». Le médecin de la Fédé-

(ECC), cette épreuve, dont le budget total est de l'ordre de 3 millions de dollars, ne peut plus être considérée comme une simple exhibition, compte tenu du niveau des matches qui sont disputés et de l'organisation qui est mise en œuvre.

Financé par un groupe de diamantaires amersois pour relancer leur cité, et dirigé par l'ancien champion français Pierre Darmon pour le compte de la société de management sportif Prosperi, ce tournoi voudrait prendre rang désormais dans le circuit officiel, comme véritable tournoi des maîtres européens. C'est dans ce cadre que le numéro 1 français, Yannick Noah, a fait un timide galop d'essai face à l'Indien Ramesh Krishnan, avant de faire sa rentrée officielle.

De notre envoyé spécial

ration française de tennis, le docteur Jean-Pierre Cousteau, qui lui avait conseillé de ne pas jouer à Rome après une première alerte à Hambourg, et qui lui avait ordonné un traitement avant son départ pour les Etats-Unis, n'est pas satisfait: « Ce qui m'a étonné dans cette histoire, c'est d'abord que Yannick est allé voir trop de médecins. Il est dommage qu'un athlète aille voir dix ou quinze personnes différentes pour un même bobo (2). »

Enfin, c'est un spécialiste de Chicago qui soigne des footballeurs professionnels américains qui a trouvé la solution: « Il m'a donné un programme de musculation et, en trois jours, c'était fini », assure Noah (1), dont la reprise avait été repoussée depuis le début août.

Ensuite, il est prêt pour autant? « J'ai envie de jouer », affirme le champion, qui n'a plus gagné un tournoi en simple depuis Roland-Garros en 1983. Mais pas n'importe où. Désigné pour aller disputer le tournoi de Johannesburg en Afrique du Sud, il renonce. On a fait pression sur lui. « Coups de téléphone d'Afrique, des ministères, d'un peu partout: d'Arthur Ashe », de son père aussi. « Enfin, je me suis dit que cela ne valait pas le coup (1). »

En remplacement, il peut s'aligner à Toulouse. Mais il n'accepte pas ensuite avec le circuit australien qui lui aurait sûrement permis de préserver sa sélection pour le tournoi des maîtres de New-York. Sa jeune femme est enceinte de six mois. Il ne veut pas la quitter, et il ne veut pas lui imposer un long voyage. « La priorité, c'est la famille, après le travail (1). »

Cette réaction déclenche la colère du rédacteur en chef de Tennis de France, Alain Deflaxieux: « S'il ne joue pas quand sa femme est enceinte, il ne jouera pas non plus

après l'accouchement, ni au moment du baptême, ni quand le bébé aura sa première dent. Que lui restera-t-il alors? Quelques exhibitions, quelques tournois qui l'arrangent? Et finalement (...) on est en droit de se demander si Yannick a encore l'ambition et la pêche de quelqu'un qui veut jouer les premiers rôles sur la scène du tennis professionnel. »

Tout casser

Abrs, fini Noah? Le vide serait immense pour le tennis: « Le public aime les joueurs qui ont une technique inimitable et des armes inaccessibles. Noah est de ceux-là », note l'ancien numéro 1 Patrice Dominguez, qui attend avec impatience son retour: « C'est vital pour le tennis français mondial (2). »

« En ce moment, il a envie de tout casser. Je ne l'ai jamais vu aussi déterminé, aussi professionnel (1). »

En l'espace d'un an, Noah a manifestement beaucoup changé, évolué. Dans sa mise, il a abandonné le look rasta pour une tenue bon chic bon genre, cheveux courts et blazer cravate. Dans son moral: son caractère a mûri son regard sur les choses et les êtres du tennis. S'il se sent en harmonie avec lui-même, il a encore inconsciemment un bel avenir devant lui. Mais il doit le prouver sur le court.

ALAIN GRAUDO.

(1) Tennis Magazine n° 105, décembre 1984.
(2) Tennis de France n° 380, décembre 1984.

CYCLISME

LES SIX JOURS DE PARIS

Vallet-Frank à l'attaque

A vingt-quatre heures de l'arrivée des deuxièmes Six Jours de Paris-Bercy, la lutte pour la victoire reste très serrée entre Frank-Vallet, Moser-Pijnen et Clark-Wiggles, les trois meilleures équipes en piste aux quatorze heures. Frank-Vallet et Moser-Pijnen ont une avance de 64,64 km/heure de moyenne.

place à cinq tours. Frank-Vallet ont pris la tête avec un tour d'avance, dimanche 18 novembre, au cours d'une chasse très vigoureuse. Frank s'est également montré le plus rapide dans les sprints avec Wiggles et Dill Bundi, battant notamment le record du tour à 64,64 km/heure de moyenne.

Train bleu... ou TGV-omnibus?

Le « Train bleu ». Voilà une expression qui avait presque disparu du vocabulaire cycliste et qui redevient d'actualité avec les Six Jours parisiens. Elle désigne les équipes professionnelles qui font la loi, d'octobre à mars, sur les pistes européennes. On devrait peut-être la moderniser. Le Train bleu, aujourd'hui, pourrait s'appeler le TGV. A moins que ce TGV ne soit qu'un omnibus.

Les Six Jours du passé ont fait place - nuance - à six soirées de cyclisme. L'impitoyable compétition d'endurance qui nous vint des Etats-Unis à la fin du siècle dernier (c'est le nom de course à l'américain) s'est transformée en une série d'antennes cyclistes. L'épreuve par étapes qui se déroule entre 15 heures et minuit n'a, évidemment, plus aucun rapport avec les marathons de l'antique Vel d'Hiv. Signe des temps: les « chasses », qui se poursuivent parfois jusqu'à l'aube, sont aujourd'hui programmées. Elles ont lieu à heures fixes et ne dépassent pas les soixante minutes. Même la technique des relais a changé. Les six-daymen modernes ont abandonné la poussée classique qui se poursuivait toute une soirée pour le relais à la volée, plus dangereux, moins efficace et aussi... moins fatigant.

Autrefois, les concurrents vivaient en vase clos pendant cent quarante-quatre heures. Ils n'étaient autorisés à quitter l'enceinte du vélodrome sous aucun prétexte. C'était une dérogation, exceptionnelle il est vrai, leur a permis de s'absenter pour assister à l'assemblée générale de l'UNPC (Union nationale des coureurs professionnels), qui avait pour théâtre un autre vélodrome, le plus magnifique de Vincennes. Laurent Fignon, qui a rapporté un tour de président, qui ne lui confère pas le moindre privilège dans la course et ne suffit pas, en l'occurrence, à lui ouvrir

pour passer une soirée à Bercy, nous a expliqué comment, avec l'aide de Maurice Archambeau, il avait piégé les favoris pour gagner les Six Jours de Paris en 1935: « Nous avons attaqué à l'heure de la trêve, en fin d'après-midi, et imposé aux pistards une bataille qui s'est terminée avec le coup de pistolet final. Notre supériorité résidait dans notre résistance de roulier et dans notre volonté de vaincre. Guerra-Olmo, deuxième, ont fini à trois tours... »

Une telle offensive ne serait plus convenable de nos jours. La formule de la course fractionnée n'autorise plus les grandes manœuvres aux développements imprévisibles, et Fignon-Mottot, qui se sont fort bien comportés en dépit de leur inexpérience relative, n'ont pas les moyens de renouveler l'exploit réalisé. Il y a près d'un demi-siècle, par La Pédière-Archambeau.

Le classement des Six Jours, ce lundi 19 novembre, sera sans doute conforme aux intérêts du Train bleu, dont le Néerlandais René Pijnen est l'un des chefs de file les plus influents. Ce vieux renard des pistes totalisa soixante-trois victoires dans les Six Jours, soit vingt-trois de plus que l'incomparable Van Steenbergen. Seul, Patrick Sercu et Peter Post ont fait mieux que lui. Associé au recan de l'heure Francesco Moser, il tentera vraisemblablement d'obtenir le succès que l'italien avait retiré, au mois de février, dans ce même Palais des sports de Bercy, alors qu'il avait pour partenaire l'Allemand Dietrich Thurau. Il fut malheureusement victime du contentieux opposant son équipier occasionnel au Danois Frank depuis les Six Jours de Copenhague et la première place revint à... Frank-Vallet.

La dernière soirée de Bercy sera placée sous le signe des règlements de comptes. Le public n'aura pas à s'en plaindre. JACQUES AUGENDRE.

Erreur d'aiguillage

Un coureur de vitesse moyenne, disposant d'une technique rudimentaire, n'aurait pas la moindre chance de tirer son épingle du jeu. Ce genre d'épreuve exige, en effet, de solides dispositions, en particulier une vélocité, une souplesse et un coup d'œil qui sont les atouts primordiaux du champion cycliste. La rapidité des chasses en apporte la démonstration, et les records du tour (plus de 84 km/heure, par le Suisse Dill-Bundi) ne sont pas à la portée du premier venu. De toute évidence, un authentique six-dayman possède les atouts maîtres: pour devenir, le cas échéant, un grand roulier. L'absence n'est pas forcément vraie.

Le Train bleu a déjà défilé, mais l'événement est rarissime. L'ancien vainqueur du Tour de France Roger Lapébie, qui est venu spécialement de Bordeaux

AUTOMOBILISME

Le rallye de Monte-Carlo pourrait être remplacé

Mettez sur pied, d'ici au 26 janvier 1985, un rallye de type Monte-Carlo avec des épreuves spéciales et selon des itinéraires aussi spectaculaires que ceux de la célèbre épreuve hivernale: tel est le projet que nourrit M. Jean-Marie Balestra, président de la Fédération internationale de sport automobile, après avoir voulu, semble-t-il, pratiquer la politique de la terre brûlée avec les organisateurs monégasques.

GYMNASTIQUE RYTHMIQUE ET SPORTIVE

Domination bulgare

Déjà championnes du monde de gymnastique rythmique et sportive, les Bulgares ont remporté, dimanche 18 novembre, à Venne, leur troisième titre européen par équipes, après ceux de 1970 et 1980. Les Soviétiques, couronnées l'an dernier, ont terminé deuxième, devant les Espagnoles. Les Françaises ont pris la huitième place.

FOOTBALL

Deux joueurs nantais tués dans un accident de la route

Deux joueurs du Football Club de Nantes, Seth Adonkor, vingt-quatre ans, stoppeur de l'équipe professionnelle, et Jean-Michel Labeyrie, vingt ans, ont trouvé la mort, dimanche 18 novembre, dans un accident de la route. Un troisième joueur, Slidi Kaba, dix-huit ans, souffre de plusieurs fractures, au fémur, au bassin et aux côtes, ainsi que d'une légère atteinte cervicale.

HOCKEY SUR PATINS A ROULETTES

Un championnat du monde pour sortir de l'anonymat

En battant par 8 buts à 1 le Japon lors du match d'ouverture samedi 7 novembre, sur le parquet du stade Pierre-de-Coubertin, puis, le lendemain, Macao par 10 à 0, la France a fort bien commencé son championnat du monde du groupe B de hockey sur patins à roulettes. Ces succès, même s'ils sont obtenus au détriment d'équipes sans grandes ambitions, ont conforté le moral des tricolores au début d'un tournoi où ils jouent gros.

De ses joueurs, la Fédération française de sports de patinage à roulettes attend, en effet, qu'ils conservent leur titre de champions du monde de ce groupe. Pour atteindre cet objectif, elle a consenti à de gros efforts: les douze sélectionnés se préparent activement depuis quatre mois. De plus, au-delà des simples résultats, les joueurs français doivent résoudre, sur les instances fédérales souhaitant tirer du tournoi de Coubertin une promotion pour le hockey sur patins à roulettes.

Pour cela, il lui faut d'abord se débarrasser d'une image qui le dessert. Pour beaucoup, en effet, le patin à roulettes conserve un caractère ludique, voire enfantin. Bernard Fauriol, homme du Sud-Ouest, passionné, directeur technique national et entraîneur de l'équipe de France, rappelle l'objectif en quelques mots: « Cela paraît un jeu tant que l'on n'a pas vu un match. En fait, le hockey est un sport rapide qui nécessite une condition physique d'athlète de haut niveau. » Et de citer, à titre de comparaison, les courses de vitesse sur patins à roulettes, disputées à plus de 40 kilomètres à l'heure de moyenne, avec des pointes à 60 kilomètres à l'heure.

Autre image dont on voudrait bien se débarrasser: la trop grande ressemblance avec le hockey sur glace. « Nous sommes un sport plus technique, moins violent, où il y a moins d'anti-jeu que sur la glace, explique Jean-Paul Chiffolleau, le gardien de but de l'équipe de France. Ce qui nous différencie du hockey sur glace, c'est un peu comme ce qui sépare le rugby du football américain. »

LES RESULTATS

Basket-ball

Table with 2 columns: Team and Score. Includes CHAMPIONNAT DE FRANCE (Huitième journée) and COUPE DU MONDE (Eliminatoire) GROUPE A.

Football

Table with 2 columns: Team and Score. Includes CHAMPIONNAT DE FRANCE (Deuxième division) and CHAMPIONNAT DE FRANCE (Quatrième journée) GROUPE A.

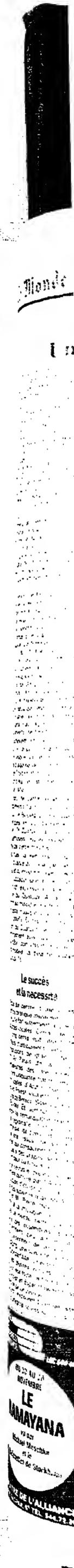
Rugby

Table with 2 columns: Team and Score. Includes CHAMPIONNAT DE FRANCE (Huitième journée) and CHAMPIONNAT DE FRANCE (Cinquième journée).

Volley-ball

Table with 2 columns: Team and Score. Includes CHAMPIONNAT DE FRANCE (Cinquième journée).

ALAIN VILMOS.



culture

LE FESTIVAL DE LILLE

Un sentiment d'opulence

Toujours par l'austérité générale, le Festival de Lille a sans doute réduit le nombre de ses manifestations...

On mesurait cette faveur lors du programme apparemment austère donné par le Quatuor Alban-Berg...

Il n'était certes pas possible d'imaginer interruption plus éduquée de cette œuvre d'opéra...

A côté de cette œuvre-ouragan, les fragments 1e et 1b du Livre pour quatuor de Boulez paraissent bien érotiques en leur brièveté...

Le succès et la nécessité

Placé au centre d'une puissante région de pratique musicale, le Festival de Lille fait justement appel à des ressources locales.

Cette véritable pépinière, amoureusement cultivée par l'ASSECARM (Association d'étude pour la coordination des activités régionales musicales) et M. Pierre Hoste...

MAISON DES CULTURES DU MONDE... LE RAMAYANA... THEATRE DE L'ALLIANCE

au palais Garnier le Grand Macabre, de Ligeti, n'a jamais voulu abandonner pour autant son apostrophe...

Pendant ce temps, la foule s'entassait dans l'église Saint-Pierre de Celsis, où les cent vingt chanteurs amateurs du Chœur régional Nord-Pas-de-Calais participaient à une très belle exécution de la Passion selon saint Jean...

Mais l'interprétation de Malgoire n'était pas moins émouvante et sensible, très ouverte, intense et même bouleversante avec un évangéliste tel que John Elwes...

Bourses internationales pour vingt-trois artistes

Les Etats-Unis restent toujours le pays qui attire le plus les jeunes artistes professionnels français.

Ce sont, pour les arts plastiques, Vincent Barra et Jean Faucheur; pour l'architecture, Frédéric Boudet et Patrick Hurpin; pour le cinéma-vidéo, Richard Dembo; pour la danse, Philippe Decouffe, François Hiffler et Pascale Martin; pour la photographie, Thierry Girard et Yves Guillot...

Les autres lauréats ont opté pour sept autres pays. Arts plastiques: Nadja Mehdi (Maroc) et Pierre Mercier (RFA); architecture, Isabelle Bertrand (Brésil) et Fabienne Cerin-Jean (Italie); Xavier Gonzalez (Japon) et Bertrand Nivelle (Italie); cinéma-vidéo, Patrick de Geer (Japon) et Dominique Gros (Australie); théâtre, Bruno Boglietti (Nicaragua) et Sophie Lucevic (Croatie); musique, Benoît Renard (pays non précisés).

L'art et l'essai à Orléans

Le jury et le public des Stages Journées cinématographiques d'Orléans sont zombés d'accord pour couronner Méa amours de 66, Nadja Mehdi (Maroc) et Pierre Mercier (RFA); architecture, Isabelle Bertrand (Brésil) et Fabienne Cerin-Jean (Italie); Xavier Gonzalez (Japon) et Bertrand Nivelle (Italie); cinéma-vidéo, Patrick de Geer (Japon) et Dominique Gros (Australie); théâtre, Bruno Boglietti (Nicaragua) et Sophie Lucevic (Croatie); musique, Benoît Renard (pays non précisés).

que mot semble concentrer toute la méditation d'une âme douloureuse, Paul Esposito, le plus parfait des hautes-contre, Gregory Reinhardt, un Jésus-Christ jeune et frémissant, et Isabelle Poulard, ravissante voix de soprano qui n'a pas encore, cependant, atteint toute la transparence nécessaire pour ces textes mystiques.

De ces quelques jours passés en Flandre française, on retire un sentiment d'opulence et de plénitude, qui confirme le succès et la nécessité de ce Festival de Lille. La météo en revient à Nicolas Snowman, qui en a ou cette année la responsabilité, ainsi qu'à M^{me} Jacqueline Buffin et à sa brillante équipe. On peut regretter cependant que la programmation, ordonnée autour d'un titre vague (il était une fois. Musique, images, paroles), ait été plus électorale et diffusée que par le passé.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le Quatuor Alban-Berg sera à Paris, au Théâtre de la Ville, du 19 au 24 novembre (soit du 21 à 23 à 18 h 30, dans trois programmes différents.

Elsa Wolliaison et Douglas Dunn créent «Futurités»

Voit Elsa Wolliaison et Douglas Dunn réunis sur une scène était une chose à ne pas manquer. Qu'aurait-il bien pu leur passer entre cette Noire vaste et généreuse, toujours prête à basculer dans la transe et le petit jeune homme blond, lisse et pinces-sourcil formé chez Cunningham?

A l'origine de cette rencontre un peu folle, il y a un coup de cœur du saxophoniste Steve Lacy pour les poèmes de Robert Creeley, vintagés par le peintre américain Robert Rauschenberg - ami de Creeley et deux danseurs. Il pense aussitôt à Elsa Wolliaison, férme des rythmes de jazz. La chanteuse Irène Asti lui propose Douglas Dunn.

Elsa et Douglas travaillent chacun de leur côté sur les poèmes, elle à Paris, lui à New-York. Ils se retrouvent en septembre pour répéter avec Steve Lacy, Irène et un harpiste. Et les voici projetés sur la scène du Grand Théâtre de Lille occupée par un immense totem coloré de Nolant qui mange l'espace. A leurs pieds, dans la fessée, l'orchestre se met à vivre comme une bête sauvage, il miaule, hurle, géloette, ricane, toujours prêt à submerger la chorégraphie sous les assauts d'une musique chauffée à blanc.

MARCELLE MICHEL. * Futurités le 3 décembre à Nîort puis à Tarbes et Avignon.

CINÉMA

«QUILOMBO», de Carlos Diegues

Un autre Brésil

Carlos Diegues, quarante-deux ans, un des cinq cinéastes à l'origine du mouvement dit du cinéma novo au Brésil (avec Glauber Rocha, Joaquim Pedro de Andrade, Leon Hirszman, Paulo Cesar Saraceni), poursuit depuis plus de vingt ans un dessein qui ne l'a jamais quitté: célébrer le Brésil des origines, un «Brésil brésilien» comme la chante Gilberto Gil ou début et à la fin du film. Un Brésil sans remords mais sans chauvinisme, une autre Amérique vouée à la liberté et à l'égalité des races, en même temps que libérée de ses origines européennes. Une Amérique créée par le neveu noir au nord du pays, à l'intérieur des terres, non loin de Recife, dans la montagne.

Ganga Zumba, le premier film tourné par Carlos Diegues alors qu'il n'avait que vingt et un ans, célébrait déjà lointainement l'épopée de Quilombo, un peu plus tôt, quand un groupe de Noirs fut fascivé afin de gagner sa liberté. Ganga Zumba est l'un d'eux: le tout jeune Antonio Fungo joue le rebelle avec une force, une conviction, qui donnent le meilleur de son unité à une œuvre d'autre part assez désordonnée - on n'oubliera pas de siffler le cri de rége pousse par Ganga Zumba en pleine bataille. Le cinéaste s'était promis un jour de revenir sur cette épopée

légendaire, qui survit dans le mémoire collective du pays mais dont il reste bien peu de traces.

Au milieu du dix-septième siècle, d'autres esclaves s'échappent d'un moulin à sucre et rejoignent ce qu'on appelle désormais le Commune des palmiers (Quilombo dos palmares). Ganga Zumba, un peu plus âgé, mais sans âge, comme éternel, vit l'uto pie, le bonheur communautaire, chacun à ses occupations, profite le plus longtemps possible du répit accordé par la lutte fratricide qui oppose ailleurs Portugais et Hollandais, désireux d'affirmer chacun pour soi leur maîtrise sur le territoire. Une très vieille dame, Acotirine, coplée sur le vieux sage des Horizons perdus de Frank Capra (1937), enseigne le sègesse et rend la justice. Un jour, elle se retire et fait passer roi Ganga Zumba.

Un enfant noir e grandi à Recife, Francisco, wché de peu plus tôt à la communauté. Devenu grand, il s'échappe et rejoint le Quilombo. Les Portugais repartent à l'assaut, le Quilombo se déchire: Ganga Zumba croit aux promesses des Blancs, descend dans la vallée, Francisco, sacré par ses pairs et devenu Zumbi, décide de rester dans la brousse avec la majorité du peuple noir. La fin, tra-

gique et lyrique à la fois, est inductible. L'esprit de Quilombo est immortel, comme la répit de la mère de tous, Acotirine. Mais l'extermiation physique, sur ordre du roi du Portugal, est, elle, bien réelle.

Le cinéaste a poussé si loin la dédramatisation, le refus de pleurer à l'unisson sur la misère du pauvre monde, et d'abord du peuple noir, - les étrangers, à commencer par les Blancs, qui veulent tenter l'expérience, sont accueillis à bras ouverts au Quilombo - qu'il arrondit les angles, intègre tout dans une forme de comédie musicale supérieure: œuvre de la maturité de Carlos Diegues, une des plus coûteuses du cinéma brésilien, portée inextinguiblement par les rythmes de Gilberto Gil, Quilombo se met à vivre un film naïf, dans le sens où l'on parle de peintres naïfs.

Ce n'est ni un chef-d'œuvre, ni l'accomplissement de la beauté suprême. Vulgaire, canaille, général, c'est d'abord un acte de foi dans l'avenir d'un Brésil revenu à la démocratie, un Brésil multiracial, Quilombo est à la fois l'épopée d'une utopie vécue et un rêve d'Amérique, différant du rêve yankee.

LOUIS MARCORRELLES. * Voir les films nouveaux.

QUATRE DISPARITIONS

LE POÈTE

PIERRE DALLE NOGARE

Le poète Pierre Dalle Nogare est mort le vendredi 16 novembre. Il était âgé de cinquante ans.

[Attaché artistique à la Ville de Paris, poète de l'amour et de la mort, on le comparait à Novalla et à Reverdy. Ses recueils, Corps imaginaires (Flammarion), Mémoires d'autre (id.), et ses romans, Déméter (id.), La Mort assise (Pauvert), laissent une impression de grandeur épre.

Plus soucieux d'irriter que de plaire, Dalle Nogare cherchait à provoquer le lecteur. Ses emprunts à la psychanalyse, notamment, font de son œuvre une recherche novatrice. De l'éternel balancement entre la parole humaine et l'opacité des choses, Dalle Nogare sut, sur le mode laconique, tirer un chant révélateur et saisissant:

... Pour construire ton double, Tu meurs de toi, Au lendemain de vivre, Tu vois la croissance de toi Devenir question: Suis-je celui que je vais faire ? -]

LE VIOLONCELLISTE

LEONARD ROSE

Le violoncelliste Leonard Rose, qui avait fait partie d'un trio célèbre avec le violoniste Isaac Stern et le pianiste Eugene Istomin, est mort, le 16 novembre à Croton-On-Hudson (Etat de New-York). Il était âgé de soixante-six ans.

[Né le 27 juillet 1918 à Washington, diplômé à l'âge de vingt ans de l'Institut de musique Curtis de Philadelphie, Leonard Rose avait été nommé en 1944 premier violoncelle de l'Orchestre philharmonique de New-York. Il quitta l'orchestre en 1951 pour une carrière de soliste. En 1960, il forma avec Isaac Stern et Eugene Istomin un trio qui devint rapidement célèbre en enregistrant tous les trios de Beethoven, de Brahms et de Schubert. Récemment, Leonard Rose avait formé un trio à cordes avec les violonistes Isaac Stern et Pinchas Zukerman. Il faisait en outre des tournées de récitals dans le monde entier. Il avait notamment participé en 1981 au Festival de Prades dans les Pyrénées Orientales.]

LES JAZZMEN

VIC DICKENSON

ET COLLIN WALCOTT

Le trombone, Vic Dickenson est mort le 16 novembre, à l'âge de soixante-dix-huit ans, dans un hôpital new-yorkais où il était soigné pour un cancer. Il avait été membre de l'Orchestre de Count Basie dans les années 40-50.

Le percussionniste Collin Walcott est mort des suites d'un accident de voiture survenu le 8 novembre au cours d'une tournée en Allemagne. Il allait avoir quarante ans, jouait également du sitar, avait travaillé avec Ravi Shankar, Miles Davis et Orçgon, formation de jazz moderne.

■ GRAND PRIX D'OPÉRA INTERNATIONAL - Le cycle d'opéras de Mozart monté par l'Opéra national de Bruxelles (la Marmite), a reçu le grand prix de la revue Opéra International. Les deux premiers lauréats de ce prix avaient été la cantatrice Mappireta Castro-Alberti et le metteur en scène et décorateur Pier-Luigi Pizzi.

MUSIQUE

UN RECITAL DE LA VIOLONISTE ELISABETH BALMAS

Pour redécouvrir Enesco

Les bons concerts sont comme les champignons qu'il faut chercher à l'ombre des grands arbres et distinguer des feuilles sèches, de la mousse ou du bois mort, avec lesquels ils se confondent. Ainsi le recital que la violoniste Elisabeth Balmas vient de donner le 14 novembre à la salle Gaveau avec Jean-François Heisser au piano a été-il pas de ceux où l'on s'arrache les places à l'entrée, mais le plaisir de savourer ce que d'autres ont dédaigné compense la tristesse d'une salle à moitié remplie pour un programme de cette qualité: une sonate de Mozart (K. 306), la Sonate opus 18 de Richard Strauss, la Fantaisie de Schoenberg et la Troisième Sonate dans le caractère populaire roumain d'Enesco. Cette der-

nrière œuvre, point culminant du concert, fait la part si belle à la virtuosité, aux sonorités inouïes des deux instruments, qu'elle pourrait retrouver la popularité dont elle jouissait naguère, surtout lorsqu'elle est jouée avec tant de finesse et de chaleur. En outre, c'est, sur le plan de la composition, un chef-d'œuvre d'invention et de liberté.

En dépit des réelles beautés de son mouvement central, la sonate de Strauss s'ajoute rien à la gloire de son auteur: après le sonate de Mozart, qui montre comment des idées simples peuvent pèger peu à peu une intensité et une complexité qu'on n'imaginait pas. L'écriture de Strauss, compliquée dès l'abord, tourne en rond et apostrophant l'auditeur qui croit comprendre le sens de la question fameuse: «Sonate, que me veux-tu?». Il est vrai que le jeu d'Elisabeth Balmas, riche de couleurs diverses, de nuances, ne craignant pas les risques offerts par des subtilités d'attaques ou d'intonation, idéal pour Mozart, est à l'opposé de celui d'Elieser, qui a remis l'honneur cette œuvre de jeunesse.

Trop rarement joué, la Fantaisie de Schoenberg est d'une limpidité cristalline qu'Elisabeth Balmas et Jean-François Heisser ont su rendre sans la moindre sécheresse, affirmant là encore une complexité et une rare concordance de style. On peut attendre beaucoup pour l'avenir de l'association de deux musiciens si complets et visiblement décidés à sortir des sentiers battus.

GÉRARD CONDÉ.

TENNIS A PARIS... STAGES LONGUE DUREE... STAGES INTENSIFS... 734.36.36

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS... FLAMENCO PURO... de CLAUDIO SEGOVIA et HECTOR OREZZOLI... THEATRE DE PARIS... du 28 novembre au 9 décembre

RADIO-TÉLÉVISION

COMMUNICATION

Lundi 19 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

NOUVEAU MARX, KEYNES et les autres... Enfin, je comprends! Dictionnaire des théories et mécanismes économiques. Hatier.

- 20 h 25 Cinéma : R.A.S. Film français d'Y. Boisset (1972-1973), avec J. Spitzer, J. Weber, J.-F. Balmer, P. Lecoq, M. Peyron...

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

La plus grande DIVA d'aujourd'hui est une STAR. CE SOIR JESSYE NORMAN vedette du GRAND ÉCHOUQUER PHILIPS

- 20 h 35 Le grand échouquier. Avec la cantatrice Jessye Norman, accompagnée par l'Orchestre national de Lille...

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma (cycle le grand français) : le Scandale. Film français de C. Chabrol (1966), avec M. Ronet, A. Perkins, Y. Fassin...

- 22 h 25 Journal. Seul en course, reportage sur la course en solitaire du Figaro, à bord du Psa-Dick VI, avec Eric Tabarly...

-15% SINGER MACHINE A COUDRE 7184 Automatique 5 points. 2.350F - 355F = 1.995F

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Utopistes au dix-neuvième siècle; 17 h 40, Chansons poulx; 17 h 55, La Libération de Paris; 18 h 5, Inspecteur Gadget; 19 h 5, Sports; 19 h, Félicité; 19 h 45, L'Age heureux; 19 h 55, Informations; 19 h 58, Abont PIC.

CANAL PLUS

- 20 h 30, Cinéma tango, film de C. Rohou (comédie de mœurs); 22 h 15, Les KO de Canal Plus (Ray Leonard); 23 h 15, Football américain; 1 h 20, Le Bête, film de V. Borowczyk (érotique).

FRANCE-CULTURE

- 20 h 39 « La rencontre du matin et du soir », d'Arnaldo Calveyra. Avec M. Merliu, R. Crozes...

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Dreamtime pour orchestre, de Takemitsu; The Field pour flûte et orchestre, Concerto pour piano et orchestre, de Ichikawa; Concerto pour tuba, piano et orchestre, de Gagnaux; Pier cello coming, for pour violon et orchestre, de Takemitsu...

Mardi 20 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 20 TF1 Vision plus. 11 h 50 La Une chez vous. 12 h Feuilleté : Paul et Virginia. 12 h 30 La bouteille à la mer. 13 h Journal. 13 h 45 A pleine vie. 14 h 55 Mini-journal pour les jeunes. 18 h 10 Le village dans les nuages. 18 h 30 Série : Danse avec moi. 19 h 10 Tity, s'il te plaît, raconte-moi une puce. 19 h 40 Cocorocoboy. 20 h Journal. 20 h 30 D'accord pas d'accord (INC). 20 h 35 Les grandes expéditions de l'équipe Cousteau. La migration des morses dans le Grand Nord. 21 h 25 Concert : Werther. En liaison avec Franco-Musique. Drame lyrique en trois actes et quatre tableaux, musique de Jules Massenet, poème d'E. Blau, P. Milliet et G. Hartmann, d'après Goethe, avec A. Krous, F. Dumont, J.-P. Courris, en différé de l'Opéra de Paris.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOIPE. 12 h Journal et météo. 12 h 10 Jeu : L'accadémie des neuf. 12 h 45 Journal. 13 h 30 Feuilleté : Les amours des années 50. 14 h 45 Aujourd'hui la vie : L'incast. 14 h 50 Série : La légende d'Adam et de l'ours Benjamin. 15 h 40 Reprise : La chasse aux trésors. 16 h 45 Le journal d'un siècle. Edition 1892 : La date du centenaire de la République française. La nouvelle encyclopédie du pape Léon XIII. Verlaine, Zola, font rayonner la culture en Europe. 17 h 45 Récré A 2. 18 h 30 C'est à lire. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19 h 15 Emissions régionales. 19 h 40 Le théâtre de Boulevard. 20 h 30 D'accord pas d'accord (INC). 20 h 40 Cinéma : Les tziganes montent au ciel. Film soviétique d'E. Louzoun (1976), avec G. Grigoriou, S. Toma, B. Moulsov, S. Fizin, I. Chikova. Inspiré d'un récit de Gorki, ce film lyrique et tragique exalte l'amour fou et la liberté à travers un folklore ancien.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale. 18 h 55 Dessin animé : Lucky Luke. 20 h 5 Les jeux. 20 h 30 D'accord pas d'accord (INC). 23 h 35 Cinéma : le Capitain. Film français d'A. Humbelle (1960), avec J. Marris.

- Bourvil, E. Martinelli, A. Foa (Rediffusion). Un roman de Michel Zévaco, privé de sa femme. Mais Jean Marais est un vrai héros de cape et d'épée. 22 h 15 Journal. 22 h 45 Les cinq minutes d'écologie mentale de Musée Dalbray. 22 h 50 Prélude à la nuit. Cinq pièces pour quatuor à cordes, opus 5, d'Anton Webern, interprétées par le quatuor Artis.

CANAL PLUS

- 7 h, 7/9 M. Destiné; 9 h, L'Australia; 9 h 50, Doc ciné; 10 h 50, Cinéma tango, film de C. Rohou; 12 h 30, Cabos Cadiz; 13 h 5, Jeu; 13 h 30, Isaura (et à 18 h 40); 14 h 5, La Joyeuse Parade, film de W. Lang (comédie musicale); 15 h 55, Crepuscule, film de G. Romero (horreur-comique); 18 h, Surtout l'après-midi; 19 h 15, Tous en scène (et à 0 h 05); 20 h 5, Top 50; 20 h 30, 3^e fois éponyme une ombre, film de R. Davis (suspense); 22 h 20, Hécate, film de D. Schmidt; 0 h 58, L'Empire de la terreur, film de R. Corman; 2 h 15, Concert, Stray Cats.

FRANCE-CULTURE

- 7 h, La nuit de jeudi; 8 h 15, Les enjeux internationaux; 8 h 30, Les chemins de la connaissance; deux fois un, les jumaux (et à 10 h 50 : mort ou résurrection de l'Internaz); 9 h 5, La méthode des astres : secrets de beauté; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h); 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : rapprocher les cultures; 11 h 30, Feuilleté : La San Felice; 12 h, Panorama; 14 h, Un livre, des voix : « Layla, ma raison », d'André Miquel; 14 h 30, « La Flamme », de Jean Yvane. Avec M. Rozzoffi, J. Topart; 15 h 30, Les maîtres du cinéma : guerre et cinéma; 17 h 10, Le pays d'été : un direct de l'Ardeche; 18 h, Subjektiv; Agorà; 18 h 35, Tiro à l'arc : la surprise du texte; à 19 h 15, Rétro; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne; 19 h 30, Perspectives scientifiques : M. Tomkins explore l'atome (le sculpteur sur bois); 20 h, Musique, mode d'emploi : le violon. 20 h 30 Pour ainsi dire : les revues de poésie. 21 h Jean Tardieu, l'artisan de la langue (ce que parler veut dire). 21 h 30 Musique : Diagonale (libre-parcours variés). 22 h 30 Nuits magiques : Wards, Algérienne.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h, Musique Noire; 7 h 10, Actualité du disque; 9 h 5, Le maître des musiciens : le malentendu; œuvres de Brahms, Berlioz, Bruckner; 12 h 5, Concerto; Tondres, espèce, mouvement, de Debussy; Concerto pour piano et orchestre n° 3, de Bartok; Prélude à l'après-midi d'un faune, Le Mer, de Debussy, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy; sol. M. Bezoff, piano; 13 h 42, Reprises contemporaines : œuvres de Kagel, Zimmermann, Fenderoch, Roguiz; 14 h 30, Les enfants de Giza; 15 h, La folle d'Espagne; Castle; œuvres de Cabanov, Ortiz, Cabanillas, Victoria, Milan, Vasquez, de Falla, Hidalgo, Scarlatti, Boccherini, Barbieri; 18 h, L'inspiration; 19 h 15, Le temple de jazz : feuilleté « Tout Duke »; intermède : portrait d'un jazzman; 20 h, Premières pages : œuvres de Puccini, Duparc, Massenet, Gounod, par Elen Dosa, soprano. 20 h 30 Présentation de la soirée lyrique. 21 h 25 Concert (en simultané avec TF1) : Werther, de Massenet, par l'Orchestre de Paris et la maîtrise de la Sainte-Chapelle, dir. G. Prêtre; sol. A. Kraus, F. Dumont, J.-P. Courris, L. Valentin-Terrault. 24 h Les soirées de Franco-Musique : Jazz-club : Vienna Art Orchestra.

La percée de M. Robert Hersant dans la presse belge

Bruxelles. - La direction du quotidien le Rappel, à Charleroi, annonce récemment que M. Robert Hersant venait de faire son entrée dans le capital de la société éditrice de ce quotidien belge (le Monde du 2 novembre). En réalité, elle ne faisait que confirmer l'intérêt que le directeur du Figaro porte désormais à la presse d'outre-Quévrain...

Correspondance

6 édition montaise la Province (premier quotidien du Hainaut, avec 76 806 exemplaires), ainsi que les hebdomadaires le Soir Illustré (106 562), le Sillon belge (44 636) et Het Landbouweleven (45 489), et les hebdomadaires gratuits Plan (399 805), Jeudi soir (136 500 non contrôlé), et 50 % de Belgique numéro 1 (577 731), contre le mensuel l'Encyclopédie scolaire (12 000 non contrôlé). Créé en 1887, ce groupe est resté la propriété des héritiers d'Emile Rosset. Depuis de nombreuses années, un divorce est apparu entre les branches majoritaire et minoritaire du conseil d'administration de la société. Cuvage à la fois de nature philosophique, géographique, et, surtout, peut-être personnelle, qui a été sans affecter la capacité de manœuvre et d'initiative du groupe. Le 30 mai 1983, à l'occasion de l'élection du nouveau conseil d'administration, la branche majoritaire était formellement décidée à éliminer la candidature d'un membre de la branche opposée : celle de M. Jacques Declercq. Chaque groupe devait proposer deux noms pour chacun des postes à pourvoir. Le groupe majoritaire s'est vu à un moment donné contraint de devoir choisir entre M. Jacques Declercq et... M. Robert Hersant (le Monde du 2 janvier 1983). Ce dernier a été élu pour six ans. Et les majoritaires de justifier leur choix : des accords signés en 1966 font que chaque

Le 30 mai 1983, à l'occasion de l'élection du nouveau conseil d'administration, la branche majoritaire était formellement décidée à éliminer la candidature d'un membre de la branche opposée : celle de M. Jacques Declercq.

Chaque groupe devait proposer deux noms pour chacun des postes à pourvoir.

Le groupe majoritaire s'est vu à un moment donné contraint de devoir choisir entre M. Jacques Declercq et... M. Robert Hersant.

Ce dernier a été élu pour six ans.

Et les majoritaires de justifier leur choix : des accords signés en 1966 font que chaque

Le 30 mai 1983, à l'occasion de l'élection du nouveau conseil d'administration, la branche majoritaire était formellement décidée à éliminer la candidature d'un membre de la branche opposée : celle de M. Jacques Declercq.

Chaque groupe devait proposer deux noms pour chacun des postes à pourvoir.

Le groupe majoritaire s'est vu à un moment donné contraint de devoir choisir entre M. Jacques Declercq et... M. Robert Hersant.

Ce dernier a été élu pour six ans.

Et les majoritaires de justifier leur choix : des accords signés en 1966 font que chaque

Le 30 mai 1983, à l'occasion de l'élection du nouveau conseil d'administration, la branche majoritaire était formellement décidée à éliminer la candidature d'un membre de la branche opposée : celle de M. Jacques Declercq.

Chaque groupe devait proposer deux noms pour chacun des postes à pourvoir.

Le groupe majoritaire s'est vu à un moment donné contraint de devoir choisir entre M. Jacques Declercq et... M. Robert Hersant.

Ce dernier a été élu pour six ans.

Et les majoritaires de justifier leur choix : des accords signés en 1966 font que chaque

un membre de la famille Rosset siégeant au conseil d'administration doit obligatoirement avoir des responsabilités de direction dans la société. Ne faisant pas partie de la famille propriétaire, M. Robert Hersant n'aura, en revanche, d'autres attributions que celles du conseil d'administration. Cela explique qu'il n'ait assisté qu'à une seule des sept réunions tenues jusqu'à présent...

Ecarté du conseil d'administration et de la direction du groupe Rosset, M. Jacques Declercq a voulu prendre sa revanche, en attendant les décisions sur les recours introduits auprès des tribunaux. Avec l'aide... de M. Robert Hersant, il s'est attaqué aux deux seules entreprises privées qui s'étaient encore entrées dans l'orbite de l'un des trois groupes de la presse quotidienne francophone. Après de longues négociations, le Jour, à Verviers, leur a finalement échappé, pour entrer ces derniers semaines dans le giron de la Régie générale de presse. En revanche, il vient de réussir à prendre une participation majoritaire dans le capital de la SA Société de presse et publicité Hainaut-Namur-Brabant.

Celle-ci publie le quotidien le Rappel, à Charleroi, et ses deux éditions locales : le Journal de Mons et l'Echo du Centre, à La Louvière. Ensemble, ils annoncent un tirage non contrôlé de 39 000 exemplaires. Et fait, il occulterait entre 26 000 et 29 000 pour une diffusion totale de l'ordre de 19 000. La même société contrôle par ailleurs le seul hebdomadaire d'information générale de Wallonie : le Courrier, à Philippeville, qui déclare, lui, 15 000 exemplaires de tirage.

Ne disposant pas de régie publicitaire ni d'ateliers graphiques propres et ayant rompu les accords qui le liaient en ce matière à la Régie générale de presse (1) : un droit savoir que, dès janvier prochain, le Rappel-le Journal de Mons-l'Echo du Centre seraient réalisés dans les installations de Nord-Eclair, à Roubaix, ces titres devant créer ensemble une régie publicitaire commune. Une chose paraît certaine : l'arrivée de M. Robert Hersant dans le monde de la presse belge et la constitution d'un quatrième groupe de presse francophone (1) risquent de bouleverser sérieusement un nombre de situations acquises. Et d'entraîner des conséquences que les groupes concurrents n'ont pas encore imaginé.

J.-M. NOBRE-CORREIA.

(1) Et dans le secteur des radios libres (NDR).

UN NOUVEAU JOURNAL TÉLÉMATIQUE

« Pouvoir », une lettre confidentielle sur écran

Informé rapidement et en permanence quelque deux mille dirigeants, tel est l'objectif que se fixe le nouveau journal télématique « Pouvoir », que lance lundi 19 novembre Alain Rey. Ce journaliste, spécialisé depuis plusieurs années dans le télétexte (ANTOPE) et le vidéotexte (TELETEL), s'était déjà signalé par la mise en écran d'un roman télématique avec sa société Serpea (le Monde du 15 mai). Sa nouvelle « Société de presse et d'édition sur support électronique » (1) propose une sorte de « lettre confidentielle » doublée d'un journal accessible sur Minitel.

Un service original justifie le prix élevé de l'abonnement (2) : une messagerie personnalisée, dont seule la direction de la SPESE connaît le code. Un abonné peut interroger la rédaction du journal, qui transmet dans un délai court les informations demandées. La SPESE, société anonyme au capital de 1,5 million de francs et contrôlée par M. Alain Rey, espère que « Pouvoir » équilibrera son budget à la fin de 1985.

(1) SPESE même adresse que la SERPEA : 42-52, rue de l'Aqueduc, 75010 Paris, tél. 241-82-05.

(2) 2500 F par an et 380 F l'heure de consultation; ou bien un forfait annuel de 24 heures de consultation pour 9500 F.

Au bout de la nuit

Nuit terrible, bouleversante, reflet de ce que l'homme porte en lui de plus abject, mais aussi de meilleur. Nuit de désespoir et d'espoir, témoin de souffrances que rien ne peut justifier et contre lesquelles combattant, sans relâche, partant, des hommes de bonne volonté. En enchaînant aux droits de l'homme le nuit du samedi 17 au dimanche 18 novembre, TF1 a rempli une haute mission (1).

En Turquie, une sorte d'accalmie sociale s'est installée depuis la prise de pouvoir du général Evren. « Mais au prix de cent mille prisonniers et de la pratique systématique de la torture », dit M. Christian Rostoker, qui a mené plusieurs missions dans ce pays et en Iran. « Tortures parmi les plus terribles et les plus violentes », ajoute-t-il. Pour lutter contre le goulet soviétique, de nos jours bien connu, on a installé, là-bas, un autre régime : « le goulet turc ». Au Kurdistan turc, les conditions de détention sont tellement effroyables qu'une dizaine de prisonniers ont choisi, un jour, de s'immoler par le feu dans leur cellule, pendant qu'un même moment, le gouvernement en faisait disparaître dix autres au lance-flammes. Le témoignage que M. Rostoker rapporte d'Iran est tout aussi cauchemardesque : au pays des ayatollahs, des prisonniers sont vidés de leur sang avant d'être achevés... parce qu'on a besoin de « or rouge » pour les blessés du front.

Et puis le Chili, le Paraguay, l'Uruguay, l'Afrique du Sud, la Pologne, la Tchétchévoavque, l'Afghanistan, l'Éthiopie, la Chine... Jusqu'à quand ces crimes ? Jusqu'à quand les complexités des gouvernements et des raisons d'État ? Dans ce voyage au bout de la nuit, la parole de ceux qui égressent et qui sont venus témoigner est approuvée, malgré tout, comme une faible, mais indispensable, leur d'espoir.

ANITA RIND.

(1) Antenne 2 y consacre depuis le 27 janvier 1983 son magazine mensuel « Résonances », qu'anime Bernard Langlois.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 19 NOVEMBRE

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, participe à l'émission « Face au public », de France-Inter, à 19 h 20.

GALERIE FRAMOND

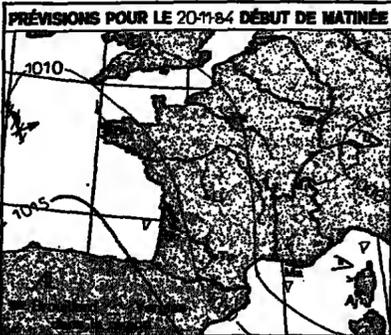
ROHNER

15 novembre 15 janvier

3, rue des Saints-Pères, VII

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 19 novembre à 0 heure et le mardi 20 novembre à minuit.

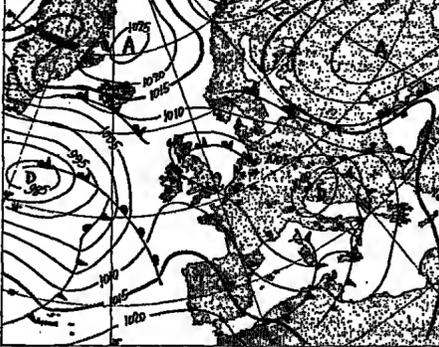
La zone de temps humide et instable située lundi sur la France se déplace vers l'Est; l'amélioration relative qui sera observée mardi matin sur l'ouest du pays précède l'arrivée d'une nouvelle perturbation.

Mardi matin, un temps frais, souvent gris et brumeux, prédominera sur le pays; des averses locales seront observées de la Corse aux Alpes, ainsi que sur le relief des Pyrénées et du Massif Central (neige au-dessus de 1 000 mètres environ); quelques pluies accompagneront les nuages près des frontières du Nord-Est.

Au cours de la journée, quelques timides éclaircies pourront apparaître en toutes régions, tandis que les nuages deviendront plus abondants et plus froids de l'Aquitaine à la Normandie. Ils seront accompagnés de pluie en fin de journée de la Vendée à la Bretagne et à la Basse-Normandie.

L'instabilité s'atténuera sur les régions du Sud-Est, où des éclaircies prédomineront avec établissement d'un mistral modéré, faiblissant l'après-midi. Le vent de nord à nord-ouest, faible ou

modéré s'orientera au sud-ouest près de l'Atlantique.



Les températures, qui pourront avoisiner 0 degré le matin sur les régions du Centre, atteindront l'après-midi 10 à 13 degrés sur les régions atlantiques, 12 à 15 degrés près de la Méditerranée, 10 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique redouble au niveau de la mer était, à Paris, le 19 novembre, à 7 heures, de 999,4 millibars, soit 749,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 novembre; le second, le minimum de la nuit du 18 novembre au 19 novembre): Ajaccio, 16 et 10 degrés; Biarritz, 17 et 9; Bordeaux, 16 et 9; Bourges, min. 7; Brest, 13 et 5; Caen, 10 et 8; Cherbourg, 8 et 5; Clermont-Ferrand, 10 et 6; Dijon, 10 et 4; Grenoble-St-Martin, 10 et 3; Grenoble-St-Geoirs, 10 et 3; Lille, 8 et 7; Lyon, 11 et 3; Marseille-Mariagnan, 15 et 10; Nancy, 11 et 3;

Nantes, 14 et 7; Nice-Côte d'Azur, 14 et 9; Paris-Montsouris, 10 et 8; Paris-Orly, 9 et 9; Pau, 16 et 6; Perpignan, 13 et 6; Rennes, 13 et 7; Strasbourg, 12 et 0; Tours, 10 et 8; Toulouse, 14 et 4; Poitiers-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 24 et 16; Amsterdam, 7 et 5; Athènes, 20 et 13; Berlin, -1 et -2; Bont, 9 et 1; Bruxelles, 9 et 5; Le Caire, 24 et 14; îles Canaries, 24 et 19; Copenhague, 4 et 2; Dakar, 34 et 24; Djéba, max. 24; Genève, 9 et 2; Istanbul, 15 et 13; Jérusalem, 15 et 7; Lisbonne, 18 et 14; Londres, 9 et 6; Luxembourg, 7 et 3; Madrid, 12 et 7; Montréal, -1 et -10; Moscou, -3 et -4; Nairobi, max. 25; New-York, 8 et 3; Palma-de-Majorque, 20 et 14; Rio-de-Janeiro, max. 26; Rome, 18 et 13; Stockholm, max. 4; Tézou, 23 et 13; Tunis, 24 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EXPOSITION

JENNIE CHURCHILL. - Une exposition consacrée à Jennie Churchill, et à son fils Sir Winston Churchill, est organisée 24, avenue Kléber à Paris XVII^e, où elle résida lors de ses séjours à Paris. Elle présente, du 20 au 23 novembre, des portraits, des photographies, des lettres et un film sur la vie de cette femme d'action qui fonda une revue, dirigea un hôpital pendant la guerre des Boers et écrivit des pièces de théâtre, ses mémoires et de nombreux articles. Une initiative de l'Institut français de gestion, 34, avenue Kléber, 75116 Paris, tél. : (1) 900-84-58.

PARIS MIS A NU. - Une exposition retrace la naissance, l'agrandissement et l'aménagement de Paris et de l'Île-de-France à partir de cartes anciennes et récentes, de plans et de reliefs, de photos aériennes, d'images de satellites, de documents et d'études effectuées dans les bibliothèques et les archives d'une cinquantaine d'organismes. « Paris et l'Île-de-France » est l'œuvre du Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France (CREPIF), de l'établissement public d'aménagement de la Défense et de la RATP. L'exposition est ouverte jusqu'au 25 novembre inclus, tous les jours de 12 h à 18 h 30 à l'espace de la Coupole, Tour Fiat, place de la Coupole, la Défense 8 (RER : la Défense).

CREPIF, 2, rue Labau, 75004 Paris, tél. (1) 276-51-43.

FORMATION PERMANENTE

L'EUROPE. - Le centre de formation aux réalités internationales (CEFR) organise le jeudi 22 novembre un séminaire sur le thème: « De l'Europe scientifique à l'Europe industrielle ». Des exemples de coopération industrielle européenne réussie. Quelle politique la France peut-elle développer dans ce domaine? * CEFR, 10 rue Cahenès, 75014 Paris. Tél. : 336-04-41.

SALON

AMÉLIORATION DE L'HABITAT. - AMELBAT, III^e Salon des techniques internationales d'amélioration de l'habitat, aura lieu du 20 au 25 novembre à Paris. Ouvert aux professionnels et au public, AMELBAT est exclusivement consacré à la rénovation et à l'amélioration de l'habitat. Secteurs représentés: le traitement de l'humidité, l'isolation, les installations sanitaires, le chauffage.

* Forêt de Versailles, Parc des expositions, bâtiment 7, avenue 3, tous les jours, de 9 h 30 à 18 h 30. Entrée: 20 F.

Les publications de la Documentation française

RAPPORTS OFFICIELS

Vers un nouveau droit de la consommation. - Rapport intermédiaire de la commission de refonte du droit de la consommation, présidée par le professeur Jean Caley-Ancoy, au secrétaire d'Etat chargé de la consommation. Organisations de consommateurs, information des consommateurs, conformité des produits et services, sécurité des consommateurs, contrats préétablis, accords négociés collectivement, règlement des litiges. 96 pages, 50 F.

Élimination des déchets industriels. - Rapport au secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie par M. Jean Servant. 157 pages, 80 F.

L'avenir de la poste. - Rapport au ministre des postes et télécommunications et de la télédiffusion par M. Jacques Chevalier. 189 pages, 70 F.

RAPPORTS OFFICIELS
QUESTIONS INTERNATIONALES
Contestations en pays islamiques. - L'étude, réalisée par le Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne (CHEAM), analyse les deux grands courants de contestation marxiste et fondamentaliste à travers les cas de la Turquie, de l'Algérie, du Sénégal, de l'Égypte et de l'Iran. 120 pages, 6 F.

La politique militaire de la France en Afrique. par Pascal Chaigneau. - Ouvrage publié par le Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne (CHEAM). 152 pages, 70 F.

CULTURE

Deux siècles de géographie française. - Étude du comité des travaux historiques et scientifiques. Choix de textes allant des années 1820 à 1980 présentés par Philippe Pinchemel et la Formation de recherche associée « Épistémologie et histoire de la géographie » (CNRS et Université de Paris-I). Illustration de la richesse et de l'importance du regard et de la pensée géographique, du poids épistémologique et philosophique de la géographie durant les deux derniers siècles. 340 pages, 180 F.

Atlas de la France rurale. - Réalisé par la Commission de géographie rurale du Comité national de géographie, 160 pages, 220 F.

REVUES

Regards sur l'actualité n° 102. - Décantation: les textes et la pratique. 63 pages, 16 F.

Regards sur l'actualité n° 103. - Décantation et planification. 63 pages, 16 F.

Problèmes politiques et sociaux n° 492. - Vieillesse en France: éléments d'information et de réflexion sur les aspects matériels mais aussi psychologiques et sociaux. 40 pages, 15 F.

Revue française des affaires sociales. - Numéro supplémentaire. Population, équilibres économiques et systèmes sociaux. Sous la direction de Georges Tapinos. 204 pages, 45 F.

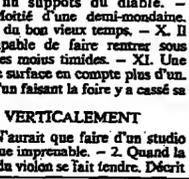
PÉDAGOGIE

Le jeune enfant et le micro-ordinateur. par Jeanne Chauvin et Kamina Eimerl. - Étude du comportement d'enfants de cinq à six ans face à l'ordinateur. 120 pages, 65 F.

Informatique et enseignement. - Actes du colloque national tenu les 21 et 22 novembre 1983 à Paris sur la mise en œuvre et les enjeux de l'implantation de la micro-informatique dans les établissements scolaires (100 000 micro-ordinateurs et 100 000 enseignants formés d'ici 1988). Cœditiina CNDP-Documentationn française, 260 pages, 60 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3844



HORIZONTALEMENT

I. Fleurs pour Marguerite. - II. Est beaucoup plus représentatif que l'enseignement. - III. L'impressionnisme tire son nom de l'un de ses tableaux. Nature morte. - IV. Art de la contrevance. - V. Peigne de tisserand. Était hiérarchiquement supérieur au général de Gaule. - VI. Coule en Italie. On s'y met en tombant la veste. - VII. Auteur d'une légende stupéfiante. - VIII. Préposition. Représentant de Dieu au support du diable. - IX. Motif d'une demi-mondaine. Parler du bon vieux temps. - X. Il est capable de faire rentrer sous terre les moins timides. - XI. Une grande surface en compte plus d'un. Plus d'un faisant la foire y a cassé sa pipe.

VERTICALEMENT

I. N'aurait que faire d'un studio avec vue imprenable. - 2. Quand la corde du violon se fait tendre. Décrit

un grand arc au pays d'un célèbre archer. - 3. On lui a offert un portefeuille. Personnel. - 4. On en compte quatre grandes. Théâtre antique d'une mêlée générale entre généraux. - 5. Matériau de construction ou cagion de destruction. Certains s'y attardent quand il n'est pas courant. - 6. Personnel. Auteur d'un ouvrage deutérocanonique. Petit saint. - 7. Relatif au canard. Roi de Juda. - 8. Rouges chez eux. Ils sont généralement blancs chez nous. Privatif. - 9. Même la moins pudique tient à le cacher. Fit subir ses caprices à l'auteur des « Caprices de Marianne ».

Solution du problème n° 3843

Horizontalement
I. Décontraction. - II. Epar. Oule. Nuise. - III. Cerisier. Peseur. - IV. Reine. Scout. PO. - V. Ver. Cri. Sen. - VI. Chaperon. Ténor. - VII. Hétérogène. Aisé. - VIII. Urètre. Fret. - IX. Zéro. Ore. Lit. AT. - X. Mien. Pêcheur (pêcheur). - XI. On. Niabile. Heu! - XII. Fernand. Pa. - XIII. Collier. Na! Var. - XIV. Avals. Boufs. La. - XV. Été. Pour. Aute!

Verticalement
1. Décochez-moi ça! - 2. Epée. Hé! Ein. Ove. - 3. Caricature. Plat. - 4. Orin. Péronnelle. - 5. Sèvre. Iris. - 6. Toi. Erotomane. - 7. Rue. Roger. Birbe. - 8. Aïrs. Nère. LC. Ou. - 9. Ce. CC. Ne. Peiner. - 10. Forts. Le. Eau. - 11. Inouïe. Fichu. Pa. - 12. Oust! Narthex. Su. - 13. Re. Soie. Et. - 14. Super star. Pèle. - 15. Héron. Est. Rural.

GUY BROURY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 21 NOVEMBRE
- Cycle gallo-romain, 9 heures, place de la Concorde, grille des Tuilleries, M. Jacquet.
- Le château de Vincennes présenté aux jeunes, 14 h 30, entrée, avenue de Paris, M^e Vermeersch.
- Musée Nissim de Camondo, 15 heures, 62, rue du Muséum, M^e Bouquet des Champs.
- Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).
- La Sainte-Chapelle, 14 h 30, entrée (Approche de Paris).
- Léonard de Vinci, 11 heures, musée du Louvre (M^e Caneri).
- Collège des Bernardins, 15 heures, devant Saint-Julien-le-Pauvre (Commission d'ici et d'ailleurs).
- Le quartier du l'Harloge, 15 heures, 2, rue du Renard (Paris autostyle).
- Rue de la Grange-Batelière, 14 h 30, métro Le Peletier (Paris pittoresque et insolite).
- L'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Saint-Paul (Présence du passé).
- Le Marais, 14 h 30, métro Rambuteau (Résurrection du passé).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 18 novembre:
UNE LOI
- Relative aux appellations d'origine dans le secteur viticole.
UN ARRÊTÉ
- Relatif aux encouragements à l'élevage des équidés.

ETONNANT MAIS VRAI

PEUGEOT 305

545F PAR MOIS LES DOUZE PREMIERS MOIS

Le réseau Peugeot Talbot vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle aux conditions générales de l'orgus.

Dépôt de garantie initial: 14.393 F pour la 305 (égal à l'option d'achat final).

- 12 mensualités de 545 F la 1^{re} année
- 12 mensualités de 860 F la 2^e année
- 36 mensualités de 1.060 F les 3 années suivantes.

Coût total d'acquisition: 69.413 F.

Offre valable jusqu'au 5 décembre 84 chez tous les concessionnaires Peugeot Talbot affichant l'opération, sous réserve d'acceptation du dossier par Laca Din ou Locasovac.

Modèle présenté: Peugeot 305 - Année modèle 85. Tarif juillet 84: 50.500 F - sauf Corse.

Les mensualités pour tout autre modèle 305 (hors véhicules utilitaires) seront déterminées en fonction du prix du véhicule choisi.

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

هدامان النحل

Le Monde ECONOMIE

LE RAPPORT DU HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC

Des entreprises nationalisées sous l'emprise de la rigueur

EMPLOI et investissements en régression : le secteur public ne répond plus aux espoirs que le gouvernement avait placés dans les nationalisations.

Les pouvoirs publics n'en sont sans doute que pour partie responsables. Le ralentissement des grands programmes d'équipement (comme le nucléaire ou les télécommunications) était programmé dans les faits. L'évolution négative de l'emploi dans les grands groupes est une réalité dans le monde entier : seules les PME augmentent leurs effectifs.

La dégradation financière et industrielle des entreprises a des causes qui remontent bien avant 1981. Les nationalisations de 1982, dont le coût est estimé à 44,5 milliards de

francs par le Haut Conseil, ont permis sans doute de sauver nombre de groupes industriels de la vente par appartements comme Rhône-Poulenc, Pechiney, Bull ou même Thomson, et, bien entendu, Usinor et Sacilor. Mais les pertes de 1981 et 1982 ont été si importantes que les concours publics n'ont pas été suffisants. Il eût fallu en 1983 une (nouvelle) hausse massive et, parallèlement, faire des choix sectoriels dans leurs attributions plus favorables aux industries de croissance.

Cela ne fut pas fait : les « restructurations » des industries traditionnelles ont été différées (M. Fabius a tergiversé plus d'un an pour définir le nouveau plan acier) alors même

qu'un budget de « rigueur » était adopté. Cette époque de la fin 1982 et du début 1983 fut une époque charnière pour les nationalisations comme pour l'ensemble de l'économie française.

A cette date, une nouvelle politique fut mise en place, caractérisée par le plafonnement des dotations budgétaires au capital des groupes industriels et par le remplacement de M. Chevènement par M. Fabius au ministère de l'Industrie. Nouvelle donne : les contrats de plus prévus par le leader du CERES sont bien signés par son successeur, mais la tension en est, en général, vague et ils sont en outre « actualisés » tous les ans. L'heure est à « l'autonomie de gestion ». La loi sur la démocratisa-

tion, donc de nouveaux conseils d'administration avec des représentants des salariés, est bien mise en place, mais ces conseils fonctionnent de façon très insuffisante, comme le déplore le Haut Conseil. La « démocratie industrielle » dépend de l'attention qu'y portent les dirigeants des différentes entreprises, mais globalement elle ne marche pas. Bref, le volontarisme politique cède la place à une économie plus libérale que mixte.

Dans le nouveau contexte, les pouvoirs publics jouent leur rôle certainement mieux que leurs prédécesseurs, mais sans pour autant éviter leur travers favori : le secteur public, ancien et nouveau, sert plus à la

politique macro-économique, c'est-à-dire à la limitation de l'inflation et des salaires (le Haut Conseil souhaite à ce propos un retour à des pratiques contractuelles) qu'à une politique micro-économique sectorielle.

Voilà pourquoi le débat actuel sur la dénationalisation prend le gouvernement de M. Fabius à son propre piège. Même si elles ont eu un effet « globalement positif », comme l'estime, sans doute avec raison, le Haut Conseil, défendre les nationalisations devient difficile au fur et à mesure que l'on adopte une logique de « moins d'Etat ».

ERIC LE BOUCHER.

L'influence des taux d'intérêt américains

Le remplacement à la tête de la Banque de France de M. René de La Grèze par M. Michel Combes, attribué à une divergence de vue entre le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bédégoy, et l'ex-gouverneur, sur l'opportunité de pousser plus loin la baisse des taux d'intérêt a relancé la controverse sur le cours du crédit. Son niveau élevé a longtemps, non sans beaucoup de complaisance, été attribué à l'influence exercée par les marchés monétaires (transactions sur les créances à court terme) et financière (transactions sur les obligations) américains.

C'est un fait que la forte baisse des taux survenue aux Etats-Unis, depuis plus de deux mois, s'est accompagnée d'un mouvement dans le même sens, et d'une ampleur presque comparable, sur le marché de Paris (et ailleurs), les principales différences étant que, en France, le taux de base des banques n'a guère suivi (il est resté à 12 % depuis le mois d'août) et qu'une violente réaction (qui est loin toutefois d'avoir effacé les effets de la détente) n'est produite sur le marché obligataire.

Il reste que le niveau des taux d'intérêt est largement commandé par des considérations d'ordre interne, comme tendrait à le prouver la grande disparité constatée entre les différentes places.

On a aussi répété à satiété que si les taux américains sont restés si hauts, la cause en est le déficit budgétaire. Si l'analyse est juste, et pas seulement politique, elle doit s'appliquer aux autres pays. Or, en France (et dans quelques autres pays), la situation budgétaire est loin d'être assainie. Circonstance très aggravante : la part du déficit financée par la création monétaire pure et simple - ce qu'on appelle la « monétisation » de la dette - y est beaucoup plus élevée qu'aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, sans compter le fait tout aussi capital que certaines créances que celles sur le Trésor public sont pareillement « monétisées » par la Banque de France.

Tant et si bien qu'aujourd'hui la France et, avec elle, des pays comme la Belgique et l'Italie disposent d'une marge de manœuvre beaucoup plus étroite que l'Allemagne, la Suisse ou les Pays-Bas, pour continuer à réduire leurs taux respectifs au cas où la tendance à la baisse persisterait aux Etats-Unis, ce qui est fort possible. Cette marge serait évidemment plus grande si la détente des taux américaine ne s'accompagnait pas d'un recul accentué du dollar.

PAUL FABRA.

Une situation financière qui reste fragile

La défiance de l'Etat actionnaire avant 1981 a été souvent dénoncée. Il n'assurait plus par ses apports (en capital et en prêts bonifiés) que moins de 3 % des besoins de financement, d'où un endettement à moyen et à long terme des entreprises publiques, qui est passé de 3,3 % du PIB en 1975 à 5,5 % en 1980, selon la commission du bilan, citée par le Haut Conseil. A cet endettement s'ajoute « un contrôle des tarifs qui a souvent empêché leur adaptation à l'évolution des coûts de production ». Le rapport du Haut Conseil précise que, « jusqu'en 1981, les concours publics sont orientés vers la compensation des déséquilibres d'exploitation », les dotations en capital ne représentant en effet que 17,5 % du total des aides en 1978 (qui se mon-

taient à 54,2 milliards de francs). (1) 15,7 % en 1979 (55,4 milliards de francs), 12,8 % en 1980 (52 milliards de francs). Plus de 70 % des concours sont versés à la SNCF et à Charbonnages de France.

L'Etat fait-il ensuite mieux son devoir d'actionnaire ? Oui, mais encore insuffisamment bien, selon le Haut Conseil. Les concours publics passent en 1981 à 58,8 milliards de francs, en 1982 à 63,6 milliards de francs et en 1983 à 75,4 milliards. Entre 1980 et 1983, la progression est de 45 %. Elle est de 330 % pour les aides en capital (2), qui passent de 6,7 milliards en 1980 à 28,8 milliards en 1983. Cette forte progression s'accompagne d'un redéploiement massif en faveur de l'industrie, qui reçoit

31 % des concours en 1982 et 1983, contre 13 % entre 1978 et 1981. L'évolution était au demeurant prévisible dans la mesure où, hormis les banques, les nouvelles nationalisations ont porté sur l'industrie. Le Haut Conseil déplore néanmoins que 59 % des concours aillent encore à la SNCF et à Charbonnages de France.

Plus de la moitié des aides à la sidérurgie

La politique vis-à-vis des anciennes nationalisées non industrielles n'a en réalité guère été modifiée en la matière. Les subventions d'exploitation et les dotations en capital des entreprises du transport, de l'énergie, restent dans la tendance passée. Le chan-

gement porte sur l'intérêt du pouvoir pour les groupes industriels qu'il a acquis et pour Renault. Or les dotations en capital accordées aux groupes ont crû en 1981 et en 1982 pour ensuite plafonner. 7,1 milliards de francs en 1981, 12,4 en 1982, 12,45 en 1983, 12,85 en 1984 et 13,5 en 1985. Il a fallu distribuer des prêts participatifs croissants (11 milliards en 1983) pour nourrir les entreprises, le gouvernement renonçant à puiser dans son budget. De surcroît, « la sidérurgie absorbe à elle seule plus de la moitié des aides : 18 milliards de francs sur 34 milliards en 1982 et 1983 ».

Le Haut Conseil ajoute pudiquement : « Le développement des industries nouvelles est, dans la logique explicite des nationalisations, censé assurer la compétiti-

on ». Mais la réalité est que les entreprises ont dû avoir recours aux emprunts. Leur endettement reste, de ce fait, « très important » par rapport à leurs fonds propres : il atteint en 1982 55,2 % dans la sidérurgie contre 48,4 % en 1980, 165 % dans les biens d'équipement (autres qu'électroniques) contre 132,6 %. Le Haut Conseil donne l'exemple des entreprises de biens d'équipement : « Les apports de l'Etat (3,3 milliards de francs) n'empêchent pas une sensible progression de la dette longue (10,6 milliards), soit avant qu'en 1981, année où les apports en capitaux propres étaient pourtant plus faibles (0,8 milliard) ». Toutefois, il faut observer que « les apports de l'Etat ont permis de restaurer les capacités d'endettement des entreprises », ce qui les a autorisées à poursuivre leur développement.

Le rapport ne donne les chiffres ni de 1983 ni de 1984. L'endettement des entreprises a poursuivi ces années-là sa croissance, même si elle a été de moindre importance et si, en conséquence, la détérioration de leurs structures de bilan s'est arrêtée.

(Lire la suite page 22.)

AVEC 1150000 ADHÉRENTS REVENDIQUÉS

Force ouvrière serait aujourd'hui la deuxième confédération syndicale de France

Le XV^e congrès de FO s'ouvre mardi 20 novembre au Parc floral de Vincennes. Incontestablement, cette centrale a le vent en poupe. Jacques Kergoat fait, à partir des chiffres et statistiques connues (mais souvent incomplets et difficiles à interpréter), le point.

QUE l'audience de Force ouvrière ait régulièrement crû ces dernières années est peu contestable. Mesurer avec précision l'ampleur de cette progression est plus délicat.

Faut-il prendre en compte les statistiques que publie Force ouvrière elle-même, qui couvrent non seulement le secteur privé et les entreprises nationalisées, mais aussi la fonction publique ? Celles-ci donnent un résultat encore plus flatteur que les élections à la Sécurité sociale : pour la période de juin 83 à

juillet 84, FO atteint 29,62 %, talonne à 2 % près la CGT et diste de plus de 10 points. Mais ces résultats - comme ceux du même ordre que publient les autres confédérations - ne comptabilisent que les entreprises où figurent des listes Force ouvrière : on comprend facilement que chaque confédération trouve bien des avantages à ce mode de calcul.

Les élections aux comités d'entreprise recensés par le ministère du travail dans le secteur privé apparaissent plus significatives. Elles situent l'audience de FO à un niveau plus bas : 11,7 % pour les entreprises votant en 1982, 11,1 % pour celles votant en 1983. Il faut savoir qu'une partie des entreprises votent les années paires, l'autre partie les années impaires : les comparaisons ne peuvent ainsi être faites que de deux ans ca deux ans. Mais les résul-

tats enregistrés confirment, en gros, l'ampleur de la progression de son audience : le taux de progression est ainsi, pour les années paires, de 46 % entre 1966 et 1982, et de 48 % entre 1967 et 1983 pour les années impaires.

La structure de l'électorat Force ouvrière

Cette progression a entraîné des modifications sensibles dans l'assise régionale de Force ouvrière. A sa création, elle réalisait ses meilleures scores dans des zones dominées par la gauche « modérée », radicale ou socialiste. Les succès dans le Sud-Ouest en étaient le meilleur exemple. Aujourd'hui, son taux de progression est sensiblement inférieur à sa moyenne nationale dans des régions de vieille tradition socialiste ou radicale, comme le Nord, l'Aqui-

taine ou Midi-Pyrénées. Il est comparable à la moyenne nationale, sans plus, dans les régions où le Parti socialiste a connu dans les années 70 un développement impétueux, qu'il s'agisse des « terres de conquête », comme la Bretagne, ou des vieilles régions industrielles en crise, comme la Lorraine. Par contre, les percées de FO se font dans des régions où le socialisme est en crise, et la droite passée à l'offensive, le meilleur exemple en est la région Provence-Côte d'Azur.

Il devient alors tentant, pour expliquer les progrès de l'audience de Force ouvrière, de proposer une équation simple. On ajouterait ainsi à l'appui affirmé de la droite politique, des modifications des vieux bastions industriels, développement du secteur tertiaire, et, de manière plus générale, d'une population d'encadrement, plus réceptive aux thèmes développés par FO.

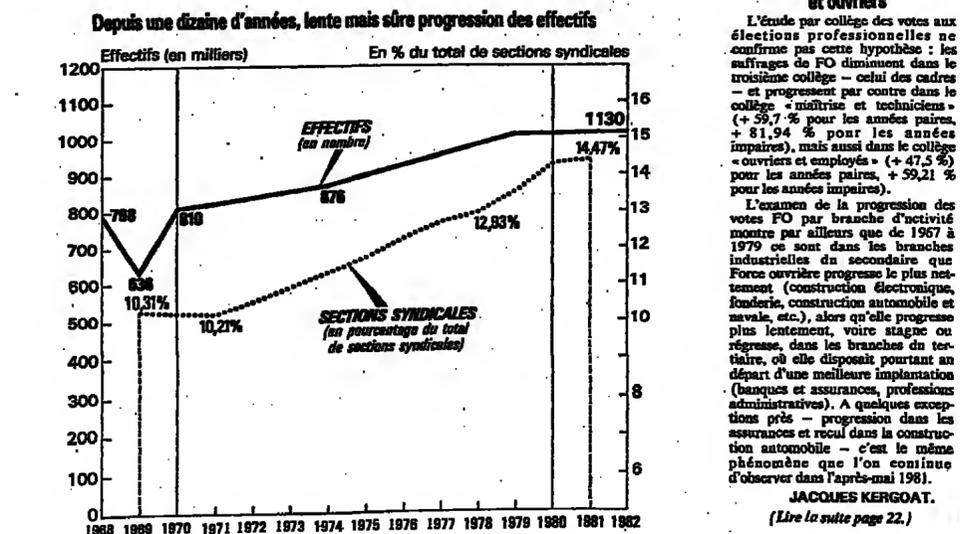
Agents de maîtrise et ouvriers

L'étude par collage des votes aux élections professionnelles ne confirme pas cette hypothèse : les suffrages de FO diminuent dans le troisième collage - celui des cadres - et progressent par contre dans le collage « maîtrise et techniciens » (+ 59,7 % pour les années paires, + 81,94 % pour les années impaires), mais aussi dans le collage « ouvriers et employés » (+ 47,5 % pour les années paires, + 59,21 % pour les années impaires).

L'examen de la progression des votes FO par branche d'activité montre par ailleurs que de 1967 à 1979 ce sont dans les branches industrielles du secondaire que Force ouvrière progresse le plus nettement (construction électronique, fonderie, construction automobile et navale, etc.), alors qu'elle progresse plus lentement, voire stagne ou régresse, dans les branches du tertiaire, où elle disposait pourtant au départ d'une meilleure implantation (banques et assurances, professions administratives). A quelques exceptions près - progression dans les assurances et recul dans la construction automobile - c'est le même phénomène que l'on continue d'observer dans l'après-mai 1981.

JACQUES KERGOAT.
(Lire la suite page 22.)

(1) Ce chiffre et les suivants ont été « raturés » en France 1983 en fonction de l'inflation, afin de les rendre comparables.
(2) Y compris les concours du FDES et les prêts participatifs.



RAYMOND BARRE

Réflexions pour demain

50 000 ex. vendus.

Pour rendre confiance à la France

480 pages
41 francs

Plurid HACHETTE

FO serait aujourd'hui la deuxième confédération syndicale de France

(Suite de la page 21.)

Par ailleurs, l'adhésion de FO semble en hausse chez les femmes, et peut-être en baisse dans la jeunesse. Alors qu'une enquête réalisée en 1976 sous la direction de Madeleine Guilbert (1) donnait un pourcentage de femmes votant FO - 4 % - très largement inférieur au pourcentage votant CGT et CFDT, le sondage IFOP sur les élections à la Sécurité sociale en 1983 donne, chez les ouvrières et les employées, un pourcentage de vote FO supérieur à celui que recueille la CFDT.

Inversement, un sondage effectué pour le compte de la CFDT en 1981 estimait que les jeunes de 16-24 ans se sentaient plus proches de FO (13 %) que de la CFDT (10 %). Mais le sondage IFOP de 1983 situe FO derrière la CGT et la CFDT pour ce qui concerne le vote des 16-24 ans.

La direction de Force ouvrière s'est toujours contentée, depuis 1948, d'avancer le chiffre global de 1 million d'adhérents. Quelques éléments permettent cependant de mesurer cette évolution.

Considérons d'abord le nombre de sections syndicales. Le chiffre avancé varie : 16 000 sections et syndicats au comité confédéral national de Strasbourg les 28 et 29 juin, 15 000 dans les documents préparatoires du quinzième congrès qui va se tenir du 20 au 23 novembre au Parc Floral de Vincennes. En fait, le seul repère fiable dont nous disposions est le recensement annuel effectué par le ministère du travail dans les entreprises du secteur privé et par public : il attribue à FO 5 467 sections syndicales en 1981.

Que de chemin parcouru depuis 1969 !

De 1969 à 1975, la progression des sections FO apparaît encore modérée. En six ans, la progression de FO est de 13,8 %, celle de la CFDT de 3,8 %, la CGT amorçant un premier recul : - 5,9 %. Pour les six années suivantes, il en va différemment : à partir de 1975, avec l'irruption de la crise économique, la course s'avère : FO progresse de 23,25 %, alors que la CFDT décline de 5,06 % et que s'amplifie la chute de la CGT (- 9,38 %).

L'emprise du secteur public

Regardons maintenant les effectifs (voir encadré ci-contre) : quelle que soit la marge d'incertitude qui entoure les modes de calcul, Force ouvrière semble bien être aujourd'hui, avec 1 150 000 adhérents, si l'on se fie au rapport financier du congrès, la deuxième confédération syndicale en France. A titre de comparaison, signalons que la CFDT annonçait, en 1982, 1 040 490 adhérents, dont 81 500 retraités. Les adhérents y sont calculés en augmentation de 30 %, le chiffre des « cotisants réguliers » étant, cette année-là, de 737 000.

La progression de FO s'est faite d'abord par un développement du recrutement dans le secteur privé. Il en est résulté un recul du pourcentage des mandats du secteur public dans les congrès. Ce secteur représentant encore 60 % du total en

1969, mais 45 % en 1980 (dont 30 % pour la fonction publique proprement dite). L'absence d'informations plus précises interdit de détailler cette progression par fédération et par région. Les seules autres données disponibles concernent les délégués au congrès de Bordeaux de 1980. A ce niveau, on s'aperçoit que l'emprise du secteur public et nationalisé reste forte (57,3 % des délégués) qu'il y a un début de rajeunissement (47,9 % des délégués avaient moins de quarante ans) et que la proportion des femmes reste encore faible (10,9 %) (2).

Les raisons de cette progression ne sont certainement pas dans une

activité revendicative plus soutenue : les statistiques du ministère du travail attribuent à FO le déclenchement de 1 % des conflits en 1983, contre 12 % et 41 % pour la CFDT et la CGT. En fait, Force ouvrière ne se développe pas à la faveur d'une remontée de l'activité et de la combativité de la classe ouvrière. La baisse de ses effectifs dans l'immédiat après-mai 68 - années qui voient au contraire progresser les effectifs de la CGT et de la CFDT - apparaît de ce point de vue significative, d'autant plus que le creux de l'après-68 se retrouve aussi dans la progression du pourcentage

dés sections syndicales et dans les suffrages aux élections professionnelles.

De la même manière, la progression en effectifs de Force ouvrière reste modérée de 1968 à 1974, en moyenne 1,5 % par an, alors que les effectifs de la CFDT progressent, pendant la même période, de plus de 4 % par an.

Mais cette progression s'amplifie à partir de l'apparition, en 1974, de la crise économic, alors que décroissent les effectifs des autres confédérations. L'allure des courbes en fait foi tant pour les élections professionnelles que pour les sections syndicales.

En tout état de cause, c'est un bouleversement en profondeur du paysage syndical français qui s'annonce aujourd'hui : la CGT est certes toujours la première confédération syndicale française, mais d'une courte tête, alors qu'elle pouvait prétendre jadis représenter à elle seule la majorité absolue des salariés français. La CFDT, quant à elle, a vu ruiner - et sans doute pour longtemps - ses aspirations à devenir la première confédération. Quant à André Bergeron, son ambition récemment affirmée de bisser Force ouvrière à la première place n'est plus aujourd'hui dépourvue de toute crédibilité.

On ne peut oublier, enfin, que ce réaménagement se fait sur un fond de crise et de faible adhésion du syndicalisme en France. Que l'arrivée de la gauche au pouvoir ait ainsi précipité le recul et la baisse d'influence du syndicalisme est un paradoxe qu'on n'a pas fini d'analyser.

JACQUES KERGOAT.

Le mode de calcul des effectifs

La plupart des chercheurs intéressés à Force ouvrière ont accepté un mode de calcul des effectifs reposant sur le rapport entre la part perçue par la trésorerie confédérale pour chaque carte et la somme totale indiquée pour les cartes dans les rapports financiers. C'est cette méthode que nous avons employée dans le graphique ci-joint. Elle est cependant quelque peu aléatoire, pour au moins trois raisons :

1) La notion même de part confédérale perçue sur les cartes semble renvoyer autant à des commodités de présentation comptable qu'à un recensement rigoureux.

2) Des cotisations entrant, comme dans toutes les confédérations, avec un certain retard, des sommes peuvent être comptabilisées pour 1982, qui étaient en fait dues au titre de l'exercice 1981, voire 1980. Et, en sens inverse, des sommes peuvent être également dues pour 1982, qui ne seront comptabilisées que dans les exercices suivants. On ne peut évidemment être certain que ces deux phénomènes s'annulent avec précision tous les ans.

3) Rien ne permet de distinguer la part due aux versements des retraités, alors que ceux-ci ne sont pas soumis au même type de cotisation que les actifs.

Enfin, globalement cependant la marge d'erreur possible ne semble pas être plus importante que celle qui laisse subsister le mode de calcul des effectifs officiels dans les autres confédérations.

D'autant plus que diminue la combativité ouvrière

En fait, si l'on comparait, d'une part, les chiffres mesurant l'influence de FO et, d'autre part, la courbe des grèves, on constaterait que l'influence de FO augmente d'autant plus que diminue la combativité ouvrière. L'analyse est peu contestable, et il n'est guère besoin pour expliquer le développement de FO de faire appel à l'appui du patronat ou au soutien du RPR : c'est dans la classe ouvrière elle-même que FO trouve les racines de son développement, en partie dans des secteurs où elle a pu apparaître plus indépendante à l'égard du gouvernement que les autres confédérations, mais en grande partie aussi dans des secteurs où le découragement et la résignation alimentent la tentation du repli corporatif.

L'offre publique d'achat que tente aujourd'hui FO sur la FEN est significative : elle se développe alors que, à travers les méandres de la politique gouvernementale sur l'école, la grande masse des ensei-

(1) Femmes à l'usine et au bureau. Centre d'études économiques et sociales de la CGT.

(2) Alais Bergonoinx, Force ouvrière, PUF, 1982.

Une situation financière qui reste fragile

(Suite de la page 21.)

Les dettes d'EDF, par exemple, ont crû de 151 milliards de francs en 1982 à 188 milliards à la fin de 1983, mais le Haut Conseil se félicite de « l'amélioration du taux d'autofinancement de l'entreprise, liée aux hausses de tarifs accordées (+ 8 % en avril 1983 et + 3,5 % en septembre) par le gouvernement ». Toutefois, il ajoute : « La situation financière restera obérée longtemps par les choix de ces dernières années ».

Il en est de même, grosso modo, pour l'ancien secteur public dans son ensemble et, dans une mesure moindre, pour le nouveau. C'est le cas dans la sidérurgie, dont les dirigeants réclament un apurement de leurs dettes pour réduire leurs frais financiers. Selon le Haut Conseil : « Le secteur public industriel et bancaire capte également une grande partie des ressources collectées sur le marché obligataire. Ses emprunts ont drainé en trois ans (1981 à 1983) 44 % des émissions

collectives en France, soit 200 milliards de francs ».

Les nationalisations de 1982 ayant porté sur des industries assoiffées de capitaux, le niveau nécessaire d'intervention de l'Etat actionnaire est beaucoup plus élevé que, sans doute, ne l'imaginait le gouvernement de l'époque. Les pertes de 1981 et de 1982 ont absorbé l'essentiel de la croissance des apports publics. Cela n'a donc pas suffi à améliorer sensiblement les structures de bilan et l'endettement du secteur public, qui demeure son problème principal.

Comme plus du tiers des ressources d'emprunt sont libellées en devises, le service de la dette réajusté en conséquence les performances commerciales réalisées à l'étranger, par ailleurs très positives (voir tableau), du secteur public, puisqu'il est responsable entre 1982 et 1983 de - 45 % du réajustement de la balance commerciale du pays ». La balance des paiements du secteur

public a été déficitaire de 2,6 milliards de francs en 1982, puis de 4,4 milliards en 1983.

Faut-il, dès lors, s'étonner de la longueur des investissements du secteur public ? Les comparaisons globales sont trompeuses, selon le Haut Conseil, dans la mesure où EDF et ELF effectuent la moitié des investissements du secteur public. Leur évolution propre (ralentissement du programme unitaire, achat de Texas Gulf en 1981 par ELF) déforme le total. Néanmoins, après une progression de 5,5 % en 1981 (hors l'achat de Texas-Gulf) et surtout de 17,3 % en 1982, les investissements du secteur public se ralentissent ensuite en 1983 (+ 3,5 %) : ce qui correspond (en volume) à une baisse de 3,7 %. « D'après les prévisions, l'année 1984 se traduira par une nouvelle baisse en volume de l'ordre de 2,1 % », ajoute le rapport.

Des effectifs maintenus malgré la crise

L'industrie se comporte toutefois mieux que l'ensemble puisque ses investissements entre 1981 et 1983 croissent en volume de 2,8 %. Les investissements autres que placements financiers des quinze groupes industriels nationaux (3) sont passés ainsi de 18,7 milliards de francs en 1980 à 30,11 milliards. L'année 1984 accentuera sans doute

le décalage entre les réactions de l'industrie et celles des autres secteurs. Le Haut Conseil souligne cependant après analyse des détails sectoriels : « Si la croissance nominale des investissements du secteur public électronique est importante de 1980 à 1982 (+ 36,5 %), elle est faible en volume (+ 10 %) (...) comparée à celle des concurrents étrangers ».

Si elles étaient restées privées, les entreprises auraient dû, sans aucun doute, licencier massivement lors des années terribles de 1981 et 1982. Or elles ne l'ont pas fait. Les effectifs ont crû de façon importante en 1982 et encore de 1 % au total en 1983. Dans l'industrie, ils ont été stables en 1982, contrairement à la tendance du passé (- 2 % par an environ), puis une déroute s'est amorcée en 1983 avec les premiers vrytes de restructurations des industries déclinantes pour, sans doute, s'accroître cette année.

Cette évolution des effectifs industriels paraît « nécessaire » au Haut Conseil. Comparé à leurs concurrents étrangers, le chiffre d'affaires par tête (une mesure de la productivité) des groupes français est trop faible et « ne tend pas à s'améliorer entre 1980 et 1982 ».

(3) Saclor, Usinor, Cdf-Chimie, EMC, Rhône-Poulenc, Pechniney, Saint-Gobain, Thomson, CGE, Bull, SNIAS, SNECMA, Dassault, Matra, Renault.

Malgré une aide croissante de l'Etat et des résultats qui s'améliorent...

(milliards de francs courants)

Congress publics par secteurs	1979	1980	1981	1982	1983
Energie	4,8	4,9	4,6	6,2	6,4
Transport	14,4	15,3	19,1	19,1	24,2
Industrie et divers (SNIAS, CGE, Pechniney, etc.)	1,7	1,8	6,4	11	13,2
Total	20,9	21,8	30	36,3	43,8
Résultats financiers du secteur public	N.D.	+ 9,8	- 13,8	- 25,9	- 20,5

... et un taux d'endettement croissant...

(endettement total / ressources propres des entreprises industrielles)

	1980	1981	1982
Sidérurgie	48,4	49,2	55,2
Autres biens intermédiaires	69,1	82,8	96,3
Electronique	46,0	50,5	49,5
Autres biens d'équipement	132,8	137,7	165,8

SOURCE : direction de la prévision.

... les investissements plafonnent

(milliards de francs courants)

	1980	1981	1982	1983
Energie	44	65	61	63
Transport	13	13	14	14
Industrie	27	30	34	38
Total	84	108	109	115

Le poids du secteur public : il représente 16 % des effectifs salariés et 35 % des investissements

en %	ancien secteur public	nouvelles nationalisées	Total
Effectifs salariés	10	6	16
Exportations	12	11	23
Valeur ajoutée	21	7	28
Investissements	29	6	35

Un résultat positif : les exportations (règlements enregistrés en balance des paiements en milliards de francs)

	Exportations	Importations	Solde
1982			
Secteur nationalisé	140	111	29
France entière	821	711	110
1983			
Secteur nationalisé	182	113	69
France entière	682	766	- 84

SOURCE : Banque de France.

UN LIVRE DE JEAN-LOUIS VALIDIRE

André Bergeron, une force ouvrière

ALORS qu'elle va tenir son XV^e congrès confédéral, FO est l'objet d'un nouveau livre, André Bergeron, une force ouvrière (1). L'auteur, Jean-Louis Validire, responsable de la rubrique sociale au Quotidien de Paris, après avoir été, aux Echos et au Matin, connu remarquablement bien son sujet, comme d'une manière générale l'histoire du mouvement ouvrier. Historiquement, le livre est solide et bien charpenté. Da plus, J.-L. Validire a une très bonne plume, mais quand il le trompe dans l'acide. Il s'agit cependant d'un ouvrage très engagé. L'auteur ne cache pas sa sympathie pour Force ouvrière, ayant d'ailleurs l'honnêteté de prévenir son lecteur que la forme du récit se veut « volontairement subjective ». Cela donne un livre en deux phases : l'une pour les deux tiers de l'ouvrage instructive, pédagogique ; l'autre, pour un tiers, plus polémique. Validire n'est pas un tueur.

Tout le déroulement historique est passionnant, malgré des jugements parfois à l'emporte-pièce. J.-L. Validire aime surtout la « syndicalisme pur » de FO qu'il pourfend ceux qu'il appelle les « syndicalo-communistes », ou, plus simplement les « stalinistes », mais il ne se prive pas pour autant de critiques. Vis-à-vis de Léon Jouhaux, il est sur la réserve, rappelant qu'il n'était « guère partisan de la scission » en 1947 et ne voyant dans sa sagesse qu'une « manie de tout relativiser ». En revanche, il couvre M. André Bergeron de louanges : un « homme de conviction et de persévérance », un « militant dévoué et purgane », un « roublard » et surtout - la plus importante sans doute à ses yeux - un syndicaliste « résolument antistalinien ».

Jean-Louis Validire na sa contenté pas ; avec un passage des anecdotes croustillantes et des rappels opportuns, de narner par le menu les débuts qui ont traversé la confédération lors des

années de construction : il s'y engage. Donnant un rôle surdimensionné à M. Alexandra Hébert, le brillant secrétaire anarcho-syndicaliste de l'union départementale de la Loire-Atlantique, il évoque les controverses internes sur l'association du syndicalisme à la gestion, le plan et la productivité, les « arènes de la cogestion », la guerre d'Algérie et la « politique de la présence ». Soulage de ce que FO ait réglé rapidement son compte à la « gangue cogestionnaire », il s'en prend au caractère « fétide » de l'article premier des statuts qui prime encore l'abolition du patronat et du salariat » et à l'ambiguïté de sa présence au sein de la Confédération européenne des syndicats.

La polémique reprend progressivement la dessus sur l'histoire au fur et à mesure que l'on avance dans l'« ère Bergeron » commencée en 1963. L'auteur manifeste alors une très vive aversion pour tout ce qui approche de près ou de loin la CFDT. Au passage, la « soi-disant gauche » et le PS « de plus en plus gagnés par les chrétiens de gauche », ne sont pas épargnés. Le trait devient, trop souvent, excessif, injuste. La passion du journaliste se donne libre cours. Il évoque une « rupture extrêmement grave » entre FO et le pouvoir issu de 1981 au moment de la rigueur. Outre que l'appréciation est exagérée, encore aurait-il fallu pour qu'il y ait eu rupture qu'elle soit précédée d'un pacte ou d'un contrat... Dans sa traque de la FEN, il en vient à lui reprocher son comportement dans les négociations salariales de la fonction publique, « oubliant » que depuis 1981 elle a signé exactement les mêmes accords que FO... Mais en dépit de ses dérivés polémiques, ce livre apprend beaucoup.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Plon, 244 p. Prix 50 F.



INSTITUT COMMERCIAL DE NANCY LA FORMATION TERRAIN

Les diplômés de l'ICN, lorsqu'ils entrent en entreprise sont, certes des cadres débutants, mais ce sont surtout de jeunes collaborateurs déjà professionnalisés. C'est pourquoi les étudiants de cette Grande Ecole deviennent plus vite opérationnels. Cette réussite est due à la FORMATION, une pédagogie originale créée à l'Institut Commercial de Nancy.

FORMATION EN ENTREPRISE : des stages, missions, études alternées tout au long des trois années...
FORMATION, UNE ENTREPRISE : des opérations auto-

financières, (manifestations sportives, expositions, congrès, forums) sont obligatoirement réalisées par chaque étudiant... et notées !
FORMATION A L'ECOLE : des enseignements en communication et gestion des ressources humaines s'intègrent totalement à la formation, à la gestion... la plus poussée. Et la plus spécialisée : Marketing, Systèmes d'Information, Finances-Comptabilité, Affaires Internationales.
Ce n'est pas un hasard si les cadres ICN sont tant recherchés. La FORMATION l'a voulu !
Pour le vérifier, demandez la brochure gratuite.



ICN

4, rue de la Ravinette - Case officielle 120
54057 NANCY CEDEX - Téléphone : 8335.22.82

POUR MIEUX CONNAITRE L'ICN

Nom, prénom : _____
Adresse : _____
Cité : _____

A TRAVERS LES REVUES FRANÇAISES

La révolution technologique L'endettement des collectivités locales

par DANIEL VITRY (*)

LES anciens étudiants des facultés de droit apprendront avec plaisir la naissance d'une nouvelle revue, les Annales d'histoire des facultés de droit. Il appartenait au président Jean Imbert d'exposer le Passé, présent et avenir du doctorat en droit en France- (1).

Le grade de docteur en droit ne date que de la seconde moitié du treizième siècle. Il s'obtenait de un à cinq ans après la licence à la suite de trois leçons qui devaient être données en présence des bacheliers en droit pour la première et des docteurs pour la deuxième, la troisième était une leçon d'apparat à l'issue de laquelle les insignes du grade étaient remis par l'évêque; le nouveau docteur devait prêter serment.

Chaque faculté avait son propre règlement, jouissant ainsi d'une autonomie que beaucoup réclament aujourd'hui. Les docteurs étaient peu nombreux; il est vrai que les droits à payer pour une soutenance étaient très lourds et que le nouveau docteur offrait ensuite un grand banquet et des cadeaux à chacun des professeurs. Mais par contre il était ensuite exempt d'impôt et à l'abri des arrestations et de la torture. Ces pratiques et ces avantages disparaîtront avec l'Ancien Régime, mais ce n'est que depuis le milieu du dix-neuvième siècle que les soutennances ne se font plus en latin. En 1895, le docteur en sciences juridiques sera distingué du docteur en sciences politiques et économiques, ce dernier n'acquérant son autonomie qu'en 1946.

La Revue d'économie politique vient de publier son Annuaire composé d'une vingtaine d'articles consacrés à « L'économie française et la reprise mondiale ». Dans son avant-propos Claude Ponsard souligne qu'on a trop négligé l'importance de la révolution technologique commencée au cours des années 60 comme facteur explicatif des difficultés de notre temps (2). Il est vrai que cette révolution a été occultée par les chocs pétroliers, qui ont capté toute l'attention. D'autre part, la mutation technologique actuelle n'est pas un simple progrès améliorant les techniques existantes, elle détruit en effet les techniques en place et oblige à les remplacer par de nouvelles. La reprise économique est directement fonction des adaptations à la situation nouvelle; les Etats-Unis, le Japon et quelques pays du Pacifique ont su s'adapter et connaissent une belle reprise. La France, au contraire, rigide et conformiste, traîne à mettre en œuvre des réformes inéluctables.

Jean-Louis Guglielmi soutient un point de vue assez proche dans son article « Rythmes d'essor de la conjoncture et disparités des structures » (3). Au cours de la période 1982-1984, les économies évoluent en fonction de l'application des techniques nouvelles de production. La croissance de la production est forte et la productivité s'améliore; de plus, l'amélioration de la productivité permet de ralentir la hausse des prix, comme aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale. Ce sont les pays qui ont le plus investi qui réussissent le mieux dans leur lutte contre le chômage. L'auteur explique aussi l'attrait des Etats-Unis pour les capitaux en recherche de placement par leur très grand dynamisme industriel; le niveau élevé des taux d'intérêt n'aurait qu'un rôle secondaire.

Catherine Hugel a étudié « La balance des paiements française » (4).

Les résultats de 1983 ont soulevé des espoirs, puisque le déficit commercial s'est réduit de moitié. Grâce à quels postes? D'abord grâce à l'augmentation des excédents de nos ventes de produits agricoles, en particulier vers les pays de l'Est; malheureusement les grands contrats en matières agricoles sont aléatoires. La diminution du déficit énergétique n'a pas été négligeable et a fait suite à la baisse du prix du pétrole en dollars, au développement de l'énergie nucléaire, mais aussi à un très important déstockage de pétrole brut. Malgré la dépréciation du franc contre le dollar, la facture pétrolière était allégée de 7,1 % en 1983 par rapport à 1982. L'excédent sur les services est resté stable à 34 milliards de francs en 1982 et 1983; la France occupe du reste la troisième place dans l'exportation des services. Pour régler la facture pétrolière, il est prudent de compter sur les excédents industriels.

L'excédent sur les produits industriels a doublé de 1982 à 1983 pour atteindre 58 milliards de francs. L'origine géographique de ces excédents n'est pas sans importance; nous sommes excédentaires sur la zone non-OCDE et la zone franc mais déficitaires avec nos partenaires de la CEE et ceux de l'OCDE. Or les pays exportateurs de pétrole et les pays en voie de développement, après restructuration de leurs dettes, ont largement réduit leurs achats. Les entreprises françaises ont donc dû partir à la recherche de nouveaux débouchés vers les pays industrialisés cette fois, où elles ont rencontré un certain succès, mais à qui elles n'ont pas vendu les mêmes produits qu'aux pays en développement.

L'optimisme du début de 1984 s'est quelque peu modéré depuis. Notre excédent agricole a diminué. L'excédent de nos ventes de produits manufacturés a augmenté du fait du poste gros matériel, mais pour les autres postes la demande de produits français a augmenté moitié moins vite que la demande mondiale. D'autre part, les prix français à l'exportation ont augmenté de 10 %, annulant le bénéfice de la dévaluation du franc de mars 1983. Pour consolider le résultat des efforts faits, il est clair qu'il faut rendre plus dynamique encore le secteur industriel, en particulier par l'investissement.

Les fonctions d'investissement

Enfin il ne faut pas oublier l'endettement extérieur sous un double aspect. D'un côté, la France accorde des crédits aux pays du tiers-monde pour que ceux-ci achètent des biens d'équipement français; or ces crédits sont accordés en devises et non pas en francs pour éviter d'alimenter le marché de l'eurofranc. Pour trouver les fonds nécessaires la France s'endette, si bien que notre endettement a paradoxalement du pair avec la croissance de nos exportations. Un peu plus de la moitié de nos créances sur l'étranger sont concentrées sur des pays en voie de développement non producteurs de pétrole. La position est donc fragile. De l'autre côté, la France s'endette encore pour équilibrer la balance des opérations courantes, qui est déficitaire; le service de la dette représenterait 66 milliards de francs en 1984 et passerait à 119 milliards en 1988; à titre de comparaison, l'épar-

gne brute des ménages était de 438,6 milliards en 1983. Seul un retour à un excédent des paiements courants éviterait d'avoir à négocier un réaménagement de notre dette.

On a vu, plus haut, que l'investissement était une nécessité pour sortir de la crise. Dans la Revue économique, P. Artus et P.-A. Muet ont dressé « Un panorama des développements récents de l'économie de l'investissement » (5). Il y a deux grandes familles de fonctions d'investissement issues d'une souche identique. L'hypothèse de base est qu'une entreprise fait des plans sur toute une série de périodes et cherche de la profit maximal; on peut dériver de cette recherche la demande d'investissement.

La première famille de fonctions d'investissement fait intervenir explicitement les facteurs qui déterminent la rentabilité des investissements; la règle de décision est alors que l'investissement doit être développé jusqu'à ce que le rendement de la dernière unité soit égal au coût du capital. Ce qui différencie les modèles, c'est la manière de déterminer la rentabilité marginale.

La seconde famille ne recherche pas les facteurs qui déterminent la rentabilité des investissements, car elle s'intéresse directement à la valeur boursière des actifs, qui en dépend de façon évidente. Cela suppose que les entreprises soient cotées en Bourse; l'investissement est alors assimilé à un placement.

Transferts budgétaires

Les modèles de la première famille ont fait l'objet de très nombreux tests économétriques. Il en résulte que le tiers de l'investissement se produit dans l'année qui suit l'investissement et 60 % au cours des deux premières années. Par ailleurs l'influence du coût relatif du capital au travail est variable et pas toujours décisive; lorsque ce coût relatif baisse de 10 %, l'investissement s'accroît de 3 % à 6 %. Enfin ces tests permettent d'éclaircir la question si controversée de la substitution du capital au travail; l'hypothèse qui donne les meilleurs résultats économétriques est que la substitution ne s'opère pas sur le capital déjà installé mais qu'elle est forte lorsqu'il s'agit de nouveaux équipements. La substitution ne peut donc s'opérer qu'à long terme.

La loi sur la décentralisation transfère aux régions un certain nombre de compétences et de ressources financières. Les Etats-Unis connaissent depuis longtemps ces transferts du budget fédéral au profit des Etats ou des collectivités locales. Cela augmente-t-il leur indépendance? C'est la question que traite Philippe Hussonot dans son article « Transferts budgétaires et décentralisation » paru dans la revue Politiques et management Public (6). Notons d'abord l'importance de ces transferts: 24 milliards de dollars en 1970, 95 milliards en 1981, qui se font au profit des Etats, des comtés ou des communes. Il y a quatre grands types de transferts.

Le premier est le partage général des ressources qui a été créé en 1972 et qui laisse au bénéficiaire une quasi-liberté d'utilisation. La répartition de ces fonds entre les cinquante Etats de l'Union se fait selon des critères purement objectifs. Ce partage ne porte que sur 5 à 6 % du total des transferts. C'est la catégorie de transferts qui laisse le plus d'autonomie aux allocataires. On a constaté que l'utilisation la plus fréquente avait été les dépenses d'équipement, de sécurité publique et de protection de l'environnement ainsi que les réductions d'impôts locaux dans les Etats les plus pauvres.

Le deuxième est constitué par les dotations sectorielles qui sont attribuées à la fois selon des critères objectifs et l'utilisation qui en sera faite. Ces transferts sont surtout destinés à la prévention sanitaire et aux services sociaux et éducatifs. Les allocataires doivent souvent respecter une réglementation fédérale pour pouvoir bénéficier de ces dotations. La liberté d'utilisation est donc moindre que dans le cas précédent. Les dotations sectorielles représentent 13 à 14 % du total des transferts.

Le troisième type comprend les subventions catégorielles. C'est un mode de transfert très ancien. C'est l'Etat fédéral qui définit les programmes visés; il s'agit, par exemple, du réseau routier, de l'ingénierie ou des transports urbains. Le plus souvent la formule de calcul utilisée est celle de la subvention proportion-

nelle aux dépenses. L'autonomie des gouvernements locaux est nulle. Plus de la moitié des transferts relevant de cette catégorie. Le dernier type de transferts est la subvention sur projet que l'Etat fédéral demande aux gouvernements locaux de lui soumettre. Les critères de répartition ne sont pas explicites.

En deux ans, 1982 et 1983, les dotations sectorielles ont été réduites de 24 %. Les Etats ont donc dû exercer leur autonomie relative pour décider des économies budgétaires à opérer. Il semble bien que les Etats n'aient pas cherché à compenser la diminution des subventions fédérales, en particulier lorsqu'elles allaient vers des programmes de santé; les Etats n'ont donc guère profité de leur autonomie pour gérer la pénurie.

L'étude publiée dans les Chroniques d'actualité de la SEDEIS par Elisabeth Vessilier complète la précédente; elle porte en effet sur « L'endettement public local » (7). Les études sur ce thème sont peu nombreuses; or on ne peut pas parler sans précision des résultats des études sur l'endettement d'un pays à l'échelon local parce qu'il financé traditionnellement par impôt et par emprunt s'ajoutent les subventions d'Etat.

Dans tous les pays européens, aux Etats-Unis et au Japon, l'endettement public a augmenté moins vite que l'endettement national total entre 1972 et 1981. Dans le cas de la France, la grande période de croissance de l'endettement local a été les années 1965-1972 et dans une moindre mesure 1973-1976. Les charges d'intérêt des collectivités locales ont augmenté surtout du fait du relèvement des taux de la Caisse des dépôts, alors que le service de la dette nationale a augmenté surtout du fait de l'accroissement de son encours.

Dans presque tous les pays, les collectivités locales ne peuvent s'endetter à long et moyen terme que pour financer des investissements. En Grande-Bretagne, les collectivités locales peuvent s'endetter à moins d'un an pour se constituer des avances sur recettes fiscales; en France, c'est le Trésor qui fournit de telles avances. Dans presque tous les pays, le pouvoir central contrôle au moins l'endettement à moyen et long terme. Il n'y a qu'en Suisse où les collectivités locales ne subissent aucune tutelle.

L'auteur s'interroge sur les effets conjoncturels de l'endettement local. Il semble bien que les collectivités locales n'ont pas de politique anticyclique, contrairement aux gouvernements; elles auraient même plutôt tendance à avoir des politiques procycliques dans la mesure où les dépenses locales en capital se sont réduites très sensiblement depuis le développement de la crise et la montée du chômage.

(1) Jean Imbert : « Passé, présent et avenir du doctorat en droit en France », Annales d'histoire des facultés de droit, 1984, n° 1. Edité par la CERSA, 12, place du Panthéon, 75005 Paris.

(2) Claude Ponsard : « Avant propos », Annuaire de la Revue d'économie politique, n° 5, 1984.

(3) Jean-Louis Guglielmi : « Rythmes d'essor de la conjoncture et disparités des structures », REP, 1984, n° 5.

(4) Catherine Hugel : « La balance des paiements française : une conjoncture extérieure qui demeure », REP, 1984, n° 5.

(5) Patrick Artus et Pierre-Alain Muet : « Un panorama des développements récents de l'économie de l'investissement », Revue économique, n° 5, Sept. 1984.

(6) Philippe Hussonot : « Transferts budgétaires et décentralisation : les différentes formes de subventions intergouvernementales aux Etats-Unis », Politiques et management public, Printemps 1984.

(7) Elisabeth Vessilier : « L'endettement public local », Chroniques d'actualité de la SEDEIS T 31, n° 10, 15 oct. 1984.

BIBLIOGRAPHIE

« Journal de crise » (1973-1984) de Jean Boissonnat

Le sel du temps

SAVOIR picorer dans les mois qui courent des miettes oubliées, la phrase révélatrice d'un homme public, la « fait porteur d'avenir », laisser aller sa plume au gré de l'émotion suscitée par un événement important, ou la visite d'un pays, réparer l'« ange du bizarre » ou épingler un faux sorcier, tout cela est demandé à celui qui tient pour ses lecteurs un « bloc-notes ». Celui de Jean Boissonnat dans l'Expansion est un modèle du genre. Quelle fertile idée d'avoir rassemblé l'essentiel des chroniques sensitives depuis 1973 ! Le mémorialisiste « immédiat », le chasseur de l'instant, nous ramène ainsi un Journal de crise qui tient fort bien le coup, parce que les angles d'attaque des mille et un sujets abordés sont ceux d'un observateur à l'intelligence aigüe.

Le privilège du journaliste à la notoriété confirmée est de pouvoir approcher aisément les responsables politiques, économiques, syndicaux, et de recueillir certaines confidences qu'il ne ferait pas lors d'un entretien plus formel. Sans doute, les guillemets sautant sur le « bloc-notes » original pour ne pas indisposer l'interlocuteur, mais, les années ayant coulé, il arriva qu'ils reparaissent dans un... « prologue ». C'est la sel de celui que Jean Boissonnat a écrit spécialement pour ce livre et qui laisse tomber des perles phrases glissées ici et là.

Quelques échantillons ? Raymond Barre en 1977 : « Pour vous dire le fond de ma pensée, l'inflation et le chômage, je m'en fous. Ce qui compte essentiellement pour moi, c'est le franc, le commerce extérieur et d'éviter une récession. » L'auteur ajoute, pour atténuer le choc, que l'inflation n'est en effet que le reflet de la dévaluation et le chômage celui de la récession. Le même Raymond Barre en juin 1979 évoque une erreur - qui ne lui est pas venue à l'esprit lors de la dernière « Heure de vérité » sur Antenne 2 : « J'ai relevé trop brutalement les tarifs publics au printemps 1978. » Toujours lui, à propos de Fabius en 1974 : « Un Elacim insupportable. » Mitterrand sur Rocard en 1980 : « Sa force, c'est son langage. Sa faiblesse a été très bien exprimée par Annie Kriegel ! Il dit des paroles importantes sur des choses qui ne le sont pas. » Le même en novembre 1981 : « Il faudra s'en tenir à un réformisme social-démocrate, même si c'est

un peu de la bouteille pour les chers. Car l'expérience historique, en France, prouve que, quand on fait la révolution, ça se termine toujours par un régime arbitraire d'extrême droite. »

Jean Boissonnat ne cherche pas qu'à colorer les acteurs de l'histoire de la crise, il essaie d'en tirer sa philosophie. La crise, écrit-il, c'est la conscience qu'on a, et celle du dernier quart de siècle ne rassemble à aucune autre. La nôtre se caractérise par une accumulation de chocs (monétaire, pétrolier, technologique, social, etc.) qui détraquent le système de régulation du « sorcier créateur » des sociétés industrielles, et qui était fondé sur la sécurité sociale, le compromis institutionnel des conflits sociaux, le libre échange et un taux de 5 % de croissance par an.

Demain ? A la fin de son ouvrage, notre auteur essaie de répondre par un texte original en regardant les tendances lourdes : explosion des hommes, explosion des techniques, implosion de la politique (qui oppose des clientèles et non plus des idéologies), chute de la personne accréditant les priorités de la sphère privée.

Que survient-il de ce paysage ? Toutes les politiques économiques ont été expérimentées par les Etats depuis dix ans, mais une chose est certaine : si on ne retrouve pas une croissance soutenue, les difficultés que nous connaissons perdureront. Au reste, même si l'on est optimiste, nous aurons tout de même une croissance dans la crise du fait de l'ajustement des Etats à leurs nouvelles responsabilités, des entreprises aux nouvelles techniques et de la société aux nouvelles mentalités.

Prédire au-delà n'est plus grand sens, et Jean Boissonnat a les pieds sur terre. Vertu que l'on constata aussi dans la manière très heureuse de faire défiler les années de son journal sous un drapeau facile à reconnaître : « Pétrole », « Giscard », « Dépression », « Barre », « Gauchisme », etc. En outre, sur chaque page de titre, quelques lignes nous rappellent les repères conjoncturels du moment pour les pays de l'OCDE et pour la France. Si bien qu'à l'égard du bien connu de la prose de Jean Boissonnat s'ajoute ce service d'indicateurs pour lecteurs pressés.

PIERRE DROUIN. * Editions J.C. Lattès, 398 p., 85 F.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

L'APPROCHE DU MARCHÉ MALAISIE PERSPECTIVES ET PLANS D'ACTION

Séminaire

Mardi 4 décembre 1984 - 9 heures - 18 heures

L'analyse économique et financière montre aujourd'hui que la Malaisie peut rester un partenaire économique important pour nombre d'entreprises françaises et européennes. L'Ecole Européenne des Affaires (E.A.P.), la Direction des Relations Internationales de la C.C.I.P., l'Anglo-American Alliance organisent un séminaire en langue anglaise sur les perspectives du marché malaisien, les votes et méthodes concrètes d'accès à ce marché. - Priorités et opportunités commerciales entre la Malaisie et la France (Ambassade de Malaisie); - Investissement industriel en Malaisie (M.I.D.A.); - Analyse de l'investissement français en Malaisie (B.F.C.E.); - Intervention de M. le Ministre LE PENNEC, mission ANSEA (Ministère du Redéploiement Industriel et du Commerce extérieur); - Intervention d'experts et de chefs d'entreprises opérant en Malaisie; - Discussion autour d'un panel réunissant la D.I.E.E., la C.C.I.P., le C.C.F. et les experts malaisiens et français intervenant au cours du séminaire. - A 18 heures, réception organisée à l'Ambassade de Malaisie pour tous les participants. - Contacts possibles les lundis avec les conseillers économiques de l'Ambassade.

Ce séminaire est conçu pour un public de chefs d'entreprise, cadres dirigeants, responsables d'exportation, et permettra à chacun de faire le point sur les perspectives du marché et les méthodes d'action (marketing, finance, contacts, modes d'entrée).

Prix : 2000 F (déjeuner compris) - Non assujéti à la T.V.A. FORMATION CONTINUE INTERNATIONALE E.A.P. Téléphone : 766-51-34 - Postes 472-427-482. Veuillez adresser votre carte de visite à Parisse RENARD pour recevoir le programme et le bulletin d'inscription.



ÉCOLE EUROPÉENNE DES AFFAIRES PARIS - OXFORD - BERLIN Adresse France : 108, bd Malesherbes, 75017 Paris. 766-51-34.

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en Vente de fonds de commerce

Tous les lundis, dans le journal « Les Annonces » spécialisé (depuis 40 ans)

En Vente Partout 3,50 F et 35 F. Mails, 72011 PARIS. TEL. (1) 865.30.30

Maitrise de l'énergie SPECIAL FILIERE BOIS René Souchon, secrétaire d'Etat à la forêt, s'entretient avec « Maitrise ». Dossier : l'avenir de la filière bois, de la papeterie aux hôpitaux. « Le Monde » du 20 novembre daté 21

12 mois sur 12 COURS HUBERT LE FÉAL : DÉPASSER LE TRAC, S'AFFIRMER DANS LA PAROLE. * documentation sans engagement 387 25 00

Les banques islamiques : simple curiosité ou modèle pour les banques d'investissement ?

Ce n'est pas seulement dans les pays d'Islam, mais aussi dans les grands centres financiers d'Occident que se sont fondées les banques islamiques. Conformément à la loi coranique, celles-ci font, en principe, participer leurs déposants au risque de l'investissement. L'expérience est trop récente et encore trop limitée pour qu'on puisse en tirer des conclusions, mais certains y voient déjà un exemple pour le financement de l'innovation.

«...Ceux qui se nourrissent de l'usure ne se dresseront, au jour du jugement, que comme se dresse celui que le démon a violemment frappé.»

Le chérif n'interdit cependant pas en soi la rémunération d'opérations financières, à condition que le prêteur participe au risque de l'opération. C'est ainsi que les banques ont été amenées à proposer à leurs déposants de les rémunérer par une participation aux pertes et profits tirés de l'investissement de leurs dépôts.

L'ORIGINALITÉ des banques islamiques tient au respect de la règle, formulée dans le Coran, qui interdit l'intérêt (1). Leurs déposants ne reçoivent pas une rémunération fixe, mais une rémunération variable, déterminée par les profits (ou pertes) résultant de l'investissement de leur dépôt.

Pour lever toute ambiguïté, il convient de distinguer les banques islamiques du système bancaire arabe, qui fonctionne suivant les principes des banques occidentales : banques arabes nationales, banques arabo-occidentales, banques interarabes (2).

L'attention portée aux banques islamiques s'explique, d'abord, par une certaine curiosité et une prise de conscience de leur potentiel de croissance. N'ont-elles pas, en effet, vocation à attirer les dépôts (incluant les pétrodollars) de la population musulmane, qui représente 20 % de la population du globe ? Mais on peut y voir plus. À l'heure où le financement des opérations à risque est à l'ordre du jour, ces banques constituent un modèle digne d'être étudié. A la différence des banques occidentales, dans lesquelles les risques de financement sont assumés par les seuls actionnaires, les banques islamiques partagent les risques avec leurs déposants. Elles ont donc plus de latitude pour se lancer dans des opérations plus risquées mais aussi plus profitables.

Il n'y a pas, dans l'Islam, de distinction entre la loi laïque et la loi religieuse. La vie économique est régie par le chérif, lois tirées du Coran et de la Suna. L'intérêt y est formellement interdit :

Les premières expériences

L'idée de créer des banques islamiques remonte aux années 40, au Pakistan. La première expérience durable a été celle des caisses d'épargne rurale du Mit-Ghamir, en Egypte (1963-1967), qui montrèrent leur efficacité dans la collecte de l'épargne rurale. Ces caisses ouvrirent la voie à la création de la Nasser Social Bank (1971).

Mais il a fallu attendre la dernière décennie pour voir se multiplier les banques islamiques. Leur nombre atteint aujourd'hui la quarantaine : elles sont situées dans les pays musulmans mais aussi dans les places financières internationales (Londres, Luxembourg, Bahamas...). Deux groupes sont actifs en Europe : le plus ancien et le plus important, le groupe DMI, et plus récemment le groupe Al Baraka.

Parmi ces banques, une place particulière doit être donnée à l'expérience du Pakistan. Le Pakistan a été le premier Etat à entreprendre une islamisation progressive de son secteur bancaire. Aujourd'hui, 19 % des dépôts nationaux sont inscrits sur des comptes islamiques rémunérés par un partage des profits entre la banque et les déposants. Les profits sont calculés tous les six mois, les taux versés sont supérieurs de 1 % aux taux d'intérêt versés sur les comptes ordinaires. Mais il est encore difficile de dire si ces taux résultent d'une meilleure gestion des comptes islamiques, ou plutôt d'une décision politique de favoriser les comptes islamiques par rapport aux comptes ordinaires.

Pour se conformer au chérif, les banques islamiques ont été amenées

à développer des modes particuliers d'opérations. Leurs fonds proviennent de trois sources : fonds propres, dépôts, et fonds obtenus d'un impôt islamique appelé *zakat*, perçu sur le capital. La gestion des fonds du *zakat* faisant l'objet de règles particulières (utilisation à des fins sociales sous la surveillance d'un conseil religieux), nous nous limiterons ici aux deux premières sources de fonds.

Les banques islamiques gèrent des dépôts à vue. Ceux-ci ne perçoivent aucune rémunération et ne peuvent pas être utilisés dans des opérations d'investissement. Les dépôts à terme (fixe ou indéterminé) peuvent être divisés en deux groupes : dépôts « affectés » qui sont versés pour financer une opération particulière et dépôts « non affectés » versés dans un fonds commun pour être utilisés au mieux par la banque.

L'association capital-travail à la mode islamique

Les opérations de financement de la banque relèvent de quatre types principaux :

- Opérations de *mourabaha* : achat au comptant, vente à terme.
- Opérations de *taajir* : opération de leasing dont le loyer est déterminé à l'avance en fonction du coût et de la durée de l'opération.
- Opérations de *mouchara* : participation simple ou dégressive au capital des entreprises.
- Opérations de *moudharaba* : association du capital apporté par la banque et du travail fourni par le promoteur. Le partage des profits est fonction de l'apport de

par B.A. OUDET (*)

chacun des partenaires, les pertes n'étant prises en charge que par la banque, l'entrepreneur renonçant alors à la rémunération de son travail.

La rémunération des déposants

De ces quatre types d'opération, les opérations de *mourabaha* sont certainement les plus nombreuses. Elles sont principalement utilisées pour le financement du commerce (national et international), mais elles peuvent être bien servies au financement des stocks, des avances sur salaire...

Les déposants sont rémunérés en fonction des profits et pertes des opérations d'investissement effectuées par la banque. Une fois soldée une opération d'investissement, le profit net est calculé après déduction des frais directs associés à l'investissement (frais d'études, commission...). La banque prélève sur ces profits nets un pourcentage au titre de la rémunération du management et du capital. Le reste des profits est réparti entre les différents déposants en fonction de leur apport : par des dépôts affectés, par l'usage de la banque, par des dépôts et éventuellement des fonds propres de la banque. Les profits alloués au fonds commun sont à leur tour répartis entre les différents déposants dans le fonds.

Il est souvent reproché aux banques une certaine réticence à sortir

des sentiers battus et à accepter de financer les jeunes entreprises à risque. Cette réticence se comprend : il est, en effet, difficile d'utiliser pour ces financements des fonds de dépôts qui refusent le risque et demandent à être remboursés du capital plus d'une somme fixe.

Tel n'est pas le cas des banques islamiques, dont les déposants acceptent de partager le risque. On peut donc s'attendre à ce que ces banques acceptent plus volontiers le financement d'opérations risquées mais aussi profitables. Les renseignements épars disponibles à ce jour indiquent effectivement des profits élevés sur certaines opérations (18 à 20 %), mais aussi des pertes (DMI, par exemple, enregistra une perte en 1983 et ne paya aucun dividende).

L'innovation à risque

Compte tenu de la jeunesse des banques islamiques, il est encore trop tôt pour formuler des hypothèses précises quant à leur évolution. L'expérience accumulée indique déjà qu'elles sont viables : beaucoup de banques islamiques ont été créées ces dernières années, aucune n'a fermé ses portes. Mais seront-elles des banques d'investissement capables de prendre à leur charge le financement de l'innovation à risque ? L'attitude de leurs déposants face à la variation des rendements sur leurs dépôts sera déterminante. Ceux-ci accepteront-ils de voir des périodes de rémunération faible ou négative succéder à des périodes de rémunération élevée ?

Reste à savoir ce qui est le plus important. Les banques islamiques réussiront-elles maintenant à « islamiser » leurs opérations, ou seront-elles amenées à adopter un

comportement proche du modèle occidental ? Les données, recueillies auprès des banques en Europe, indiquent que l'islamisation de leurs opérations est encore faible. Certes, ces banques versent une rémunération variable à leurs déposants et s'interdisent toute opération purement financière. Mais la prise du risque est limitée tant pour les banques que pour leurs déposants. Ces derniers n'ont jamais eu à participer, par une diminution de leur capital, aux pertes de certaines opérations. De plus, la grande majorité des financements sont de court terme (un ou deux mois), avec une rémunération fixe : opérations de *mourabaha* pour financer le commerce international.

Encore une fois, l'expérience est cependant trop récente pour porter une appréciation. Il faut laisser aux banques islamiques le temps de changer les mentalités et de faire prendre corps au projet. Les mentalités seront lentes à évoluer, comme en témoigne la récente déclaration du gouverneur de la Banque d'Angleterre. Celui-ci vient de refuser aux institutions financières islamiques l'appellation de banque, car elles ne garantissent pas le capital de leurs déposants.

(1) La Chambre de commerce franco-arabe leur a consacré une journée le 25 avril 1984.

(2) Pour une présentation plus détaillée de ce système et de celui des banques islamiques, on consultera l'étude très complète de Traute Wohlers-Schaf, *Les Banques arabes et islamiques*, OCDE, Paris, 1983. La liste des différentes banques est donnée en annexe de l'étude.

39^e CONGRÈS DES EXPERTS-COMPTABLES A NICE

Les nouvelles ordonnances des « médecins de l'entreprise »

Soucieux de s'adapter aux nouveaux besoins d'information des « utilisateurs de comptes », les experts-comptables et comptables agréés se sont livrés à une vaste réflexion sur l'avenir de leur profession lors du 39^e congrès national de leur ordre qui vient de se tenir à Nice. Leur aspiration : devenir de plus en plus les conseillers privilégiés de l'entreprise, mais aussi, à la faveur d'une évolution récente de la loi, les auxiliaires obligés du secteur du profit collectif.

L'IMAGE de « tenueurs de livres » ou d'« algébristes du droit » qu'il ont encore parfois dans l'opinion publique est définitivement caduque. Parallèlement aux réformes successives qui en ont fait un corps de droit autonome, les experts-comptables ont évolué avec la science comptable qui a accompli, avec l'introduction de l'informatique, une véritable révolution technologique.

Le forum animé par notre collaborateur Paul Fabra à la veille de l'ouverture du congrès de Nice en a apporté la preuve. Aussi bien rendue matériellement plus performante, la comptabilité s'est enrichie dans son contenu tout en acquérant une nouvelle dimension temporelle, celle de la prévention, complémentaire de sa fonction rétrospective.

Peut-elle désormais prétendre à l'universalité, autrement dit déborder largement du domaine des seules sociétés de droit commercial ? Telle était la question sous-jacente à l'un des principaux thèmes traités concernant la comptabilité du secteur de profit collectif. Ce « tiers-secteur » qui englobe les associations relevant de la loi de 1901, mais aussi les fondations, les congrégations, les syndicats, les comités d'entreprise et les fonds d'assurance-formation, a pris une place très importante dans l'activité nationale (1).

A la suite du vote de la loi de juillet 1984 (contraignant les clubs sportifs professionnels à se transformer en sociétés anonymes particulières), et dans l'attente de nouveaux textes qui vont créer des obligations légales pour les associations d'une certaine taille, il représente désormais un champ d'intervention important pour les experts-comptables. Il leur faut cependant définir des procédures spécifiques visant à mesurer non plus un profit mais une performance. Le guide comptable du secteur à but non lucratif que vient tout récemment de publier le conseil supérieur de l'ordre répond en grande partie à cette nécessité.

Mais les huit cents participants au congrès de Nice se sont surtout longuement interrogés sur les nou-

De notre correspondant régional

veaux besoins d'information des entreprises, dès à la fois de la crise et de l'évolution des théories socio-économiques. En particulier, la quantification humaine. L'objectif serait de déterminer à un moment donné la valeur en capital du personnel de l'entreprise pour l'intégrer au bilan et l'utiliser comme un moyen de rationalisation des coûts sociaux.

La légitimité d'une telle démarche soulève certes de nombreuses questions, les unes d'ordre moral, les autres de caractère juridique ou économique. Mais si un être humain « n'a pas de prix », il représente pourtant une valeur en tant que créateur de richesses au sein de l'entreprise. Le hic est de disposer de méthodes fiables pour mesurer cette valeur. Toutes celles qui ont été expérimentées jusqu'ici, en particulier aux Etats-Unis, ont montré - et pour cause - leurs limites.

Des motivations différentes

Les utilisateurs de l'information (chefs d'entreprise, personnel, investisseurs) ont, par ailleurs, des motivations et, donc, des exigences différentes. D'où la conclusion prudente du rapporteur général du congrès, M. Georges Pin : « L'intérêt de la recherche de la valeur de l'investissement humain réside peut-être moins dans l'outil conceptuel qui effectuera des réflexions sur ce sujet que dans les

prises de conscience qu'elle implique ».

Les perfectionnements de la technique comptable doivent permettre, du moins, de mieux appréhender les incidences économiques des comportements humains sur la rentabilité de l'entreprise. Il s'agit, en l'occurrence, de détecter et de réduire les « coûts cachés », résultant d'une multitude de dysfonctionnements : absences, rotations de personnel, les accidents du travail, la qualité des produits et les écarts de productivité directe.

Les expériences déjà faites dans ce domaine se sont révélées très concluantes. L'expert-comptable peut également aider le chef d'entreprise à traquer la « dysqualité », c'est-à-dire tout ce qui, dans la production ou les prestations de services, ne correspond ni au goût supposé de la clientèle. Les principales manifestations en sont les rebuts, les retouches, les malformations, les commandes refaites, les délais de livraison non respectés, etc. Une étude, publiée en 1983 sur les comptes 1981 des entreprises industrielles, a fait apparaître le coût énorme de cette « dysqualité », équivalent à 10 % de la valeur ajoutée. L'outil comptable se révèle parfaitement approprié à ce type d'intervention dans le cadre d'un audit approfondi.

La comptabilité du patrimoine et des richesses naturelles, autre thème du congrès, n'a pas, en re-

vanche, de réelles incidences. En aura-t-elle un jour ? Il semble que dans ce domaine, comme d'ailleurs dans celui de l'évaluation des ressources humaines, les experts-comptables ne puissent jamais seuls apporter des réponses complètes et irréfutables. Le fait d'avoir placé leurs travaux sous le signe de la prospective est, quoi qu'il en soit, révélateur de leur volonté d'innover, à l'exemple des professionnels anglo-saxons. Il leur faut aussi faire face à la concurrence accrue des cabinets de conseil et des centres de gestion agréés.

Dans le prolongement du congrès, devrait d'ailleurs être créé un centre d'études et de recherche comptable chargé d'une véritable expérimentation sur le terrain. Comme l'a enfin souligné M. Francis Windsor, président du conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables, un très important effort de formation initiale et permanente sera poursuivi. « Médecins de ce corps social particulier qu'est l'entreprise, a-t-il affirmé, nous devons accepter de nous recycler chaque année et évoluer vers une médecine plus préventive. Mais notre chance est d'être aux premières loges de la nouvelle révolution post-industrielle. »

GUY PORTE.

(1) Le seul mouvement associatif employé ainsi aujourd'hui sept cent quinze mille salariés répartis dans cinq cent mille organisations, soit davantage que l'ensemble de l'industrie automobile.

(Publicité)

DÉPARTEMENTS DES BOUCHES-DU-RHÔNE DU VAR ET DES ALPES-MARITIMES

Avis d'ouverture d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de pose de l'artère souterraine de télécommunications n° 533 Marseille-Nice

Par arrêté interpréfectoral des 15, 16 et 17 octobre 1984, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique a été prescrite sur le projet de pose de l'artère souterraine de télécommunications à grande capacité n° 533 MARSEILLE-NICE.

Le public pourra consulter les dossiers de cette enquête du 12 novembre au 12 décembre 1984 inclus, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, dans les préfectures, sous-préfectures et mairies énumérées ci-dessous et, éventuellement, consigner ses observations sur les registres d'enquête prévus à cet effet :

- Préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE à MARSEILLE et sous-préfecture d'AIX-EN-PROVENCE.
- Sous-préfecture de GRASSE à GRASSE.
- Sous-préfecture de BRIGNOLES à BRIGNOLES.
- Sous-préfecture de DRAGUIGNAN à DRAGUIGNAN.
- Préfecture du VAR à TOULON.
- Préfecture des ALPES-MARITIMES à NICE.

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Mairies de MARSEILLE, SEPTÈME-LES-VALLONS, LESPENNES-MIRABEAU, BOUC-BEL-AIR, SIMIANE-COLLONGUE, MIMET, SAINT-SAVOURNIN, GREASQUE, BELCODÈNE, PEYNIER, TRET.

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Mairies de LE TIGNET, PEYMEINADE, GRASSE, MOUANS-SARTOUX, VALBONNE, CHATEAUNEUF, GRASSE, BIOT, VILLENEUVE-LOUBET, CAGNES-SUR-MER, SAINT-LAURENT-DU-VAR, NICE.

DÉPARTEMENT DU VAR

Mairies de POURRIÈRES, POURCIEUX, ST-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME, NANS-LES-PINS, ROUGIER, TOURVES, BRIGNOLES, VINS-SUR-CARAMY, CABASSE, LE THORONET, LORGUES, DRAGUIGNAN, TRANS-EN-PROVENCE, LA MOTTE, LE MUY, BAGNOLS-EN-FORÊT, SAINT-PAUL-EN-FORÊT, TOURRETTES, CALLIAN, MONTAUXOUX.

De plus, pendant les trois derniers jours de l'enquête, c'est-à-dire les lundi 10, mardi 11 et mercredi 12 décembre 1984, le président et les membres de la commission d'enquête recevront le public aux lieux et heures ci-après mentionnés :

- M. Guy PALAUSI, ingénieur géologue en chef au CNRS, Sous-préfecture de GRASSE - de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.
- M. ROUSTAN Georges, inspecteur divisionnaire de police (e.r.), Préfecture de MARSEILLE - de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.
- M. JOURDAN René, inspecteur divisionnaire des TPE honoraire, Sous-préfecture de BRIGNOLES - de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.
- M. BOULOT André, officier du service du génie (e.r.), Sous-préfecture de DRAGUIGNAN, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.
- M. COSTAMAGNA Roger, expert agricole et foncier, associé Société civile professionnelle des géomètres-experts, Préfecture de TOULON - de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.

apprivoisez l'économie !

à la découverte de l'économie avec les Cahiers Français

Une analyse des concepts économiques fondamentaux, selon un plan synthétique plus apte à leur compréhension et à leur utilisation dans le cadre de la formation et de la culture.

Pas de vérité absolue en économie, économique : mais en vue d'objets différents, les théories, les doctrines, les références théoriques, plus agir en tenant compte des réalités du pays et de l'environnement international.

Le numéro : 28 F. Les trois numéros : 80 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Vente au détail : 24 rue d'Alsace, 93000 AUBERVILLIERS CEDEX.

كتاب الاقتصاد

Le reaganisme : un compromis entre les néo-conservateurs et le « big business »

LES Français jugent plutôt favorablement le reaganisme, parce qu'il a relancé l'expansion aux États-Unis et dopé le dollar. La classe politique se dispute sur le point de savoir si le modèle serait transposable en France. Débat cartésien, qui surprendrait les Américains. Ce qu'on appelle les « reaganomics » n'est pas une théorie, mais seulement le résultat de quatre ans de luttes intestines et de compromis fragiles entre les deux camps au pouvoir : les néo-conservateurs, arrivés avec Reagan, et la droite classique, émanation de Wall Street et des grandes affaires, le « big business ».

Pour comprendre, il faut se rappeler les échecs de Carter. À l'époque, la croissance aux États-Unis était devenue synonyme d'inflation à deux chiffres et de dégringolade du dollar (-20% entre 1976 et 1979). Aux reculs politiques de l'Amérique s'ajoutait un affaiblissement financier qui menaçait les fondements de sa prééminence. Le choc provoqua un virage à droite de toute une fraction de la technocratie. Pour nombre de financiers, économistes et politiciens, l'équilibre budgétaire et la discipline monétaire devinrent le nouveau credo. L'inflation fut considérée comme le mal absolu, plus que le chômage.

Perdu dans le tourmente monétaire, Carter se résigna à appeler Paul Volcker, l'un de ces partisans d'une thérapie de choc, à la tête de la Réserve fédérale, en juillet 1979. En quelques mois, les taux d'intérêt bondirent de 11 à 20 %, et la récession commença. Le dollar arrêta sa chute. Mais l'inflation dépassait encore 10 %.

À l'élection présidentielle de 1980, Carter, converti aux vertus de la rigueur, proposa des économies et de nouveaux impôts pour financer le réarmement. C'était voler leur programme aux républicains. Le nouveau venu, Ronald Reagan préféra promettre tout à la fois : moins de dépenses, moins d'impôts, plus d'armes et l'équilibre budgétaire ! Sans oublier la stabilité monétaire et une expansion fantastique... Le tout assaisonné à la sauce du professeur Arthur Laffer, le gourou californien, pour qui la diminution de la fiscalité « confiscatoire » et des « gaspillages » du Welfare State rendraient à l'Amérique sa vitalité et sa suprématie. À Wall Street, on souriait de ces fantaisies de candidat et on attendait les éboses sérieuses pour l'après-élection.

Virage vers la croissance

Surprise, Reagan installé à la Maison Blanche prétend faire passer son programme. Et, malgré les pressions contraires de Volcker et de l'establishment républicain, le Congrès vota pile-néole : une réduction de 25 % de l'impôt sur le revenu, un allègement substantiel de la taxation des sociétés et une forte hausse des crédits de défense. Le tout gagé sur des coupes dans les budgets civils concentrées sur la seule année de 1982. À Wall Street et au Fed, le verdict tombe : danger de défit et d'inflation galopante ! La réaction est rapide. Le marché des obligations fléchit brutalement à la rentrée 1981, et Volcker maintient le taux de base bancaire à plus de 18 %.

Au début de 1982, le président du Fed, véritable figure de proue des conservateurs traditionnels, réclame l'abandon de la réduction d'impôts de 10 % prévue pour juillet. Reagan fait la sourde oreille et les taux bancaires restent bloqués à 16 %, tandis que l'économie s'enfonce dans la pire récession depuis la guerre. Le PNB baisse de 2 % de mi-1981 à mi-1982, le taux de chômage passant de 7,3 % à près de 10 % de la population active. Le déficit budgétaire, nourri par la crise, dépasse 100 milliards de dollars.

À la Maison Blanche, on s'estime trahi et tout contact est rompu avec Volcker, que Reagan a rencontré une seule fois depuis son élection. Mais le Fed est indépendant et se vante de faire la politique anti-inflationniste promise par Reagan : 12 % de hausse des prix en 1980, 9 % en 1981, 4 % en 1982. Et le dollar gagne 33 % en 1981-1982.

Volcker voulait-il ramener l'inflation à zéro ? Il n'aura pas le temps. Au début de l'été 1982, de très grandes entreprises sont au bord de la faillite. L'argent cher ruine les PVD endettés qui menacent d'entraîner les banques américaines dans leur ébute, et plonge l'Europe dans la récession. Le Fed

cade : les taux d'intérêt baissent de 5 points en six mois, tandis que la Maison Blanche allège encore les impôts et gonfle les dépenses militaires. Le tout constitue un adjuvant formidable, suscitant une reprise en proportion. De fin 1982 à mi-1984, le PNB augmente de 25 %, les investissements de 11 %, 6,3 millions d'emplois sont créés. Cela avec une inflation gelée à 4 % et une nouvelle poussée du dollar (+10 %).

Et les déficits ? Celui du budget fédéral culmine à 195 milliards de dollars en 1983 (6 % du PNB). Pour la balance des paiements courants, c'est -40 milliards de dollars en 1983 et même -100 milliards de dollars cette année. Les commentateurs financiers n'ont cessé d'annoncer l'inévitable « collision » entre emprunts publics et privés, débouchant sur une remontée catastrophique des taux d'intérêt. C'est oublier que les faveurs fiscales et les profits de la reprise ont permis aux sociétés d'antofinancer largement leurs investissements, et aussi que, sur 175 milliards de dollars de découvert du budget en

1984, 110 milliards représentent des versements d'intérêts par le Trésor susceptibles d'être réinvestis immédiatement. Pour sa part, la Réserve fédérale a créé assez de monnaie pendant cette période pour assurer la stabilité des taux. Sans dérapage des prix, grâce à la fermeté du dollar.

Cette dernière est-elle due au privilège de la monnaie internationale, ou le dollar est-il sur le point de s'effondrer ? Faux problème. C'est la confiance, restaurée par la politique du Fed, qui a suffi à attirer des capitaux étrangers considérables en 1982. Par la suite, contrairement à une opinion répandue, ce flux s'affaiblira. Mais la confiance demeurera, et avec elle la croissance, qui attire naturellement le crédit. Avant 1983, banques et entreprises américaines prétaient quelque 100 milliards de dollars, par an à l'étranger, notamment au PVD. Avec la reprise, les fonds sont rapatriés pour financer les emprunteurs américains, jugés de meilleure qualité. Résultat : en dépit de l'énorme déficit commercial des États-Unis, il y a pénurie de dollars comme l'indique la diminution des avoirs officiels des

banques centrales dans cette devise depuis le début de l'année.

Et Reagan dans tout cela ? Il a eu le mérite d'oublier ses promesses de rétablir l'équilibre budgétaire, pour garder le cap sur la croissance. En cela, il a montré plus de souplesse que les dirigeants conservateurs européens, aujourd'hui accrochés à la locomotive américaine. Il s'est aussi montré bonhomme d'Etat en reconduisant, l'an dernier, le peu maniable Paul Volcker à la tête du Fed pour se concilier Wall Street.

La reprise essouffée

Aujourd'hui la reprise, qui avait rapproché les frères ennemis, s'essouffie. Le taux de croissance est tombé de 8,6 % au premier semestre à 2,7 % au troisième trimestre.

L'expansion bute sur deux obstacles : le premier, inconcevable, est la faible marge de ressources techniques et humaines encore disponible pour accroître la production. Le second, c'est la perte croissante de compétitivité due au super-dollar. Elle a amputé de moitié l'expansion au troisième trimestre. Sauf à dévaluer d'au moins 20 % le dollar, l'Amérique risque une récession en 1986.

Le débat sur les moyens de redresser l'« atterrissage en douceur » (soft landing) a ramené les querelles intestines. L'administration prétend que le seul moyen de déprécier le dollar est d'abaisser le loyer de l'argent, encore bien trop élevé. Volcker a fait un pas en avant en le réduisant de près

de 2 % depuis la rentrée. Mais pour aller plus loin, il exige un freinage du pouvoir d'achat par la politique budgétaire. Les exportations seraient ainsi relancées sans risque inflationniste émanant de la demande intérieure. La manœuvre permettrait d'alléger le coût du crédit en Europe et la dette des PVD, mais la pilule serait amère pour les électeurs de Reagan.

Le président cédera-t-il ? Il est d'accord pour demander à la Chambre démocrate de réduire les dépenses non militaires, mais peu enclin à accepter en contrepartie un resserrement fiscal. Se montrera-t-il flexible ? En cas d'échec, le dollar s'affaiblira sans doute trop lentement pour éviter la récession. Et Volcker, de guerre lasse, pourrait démissionner, laissant

sa place aux tenants de la facilité monétaire.

En tout état de cause, on peut s'interroger sur la solidité des fondements du système après l'éclaircie de 1983-1984. Faute d'épargne intérieure suffisante, les États-Unis financent leur effort d'investissement en empruntant à l'étranger. S'ils continuent au rythme actuel, ils vont devenir débiteurs nets du reste du monde dès 1985. Autre fait important : les gains de productivité américains, nuls à la fin des années 70, forts en 1983 (+3,5 %), recommencent déjà à s'effriter. Enfin, l'inflation est maintenue artificiellement basse par la surévaluation du dollar. La fin de l'euphorie est peut-être proche.

PIERRE JULIEN, économiste de banque.

	PNB en volume	Taux de chômage	Prix « déflation » du PNB (1)	Solde de la balance commerciale (en milliards de \$ par an)	Solde budgétaire	Taux de change moyen pondéré du dollar
Moyenne 1977-1980 (M. Carter)	+3,2%	6,5%	+7,7%	-29,4	-45,2	-18%
Moyenne 1981-1984 (M. Reagan)	+2,6%	9,6%	+5,8%	-56,3	-135,4	+53% (2)

(1) Prix à la consommation : 1977-1980 = +9,7 % ; 1981-1984 = +6 %.
(2) 1980 à mi-1984.

SYROS 6, rue Montmartre 75001 Paris

LES TROUS DU COMMERCE EXTERIEUR

SYNTHESE

- Déchiffre l'économie 69 F
- Le mirage de la croissance M. Baud 65 F

ANALYSE

- Le fait pour quoi ? F. De Ravignan 39 F
- La crise D. Clerc, A. Lipietz, J. Sarr-Buisson 39 F
- L'aide alimentaire Sobral 39 F
- Les trous du commerce extérieur J. Chetani 45 F

DOSSIER

- L'inflation D. Clerc 29 F
- L'agriculture industrielle en crise Y. Chavagne 29 F

en librairie

BEZIERS. L'ESPRIT JAPON.

À Béziers, il existe la volonté d'être concret, la volonté de faire face à la crise en étant rigoureux, pragmatique, volontaire. C'est ce que nous appelons "l'esprit Japon". C'est pourquoi la Chambre de Commerce et d'Industrie de Béziers organise son prochain séminaire résidentiel sur l'exemple japonais dans la gestion du personnel.

LES LEÇONS JAPONAISES DANS LA GESTION DU PERSONNEL.
29 novembre - 30 novembre - 1^{er} décembre 1984

- Sous la présidence tour à tour de :
- Monsieur le Professeur Masaru YOSHIMORI, Professeur associé à l'université de Paris-Dauphine, à HEC, et à l'école de Langues Orientales.
 - Monsieur Hideyasu NASU, Président-Directeur Général de SUMITOMO Corp. FRANCE.
 - Monsieur Kunio IWATANI, Directeur Général de TAKEDA PHARMACEUTICAL Co. FRANCE - Paris.
 - Monsieur H. YAMAMOTO, Directeur des Relations Publiques pour l'Europe de TOYOTA MOTOR Corp.
 - Monsieur Claude EHRET, Directeur Général Adjoint de SONY à Bayonne, animés par le Professeur René MAURY, exposés, débats et travaux pratiques seront centrés sur les caractères

spécifiques de la gestion du personnel au Japon, les modalités d'application et les illustrations actuelles de la France face aux méthodes japonaises.

Véritable enseignement de Business School par son esprit, par ses méthodes et par ses travaux pratiques, c'est une aide concrète immédiate que la Chambre de Commerce et d'Industrie de Béziers offre aux chefs d'entreprises françaises : un véritable mode d'emploi du management qui s'appuie sur les expériences d'entreprises hyper performantes.

Mieux dominer les incertitudes en temps de crise, tel est l'objectif de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Béziers, tournée vers le futur concret.

Pour tout renseignement complémentaire, appelez Monsieur Fournier au (67) 28.75.65.



BEZIERS. LE FUTUR CONCRET.

d'investissement

ins de l'entreprise

TATION FRANÇAISE

ŒNOLOGIE

L'argent frais des vins nouveaux

Il est arrivé ! Une nouvelle fois, le beaujolais nouveau arrive en capitale. La vague déferle sur les grandes métropoles de l'Europe du Nord. En France, le rite est immuable. Au dernier coup de minute de l'église de Villefranche-sur-Saône, on largue les amarres. Une fantastique armada motorisée véhicule alors les précieux breuvages pendant la nuit. Le soleil n'est pas levé sur Figlie que le beaujolais nouveau est déjà sur les zincs. En Angleterre, on fait mieux : de vrais concours chronométrés sont organisés pour récompenser les tenants du vin tricolore.

Le succès ne se dément pas : 370 000 hectolitres en 1981, 402 000 en 1982, 459 000 l'an passé. La mode vient au secours des vigneronnes, qui trouvent là une occasion inespérée de liquider leurs stocks.

Il s'agit de plus en plus nombreux à penser qu'une rentrée d'argent frais quelques semaines après les vendanges est loin d'être négligeable. Ainsi, dans le sillage du beaujolais, voit-on pointer les nouveaux primeurs. En tête, le côtes-du-Rhône (130 000 hectolitres en 1982), les tournaises récoltées dans les vallées du Cher et de la Loire (10 000 hectolitres), le musca-

del (20 000 hectolitres), mais aussi les vins de Gaillac, des Côtes du Ventoux ou du Tricastin. D'autres, vins de pays, breuvages plus modestes, tantôt aussi l'aventure, usant de la dénomination « primeur » pour séduire le consommateur bien avant le Noël. Jusqu'à l'Angleterre qui ose cette année proposer en France les premières caisses d'un « vin nouveau anglais » !

Le beaujolais occupe encore — et sans doute pour longtemps — une position dominante, mais la question est de savoir si les vins de qualité sortent grandis de l'hiver d'un vin capable de supporter la mise en bouteille et les conditions imposées par le transport et le stockage gommant le plus souvent tout ce qui fait l'originalité profonde d'une appellation. Et on peut penser qu'à vouloir trop brusquer, pour des raisons uniquement commerciales, le rythme des saisons, les promoteurs de vins primeurs jouant avec le diable, qui, en la matière, prend souvent le visage de l'agro-alimentaire.

J.-Y. N.

Restauration de tableaux

(toutes époques)
Exécution de copies selon sujets
Devis gratuits
Tél. : (1) 240-34-13

LE CARNET DU Monde

Réceptions

— Le baron Patrice de la Vallée, ambassadeur de Belgique à Paris, qui vient d'être nommé ambassadeur auprès du Saint-Siège, a donné une réception, jeudi, pour prendre congé de ses amis parisiens qui étaient venus nombreux lui dire leurs félicitations et leur regret de le voir partir.

Naissances

— Marc BOYER a la joie de faire part de la naissance de son fils,

Sébastien,
né Gaspard,

le 3 septembre 1984, à Marseille.

Chemin de la Montadette,
Eure,
13011 Marseille.

— Sylvie et Angel CARCAMO-WITTEK sont heureux d'annoncer la naissance de

Kren Wavra,

le 9 octobre 1984,
37000 Tours.

— Emmanuel et Hélène FORESTIER ont la joie d'annoncer la naissance de

David.

Washington, le 14 novembre 1984.

5101 River Road, Apt 916,
Bethesda MD, 20816 USA.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Mariages

— Stéphane et Raphaël ont l'immense joie d'annoncer le mariage, le mercredi 14 novembre 1984, de

Alexandra,

au foyer de

Fridérique et Jean-Pierre TULL.

4, impasse de la Galé, 75014 Paris.

Fiançailles

— M. et M^{me} Michel POUTHEAS, M. et M^{me} Georges ANCELY,

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,

Edith et Pierre.

La Sauvagnère, Paris, Orange.

Décès

— M^{me} Philippe Bonnet, son épouse,

M^{me} Valentine Bonnet,

sa fille,

M. Régis Michel-Béchet,

M. et M^{me} Pierre Valin,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Jean-Paul Cadart,

leurs enfants et petits-enfants,

Le colonel et M^{me} René Charazin,

leurs enfants et petits-enfants,

Le docteur et M^{me} Yves Michel-Béchet, leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe BONNET,

chevalier de Légion d'honneur,

inspecteur général honoraire

de la Banque de France,

directeur du Banco de Brasil à Paris,

surné le 14 novembre 1984 en Avignon.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le vendredi 16 novembre en l'église Saint-Pierre d'Avignon.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Germain l'Auxerrois, place du Louvre, Paris-1^{er}, vendredi 23 novembre, à 9 heures.

29, rue de Valenciennes,
75001 Paris.

— Layrac (Lot-et-Garonne).

Les familles Mounier, Barot, Bimont, Dolzane-Prent, Ducasse, Delbert, Chevillon, Soubiran-Berard, Puaud, Boussat, Toussin,

ont la douleur de faire part de décès de leur chère amie,

Arléenne DESEBRATS,

surné dans sa quatre-vingt-dixième année, le 17 novembre 1984, à Agen.

— Les obsèques religieuses se dérouleront en l'église de Layrac, le mardi 20 novembre, à 15 heures.

— Fabrice Fauquet, sa fille,

M^{me} François et Jean-Paul Fauquet,

M^{me} Elisabeth Fallet,

ses frères et sœur, et leur famille,

M. et M^{me} André Fauquet,

M. et M^{me} Georges Platric,

ses oncles et tantes,

Mirille,

M. Jürgen Farsel

et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Bernard FAUQUET,

docteur en philosophie,

maître-assistant à l'UER de philosophie de l'université Aix-Marseille-I,

surné le 27 octobre 1984.

— Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

7, rue Cuviale,
75010 Paris.

Remerciements

— Montevideo (Uruguay).

M^{me} Bernard Supervielle

Et sa famille

remercient les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de

M. Bernard SUPERVIELLE.

Anniversaires

— Il y a un an nous quittait

Ignace MEYERSON.

Que tous ceux qui l'ont connu, estimé, aient sa souvenir.

Association des amis d'Ignace Meyerson, 9, rue Edouard-Desailly, 92100 Boulogne.

Services religieux

— L'ambassade du Brésil invite la colonie brésilienne en France à assister, le jeudi 22 novembre 1984, à 12 heures, à l'office religieux qui sera célébré en l'église Notre-Dame-de-la-Consolation, 23, rue Jean-Goujon, 75008 Paris, à l'occasion de la Journée nationale d'action de grâce.

• Une statue pour Lyauté. — Le maréchal Lyauté, qui fut ministre de la guerre en 1916 et qui occupa le poste de résident général au Maroc avant et après la première guerre mondiale, aura sa statue à Paris. L'initiative est due à l'Association nationale Lyauté, qui est présidée par le général Bigard. La statue en bronze, haute de 2,20 m, sera réalisée par le sculpteur François Cogné. Elle sera inaugurée en mai 1985, place Dany-Cochin, dans le XVI^e arrondissement.

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & C^e
320-74-52

Avis de messes

— Le vendredi 23 novembre, à 18 heures, en la chapelle du couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, à Paris-13^e, metro Giacarra, le RP Jacques Laval célébrera une messe à la mémoire de

Alexandre ROZIER,

surné à la Cour de Paris,

décédé tragiquement le 30 août dernier à Saï-Lanka.

Sa gouvernement et ses amis invitent tous ceux qui l'ont connu à se joindre à eux lors de cette réunion du souvenir.

Communications diverses

— La vente annuelle de l'Association des Français libres, au profit de ses œuvres sociales, se déroulera le jeudi 29 novembre, de 14 heures à 19 h 30, et le vendredi 30 novembre, samedi 1^{er} décembre et dimanche 2 décembre, de 10 heures à 19 h 30, dans le grand hall de Radio-France, premier étage, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16^e. Entrée libre.

Cette importante manifestation sera inaugurée le jeudi 29 novembre par le général d'armée Jean Simon, chancelier de l'Ordre de la Libération et président de l'Association.

Vingt-quatre stands, dont dix étrangers, proposent leurs productions nationales et régionales : vins de France, produits régionaux, porcelaine, tapis, philatélie, frivolités parisiennes, habillement, bibliophilie.

Une kermesse internationale où beaucoup d'amitiés se nouent et se retrouvent.

— La Société française de graphologie organise, le jeudi 22 novembre, à 18 h 30, à la salle de Club des Arts et Métiers, 9 bis, avenue d'Iéna, 75116 Paris, une conférence sur « Les écritures anglo-saxonnes : différences et similitudes avec les écritures françaises », par Françoise Fontaine. (Participation : 18 F, étudiants 10 F sur présentation de leur carte).

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 20 novembre, à 17 heures, salle 614 (4^e ét. G), M. Carlos Ominami : « Les transformations dans la crise des rapports Nord-Sud. »

— Université Paris-I, samedi 24 novembre, à 14 h 30, salle L-Liard, M^{me} Henriette Diabète : « Le Sannin, un roman sans de la Côte-d'Ivoire (1703-1901). Sources orales et écrites. »

— Université Bordeaux-III, mardi 27 novembre, à 14 h 30, salle des Actes, M. Jean-Pierre Chardon : « Géographie des transports maritimes et aériens du Bassin caribéen. »

— Université Aix-Marseille-I, samedi 8 décembre, à 14 heures, salle des professeurs, M^{me} Hubert, née Marie-Claude Coste : « Le personnage dramatique chez Bockst, Ionesco et Adamov. »

PUBLICATION JUDICIAIRE

D'un jugement rendu le 21 janvier 1983 par la troisième chambre de Tribunal de grande instance de Paris, confirmé par arrêt de la quatrième chambre de la cour d'appel de Paris du 7 mai 1984, entre la société PERMA, S.A., dont le siège est 29 bis, rue d'Assolvi à Paris (9^e), et la société GOLDWELL GmbH — siège 10 Zemlinstrasse D — 61000 Darmstadt-Eberstadt (RFA).

Il est extrait ce qui suit :
« Le Tribunal...
Par ces motifs...
Dit que la dénomination OKY-CREME, déposée au Registre international des marques, le 27 août 1981, par la société GOLDWELL, constitue l'imitation illicite des marques OKYCREME et OKYCREM, déposées les 25 janvier 1978 et 8 novembre 1977, par la société PERMA.

Prononce la nullité de la portion française de cette marque.
Ordonne la publication du dispositif du jugement dans trois journaux ou périodiques au choix de la société PERMA, aux frais de la société GOLDWELL, dans la limite de 6 000 F par insertion.

Condamne la société GOLDWELL à payer à la société PERMA une somme de 50 000 F à titre de dommages-intérêts et la somme de 4 000 F, en application de l'article 700 du Nouveau Code de procédure civile. »

Publicité

LA VENTE ANNUELLE de la FAMILLE ADOPTIVE FRANÇAISE aura lieu les 23, 24 et 25 novembre 1984

SALLE DE NEUILLY
167, avenue Charles-de-Gaulle
92200 NEUILLY

Métro : SABLONS - PONT-de-NEUILLY, Arrabus 73
Vendredi de 14 à 19 heures
Samedi et dimanche de 10 à 19 h.

Assistés par Jean BARDIN et les deux interprètes TEDDY et PARTINEE.
BAR, SALON et THÉ
Dîner, cocktail et dancing

LA FAMILLE ADOPTIVE FRANÇAISE
90, rue de Paris - 91200
BOULOGNE-BILLANCOURT.
TEL. : 825-61-86

EUROSIGNAL : GARDEZ LE CONTACT.
Vos activités vous appellent à de fréquents déplacements. Il peut être important que l'on puisse vous joindre immédiatement, à tout moment, partout en France et en Allemagne Fédérale.

Avec Eurosignal, c'est désormais possible :
• Vous attribuez à chacun de vos correspondants permanents un des quatre numéros d'appel possibles.
• Votre correspondant compose sur son téléphone le numéro que vous lui avez communiqué.
• Instantanément vous en êtes averti par un signal sonore et lumineux sur le récepteur Eurosignal, où que vous soyez. Même en voiture.
• Vous savez alors qui cherche à vous joindre. Vous n'avez plus qu'à rappeler à partir d'un poste téléphonique.

Avec Eurosignal, complètement efficace du téléphone, vous vous déplacez l'esprit libre.

Pour un renseignement ou un conseil, appelez-nous en composant le **NUMÉRO VERT Appel Gratuit 16-36-36-36**.

Pour une location, un achat ou un abonnement, passez à votre Agence Commerciale des Télécommunications : son adresse est sur votre facture téléphonique et dans les pages bleues de l'annuaire.

le patron le standard l'atelier la maison

مركز الأمل

	Le Page	Le Page TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	108,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	80,00	71,16
AUTOMOBILES	80,00	71,16
AGENDA	80,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	Le m/col	Le m/col TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Un DAF pour gagner, avec nous.

Le rétablissement de notre équilibre financier est amorcé : le développement rapide par lequel le consolider est notre objectif, agréé par le groupe multinational auquel nous appartenons. Toute l'équipe de direction, largement reconstituée, est d'ores et déjà mobilisée dans ce sens. Les bases objectives de succès existent, le reste est affaire d'organisation, de rigueur et de volonté. Nous sommes importateurs exclusifs d'articles de papeterie (carterie, stylos, papeterie fantaisie), des produits qui se situent sur un marché passionnant, mais à surveiller de près.

A la responsabilité classique des fonctions comptable et financière - pour lesquelles le DAF disposera d'une assistance de bonne qualité - s'ajoutera celle du contrôle de gestion : un sérieux effort sera à faire sur ce point pour mettre notre activité sous contrôle. Pas mal à faire aussi dans le domaine informatique, qui sera sous son impulsion. Nous lui confions enfin la gestion courante du personnel (une centaine de personnes). Au total donc, une large palette d'attributions qui ne peuvent être confiées qu'à un(e) professionnel(le) confirmé(e), ayant l'expérience de l'animation d'un service comptable, une bonne maîtrise de la gestion financière, et la pratique du contrôle de gestion.

Nous voulons que ce professionnalisme soit étayé par une ouverture d'esprit sur un management moderne de l'entreprise et par une mentalité de gagnant. Sans tarder, car nous voulons collaborer le plus rapidement possible avec vous, votre candidature sous référence 242 210M, aux consultants de SIRCA qui nous aident dans notre recherche. Nous offrons pour ce poste, qui est en proche banlieue nord de Paris, une rémunération de 250 000 Francs.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

Une des branches d'activités d'un groupe industriel français de dimension internationale recherche le :

responsable de son département textile industriel

(100 MF de Chiffre d'Affaires - 400 personnes)

Vous avez valsoisé votre diplôme d'ingénieur textile par une expérience industrielle et commerciale d'une dizaine d'années, notamment à l'exportation. Nous vous proposons d'assurer les relations commerciales, financières et techniques (amélioration de la productivité des usines) de ce département et de prendre en charge progressivement la définition et la mise en œuvre de sa stratégie (développement de produits nouveaux, recherche de partenaires...).

Ce poste de responsabilité est situé à Paris et nécessite la pratique de la langue anglaise.

La diversité du Groupe offrira à un(e) candidat(e) de bon potentiel des opportunités d'évolution de carrière intéressantes.

Merci d'adresser votre curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 4248 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LA FONDATION EUROPÉENNE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL
LOUGHLINSTOWN HOUSE SHANKILL
CO DUBLIN IRLANDE. Tél. : 826883.

Une organisation de recherche établie en 1976 au sein des communautés européennes, et située près de DUBLIN, offre un poste de :

DIRECTEUR DE PROJET

Le poste implique la création, le contrôle, et l'évaluation de programmes et de projets de recherche européens sur les conditions de vie et de travail et les travaux administratifs s'y rapportant.

Un enseignement universitaire avec un diplôme correspondant aux activités de la Fondation est nécessaire, et les candidats doivent avoir au moins 5 ans d'expérience pratique en rapport avec le poste après l'obtention de diplôme, surtout une expérience en administration de recherche et activités liées. Les candidats doivent être prêts à voyager en fonction de leur travail et avoir la capacité de travailler en collaboration avec une équipe de recherche. La Commission d'au moins deux langues de la Communauté est nécessaire et la connaissance d'autres langues de la Communauté serait un avantage.

Le poste n'est ouvert qu'aux nationaux de pays membres des communautés européennes.

Renseignements complémentaires et formalisation de candidatures peuvent être obtenus auprès du chef d'administration, et les demandes doivent être envoyées à la Fondation avant le 17 décembre 1984.

Direction usine Nord

Cette société (2.000 personnes - chiffre d'affaires supérieur au milliard de francs), filiale d'un des premiers groupes industriels français réalise des biens d'équipement (secteur chaudronnerie - tuyauterie - grosse mécanique) et fait partie des leaders mondiaux de son domaine. Son directeur de production recherche le successeur de l'actuel directeur d'usine (1.000 personnes) qui part en retraite à court terme. Après formation à l'activité de la société, il prendra progressivement en charge l'ensemble des responsabilités d'une direction usine : fabrication, ordonnancement, contrôle, gestion budgétaire, relations du travail, sécurité, services généraux. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé grande école, âgé d'au moins 35 ans, possédant l'expérience du commandement d'une unité de production assimilable au secteur concerné et une bonne pratique d'une organisation de la qualité, de la gestion budgétaire et des rapports sociaux. La rémunération annuelle liée à l'importance des responsabilités sera fonction de l'expérience offerte. Ce poste est situé dans une ville de la métropole nord. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2583M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur marketing-ventes France-Italie

Accessoires de loisirs - Un groupe international spécialisé dans la fabrication et la distribution d'accessoires de loisirs adaptés au camping et au caravaning recherche son directeur du marketing et des ventes France et Italie. Basé dans la proche banlieue nord de Paris, il sera placé sous l'autorité immédiate du directeur général Europe et sera chargé d'une part de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie marketing adaptée aux marchés français et italien et d'autre part de l'animation d'une équipe commerciale dont la vocation est de vendre à la grande distribution et aux revendeurs d'accessoires pour les loisirs. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur commercial (ou justifiant d'un niveau équivalent) et maîtrisant la langue anglaise. Il doit impérativement avoir à son actif une expérience à la fois marketing et commerciale dans le secteur des biens de grande consommation et savoir gérer et motiver une équipe, si possible dans le contexte d'un groupe international. La rémunération annuelle de départ constituée d'un fixe et d'un intéressement sera assortie d'une voiture de fonction. Elle sera très motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9081M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

directeur des services administration et de gestion

REGION LYONNAISE

Nous sommes une GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE occupant plus de 1500 personnes.

Nous recherchons l'homme de synthèse qui dirigera :

- le contrôle de gestion,
- la comptabilité,
- la trésorerie,
- le service Organisation,
- l'informatique,
- les services généraux.

Ce poste intéresse un candidat âgé d'environ 35 ans, diplômé HEC, ESSEC, ESCP ou Ingénieur Grandes Ecoles avec spécialisation gestion. Il doit posséder une solide pratique de l'outil informatique, de la gestion et de l'organisation, acquise de préférence en milieu industriel.

La rémunération prévue est à l'échelle des qualités et de l'expérience requises pour ce poste de direction.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 2428-M à Mamrègies qui transmettra (discrétion assurée).

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75018 PARIS

La Division des Moyens de Paiement de SLIGOS gère une part importante des opérations CARTE BLEUE-VISA pour le GIE CB. Le développement permanent des services offerts au monde bancaire nous conduit à recruter :

LE DIRECTEUR MONÉTIQUE DE LA CLIENTÈLE BANCAIRE

Ce cadre de haut niveau, issu du milieu financier, ou introduit dans le milieu bancaire négociera en permanence avec les hommes forts du GIE CB et les états-majors bancaires. Son sens du contact, allié à sa rigueur intellectuelle et son sens profond du service permettront au candidat retenu d'intégrer une équipe performante et motivée.

Merci d'envoyer C.V. et photo sous réf. 1290 M à notre Conseil FMI RECRUTEMENT - 43, rue Liancourt - 75014 PARIS. Tél. (1) 320.69.29.

SLIGOS

Filiale française d'un important groupe britannique de renommée mondiale, spécialisée dans la décoration de la maison et la prêt à porter féminin - PARIS

230.000 F+

Jeune directeur personnel et administratif

Rattaché au directeur administratif et financier Europe, il devra assurer pour la France :

- La gestion totale du personnel, environ 150 personnes réparties sur 20 points de vente.
- La gestion administrative (assurances, relations avec les administrations, déclarations fiscales et sociales, services généraux etc...) et en assurer la bonne transmission à la maison mère.

Expérience récente de 3 ans minimum dans un poste similaire à justifier. La connaissance du secteur de la distribution sélective serait un plus.

Formation supérieure et très bonne connaissance de l'anglais indispensables.

De 28 ans minimum, le candidat doit avoir un très bon sens de la communication et le goût du travail dans une petite équipe.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo prétentions et téléphone privé, sous référence 24018

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michéls, 92522 Neuilly

ASSOCIATION DE TOURISME GESTIONNAIRE DE VILLAGES DE VACANCES

SON DIRECTEUR DE LA PROGRAMMATION DE LA PROMOTION ET DES VENTES

Le candidat sera jeune et expérimenté en matière de commercialisation et de tourisme.

- Il sera un autre familiarisé avec la vie associative ou le secteur social.
- Lieu de travail CLERMONT-FERRAND.
- Rémunération selon qualification et expérience.

Adr. les candidatures, manuscrites, avec C.V. et photo sous réf. 1788.088 M REGIE-PRESSE 7, r. de Valenciennes, 75007 Paris.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF NANCY

Important organisme de santé, NANCY (400 salariés, budget 80 millions) recherche CADRE ADMINISTRATIF CONFIRMÉ pour :

- DIRECTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE, PERSONNEL, ÉCONOMAT, ENTRETIEN, RELATIONS PUBLIQUES.
- Structure sécurisée sociale.
- Téléphone : (0) 335-42-63 ou 335-42-64

CABINET-BLIQUE
B.P. 3007 54013 NANCY CEDEX

GRANDE BANQUE NATIONALE propose à des

exploitants confirmés

(classe VII - VIII, 35 ans minimum) de devenir rapidement

DIRECTEUR DE SUCCURSALE

PARIS - PROVINCE

Nous sommes largement implantés en France et développons nos ouvertures à l'étranger. Nous souhaitons rencontrer des candidats désireux de valoriser leur savoir-faire dans une structure dynamique et en pleine expansion.

Grâce à notre développement commercial actuel et aux parts de marché qu'ils devront conquérir, ils pourront se voir proposer des responsabilités de haut niveau et de réelles perspectives de carrière.

Notre consultant, Monsieur DANNENBERGER, vous garantit le secret lors de sa première sélection. Ecrivez-lui sous la référence 546 à CEPIAD, 135 av. de Wagram 75017 Paris ou contactez-le au 267.81.24



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Filiale française fabriquant et commercialisant des biens d'équipement, un des leaders mondiaux dans son secteur, et filiale d'un groupe de grande notoriété

RHONE-ALPES

400.000 F+

Directeur général

Son rôle consistera à définir les axes de la politique et de son développement. Il dirigera simultanément tous les domaines opérationnels (technique, production, économique, commercial, marketing et bureau) et conduira de façon autonome l'évolution de la société (CA 300 MF, 400 personnes).

Expérience de 5 ans minimum réussie dans la direction d'une entité industrielle ou dans le conseil à haut niveau. Une bonne connaissance des secteurs des biens d'équipement serait un plus.

Formation technique supérieure (X, Centrale etc...) plus spécialisation en gestion d'entreprise sont impératives ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais.

De 35 ans minimum, homme de réflexion et de synthèse, le candidat doit être doté d'une très forte personnalité et de qualités incontestables en opérationnel et en communication.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo présentations et téléphone privé, sous référence 24019

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Miché, 92522 Neuilly

Atteignez le top niveau de la direction financière !

La Direction financière d'une importante compagnie d'assurance renforce son état major.

Responsable du service analyse financière, vos fonctions vous amèneront à participer à la gestion des placements en actions et à la définition des politiques d'investissements.

A 32 ans minimum, diplômé(e) d'une grande école (ENA, X, Centrale, HEC...), vous bénéficiez d'une

expérience dans le domaine Etudes économiques ou bancaire, acquise dans l'administration ou en entreprise.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Veillez adresser lettre manuscrite, C.V. et présentations en précisant sur l'enveloppe la référence 3247 à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens - 75002 Paris
qui transmettra

**ENA, X,
Centrale
HEC...**

Notre directeur des achats est promu...

McDonald's, n° 1 mondial de la restauration, avec près de 8 000 restaurants, poursuit son développement et privilégie la promotion interne.

Notre directeur des achats a ainsi pris des responsabilités plus larges au sein du groupe. Remplacez-le !

Agé d'environ 30 ans, anglophone, vous avez une expérience réussie de la fonction de 4 ans minimum dans l'agro-alimentaire, la grande distribution, dans une centrale d'achats.

Rattaché au Directeur Général, vous dirigerez le programme des achats en vue de la réalisation des objectifs de l'entreprise.

Vos missions principales seront :

- la négociation de contrats d'achats sur le plan national et européen,
- la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement,
- le respect primordial des standards de qualité suivant nos normes extrêmement strictes,
- le contrôle de la distribution de nos produits sur le plan national.

Basé à Paris, vous effectuerez de fréquents voyages en France et à l'étranger.

Une période de formation est à prévoir en France et aux U.S.A.

Votre rémunération, motivante, sera fonction de votre profit et de votre expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous la réf. GBB/A/1 à George BROWN - McDonald's France - 28, avenue de Messine - 75008 PARIS.

REMPLEZ LE !



ENTREPRISE CHIMIQUE en expansion, Ville Universitaire proche PARIS Développe son unité de Chimie Fine et recherche son futur

DIRECTEUR

Il devra avoir 30 ans minimum. Diplômé ENSI, INSA, AM ou équivalent,

Il devra bénéficier de 5 années minimum d'expérience :

- en génie et ingénierie chimique,
- en production CHIMIE FINE aux normes GMP (diplôme FDA apprécié),
- avoir pratiqué une fonction d'animation ou d'encadrement.

Il assurera la gestion de l'usine dans tous ses aspects. La connaissance de l'anglais est fortement souhaitée.

Envoyer CV détaillé, photo (retournée) et présentations sous référence 31011 sur enveloppe à

JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Un groupe comportant, notamment un organe de presse et une imprimerie situé dans l'Ouest de la France recherche son futur

Secrétaire Général

Il tiendra auprès du Président Directeur Général, le rôle de Directeur de Cabinet.

Sa mission sera d'assurer une bonne préparation des problèmes posés à la Direction Générale dans les domaines juridique, du personnel et de la gestion.

Il sera, entre autres, chargé du suivi des questions administratives et progressivement de l'administration du personnel ainsi que des divers documents liés à la planification de l'activité de l'entreprise.

Diplômé d'une grande école de gestion, âgé d'une trentaine d'années, le candidat aura acquis une expérience dans les domaines du juridique et de la gestion, après un passage dans un service du personnel, ou juridique, ou de contrôle de gestion.

Une connaissance du secteur de la presse serait un atout supplémentaire.

Poste à pourvoir dans une grande ville de l'Ouest.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous références 590 M à



18, Avenue Matignon, 75008 PARIS

GRUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (3.000 personnes)

RECHERCHE POUR HOLDING PARIS

DIRECTEUR FINANCIER

Votre mission consistera à :

- Coordonner l'activité des comptables des 70 filiales.
- Gérer la trésorerie du groupe, établir les prévisions périodiques et le budget des frais financiers.

- Organiser les procédures de gestion, suivre les comptes des filiales et les comptes consolidés grâce à des outils informatiques.
- Être l'interlocuteur des banques, organismes de crédit et veiller à l'application des conditions bancaires.

Vous êtes diplômés d'études supérieures, âgé d'environ 35 ans, et vous pouvez justifier d'une expérience similaire d'au moins 5 ans dans un poste de haut niveau.

Adresser C.V. et présentations sous réf. 82314 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Label 94307 VINCENNES CEDEX

SENS (Yonne)

120 km de Paris par autoroute

DIRECTEUR COMPTABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Pour entreprise agencement général. 150 salariés, 60 M.C.A., 50 % export.

Compétences en comptabilité générale et informatique indispensables.

Références poste identique exigées.

Relations bancaires, mise en place de financement, comptabilité analytique de chantier.

Adresser réf., prêt., C.V., manuscrite, photo à :

PIERRE MONTHEULE
B.P. 13 - 89100 SENS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emploi internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emploi internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emploi internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Maintenance in Saudia

Notre société est fermement établie en Arabie Saoudite, avec une annexe d'ingénierie à Paris. Elle a à son actif de nombreuses réalisations de prestige - immeubles résidentiels, hôpitaux, hôtels - dotés d'équipements techniques sophistiqués qui exigent aujourd'hui une maintenance de haute qualité. Pour cette maintenance, nous avons besoin, et à deux niveaux, de professionnels de valeur.

Tout d'abord d'ingénieurs diplômés assez généralistes, capables d'assurer la responsabilité technique d'ensemble d'unités sur un site géographique déterminé. Ils auront à organiser et diriger l'activité de techniciens de toutes spécialités (jusqu'à une certaine limite), gérer un budget et un stock de pièces de rechange. L'imprévu sera leur quotidien, ou presque. (Référence 240 252M).

Ensuite, au sein de ces unités, de spécialistes pour des fonctions d'encadrement, principalement dans les domaines mécanique et électrique. Une compétence de base de niveau DUT est nécessaire. Et pour eux aussi, le piment de l'imprévu (Référence 241 252M).

Tous ces postes exigent une pratique réussie de quelques années de la maintenance et une bonne maîtrise de l'anglais (you know, enough to understand well and make yourself well understood...). Une expérience du même type déjà acquise à l'étranger sera appréciée. Vous bénéficierez du statut d'expatrié avec un contrat à durée limitée mais renouvelable et, naturellement, d'un salaire attractif. Votre candidature aux consultants de Sirca en précisant bien la référence choisie et votre délai de disponibilité.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

PETITJEAN s.a. Société métallurgique spécialisée dans les équipements pour lignes électriques au CA de 500 millions de F.

Nous souhaitons intégrer dans le cadre de notre développement

RESPONSABLE DE ZONE EXPORT

Asie, Extrême-Orient...

190.000 F+

Sous l'autorité du Directeur Commercial Grand Export, vous aurez la responsabilité de la zone Asie - Extrême-Orient tant au niveau des ventes de nos produits et techniques qu'au niveau du conseil à la clientèle.

En contact permanent avec les agents ou représentants locaux, vous veillerez à la bonne exécution des commandes.

Mobile, vous avez entre 30 ans et 40 ans et joignez à une formation de type ESC option Commerce International une réelle expérience de la vente à l'export.

Langue anglaise courante exigée.
Résidence : TROYES
Merci d'adresser CV, photo et présentations à Direction du Personnel
PETITJEAN S.A. 510 X - 10080 Troyes Cedex.

هكدام النصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



Organisme aéronautique à vocation internationale recherche pour

Un projet de lycée professionnel aéronautique à Bandung

Chef de département
Chef de travaux

2 instructeurs

De formation Ingénieur DUT ou ENNA, vous avez acquis 10 ans d'expérience dans l'aéronautique. Des aptitudes pédagogiques sont un atout indispensable pour mener cette mission d'encadrement qui vous sera confiée.

De formation DUT ou BTS électronique ou ENNA, vous avez acquis 5 ans d'expérience dans l'aéronautique. Des compétences pédagogiques sont indispensables pour cette mission de formation (théorique et pratique). L'un de ces instructeurs devra être spécialisé en avionique et l'autre en équipement de bord.

Le centre d'instruction des industries aéronautiques indonésiennes

Spécialiste avionique

Vous êtes un technicien supérieur, ayant un DUT ou un BTS électronique et si possible une spécialisation en équipements aéronautiques. Votre expérience minimum 5 ans dans l'aéronautique et vos compétences pédagogiques doivent vous permettre d'assurer une double mission: Installation d'un laboratoire d'avionique, mise en service de bancs de tests pour équipements d'avions et d'hélicoptères. Formation d'instructeurs indonésiens.

Envoyer dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) sous référence choisie à FAS, 57 Bd Malesherbes 75008 Paris.



Ingénieur chef de projet

De formation Sup Aero ou équivalent, vous avez déjà acquis une expérience de la conduite de projets dans l'industrie aéronautique. Votre expérience pédagogique serait un atout pour assurer la direction d'un important programme de formation d'ingénieurs aéronautiques, à Alep en Syrie. Votre mission d'une durée minimale de 2 ans implique tous les avantages liés au statut d'expatrié. Disponible immédiatement. Anglais courant indispensable.

Envoyer dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) Réf 5359 à FAS 57, Bd Malesherbes 75008 Paris.

INTERIOR DESIGNER FOR DUBAI, UNITED ARAB EMIRATES

TAX-FREE SALARY + ACCOMMODATION + AIR TICKET

A creative, self-motivated designer with a pleasant personality required to join the sales team of an exclusive furniture store offering clients a top-class service.

THE SUCCESSFUL CANDIDATE WILL HAVE:

- fluent English,
- interior design qualifications,
- experience with residential/commercial furnishing and curtain making.

Previous overseas experience and/or Arabic language an advantage.

Apply with full C.V. (including details of current position and remuneration) plus recent photo to:

PERSONNEL DEPARTMENT P.O. BOX 2623 - DUBAI - U.A.E.

Importante 3e recherche pour Afrique Noire francophone - CHEF DE PROJET de développement agricole - INGÉNIEUR AGRONOME minimum 35 ans. Expérience professionnelle outre mer en agronomie spécialisée et gestion de sociétés de développement. Expérience des relations avec les organismes internationaux de financement. Disponibles immédiatement. Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous référence choisie à L.F.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75003 Paris. Cadeau 02 qui transmettra.

L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE ouvre une inscription pour un poste de

PROFESSEUR ORDINAIRE DE LITTÉRATURE FRANÇAISE MODERNE

Titre exigé: docteur en lettres, docteur d'Etat ou habilitation A. Les lettres de candidature, avec curriculum vitae et liste des publications (en 5 ex.) doivent parvenir avant le 20 décembre 1984 au Doyen de la Faculté des Lettres, Bâtiment Central, CH-1015 LAUSANNE (Suisse). Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la même adresse. Téléphone: 46-31-26.



Nous sommes un important groupe pharmaceutique à l'échelle internationale et en expansion continue. Notre R. & D., située à Bruxelles, recherche, pour faire face à l'extension de ses objectifs, trois nouveaux collaborateurs:

- UN(E) PHARMACOLOGUE DE SREENING GÉNÉRAL
UN(E) PHARMACOLOGUE CARDIO-VASCULAIRE
UN(E) NEURO-PHARMACOLOGUE (physiologie et comportement)

Ils animeront et dirigeront une équipe de recherche et d'évaluation de produits nouveaux, en collaboration avec les équipes de biochimistes et chimistes.

Les candidats doivent être porteurs d'un diplôme de Doctorat en Sciences ou équivalent; une expérience de plusieurs années dans la spécialisation indiquée est requise.

Les candidatures, accompagnées de C.V., sont à adresser à: U.C.B. S.A. - Direction du Personnel/Développement 326, avenue Louise - Boîte 7 - B 1050 BRUXELLES.

TRESORIER INTERNATIONAL EXPERT-COMPTABLE

Afrique Noire Francophone/Europe

Une importante société exerçant ses activités en Afrique Noire Francophone recherche d'urgence 3 cadres de haut niveau:

- Trésorier International basé à Bruxelles réf. 242/19
- Trésorier International basé en Afrique réf. 242/20
- Expert-Comptable basé en Afrique réf. 242/21

Expérience minimum de 5 ans dans la spécialité. Position cadre détaché pour mission de 18 mois (possibilité de prolongation pour le second poste). Rémunération très motivante. Avantages habituels expatriés. Couverture sociale française. Candidatures de cadres en fin de carrière bien accueillies. Adresser CV détaillé en précisant la référence à

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris. Téléphone: 46-31-26.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

CHEF D'ENTREPRISE 30 ANS

Ayant créé il y a 8 ans en Franche-Comté dans le secteur alimentaire une activité de service nécessaire à l'évolution du marché.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

qui saura s'adapter à une équipe dynamique pour être le moteur des services qu'il animera.

Efficace et compétent dans son domaine, en relation constante avec sa direction, rompu aux techniques de la communication, il saura véhiculer l'image de notre société car nous nous orientons sur un développement au travers de la franchise industrielle.

Vous avez 30 ans minimum, un niveau supérieur (HEC, etc.), une expérience similaire vous a préparé à assumer une large responsabilité, nous vous remercions de nous faire parvenir votre C.V. manuscrit + photo + prétentions à M^{me} MOUGET, route de Gredissus, ARCHELANGE, 39290 MOISSEY, qui transmettra. Discretion assurée.



MIEUX OPTIMALISER LA RENTABILITE

INDUSTRIEL FRANÇAIS, LEADER MONDIAL DE LA CHALEUR DIRIGÉE, nous commercialisons nos produits à travers nos filiales de distribution tant en FRANCE qu'à l'ÉTRANGER.

Dans le but de parfaire notre rentabilité, nous recherchons un HOMME RÔLE À LA VIE D'ENTREPRISE, possédant UNE EXPÉRIENCE DE CELLE CI ou de CABINET D'AUDIT, son action ayant porté sur l'ensemble des aspects financiers, comptables ou organisationnels, en tenant compte des hommes et des caractéristiques propres à chaque service. Aussi devriez vous:

INTERNATIONAL CONTROLLER

Rattaché directement au P.D.G., apte à cerner tout ce qui peut constituer une anomalie, une non optimalisation, vous maitriez en place les outils de CONTRÔLE DE GESTION, proposant des ACTIONS CONCRETES, SUIVANT sur le terrain LEURS REALISATIONS. En liaison avec le Dir. Adm. et Fin., votre action touchera également les tableaux de bord, les budgets, la mise en place et le contrôle des procédures.

Pour cette IMPORTANTE MISSION où l'IMPACT DES DECISIONS justifie une FORTE MATURITE, vous êtes une personne de contact ayant le SOUCI DE L'EFFICACITE, disposant d'une GRANDE OBJECTIVITE DE JUGEMENT.

Vous parlez au moins l'ANGLAIS couramment. Votre SALAIRE sera à la HAUTEUR DU POSTE et votre résidence se situera en EDURGOGNE à DUJON (21).

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et salaire actuel sans Réf. 1675.

CONSEIL EN RECRUTEMENT



Lille

Très important groupe parachimique recherche

Ingénieurs

- Bureau d'études - travaux neufs - Assistance technique clientèle

pour conception et mise en place d'équipements et de procédés d'utilisation de nos produits.

Formation:

Ingénieur en électro-mécanique ou génie chimique. Ecoles ou Université.

Les candidats peuvent être débutants ou expérimentés, voire très expérimentés.

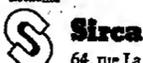
Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant bien sur l'enveloppe la référence 3246/LM à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

J'irai dans le Mâconnais monter mon service Qualité.

Ingénieur AM, vous avez choisi pour votre premier poste d'intégrer le département Qualité d'une grande ou moyenne entreprise. C'est une notion qui a le vent en poupe, et elle correspond à votre état d'esprit. Elle permet, en effet, de s'intéresser à tous les secteurs de l'entreprise: les services achats, R & D, marketing, méthodes, les unités de fabrication, jusqu'au SAV et aux équipes commerciales. Elle procure, enfin, des contacts variés avec les principaux partenaires de l'entreprise, fournisseurs et clients.

3 ans, un peu plus ou un peu moins, ont passé. Vous avez beaucoup observé, beaucoup appris. Cette compétence que vous avez acquise, jointe à votre désir de progresser, pourquoi ne pas les investir dans un environnement nouveau, où vos idées trouveront à s'exprimer?

Saisissez cette opportunité au sein du GROUPE ATLANTIC, 800 personnes, 700 millions de francs de CA, qui réalise des performances remarquables dans le secteur du câblage, de la robotique et du siège de matériel électronique. Son usine de Pont-de-Vaux, 100 personnes, fabrique notamment des chaudières et des échangeurs gaz à condensation. Des produits qui répondent à l'impératif des économies d'énergie, et dont le marché se développe d'année en année. Son futur responsable qualité disposera de tous les moyens qui lui seront nécessaires pour mener à bien sa mission. D'ores et déjà, il est attendu par trois jeunes techniciens. A vous d'être sous référence 239 552M aux consultants du cabinet SIRCA, en précisant votre rémunération actuelle.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

AGENCE DE SYNTHEC



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

La Nantaise

Le GOUTER BN est bien connu, mais la BISCUITERIE NANTAISE BN, c'est aussi SPOUN, CROUSTIDOU, JUMP, FRIEDELLES, CHIAVROS, DIEGO, CASSE-CROUTE, et plus de cinquante produits.

JEUNES CHEFS DE PRODUITS A FORT POTENTIEL

Cette Société, qui occupe une position de leader sur de nombreux créneaux, est la première filiale européenne du puissant groupe international GENERAL MILLS: elle possède les moyens de son ambition. Sa croissance est due notamment à une politique Marketing résolument novatrice.

Pour accroître ses capacités de développement, le Directeur Marketing renforce son équipe. «Rapportés» à un Chef de Groupe, ces jeunes chefs de produits prendront la responsabilité d'une gamme avec tous les pouvoirs de coordination et de recommandation (marketing mix, rentabilité, développement...) liés à la fonction. Ils bénéficieront de tous les moyens utilisés par un marketing avancé: recherche commerciale, élaboration des prévisions, recherche de nouveaux produits... et pourront travailler en étroite collaboration avec les filiales européennes du Groupe.

Nous souhaitons rencontrer pour ces postes évolutifs, basés à NANTES, de jeunes diplômés HEC, ESSEC ou équivalent, possédant depuis 1 à 4 ans un marketing de haut niveau.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M7/950 F. à:

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15 rue Charles Monselet - 44000 Nantes

ou **EGOR SA**
8 rue de Berré 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

Société chimique internationale

INGENIEUR DE PRODUCTION

Cette société américaine présente dans le monde entier réalise en France un chiffre d'affaires de 1,5 milliards de F. Elle possède à LAUTERBOURG, au Nord de l'Alsace, une usine de plus de 600 personnes comprenant plusieurs unités de production. La promotion récente de l'un de ses cadres l'amène à recruter un ingénieur chimiste.

Il aura la responsabilité technique, humaine et budgétaire d'une unité de fabrication de produits chimiques intermédiaires.

ROHM HAAS possède une usine à LAUTERBOURG (68) et une autre à LAUTERBOURG (68).

Ce poste correspond à un Ingénieur ou Docteur-Ingénieur d'environ 30 ans (ENSC, EAHP...) détenant d'une première expérience en production. Il requiert un tempérament de manager sur le plan des initiatives, de la conduite des hommes et des facultés d'adaptation. La pratique courante de l'anglais est souhaitable. L'entreprise est en bonne santé économique et offre des possibilités d'évolution à un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 30/222 A. à:

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey 67000 Strasbourg

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

ENERTEC

Leader européen de la mesure et de la régulation, filiale du Groupe Schlumberger, propose à **PONTIERS** au sein de sa Division Electrical Distribution (C.A. 700 MF) un poste de

Chef de projet informatique de haut niveau

Il aura la responsabilité de l'étude et de la mise en œuvre de l'informatisation de la production et des données techniques.

De formation ingénieur, si a une expérience de 2 ans minimum en informatisation de la gestion de production. Une connaissance du logiciel COPICS sera un ajout supplémentaire.

Moyens informatiques: IBM 4381, VM - VSE, CICS, DL 1, micros connectés.

Ce poste offre à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe international de tout premier plan.

Merci d'adresser votre dossier - lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 3295/M à M. le chef du personnel ENERTEC, 98360 Chassemaur du Poitou.

ENERTEC
Schlumberger

Grenoble

Dans le cadre du démarrage d'un nouvel établissement nous voulons nous doter d'un support informatique performant pour nos activités de gestion et de conception (C.A.O.).

Afin de gérer le nouveau centre de calcul, nous recherchons notre futur

CHEF D'EXPLOITATION

L'expérience de matériel type HP 3000 et/ou VAX 780 est très souhaitable (2 opérateurs). Réf. 81232/A

Par ailleurs, la mise sur informatique de l'ensemble de notre gestion de production sera conduite par un

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Le titulaire que nous recherchons aura une formation d'ingénieur ayant une expérience du secteur électronique et familier de la gestion informatique. La connaissance système ou de programmation sera appréciée mais non nécessaire. Réf. 81232/B

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence du poste choisi à **HAVAS CONTACT** - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Contrôleur de Gestion Expérience Usine
Poste à Créer près de Strasbourg

ZEGEL HELD (C.A. 90 MF) fait partie du Groupe Airelec leader sur le marché européen des appareils de chauffage électrique.

Nous créons à notre siège social à Obernai le poste **CONTRÔLEUR DE GESTION**. Rattaché à la Direction Administrative et Financière, et en liaison étroite avec les services opérationnels, ce professionnel organisera, fera fonctionner et évoluera le système d'information de gestion (prix de revient, budgets, analyse écarts, tableaux de bord, ...).

Ce poste de confiance intéresse un diplômé de l'Enseignement Supérieur, ayant une expérience effective des techniques de contrôle de gestion - 4 ans minimum - acquise pour partie en usine. Il sait écouter, mais aussi convaincre et s'imposer.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8210 M. Elle sera examinée confidentiellement par François CORNEVIN qui vous contactera rapidement.

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

DIVISION ARMEMENT

Dans le but de développer les études et recherches de sa Division Armement, **LUCHAIRE** propose à de

Jeunes ingénieurs mécaniciens

de participer à des projets d'étude mettant en œuvre des techniques de pointe, au sein de son

Bureau d'Etudes

Ils pourront ainsi, au sein d'une équipe dynamique, contribuer aux avancées technologiques que **LUCHAIRE** a la volonté de réaliser.

Les postes à pourvoir conviennent à de jeunes ingénieurs, débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Le lieu de travail est situé près de Bourges (Cher).

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur lettre de candidature, accompagnée de leur C.V. et d'une photo, sous réf. BEB à:

LUCHAIRE
Direction des Relations Humaines
180, boulevard Hausmann 75382 PARIS Cédex 08.

LUCHAIRE

Important groupe de produits chimiques
Leader dans sa spécialité

recrute pour le centre de recherche et de développement de sa division **CHIMIE ORGANIQUE** situé dans la région de **COMPIEGNE**

UN INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE DE CHIMIE

Formation complémentaire appréciée, en particulier dans le domaine des hauts polymères.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

Le candidat sera particulièrement chargé des problèmes de recherche et de développement dans le domaine des polymères thermostables, où il interviendra également au niveau de nos filiales françaises et étrangères.

Puisieurs années d'expérience dans l'animation d'équipes de laboratoire, composées d'ingénieurs et de techniciens, sont indispensables pour réussir dans ce poste d'avenir.

Adressez C.V. sous référence Th n° 799 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

Société de production de conserves pour animaux familiers en très forte expansion. (50% du C.A. exportation), recherche

INGENIEUR DE PRODUCTION

pour aider et suppléer la direction dans les domaines propres au contrôle de qualité, au laboratoire, aux études et améliorations des process, à la recherche et développement (produits nouveaux).

Profil du poste:

- 28-35 ans.
- Formation ingénieur agro avec spécialisation ou expérience dans les traitements de viande, poisson, céréales.
- Connaissance de la fabrication des produits humides nécessaires, des produits semi-humides et secs appréciée.
- Expérience confirmée par quelques années d'activités dans la branche ou dans un domaine similaire.
- Ouverture d'esprit, aptitude aux contacts avec le monde extérieur, fournisseurs, clients, syndicats dans les domaines techniques.
- Ascendant naturel et sens de l'organisation.

Salaire évolutif établi au départ, en fonction de la valeur professionnelle et potentielle.

Séduites perspectives d'avenir.

Indispensable pour satisfaire ce poste, d'habiter ou de venir habiter la région de Boulogne-sur-Mer.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo en indiquant salaire actuel et prétentions à: **PROMONOR**, 52, rue de Douai, 59000 LILLE. Réponse et discrétion assurées.

promonor

PM LABINAL
7500 personnes - 20 usines - CA : 2 milliards de francs
recherché pour l'une de ses filiales (2200 personnes), la société

CABLAUTO S.G.E.

Chef de Service Gestion-Comptabilité

Formation: DECS ou équivalent.
Il lui sera confié la responsabilité:

- du calcul des prix de revient et de l'établissement des devis
- du suivi de la productivité des ateliers
- de la tenue de la comptabilité analytique
- de l'organisation et du chiffre des inventaires
- de l'élaboration des budgets et de leur suivi.

Nous recherchons pour cette fonction un candidat de 30 ans minimum possédant plusieurs années d'expérience dans un poste similaire principalement orienté vers la comptabilité analytique et le contrôle de gestion en milieu industriel.

Lieu de travail: proximité Toulouse.

Pour un premier entretien, veuillez adresser votre CV en précisant le salaire souhaité à

PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - B.P. 64 - 78390 BOIS D'ARCY.

pm labinal

LA C.R.C.A.M. DU SUD-EST

2400 EMPLOYES ET CADRES, 249 AGENCES BANCAIRES SUR LA REGION RHONE-ALPES

RECHERCHE

1 RESPONSABLE INGENIERIE

Dans le cadre de son développement, la Caisse Régionale recrute pour sa Direction Logistique, 1 Cadre de bon niveau, bénéficiant d'une large autonomie.

Il aura pour mission de gérer l'implantation des immeubles et matériels de traitement de l'information, automatés bancaires; de définir les normes et procédures à appliquer; de négocier avec les entreprises sous-traitantes; d'animer une équipe de cadres et de techniciens et d'assurer enfin le suivi de son objet.

Il s'agit d'une réelle opportunité pour des Ingénieurs de haut niveau, hommes de terrain, ayant de solides connaissances en électricité, électronique, réseau et bâtiment qui auront acquis une expérience significative dans la conduite de projets d'ingénierie faisant appel à ces techniques.

Adressez-nous votre lettre, CV, photo et prétentions sous référence 215

C.R.C.A.M. SUD-EST, Service Recrutement
Boîte Postale 9156 - 69263 Lyon Cédex 01

LOYD CONTINENTAL VIE

Dans le cadre du développement de notre Compagnie dans le domaine des **ASSURANCES DE PARTICULIERS ET D'ENTREPRISES** nous recherchons

technicien confirmé en actuariat (M/F)

pouvant justifier d'une bonne expérience dans la gestion technique des produits Retraite, Epargne, Prévoyance.

Un bon esprit de collaboration est nécessaire pour bien s'intégrer dans une jeune équipe en constante relation avec l'extérieur.

Le poste est basé en METROPOLE NORD.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 515 à Monsieur Jean BRADIER
LOYD CONTINENTAL VIE - 1 ter rue du Maréchal de Lattre de Tassigny
BP. 609 - 59061 ROUBAIX Cedex 1

Les candidatures seront traitées tout d'abord confidentiellement.

Importante entreprise branche pharmacie dans le cadre de son développement, recrute:

CHEF COMPTABLE

MISSIONS:

- Suivi de différentes comptabilités, déclarations fiscales, établissement compte d'exploitation, bilan de sociétés.
- Animation d'une équipe d'une dizaine de personnes.

Niveau D.E.C.S.: 4/5 ans d'expérience en industrie ou en cabinet; pratique de l'informatique en tant que client ou utilisateur d'un micro-matériel.

Le poste est à pourvoir en province, ville universitaire proche PARIS.

Faire offre de candidature, C.V. détaillé, photo (retournée) et prétentions sous référence 31010 sur enveloppe à **JEAN REGNIER Publicité**
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Vous souhaitez travailler dans une région agréable. Nous vous offrons une opportunité à AIX EN PROVENCE. Nous recherchons

UN CADRE MARKETING EXPLOITATION

pour un réseau de transport urbain. Ses qualités premières: imagination, sens du détail, excellent contact humain, capable de s'intégrer rapidement dans un groupe dynamique en expansion. Quelques années d'expérience marketing transport sont souhaitées. Saitra à débiter, volume de fonction. Adresser-nous votre C.V. + photo à TRANS - GESTION 52, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

UN ANIMATEUR

ayant une bonne connaissance de l'action culturelle et notamment des actions à caractère public. Saitra en référence à la grille SYNDICAT. Disponibilité décembre 1984. Envoyer lettre manuscrite et c.v. détaillé sous le 30 novembre 1984 à la Direction, Centre culturel de l'Yonne, Abbaye Saint-Germain, 89000 Auxerre.

PROFESSEUR

sup. pratique VIF et DVV agréés, parler bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Envoyer lettre manuscrite et c.v. détaillé sous le 30 novembre 1984 à la Direction, Centre culturel de l'Yonne, Abbaye Saint-Germain, 89000 Auxerre.

Jeune contrôleur adjoint

220.000 F

Centre - Cette importante société est filiale, depuis peu, d'un groupe industriel de tout premier plan. Elle recherche, pour un de ses établissements (chiffre d'affaires: 800 millions de francs), un adjoint au contrôleur. Sous la responsabilité de celui-ci, il prendra en charge les comptabilités générale et analytique ainsi que les prix de revient par affaire. Dans une première phase, sa mission consistera, avant tout, à participer à la mise en place de nouvelles normes et procédures de gestion et à former et animer une équipe d'une dizaine de personnes. Cette réelle opportunité s'adresse à un diplômé ESC, ou équivalent, possédant le DECS et pouvant justifier d'une expérience réussie de deux à quatre ans, soit comme adjoint, soit dans un poste similaire en entreprise. De réelles qualités de contact et de leadership sont indispensables. La réussite dans cette fonction doit permettre, à son titulaire, d'évoluer vers le poste de contrôleur ou vers d'autres fonctions au sein du groupe. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et au potentiel du candidat retenu et pourra atteindre 220.000 francs. Ecrire à Ph. BONNEFOY en précisant la référence A/3847M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeunes ingénieurs à fort potentiel

Futurs chefs de fabrication, méthodes, entretien - Cette importante filiale du groupe MATRA souhaite renforcer son potentiel de cadres techniques. Elle recherche de jeunes ingénieurs généralistes de type AM possédant, de préférence, une première expérience industrielle de un à quatre ans. Ils intégreront un important établissement de 1.300 personnes et, dans un premier temps, participeront à des missions d'organisation (liées à une informatisation) pendant une durée de quelques mois. Après cette période d'intégration, ils pourront prendre des responsabilités opérationnelles de chef de fabrication, méthodes ou entretien, selon leurs aptitudes et leurs motivations. A plus long terme, d'autres perspectives d'évolution sont possibles dans cet établissement ou dans le groupe. Les qualités de contact et le dynamisme seront prépondérants. La rémunération, liée à l'expérience et au potentiel, sera motivante et pourra attirer des éléments de valeur. Ecrire à R. DAUDIN en précisant la référence A/3852M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UNE EQUIPE MOTIVEE ET EFFICACE VOUS ATTEND

LE DYNAMISME est sûrement une grande qualité de notre entreprise, ainsi que SON REALISME et sa VOLONTE de RESTER LA PREMIERE.

LEADER MONDIAL DE LA CHAIEUR DIRIGEE, nous étoffons notre département DEVELOPPEMENT et nous CREATONS DES POSTES POUR

2 JEUNES INGENIEURS ELECTRONIENS ETUDES ET RECHERCHE

Débutant ou ayant une première expérience, SENSIBILISE AUX PROGRES TECHNOLOGIQUES, vous serez chargé de FAIRE EVOLUER LES SYSTEMES DE CONTROLE (régulations électroniques).

Travaillant sur des circuits intégrant des MICROPROCESSEURS, vous effectuerez aussi les essais et les mises au point avant d'établir le cahier des charges pour la fabrication. A ces tâches, s'ajouteront des contacts avec les fournisseurs de composants.

VOTRE SALAIRE SERA MOTIVANT et votre lieu de travail se situera à DIJON en BURGUOGNE.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire actuel sous Ref. 1609. La date limite de cette procédure est le 20 novembre 1984.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

7 place Darcy - BP 1389 - 21051 DIJON Cedex



Société d'Ingénierie exerçant son activité dans la construction de grands ensembles du cycle du combustible nucléaire recherche pour Vallée du Rhône.

INGENIEUR DIPLOME

expérience exigée de 3 à 5 ans dans la fabrication de logiciels pour automates programmables et calculateurs industriels.

Vous serez chargé :

- d'animer une équipe de programmation spécialisée dans l'automatisation de process.
- de régler les problèmes d'interfaces et d'intercommunication entre automates de conception différente et mini-ordinateurs.
- de concevoir des méthodes et outils facilitant la programmation.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Monsieur le Chef du Personnel, USSI 116, avenue Aristide Briand - BP 72 - 92223 BAGNEUX Discretion assurée.

LE BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES... recherche un (une)

CADRE COMPTABLE

ayant participé élargissant à une expérience de mise en place de gestion comptable informatisée.

Cette offre s'adresse aux titulaires du DECS comptable et aux diplômés d'une école supérieure de commerce option finances/comptabilité. Traitement initial : 130.000 F à 160.000 F bruts par an.

Adresser lettre manuscrite de candidature, C.V., références et prêt, sous réf. 84-45 au BRGM/DFEL AP1, B.P. 8008, 45060 ORLÉANS CEDEX.

ENTREPRISE DE PRESSE REGION Ouest 1100 pers.

ATTACHE DE DIRECTION

(30 ans et plus) diplômé d'études supérieures, ayant une grande culture générale, une «bonne plume», la sensibilité des responsabilités, du dynamisme et de l'organisation. Env. lettre, c.v. et photo à INTER-REGIES n° 177, Bd de la Chapelle - 75008 PARIS, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

555-91-82

OFFRES D'EMPLOIS

Pour renforcer ses équipes de développement le Groupement Informatique de l'Audiovisuel (200 personnes - C.A. 80 MF)

INGENIEUR EN CHEF

DESTINE A DIRIGER D'IMPORTANTES PROJETS SUR DPS 8 (GCOS 8, TDS)

LE CANDIDAT DOIT AVOIR:
- une solide expérience dans la conduite de grands projets informatiques (acquis soit dans une grande entreprise, soit au sein d'une SSI);
- une connaissance opérationnelle du DPS 8, le maître méthodologique du génie logiciel et le sens des relations humaines.

LE G.I.A. PROPOSE:
- un domaine d'application d'un intérêt exceptionnel (audiovisuel public);
- un poste stable et enrichissant dans un environnement de forte technicité en rapide évolution.

Adresser C.V. avec photo et lettre manuscrite, en indiquant niveau de rémunération actuel à: G.I.A. - SERVICE DU PERSONNEL MICHEL HARMEL 3-5, rue Jeanne d'Arc, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX. Tél.: 854-95-10, poste 3634.

Institut national de la consommation

recherche pour son service de documentation

UN (E) CADRE DOCUMENTALISTE

Niveau maîtrise et diplôme spécialisé (INTD, DESS...) pour collaborer à la mise en place d'un système d'information informatisé. Rémunération selon expérience, sur la base d'un salaire d'un débutant, de 7.270 F (brut). Envoyer c.v. au Service de Documentation INC 80, rue Lecoq, 75132 Paris Cedex 15.

RÉGIE PUBLICITAIRE SPÉCIALISÉE

dans le secteur enseignement-formation

VENDEUR(SE) D'ESPACES PUBLICITAIRES

- Tempérament accrocheur indispensable.
- Première expérience de la vente par téléphone appréciée.
- Fixe + intéressement (temps partiel possible).

Adresser lettre manuscrite + c.v. avec photo + prétentions à MEDIA 15-25 6, rue d'Écosse, 75005 PARIS.

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

160/200 000 F Centre Ouest Une société française (effectif supérieur à 700 pers., CA 500 MF env.) filiale d'un groupe national du domaine mécanique recherche son contrôleur de gestion. Rendant compte au Directeur Administratif et Financier, il aura pour tâche principale d'animer et de faire évoluer la comptabilité analytique et le système de contrôle de gestion, assurera l'élaboration des prix de revient et produira, contrôlera la rentabilité des investissements a priori et a posteriori, s'assurera de la fiabilité des inventaires etc... Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur + IAE ou formation supérieure en gestion) âgé d'au moins 28 ans, ayant de préférence quelques années d'expérience en contrôle budgétaire et comptabilité analytique acquises au sein d'une entreprise industrielle de taille moyenne. Poste à pourvoir rapidement. Adresser CV, photo sous réf. 4739 à Fagniez DESSEIN 69 rue de Provence - 75009 Paris, qui transmettra.

Innovier dans la thermique

Nous sommes une société en pleine croissance (180 personnes, 60 MF de CA), spécialisée dans la fabrication et la vente d'équipements de chauffage pour la maison: convecteurs, radiateurs... Notre réputation est basée sur la qualité et la performance de nos produits et donc sur la maîtrise parfaite de leur évolution technique. Dans ce contexte, nous recherchons un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Il fait la synthèse des besoins exprimés par les utilisateurs, notamment en matière de design et de sécurité. Il étudie les études et la mise au point de nouveaux produits. Il procède aux essais et participe à la finalisation technique en liaison avec les services de production. Ingénieur de formation, avec une spécialisation, électricité, électronique, ou énergie, il a quelques années d'expérience en bureau d'études, de préférence dans le domaine chauffage-régulation. La connaissance de l'Anglais est indispensable. Le poste est basé en région Centre. Merci d'adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 411086 M (à mentionner sur l'enveloppe)

BK C BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac - 75007 PARIS

ingénieur grandes écoles pour ordonnancement central

PROUVOST S.A. (C.A. 7 milliards, 18000 personnes) PREMIER GROUPE TEXTILE FRANÇAIS recherche pour sa plus importante unité de production (3000 personnes) située en Région NORD, un

JEUNE INGENIEUR GRANDES ECOLES CONCERNE PAR TOUT CE QUI EST LOGISTIQUE ET ORGANISATION INDUSTRIELLE.

Dans un premier temps, il sera l'Adjoint du Directeur du Contrôle de Gestion et de l'Ordonnancement. Il aura à acquies la connaissance de tous les circuits de production. Sa fonction évoluera vers la responsabilité des services Ordonnancement et Contrôle de Gestion.

Il est indispensable qu'il possède une bonne connaissance de l'informatique et qu'il ait une première expérience valorisante pour ce type de fonction.

Ecrire avec C.V. détaillé à M. CHERMAT PROUVOST S.A. 11, Boulevard de la Madéleine - 75001 Paris



Filiale du Groupe THOMSON GRAND PUBLIC, nous recherchons un

PROFESSEUR d'ANGLAIS

Chargé de:
- gérer le Centre linguistique,
- enseigner la langue anglaise aux dirigeants, ingénieurs, cadres et techniciens,
- développer des méthodes d'enseignement originales et performantes,
- intervenir en qualité de consultant linguistique pour des traductions ou à l'occasion de séminaires.

Nous recherchons une personne:
- de langue maternelle anglaise,
- connaissant les méthodes TEFL et ESP,
- ayant trois ans d'expérience, de préférence dans une grande entreprise.

Lieu de travail: ANGERS (Maine-et-Loire). Merci d'adresser votre candidature à Ray VERNON - THOMSON Département LANGUES - Tour Gallieni 2 - 93175 BAGNOLET.

THOMSON GRAND PUBLIC

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ingénieurs commerciaux

TELETRANSMISSIONS-RESEAUX PARIS

Sitintel
groupe Sefra

Nous sommes un des tout premiers spécialistes français, **CONSTRUCTEUR DE PROCESSEURS DE COMMUNICATIONS ET D'ADAPTATEURS DE RESEAUX.**

Notre CA croît régulièrement de plus de 30 % chaque année car la plupart de nos produits sont uniques en France et la souplesse de nos structures nous permet de répondre très rapidement à la demande. Pour soutenir notre expansion, nous étoifons nos équipes :

ingénieur commercial (Réf. SL 10)
chargé de la vente de nos **PROCESSEURS DE RESEAUX** aux end-users. C'est un excellent professionnel qui a déjà fait ses preuves chez un grand constructeur ou dans la vente de terminaux et d'imprimantes.

ingénieur commercial (Réf. SL 11)
vendeur de **MODEM**. Il connaît bien les problèmes techniques des clients et sera leur interlocuteur actif par une méthodologie de vente originale. C'est un excellent technicien de formation, passionné par la vente.

ingénieur commercial (Réf. SL 12)
qui diffusera des **CONVERTISSEURS X 25**, dont nous sommes les premiers fournisseurs en Europe, après une formation à nos produits. Son intérêt pour les techniques des "boîtes noires" pourra lui permettre de participer à l'étude de réseaux privés complexes.

Pour ces 3 postes pouvant évoluer vers l'ingénierie complexe de systèmes, la rémunération est motivante avec intéressement au C.A.

Merci d'adresser C.V. et prétentions, en précisant la référence, à notre Conseil, qui traitera les candidatures confidentiellement.

COCEPLAN Tour de Lyon
185, rue de Bercy 75012 PARIS

emploi régional

GRUPE DE TAILLE INTERNATIONALE dans le domaine des Industries Agro-Alimentaires ayant de nombreuses filiales en France et à l'étranger, recherche un

AUDITEUR INTERNE

qui souhaiterait valoriser une première expérience de 2 à 3 ans acquise en Cabinet d'Audit ou au sein d'un Groupe important.

Ce poste, qui recouvre des missions d'Audit Financier et Opérationnel (Assistance/Organisation/Contrôle), permettra d'évoluer à moyen terme vers un poste opérationnel au sein d'une des Unités d'un Groupe en expansion. Ses missions l'amèneront à se déplacer tant en France qu'à l'étranger et nécessiteront une bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste, basé près d'une ville universitaire de province, conviendrait à un jeune diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, titulaire au minimum du DECS.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous référence 327 M à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

NOS ATOUTS
• UNE NOUVELLE USINE
• UNE DIRECTION JEUNE
• DES CLIENTS PRESTIGIEUX

NOS FAIBLESSES
NOS CONCURRENTS NE NOUS EN ANNAISSENT PAS

NOUS RECHERCHONS UN

Ingénieur chef du service méthodes

Mécanicien de formation A.M., INSA, I.N.T. ... doué d'une réelle capacité d'animation (20 personnes) et d'anticipation, il aura en charge de poursuivre l'évolution en cours (automatisation, robotisation), d'animer les méthodes (industrialisation des produits nouveaux, conception et mise en place de nouvelles techniques), de diriger les groupes de travail (usinages, traitements thermiques, outillages), dans un souci constant de productivité optimale.

Avec 5/10 ans d'expérience, si possible en mécanique de grande série, une personnalité affirmée et 32 ans environ, votre réussite à ce poste vous assure une évolution certaine au sein de notre groupe. Le poste est basé à Metz (57).

Adressez dossier + CV + photo sous réf. 733 M à

FB Conseil
57 rue des Quatre Eglises 54000 Nancy.

Crédit Mutuel

Dauphiné-Vivarais

dans le cadre de ses expansions par ses départements :
DROME - ARDECHE - ISERE - recherche

RESPONSABLES HF D'AGENCES

140.000F et plus

Vous aurez pour mission d'animer, diriger et développer les activités d'une agence.

A une formation supérieure (classique ou bancaire) vous apporterez une expérience de l'exploitation en clientèle d'au moins 5 ans minimum.

Dotés d'un sens commercial développé, bons organisateurs, dynamiques et savez apprécier le risque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous réf. 85000 à Bernard Haond - CREDIT MUTUEL du Dauphiné-Vivarais
130/132, avenue Victor Hugo - 26009 VALENCE CEDEX.

L'ACTION: UN PARTI PRIS POUR THOMSON SEMICONDUCTEURS

Au cœur de la révolution électronique, face à la compétition internationale, THOMSON SEMICONDUCTEURS se doit d'agir.

Analyser. Structurer. Investir: nous avons tout remis en question. Nos stratégies, nos technologies, nos organisations. Avec l'appui du Groupe THOMSON, l'un des plus grands professionnels de l'électronique mondiale, nous nous sommes dotés de moyens considérables en matière de production, de recherche et de développement (secteurs dans lesquels nous doublons, cette année, nos investissements). Nous disposons de services techniques de premier ordre. Nos clients, impliqués dans les plus grandes réalisations (ARIANE, MIRAGE 2000, TGV, AIRBUS...) sont de plus en plus nombreux à reconnaître le SAVOIR-FAIRE THOMSON SEMICONDUCTEURS: avec un taux de progression de 60% par an, notre activité représente une force nouvelle sur le marché mondial des semi-conducteurs. Mais nous devons persévérer: pour maîtriser toujours mieux notre croissance en termes de services-clients, de qualité, de productivité, nous bâtissons un nouveau SYSTEME INFORMATIQUE à la hauteur d'une technologie et de produits d'avant-garde.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES CHEFS DE PROJET

Imprimez une nouvelle dynamique à notre entreprise, une nouvelle impulsion à votre carrière.

● Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans de la gestion informatique en milieu industriel, vos connaissances du matériel HP 3000, DEC ou IBM, vous permettront de concevoir et construire notre nouveau système temps réel de GESTION DE PRODUCTION débouchant à court terme sur le process.

Vous parlez anglais.

Venez rejoindre nos unités industrielles de:

- Aix-en-Provence
- Abbeville
- Grenoble
- Saint-Egrève (Grenoble)
- Nancy
- Tours
- Rousset (Aix-en-Provence)

Dans une structure décentralisée, vous serez intégré à des équipes projets à fort degré d'autonomie, où vous saurez faire valoir vos capacités de manager.

● Vous avez vécu une expérience réussie en GESTION COMMERCIALE, dans un environnement international complexe. Vous parlez anglais.

Vos connaissances techniques en CICS, DLI et TSO vous permettront de prendre immédiatement la responsabilité d'une application commerciale, ou la GESTION TECHNIQUE de bases de données, de l'exploitation et du réseau.

Joignez-vous à l'équipe projets de COURBEVOIE, chargée de bâtir un système de gestion commerciale internationale performant.

Votre sens des responsabilités et vos qualités humaines vous conduiront à vivre les expériences les plus diverses dans toutes les fonctions, dans tous les domaines de l'ELECTRONIQUE THOMSON.

Nous mettons à votre disposition tous les moyens du succès.

Avec nous, prenez le parti d'agir: envoyez votre curriculum vitae avec photo, en précisant la ville de votre choix et vos prétentions à:

Jacques GENTRIC, Directeur du Développement Informatique
THOMSON SEMICONDUCTEURS, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Devenez ingénieur d'affaires

Industries techniques 220 000 +

Vous avez :

- une expérience réussie de la vente dans des marchés similaires (industries électriques) et/ou connaissances des plastiques,
- une formation supérieure technique,
- une parfaite maîtrise de l'anglais,
- le goût de la négociation à haut niveau (prescripteurs, spécialistes) et l'attachement nécessaire pour implanter un nouveau produit.

Nous vous proposons :

- le développement de notre implantation en Europe du Sud (France, Italie et Espagne en priorité),
- une grande autonomie d'action responsable auprès de la Direction Générale, basée pour l'Europe en Grande-Bretagne,
- l'appui et les moyens (techniques, formation) d'un groupe puissant et d'une structure européenne légère,
- une enveloppe de rémunération (salaire + prime + voiture de fonction + prise en charge frais...) très motivante.

Envoyez C.V. + photo et rémunération actuelle chez: **MERCURI URVAL**, 21, rue Eugène-Flechet - 75017 PARIS, en précisant sur l'enveloppe la référence 49 634/134

Mercuri Urval

Négocier, proposer, réaliser: triple mission pour un jeune juriste contentieux

L'UCB est le premier établissement privé spécialisé dans le financement immobilier. Son succès repose sur des produits créés particulièrement adaptés aux nouveaux besoins du marché.

Après une maîtrise de droit privé, vous avez acquis une première expérience de 3 à 5 ans du contentieux et si possible dans la promotion immobilière. Vous savez ce que négocier, imposer des solutions et les exécuter nécessite comme dynamisme et disponibilité.

Votre portefeuille s'étendra sur toute la France et votre rôle auprès des professionnels ira du pré-contentieux au contentieux.

Si vous êtes la personne au fort potentiel que nous recherchons, des perspectives d'évolution rapide existent tant dans la société qu'au niveau du Groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence M956 à Sophie Guinot, Compagnie Bancaire, Service Orientation Recrutement 5 avenue Kléber, 75116 Paris.

compagnie bancaire

مكازم الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT CABINET PARISIEN DE CONSEILS JURIDIQUES

UN FISCALISTE (diplômé de l'École nationale des impôts, ou diplômé grande école: HEC, etc.), UN DOCTEUR EN DROIT spécialisé dans le droit des affaires (organisation des patrimoines - enregistrement - valeurs mobilières), JURISTE EN DROIT SOCIAL. PROFIL RECHERCHE: formation juridique de haut niveau, expérience professionnelle de 3 ans, forte responsabilité, esprit d'initiative et aptitude à travailler en équipe - connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand souhaitées. Adresser C.V., photo et lettre man. à J.-C. Granger LA VILLEGUERIN CONSEILS 100, rue La Fayette, 75010 PARIS.

FIDUCIAIRE EXPERTISE COMPTABLE

recherche à Paris pour missions d'Expertise Comptable STAGIAIRES E.C. DECS, CERTIFICATS SUPÉRIEURS, 2 à 3 ans d'expérience en cabinet. Adresser C.V. détaillé avec photographies et photos sous n° 8.627 le Monde service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

UNE SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE CONSEIL

recherche pour faire face à son développement INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE Ayant quelques années d'expérience dans les entreprises, Désireux de faire carrière dans le CONSEIL DE DIRECTION, Apte à prendre des responsabilités au sein de la Société, Pratique de l'anglais indispensable, Connaissances en informatique appréciées. Adresser C.V. détaillé et photographies sous n° T 69.113 M, REGIE-PRESSE 7, rue de Montesson, 75007 PARIS.

Chef comptable

220.000 F

Paris - La filiale française de distribution d'un très important groupe allemand spécialisé dans la production d'aluminium recherche son chef comptable. Basé à Paris (à proximité de la place Charles de Gaulle) il sera directement rattaché au gérant de cette filiale et prendra en charge un service comptable composé de 4 personnes. Il se verra ainsi confier la tenue des comptabilités générale (bilan inclus) analytique et budgétaire, les déclarations fiscales et sociales et participera au reporting à la maison-mère. Ce poste s'adresse à un cadre comptable âgé de 30 ans minimum, titulaire d'un DECS complet et ayant acquis une première expérience (4 ans minimum) qui lui ait permis de prendre en charge un service comptable et ait eu à sa disposition des responsabilités d'animation d'équipe dans un environnement informatique. Une bonne maîtrise de la langue allemande constituerait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 220.000 francs sera fonction des compétences présentées. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9080M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable logistique grands systèmes

Télécommunications militaires - Membre d'un puissant groupe industriel français leader mondial en électronique professionnelle, cette société d'environ 3.000 personnes a acquis une forte notoriété dans le domaine des grands systèmes de communication principalement militaires. Elle recherche un responsable pour prendre en charge ces programmes d'envergure. Au sein d'une petite équipe après-vente, il planifiera et assurera avec l'aide d'ingénieurs dont il aura la responsabilité, et en liaison étroite avec les clients et les services techniques, l'ensemble des moyens (matériel, documentation, formation de personnel etc...) nécessaires pour maintenir ces grands systèmes de communication fournis parfaitement opérationnels sur de longues périodes. Basé en proche banlieue nord-ouest de Paris, ce poste conviendrait bien à un ingénieur expérimenté en organisation et maintenance de systèmes complexes (trafic, fret, distribution d'énergie), éventuellement il peut s'adresser à un ancien officier de l'armée ayant eu des responsabilités dans ce domaine. Envoyer curriculum-vitae et présentations à J. SCARINOFF en précisant la référence A/2593M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune responsable comptable et financier

180.000 F

Vidéo de loisir - La filiale française de l'un des principaux distributeurs mondiaux de cassettes vidéo recherche son jeune responsable comptable et financier. Placé sous l'autorité immédiate du vice-président des opérations pour l'Europe, il interviendra à deux niveaux: il sera, d'une part, personnellement chargé de tenir la comptabilité (jusqu'au bilan), d'assurer le point, le reporting mensuel, les déclarations sociales et fiscales ainsi que la gestion de trésorerie de l'entité française; il sera d'autre part pour mission de centraliser et de consolider les résultats de divers centres de profit juridiquement indépendants afin de permettre une analyse globale des opérations réalisées en Europe. Situé à Paris, ce poste s'adresse à un jeune cadre (27 ans maximum), titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur commercial ou de gestion et possédant un DECS et justifiant d'une première expérience comptable (3 ans minimum) acquise dans un contexte anglo-saxon. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Un intérêt réel porté à la micro-informatique constituerait un atout supplémentaire. Fonction des compétences requises, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 180.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT sous la référence A/R9079M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur développement CAO/DAO

Banlieue ouest - Travaillez pour une société (chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions de francs) d'un important groupe industriel français du secteur métallurgique très implanté dans le domaine des équipements mécaniques pour l'automobile, ce centre de recherches situé en proche banlieue ouest de Paris souhaite recruter un ingénieur développement CAO/DAO. Au sein d'une équipe homogène et dynamique, et en liaison avec l'ensemble des usines concernées, il s'appuiera sur l'acquis scientifique important (en éléments finis par exemple) développés également des logiciels adaptés aux besoins particuliers. Ce poste évoluera à un ingénieur ou universitaire diplômé, une première expérience (2 à 5 années) lui ayant permis de valider de très bonnes compétences en CAO/DAO (matériels et opérations) dans des domaines équivalents. Esprit pragmatique, aisance dans les contacts et disponibilité sont nécessaires à la réussite dans cette fonction. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE en précisant la référence A/2592M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

JACQUES PERNET chef des ventes

Nous sommes l'un des départements de la Société JACQUES JAUNET S.A., leader européen du sportswear. Nous renforçons notre structure et recrutons un Chef des Ventes. Rattaché à notre Directeur de Département, celui-ci devra veiller à l'application de la politique commerciale sur le terrain: détermination des objectifs, actions promotionnelles et publicitaires, développement de notre réseau de franchise (8 magasins)... et assurer l'animation et l'encadrement d'une équipe de 11 représentants exclusifs. Nous souhaitons recruter un professionnel de la vente, justifiant d'une expérience réussie d'animation de force de vente et connaissant le circuit détaillants à travers un produit similaire au nôtre (sportswear, PAP masculin...). Le poste est basé soit à PARIS, soit à CHOLET et nécessite de fréquents déplacements. La connaissance d'une langue étrangère est souhaitable en vue de renforcer l'implantation de notre produit en Europe. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier, sous la réf. A 380.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Chantal Baudron. s.a.

Analyste concepteur HF

IMPORTANT BANQUE PRIVÉE, FILIALE D'UNE BANQUE INTERNATIONALE, PARIS-8, recherche pour son DÉPARTEMENT INFORMATIQUE un(e) analyste concepteur. Mission: - Recenser les besoins informatiques et bureaucratiques, les analyser et mettre en œuvre des applications avec les équipes concernées et les utilisateurs. - Proposer de nouvelles méthodes concernant l'organisation des services de la Banque. Profil: 5 ans d'expérience bancaire minimum dans les secteurs suivants: opérations bancaires (France et étranger), produits ÉLITE DE CHANGE. Connaissances en informatique et bureautique et en anglais souhaitées. Qualités requises: créativité, sens de l'organisation, goût du travail en équipe. Merci d'adresser C.V., photo récente et présentations en précisant la référence 3881/FT à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

AUXILEC AERONAUTIQUE Groupe THOMSON-LUCAS Responsable Organisation Industrielle

Une politique d'expansion, des moyens financiers, des produits de haute technologie (moteurs spéciaux pour l'aviation), ce sont les atouts de notre usine de Méru (50 minutes de Paris). Dans ce contexte d'innovation et d'extension, nous confions à un ingénieur généraliste diplômé d'une Grande École le soin d'étudier et de mettre en place, assisté d'une petite équipe qu'il pilotera, l'ensemble des moyens et outils nécessaires à une organisation rationnelle de la fabrication. Cela commence par un dialogue avec le Bureau d'Études et s'achève avec le suivi de la rentabilité des investissements. Vos atouts? Une première expérience significative en organisation industrielle ou dans un service Méthodes allée à une personnalité d'envergure - notre groupe lui permettra de s'exprimer.

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser sous réf. 411 1332 M votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations):

35, rue du Rocher 75008 Paris



MATRA ELECTRONIQUE, filiale du groupe MATRA, a été créée en 1975. Basée au sud de Compiègne, elle dispose d'un outil industriel particulièrement sophistiqué qui lui permet de produire des systèmes électroniques performants destinés principalement aux applications militaires du groupe. Elle recherche:

Ingénieur responsable qualité fonctionnelle

De formation ESSE, ISEN, ISEP... si vous avez eu l'opportunité au cours d'une première expérience d'études d'appréhender aussi bien des problèmes Hard que Soft, nous vous offrons la responsabilité de notre service qualité fonctionnelle. Animant une équipe de 6 personnes et disposant d'importants moyens de tests automatisés que vous optimiserez, vous prendrez en charge, en intégrant les différents aspects correctifs nécessaires, en étroite relation avec les clients et la production, la qualité fonctionnelle des produits fabriqués. Réf. A/2589M.

Ingénieur débutant ENSI, INSA, ENI...

Intégré dans l'équipe méthodes chargée des produits fabriqués en série, cet ingénieur débutant ou ayant une première expérience devra, après formation sur le terrain, se montrer rapidement capable d'animer une équipe. Réf. A/2590M.

Pour ces postes, écrire sous référence choisie en précisant le salaire souhaité ou téléphoner à J. SCARINOFF.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le conseil en marketing-études

Une société d'études marketing, la première dans son domaine à optimiser l'exploitation des panels pour les marchés de produits de grande consommation, vous offre l'opportunité d'être associé à son développement et de faire évoluer votre carrière vers des fonctions de Direction.

HEC, ESSEC, ESCP, ...

Une première expérience de marketing opérationnel, une connaissance des méthodes d'écologie spécialisée des panels, l'utilisation de la micro-informatique, autant d'atouts qui doivent vous permettre d'établir des prévisions et des scénarii que vos clients utiliseront pour améliorer l'efficacité de leur politique commerciale et marketing. Anglais indispensable, allemand apprécié. Poste basé en Région Parisienne.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 577 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FRES D'EMPLOIS

PARTI PRIS TEURS

COLES

HOMMES

THOMSON MICROCONDUCTEURS

Z ir d'affaires 220 000+

Mercuri Urval

ieux

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

UNE GRANDE BANQUE FRANÇAISE de dimension internationale recherche, dans le cadre de la mise en œuvre de son schéma directeur d'organisation, un

Ingénieur méthodes génie logiciel

Il sera chargé, dans le cadre de l'assistance méthodologique aux équipes informatiques, de l'étude et de la promotion d'un atelier logiciel de développement d'applications de gestion : IBM - CICS.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure, très motivé par les problèmes de génie logiciel, ayant une expérience de 4 à 5 ans dont 1 à 2 ans dans ce domaine. Lieu de travail : Paris.

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73743/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92518 BOULOGNE CEDEX.

**sélé
CEGOS**

Ingénieur projets

**expérience
plastique
extrusion-calandrage**

Dans le cadre de ses projets orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles dans ses usines, 3M FRANCE recherche pour son département Ingénierie un Ingénieur Projets :

Missions :

- Etudes et réalisations de projets d'équipements automatisés de Production comprenant : études techniques, évaluation des coûts, élaboration du cahier des charges, suivi de la réalisation et de la mise en service, gestion financière des projets.
- Fréquents contacts avec nos usines et nos fournisseurs.

Profil :

- Formation supérieure Ingénieur A et M - INSA - ENI ou équivalent.
- Une expérience de quelques années en extrusion et calandrage est indispensable pour ce poste.
- Bonnes connaissances de l'anglais.
- Aptitude au travail en équipe pluridisciplinaire.

Lieu de travail : Gergy-Pontoise (95)
Adresser C.V., photo et prétentions à
Bernard Kuerth, sous réf. BK/55
3 M FRANCE Boulevard de l'Orée
95006 Gergy-Pontoise Cedex.

3M

IBM France

Direction des télécommunications

recherche pour Paris DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

- Possédant quelques années d'expérience dans l'environnement et les techniques de télécommunications, ainsi qu'une bonne formation en informatique.
- Diplôme ENST ou équivalent souhaité.
- Les postes à pourvoir sont orientés vers la commercialisation de produits et d'applications informatiques dans le domaine des télécommunications.
- Ces postes qui concernent un secteur clé du développement de l'industrie impliquent de nombreux contacts y compris au niveau international.

- Une bonne connaissance de l'anglais, un goût pour la négociation, la gestion de projets complexes, et le travail en équipe sont nécessaires.

Merci d'adresser votre candidature et C.V. à notre Département Recrutement - 2 rue de Marengo 75001 Paris en mentionnant impérativement la référence IC-TEL-M/11.

Elle sera traitée avec la discrétion qui s'impose.

Le Groupe de Presse HACHETTE
recrute pour son
DEPARTEMENT PHOTOTHEQUE

l'Adjoint(e) du Chef de Service

SA MISSION :

- DOCUMENTALISTE PHOTOTHEQUE, il (elle) animera, sous la responsabilité du Chef de Service, le Centre de Documentation photo, entièrement informatisé, comprenant 15 personnes.
- Il (elle) assurera la sélection, l'indexation et la diffusion du fonds photographique auprès des rédactions du Groupe.

SON PROFIL :

- Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) de préférence diplômé(e) en documentation, (INTD, Sciences Politiques (I.E.S.S.), ayant acquis si possible plusieurs années d'expérience dans une photothèque ou un Centre de Documentation traitant de l'Image, et ayant une bonne connaissance de l'informatique documentaire.

La rémunération annuelle est fixée à ± 150.000 Francs en fonction de l'expérience acquise.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à EDI 7 - Direction des Relations Humaines - 6, rue Ancelle - 92526 NEUILLY SUR SEINE - CEDEX

HACHETTE

**NIXDORF
COMPUTER
DISTRIBUTION**

Un Ingénieur Technico-Commercial

Au sein d'une équipe de spécialistes motivés, il aura pour mission d'assister sur le plan technique 1 ou 2 ingénieurs commerciaux chevronnés : il doit superviser toute action technique avant toute (Benchmarking, contacts et suivi des SSII, interfaces avec les hommes systèmes, démonstration et présentation du matériel en clientèle) et être le garant d'une qualité de service avant et après installation. Il a une formation technique en mini-informatique, 3-4 ans d'expérience dans le support technique et, dans l'idéal, la connaissance du marché de la distribution alimentaire. La rémunération, d'un très bon niveau, tiendra compte de l'expérience des candidats rencontrés. (RÉF. NA).

Un Ingénieur Système

Il aura en charge le support système d'une ligne de produits axe réseau et concentration de terminaux spécialisés : interface avec les services systèmes de la maison mère, information et formation de l'équipe de technico-commerciaux, interventions ponctuelles auprès des services systèmes de nos clients. Il a une solide formation technique, une bonne connaissance des problèmes de télécommunications et apprécie de pouvoir mettre au service d'une équipe son expertise technique acquise de préférence chez un constructeur. La rémunération, d'un très bon niveau, tiendra compte de l'expérience des candidats rencontrés. (RÉF. NB).

Pour ces deux postes, la connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait souhaitée. Localisation : proche banlieue Ouest.

Pour un contact, adressez votre CV à notre Conseil qui étudiera rapidement et en toute confidentialité.

CLM conseils, 70 rue de Ponthieu, 75008 PARIS.

ACOR Informatique

Société d'ingénierie informatique, nous devons notre progression à la notoriété de nos clients et à la compétence de nos collaborateurs.

Nous souhaitons accueillir :

2 INGENIEURS

Grandes Ecoles ou équivalent

Pour étoffer nos équipes, nous recherchons d'authentiques professionnels de l'informatique afin de participer à la conception et au développement de projets d'envergure auprès des grandes entreprises (traitement et bases de données).

3 ANALYSTES

Ingénieurs ou universitaires

Vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans dans le développement d'applications de gestion, notamment avec les produits IMS et / ou CICS-DL 1. Nous vous offrons la possibilité d'approfondir vos connaissances et d'évoluer à la mesure de vos ambitions.

A Assistance
Conseil
Organisation
Réalisation

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions à :
Gérard CHITRIT - Acor Informatique
26, rue Vivienne 75002 PARIS.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Ce centre de support technique à nos clients permet l'implantation, l'utilisation et le développement de nos concepts VLSI (synthèse vocale, circuits télématiques, circuits personnalisés, microprocesseurs à usage général et personnalisés) et de nos circuits standard.

ingénieur électronicien confirmé

Vous avez deux à trois ans d'expérience d'applications en laboratoire. Nos produits vous intéressent, nous vous proposons de rejoindre notre équipe d'ingénieurs support technique à la clientèle.

Votre mission : conseiller et convaincre nos clients dans le choix de nos produits, de nos concepts et en assurer la mise en œuvre. Bénéficiant d'une large autonomie, vous déterminerez, en étroite collaboration avec nos ingénieurs de vente et nos clients, les plans d'action et les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs fixés. Ce rôle d'interface et de conseil vous permettra de concilier votre passion pour la technique et votre goût des contacts humains.

Nous offrons une rémunération importante à des candidats de valeur. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous référence SCCSC/1184/1M à : Thierry Vincent - TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex ou téléphoner au (3) 946.97.12 poste 4692 ou 4407

Attaché à la Division Urbanisme, Action Foncière

De bonne formation générale, vous avez au moins 5 ans d'expérience juridique liée aux négociations en matière immobilière, en entreprise ou comme client de notaire. Homme de dossiers, vous êtes aussi un homme de contacts, sachant dialoguer et convaincre.

Dans ce cas, vous pouvez, en proche banlieue parisienne, participer au développement d'une entreprise d'aménagement et de construction.

Rattaché au responsable de la division, vous prendrez progressivement en charge, avec une large autonomie d'action, les opérations allant de l'étude de faisabilité jusqu'à la "production" du terrain à bâtir, sous les aspects urbanisme, financier, logement. Vous serez reconnu comme un interlocuteur crédible auprès des administrations concernées, collectivités locales, notaires, avocats... par vos compétences, mais aussi par votre sens des responsabilités dans la conduite des dossiers.

Ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle) sous référence 7303 M à notre Conseil.

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Porialis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

Audit

VOUS

- êtes jeune (28 ans)
- de formation supérieure comptable (DECS minimum)
- avez une expérience de 3 ans dans un cabinet d'audit
- êtes familier de l'informatique
- parlez anglais couramment et peut-être aussi allemand.

NOUS

Cap Gemini Sogeti, groupe français à vocation fortement internationale, vous offrons, au sein de notre équipe d'audit interne, de participer aux missions d'audit financier de nos filiales en Europe et aux U.S.A.

Nous vous offrons un poste basé à Paris supposant des déplacements fréquents et de courte durée.

Adresser C.V. + photo + prétentions à **Army Bouleau** à **CAP SOGETI SELECTION** 83/85, boulevard Vincent-Auriol 75013 PARIS sous référence CSA-010-AB

Liaison Recherche/Marketing

L'ORÉAL

Le développement des affaires de notre groupe se fonde, à la fois sur le sérieux de nos laboratoires de Recherche, et le dynamisme de nos équipes Marketing. La liaison permanente et équilibrée entre ces deux activités revêt donc une importance toute particulière.

Nous cherchons à renforcer l'équipe qui assure la liaison entre l'unité de Recherche Appliquée et Développement cosmétique (située à Chevilly-Larue) et les affaires de marques telles que LANCÔME, JEANNE PAUBERT ou VICHY.

Rattachée à la direction de cette unité, l'équipe a pour mission d'assurer la fluidité de la communication entre le Marketing et la Recherche et l'harmonisation de leurs programmes de développement respectifs afin d'aboutir à des propositions commerciales concrètes.

Le poste conviendrait à une femme ou un homme d'environ 30 ans qui après des études supérieures techniques ou scientifiques (chimie, pharmacie, biologie...) a mis en application ses connaissances en exerçant pendant 3 ou 4 ans des fonctions de Recherche ou de Production.

Cette expérience professionnelle acquise de préférence dans des milieux industriels tels que les cosmétiques, les produits d'hygiène, la pharmacie ou l'industrie alimentaire, lui aura permis de développer sa capacité d'organisation, de cultiver son sens des contacts ainsi que son aptitude à la communication.

Ecrire à la Direction des Ressources Humaines, sous référence AMB, à l'Oréal, 41 rue Martre 92117 Clichy Cédex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

L'ORÉAL, LA VOLONTÉ DE LA PERFORMANCE

BANLIEUE SUD DE PARIS ATTACHÉ A LA DIRECTION COMPTABLE

La Banque Populaire de la Région Sud de Paris, 1600 personnes, 80 agences, souhaite rencontrer un **TECHNICIEN** de la **COMPTABILITÉ** qui apportera son appui au service (10 personnes) en matière de comptabilité générale - bilans, situations - et de fiscalité. Il travaillera en étroite collaboration avec le responsable des services centraux comptables. A terme, des fonctions d'encadrement peuvent lui être confiées. Si vous êtes titulaire d'un DECS et bénéficiez déjà d'une expérience professionnelle, adressez votre C.V., photo et prétentions à :

Banque Populaire BICS Direction du Personnel 55, Avenue Aristide Briand 92120 MONTROUGE réf. B10

Chef d'Exploitation : oui, Homme d'Affaires : sûrement !

Créer et diriger un nouveau **CENTRE DE PRODUCTION MONÉTIQUE** qui constituera un centre de profit, voilà l'opportunité que vous offre une importante SSII, leader sur le marché de la monnaie électronique.

Votre mission se situera dans une triple perspective : développer de nouvelles activités de production monétaire, animer les services exploitation informatique et administratif, mais surtout gérer et rentabiliser dans un souci de qualité et de rigueur, tous les traitements au service de la clientèle.

C'est dire qu'au-delà d'une solide expérience de l'exploitation, et si possible dans un environnement IBM (OS/MVS), vous avez, à 35-40 ans, le sens des relations à tous niveaux, le goût des affaires et de la gestion, le fort désir de créer à Bliols votre fonction et de faire... votre réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité) sous la référence **LJ CHE** à notre Conseil Thierry de CARNE, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM  **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FILIALE PERFORMANTE D'UN GROUPE INTERNATIONAL connaissant un développement important, située en région parisienne nord, + de 100 personnes, recrute

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(SUPELEC, TELECOM ou équivalent)

■ **UN INGENIEUR CONFIRME** ayant une expérience réussie en **MATERIEL INFORMATIQUE** et **TELECOMMUNICATIONS**. Salaire : 240.000 F ± /an. réf. CK/A

■ **DE JEUNES INGENIEURS** possédant si possible une première expérience. Salaire fixé en fonction des compétences. réf. CK/B

Pour tous ces postes, de réelles possibilités d'évolution existent. Merci d'écrire avec CV et photo (en rappelant bien la référence ci-dessus) à **PROJETS 12**, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORTS NATIONALS ET INTERNATIONAUX, proche banlieue Ouest recherche pour les services comptables et financiers de son Siège Social

ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE DES EXPLOITATIONS

Formation DECS, Dauphine, ou diplôme supérieur équivalent. Il aura la responsabilité de l'organisation et de la tenue de la comptabilité de plusieurs exploitations et filiales jusqu'au niveau de l'arrêté des comptes de bilan et de résultats, du contrôle budgétaire et de l'inspection comptable de ses exploitations et filiales. Ce poste implique de fréquents déplacements en Province et dans les pays du Marché Commun.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt sous réf. 363 à **CONTEXTE PUBLICITE 90**, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 04, qui transmettra.

Moulinex

12 usines, 10 000 pers., CA E3 : 2,9 milliards de F - Leader mondial sur son marché

Ingénieur Production : un jeune opérationnel...

... Parce que vous allez assurer la coordination et le bon fonctionnement des différents ateliers (découpe, traitement de surface, décolletage, matières moulées... moteurs...) réunissant 550 personnes. Résoudre les problèmes que pose la variété des techniques utilisées. Apporter, aux différents sites du processus, les améliorations qu'impose la mise en lignes de production.

Mais aussi intervenir dans la définition des besoins et le choix des personnes. En un mot, participer pleinement à la vie de l'usine. Rattaché au Directeur de Production, vous le seconderez donc dans toutes les phases opérationnelles au sein de cette unité de 800 personnes qui fabrique les mini-four et une nouvelle gamme très performante d'aspirateurs. La fabrication intégrée à 90% entièrement automatisée en amont devrait évoluer vers la robotisation.

A 30 ans environ, votre formation d'ingénieur (AM, Supélec...) et une première expérience similaire acquise dans l'industrie spécialisée dans la transformation des matières plastiques ou (et) dans l'électromécanique de pointe, utilisant des méthodes modernes de fabrication, vous ont préparé maintenant à assumer des responsabilités plus importantes. Votre dynamisme et votre charisme personnel devraient trouver là leur plein épanouissement.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence 34911 M à Nicole Le Breuille, TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS.

division de SYSTEMA



Paris - Cosmétiques et parfums

General accounting and reporting manager h-f Une fonction à développer...

Filiale française d'une importante société internationale spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de parfums et cosmétiques, notre forte croissance en France et à l'étranger nous incite à redéfinir la fonction et à engager le collaborateur de notre Directeur Financier. Garant de la fiabilité de nos comptes et correspondant comptable auprès de notre maison mère, vous animez et dirigez une équipe d'une dizaine de personnes.

Appuyé par un outil informatique performant, évolutif et adapté au Nouveau Plan Comptable, vous contrôlez la qualité et la fiabilité des enregistrements comptables, établissez et vérifiez les bilans et en assurez la consolidation. Vous supervisez la trésorerie et effectuez le reporting mensuel et annuel.

De formation supérieure comptable (DECS ou équivalent), vous maîtrisez parfaitement les techniques comptables anglo-saxonnes. L'expérience acquise au sein de sociétés internationales fait de vous, à 35 ans environ, outre le professionnel que vous êtes, celui qui utilise quotidiennement l'outil informatique et pratique couramment la langue anglaise. Nous vous offrons un contexte de travail stimulant dans un secteur porteur et à caractère international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. 34811 M à Nicole Le Breuille, Agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris.

division de SYSTEMA



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

WANG

La Banque mondiale et les six technologies

- Dans le monde un C.A. de plus de 2 Milliards de \$ 30.000 personnes.
- En France un C.A. supérieur à 350 Millions de Francs
- Bien sûr 500 personnes - Plus de 3.000 systèmes installés
- Une croissance de 40% par an ces dernières années

Pour créer notre service **Finances et Gestion des Services**, nous recherchons un

RESPONSABLE FINANCIER HF

Il prendra immédiatement en charge :

- La base de données clients de la Société.
- La génération des revenus "Services".

Puis, progressivement, il sera responsable de tous les aspects financiers des services (gestion des immobilisations, budget, analyse...).

De formation HEC, ESSEC, ESC ou École d'Ingénieurs, il aura impérativement une solide expérience financière d'au moins 5 ans dans le monde informatique et maîtrisera parfaitement l'anglais.

Si une activité motivante ayant de larges perspectives de développement personnel vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre candidature à :

Christian REVERT - Direction du Personnel

WANG FRANCE S.A. - Tour Gallieni 1 - 78/80, Avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX.

Pour remplir cette tâche, il aura à sa disposition :

- Un système informatique.
- Un groupe chargé de la mise à jour de la base installée et de l'administration des contrats.
- Une équipe de facturation.

arianespace

recherche pour sa division production d'EVRY

ingénieur électromécanicien

Dans le cadre de la réalisation et de l'utilisation des casés à équipements des lanceurs ARIANE, vous serez plus particulièrement chargé de la gestion technique et financière des systèmes mécaniques et électriques ainsi que de leur suivi fonctionnel.

Nous vous demandons de joindre à votre angleux courant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des systèmes embarqués (centrales inertielles etc).

Merci d'adresser CV détaillé et lettre manuscrite à



Direction Administrative et Financière
1, rue Soljenitsyne - 91000 EVRY



L.E.R.S

Les Laboratoires d'Études et de Recherches Synthétabo
recherchent pour le groupe Biochimie du Département de Recherche Biologique

Chef de projet-neurochimiste neuropharmacologue HF

Le titulaire du poste se verra confier la responsabilité d'une unité de recherche et participera à la coordination de l'activité et à la direction scientifique du Groupe, en relation étroite avec le chef de groupe (Dr. B. SCATTON).

Le Groupe de Biochimie Pharmacologique a pour but la sélection ainsi que l'élucidation des mécanismes d'action des composés actifs dans divers domaines dont le Système Nerveux Central dans le cadre de projets de recherche en relation avec les autres Groupes du Département de recherche biologique.

Société de recherche de haut niveau, le L.E.R.S. conduit de nombreuses recherches fondamentales orientées vers la découverte de nouvelles molécules comme médicaments. Le L.E.R.S. est affilié au Centre O.M.S. pour la Recherche et la Formation en Neurosciences.

Le candidat devra posséder une formation de haut niveau : doctorat d'état ou équivalent, et avoir, en particulier, une bonne connaissance des mécanismes de régulation neurochimique et des techniques biochimiques modernes utilisées dans ce domaine de recherche.

Il devra également justifier d'une expérience post-doctorale d'au moins 3 ans dans ce domaine de la recherche, et avoir une bonne connaissance de la langue anglaise : une expérience dans l'industrie Pharmaceutique serait appréciée.

Lieu de travail : banlieue Sud de Paris.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées à : Dr. S.Z. Langer, Directeur du Département Biologie, L.E.R.S., 58-60, rue de la Glacière, 75013 Paris.



Seita

Société nationale employant 8 500 personnes, réparties en 40 établissements sur toute la France, nous recherchons pour la Direction des Programmes un

Contrôleur de gestion PARIS

Sous l'autorité du directeur du Département «CENTRALISATION, OUTILS DE GESTION», au sein d'une petite équipe très expérimentée, il participera à la mise en place d'une nouvelle comptabilité analytique, à l'organisation des procédures, notamment informatiques ainsi qu'à l'établissement des différents éléments financiers (trésorerie, bilan...) prévisionnels de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer des jeunes professionnels du contrôle de gestion possédant une formation supérieure HEC, ESSEC ou équivalent avec une bonne connaissance du traitement informatique (micro-informatique, utilisation des progiciels). Nous leur demandons de nous parler de leur première expérience réussie dans un service financier comptable ou de contrôle de gestion. Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 506/IM, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

benson

Société du groupe Schlumberger. La Direction Service Europe à Créteil recherche

2 Ingénieurs électroniciens

SUPELEC, TELECOM, ENSL... + première expérience

Formateur technique

Vous organiserez et animerez des formations techniques sur nos produits pour nos Ingénieurs et Techniciens Field (Hard et Soft).

Support technique produit

Pour une gamme de produit, vous serez l'interface entre les études et le réseau international du Service Après-Vente : support technique de haut niveau auprès des équipes du service Field européen.

- responsable de la maintenabilité du matériel auprès des études et ce dès la conception.

Vous avez une solide expérience étude ou Field et le goût pour les contacts techniques de haut niveau dans un environnement international. Bien sûr, vous parlez couramment anglais.

Envoyez CV manuscrit et prétentions, à la Direction du Personnel de BENSON, sous réf. M3307.

1 rue Jean Lemoine, Z.I. des Petites Hales, 94015 Créteil.



benson

INGENIEUR COMMERCIAL

PARIS

Equipements de Transmissions

Une Société française (C.A. 1 milliard de Francs), occupant une position de leader dans le domaine des transmissions, recherche UN INGENIEUR COMMERCIAL pour développer les ventes de produits dont les fabrications font appel à des technologies de pointe. Il prospectera et suivra une clientèle dont il analysera les besoins, afin d'orienter le développement de nouveaux produits. Il négociera les marchés et les contrats et il stimulera les réseaux de vente France et Export. Il évoluera vers une fonction d'ingénieur d'affaires pour épilote des contrats impliquant différentes divisions de la Société. Le candidat réuni, âgé d'au moins 33 ans, de formation ingénieur, et parlant Anglais, possédant quelques années d'expérience acquises dans une fonction semblable au sein d'une Société produisant des équipements industriels.

Ecrire sous référence 727/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

AFCOREM

En vue d'association au sein d'une société de conseil, nous recherchons un cadre supérieur. Agé de 45 ans minimum, vous possédez une formation de type HEC, ESSEC, ESCP... Très psychologue et bon négociateur, vos qualités de contact et d'autonomie, votre sens de la rigueur et de l'humour font de vous notre candidat idéal.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 32A5 à MEDIA P.A., 3, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME FINANCIER

quartier Opéra recherche

JURISTE HF

chargé de la mise en place et du contentieux d'opérations de financement variées : crédits long terme, crédits bail immobilier, prises de participation.

Formation : licence en Droit ou équivalent + 2 ou 3 années d'expérience, si possible, dans fonction similaire.

Envoyer CV, photo et prétentions à Madame DUBANTON SODECO 12, rue Lafayette 75009 PARIS.

Jeune contrôleur de gestion HF

Rattaché au Directeur financier, il prendra en charge et développera la gestion budgétaire et le reporting.

Homme d'analyse et de méthode, connaissant l'informatique, le candidat que nous recherchons a une première expérience du contrôle de gestion de 2 à 5 ans.

Il est de formation supérieure, type ESC ou Maîtrise de gestion, il parle anglais.

De réelles possibilités d'évolution existent au sein de ce Groupe en plein développement. Le poste est situé à Paris. La rémunération sera fonction de l'expérience.

Si une telle opportunité de carrière vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et prétentions) à Jean-Louis MUTTE, sous la référence 239/38/LM.



Mutua Kernevez & Ass. scm
27, rue du Général Foy - 75008 PARIS
Francfort-Londres-Paris-Zürich



Service Recrutement - 16 rue Washington - 75008 Paris

مكتبة الأصيل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

HOBART

Leader national pour la fabrication des matériels destinés à l'hôtellerie, la Restauration, les Collectivités, recherche son

chef de service comptabilité industrielle

Situé au siège central Paris, ce poste d'encadrement au sein des services financiers sera la responsabilité d'un groupe de personnes.

Dans un premier temps, le candidat devra prendre en charge l'ordonnement des prix de revient man-dard. Son service est responsable du suivi de la comptabilité analytique, du suivi des inventaires permanents et de la contrôle des marges par produits.

De formation supérieure (Ecole commerciale + DECS, ISG Finances Comptabilité ou Dauphine) le candidat devra justifier d'une précédente expérience réussie dans une fonction similaire.

Les débavants de haut niveau et motivés seront évidemment considérés.

La connaissance de l'anglais est nécessaire. Merci d'envoyer un dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions à la D.E.T. CIE HOBART - 38, rue Cambon 75001 PARIS Cédex 01).

Un groupe performant du secteur Imprimerie recherche :

CHEF-COMPTABLE Adjoint du Directeur Administratif et Financier.

- Sous l'autorité du D.A.F., il assurera la responsabilité des opérations comptables, la gestion dynamique de la trésorerie et la réalisation des dossiers d'intervention. Il participera à la mise en place d'une informatique efficace.
- Le candidat possède une formation D.E.C.S. ou équivalente. Il justifie une expérience réussie de plusieurs années. La gestion de la trésorerie et le suivi clients le motivent particulièrement.
- Ce poste situé en région parisienne réclame des qualités affirmées d'autonomie, de dynamisme et de rigueur.
- Pour un cadre sachant relever un challenge, la fonction est très évolutive.
- La rémunération sera fonction de l'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. ML 902 à META-CONSEIL, 15, rue du Louvre - 75001 PARIS.

META conseil AVIGNON, BORDEAUX, CAEN, LE HAVRE, LYON, MONTPELLIER, PARIS.

NEC NEC Electronics (France) S. A.

7ème groupe d'électronique mondiale, un des 3 premiers du semi-conducteur.

Ingénieurs de vente

En nous rejoignant, vous contribuerez au but de NEC : l'évolution vers une communication réellement moderne. Sur une des trois clientèles spécialisées : PERI-INFORMATIQUE • TELECOMMUNICATION ET BUREAUTIQUE • MARCHÉ AUTOMOBILE.

Nous vous demanderons de promouvoir et de commercialiser l'ensemble des semi-conducteurs NEC. Pour accéder cette fonction, vous joindrez à une formation d'ingénieur en électronique, une expérience de 2-3 ans de la vente, dans l'idéal sur le marché concerné. L'anglais est impératif.

Si votre intérêt se porte sur le secteur marché automobile, nous vous demanderons, comme plus, une excellente connaissance technique et si possible une expérience labo.

Une formation interne Produits-Marchés est envisagée. Des déplacements France et Etranger sont à prévoir. A votre rémunération composée d'un fixe + intéressement sur C.A. s'ajoutera un véhicule société.

Merci d'adresser C.V. et prétentions ainsi que le marché souhaité à Madame HELLEQUIN.

NEC Electronics (France) S. A. Tour Chénouveau, 204, Rond Point du Port de Sèvres 92516 BOULOGNE.

L'ESPAGNE : Challenge pour un Ingénieur de Vente

NEC NEC Electronics (France) S. A.

7ème groupe d'électronique mondiale, un des 3 premiers du semi-conducteur.

Aujourd'hui nous proposons à un ingénieur Electronicien ayant 2-3 ans d'expérience dans la vente des semi-conducteurs, de créer notre implantation espagnole.

Basé en région parisienne avant votre affectation définitive, vous aurez à vous déplacer à raison de 50% de votre temps sur l'Espagne.

L'Espagnol est impératif, l'Anglais indispensable. La connaissance du marché espagnol serait appréciée. Une formation produits-marchés est prévue. Votre rémunération se composera d'un fixe + intéressement C.A.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à Madame HELLEQUIN.

NEC Electronics (France) S. A. Tour Chénouveau, 204, Rond Point du Port de Sèvres - 92516 BOULOGNE.

SARIS

Recherche **UNE ATTACHÉE COMMERCIALE**

Pour la commercialisation de nos produits à MONTPELLIER.

- Niveau d'études : IUT ou B-cours.
- Expérience professionnelle commerciale souhaitée.
- Connaissance de la Ville-Nouvelle exigée.
- Lieu de travail : Montpellier-Vallée.

Adr. lettre manuscrite C.V., photo à Alain DIELOIT, SARIS, 4, place La Défense, 82000 Paris La Défense, cedex 28.

Groupe de 700 personnes, nouvellement constitué (fabrication, vente, et installation d'équipements industriels), leader sur son marché, crée le poste de :

Responsable MF Formation - Recrutement

Vous souhaitez un poste concret, opérationnel.

Vous désirez être réellement responsable de votre fonction tout en aspirant à un travail en équipe.

Vous êtes prêt à défricher, créer, mettre en place.

Vous avez une trentaine d'années et nécessairement déjà une expérience réussie dans ces 2 domaines.

Nous avons besoin de vous et dès que possible. Envoyer CV, et prétentions sous N° 6772 à PAREFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 Paris - qui transmettra

Electricité Régions: Paris, Le Havre...

CHEFS D'AGENCE

Cette entreprise spécialisée dans le domaine de l'électricité, de l'instrumentation et de l'automatisme réalise, avec 1.600 personnes, un C.A. de 600 Millions de francs. Elle est implantée dans la moitié Nord de la France ainsi qu'en Guyane et aux Antilles. Son développement et sa restructuration amènent à rechercher des Chefs d'Agence.

Une agence est considérée comme un centre de profit. Le Chef d'Agence est chargé de développer et de gérer son agence.

Il gère un courant d'affaires auprès des Maîtres d'ouvrages publics et privés, fait les études de prix relatives aux appels d'offres ou aux marchés traités de gré à gré, anime, dirige et contrôle l'activité du personnel de l'Agence (travaux/études/administratif).

Ces postes concernent des Ingénieurs d'Affaires ou Chefs d'Agence dans le domaine des travaux d'électricité dont l'expérience professionnelle est supérieure à 5 ans. Ils sont à pourvoir dans les régions parisiennes et littorales nées le développement de l'entreprise auprès des particuliers d'autres régions à faire acte de candidature.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 10/1216 A/B à :

EGOR INDUSTRIE 8, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUSA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

Pour conseiller nos clients un ingénieur d'assistance technique

Nos produits, à base de graphite, destinés à l'industrie, répondent à des contraintes technologiques importantes, certains sont standard et adaptés à des domaines très divers, d'autres sont spéciaux, mis au point en étroite collaboration avec nos clients.

A côté de nos ingénieurs de vente, le service d'assistance technique est prêt à intervenir auprès de nos clients dans toute la France mais aussi en Europe, pour aider à trouver les conditions de bonne performance de nos produits ou pour mettre au point ceux qui répondront le mieux aux exigences industrielles. Nous cherchons à renforcer cette équipe en intégrant un ingénieur de formation, d'une trentaine d'années, ayant des connaissances en électrotechnique et/ou en mécanique et sachant utiliser l'informatique.

Peu routinier, il ne devra pas craindre de se déplacer, souvent en voiture, il montrera une bonne autonomie et créera, autant dans notre Société que chez les clients, de bonnes relations grâce à ses facilités de contact. L'anglais est indispensable, l'allemand est souhaité. S'il réussit dans notre Société, filiale française d'un groupe industriel important et rentable, son évolution est certaine. Ce poste basé en Région Parisienne lui sera présenté par les conseils en Recrutement du Cabinet CLEAS. Ecrivez-leur sous référence 8472 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

contrôleur de gestion export

TRES HAUT NIVEAU. Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion et vous possédez au moins 5 ans d'expérience de contrôle de gestion dans un secteur de préférence proche du nôtre. Vous avez également une expérience comptable. Sous l'autorité du Responsable Financier, vous aurez pour missions d'assurer l'efficacité et la cohérence de la gestion financière et de l'administration de toutes les activités Sepele à l'étranger en relation avec les responsables locaux. Sur place vous assurerez vos missions en forte autonomie. Depuis Paris, vous disposerez de l'appui d'experts internationaux. Pour passer à l'action, vous maîtriserez des programmes informatiques de contrôle budgétaire. Ce poste, basé à Paris, nécessite un anglais aisé et des déplacements à l'étranger de courte durée.

Merci d'envoyer votre candidature à SERETE, Service du Recrutement, 88, rue Régnault, 75013 Paris ou précéder la référence 8477.M.

serete Ingénierie

AMS

Jeune ingénieur AM, MINES...

Mettre en place et prendre en main notre informatique. Notre jeune société (80 personnes) spécialisée dans le conditionnement et le bouclage par injection plastique pour l'industrie des parfums et cosmétiques connaît une expansion fulgurante sur le plan international.

- Nous venons d'acquies un nouvel outil informatique pour améliorer notre gestion et accélérer notre développement.

- La jeune ingénieure que nous recherchons sera chargée de mettre en place dans l'entreprise l'ensemble du système.

Les programmes de gestion commerciale et comptable sont déjà au point. Ses efforts porteront donc surtout sur la gestion de la production.

Une première expérience industrielle de 2 ou 3 ans en production serait appréciée. Un candidat de valeur évoluera vite vers des responsabilités plus larges au sein de l'entreprise.

Poste basé à Cergy. Adressez votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. 84416 M à notre Conseil.

telecom 226, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

ANALYSTE FINANCIER MF

Chargé du suivi de marchés et de sociétés implantées en Europe ou aux Etat-Unis, vous émettrez des recommandations boursières destinées aux Gérants de notre Etablissement.

De formation économique, vous avez si possible une expérience acquise dans l'analyse financière ou l'assistance à la gestion.

Le poste implique de fréquents déplacements et il nécessite la pratique de l'anglais courant.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 321 AF à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

Glaxo

LABORATOIRES

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE (C.A. 300 MF, 500 personnes) filiale d'un des premiers groupes internationaux de la santé, nous confortons notre expansion en développant de nouveaux produits et créons le poste de :

Contrôleur budgétaire MF

Après du Contrôleur de Gestion, vous participerez à l'élaboration des plans à long terme et du budget annuel. Vous serez responsable du suivi des dépenses et assisterez les opérationnels dans la prise des mesures correctives nécessaires. Le reporting vers le Groupe, et la révision, l'adaptation, l'informatisation des procédures budgétaires seront de votre ressort.

Après une formation de type ESC, ESSEC,.... vous avez eue une première expérience de 3 à 5 ans de l'entreprise industrielle, ou mieux, du laboratoire. Bien entendu, vous maîtrisez l'anglais.

Si vous souhaitez vous investir dans ce POSTE EVOLUTIF basé à Evreux (27), nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité) sous la référence C/CBG/LM à notre Conseil Daniel DESJARDINS, qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INformatiser notre production
INGENIEUR GENERALISTE
 mécanique Région parisienne

Notre société de dimension moyenne a pour objet la production en petite série de matériel professionnel spécialisé concernant les gaz. Elle souhaite intégrer un ingénieur jeune et qui confie le soin de piloter la mise en place de l'informatique en production et d'en développer les applications. Il a vocation à prendre la succession du responsable de production. La fonction sera confiée à un ingénieur diplômé d'une grande école généraliste de préférence en option informatique et qui souhaiterait donner à ses fonctions une dimension de responsabilité globale à brève échéance.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15 aux heures de bureau référence 140. RH Conseil 65, avenue de Wagram 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL

BANQUE PRIVÉE
 Banque privée, filiale d'un groupe bancaire international important, recherche

Exploitants clientèle entreprises

Nous proposons à candidats ayant un tempérament commercial et un réel goût pour les contacts de rejoindre notre Direction commerciale.

Vous devez posséder une formation supérieure ou bancaire approfondie. Une première expérience d'au moins 5 ans dans le suivi de la clientèle commerciale est indispensable.

Postes à pourvoir à PARIS.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sans r. 804, LE MONDE Pub. Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Société française filiale d'un grand groupe industriel recherche plusieurs

INGENIEURS
 (SUP'AERO, ESE, ECP, ENSTA ou équivalent, débutants ou première expérience)

Pour l'analyse et la modélisation de systèmes aéronautiques complexes et la réalisation de programmes de simulation en temps réel.

Des connaissances en aéronautique, en matériel GOULDWELL 32 et/ou en micro-informatique seraient appréciées, mais ne sont pas indispensables.

Ces postes offrent à des candidats de valeur des perspectives d'évolution vers des fonctions de responsable logiciel ou de chef de projet.

Lieu de travail : PARIS OUEST

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 51021 sur enveloppe à **JEAN REGNIER Publicité**, 39, rue de l'Académie 75006 PARIS, qui transmettra.

VOTRE AVENIR EN INFORMATIQUE

Une jeune diplômée (e) d'École Commerciale ou Scientifique doit mesurer l'importance de ses premiers choix professionnels :

- Un secteur de pointe,
- Une société dynamique,
- Un environnement humain,
- De réelles responsabilités,
- Des produits de haute technologie.

Pour une VENTE de réflexion et d'action : **L'INGENIERIE INFORMATIQUE.**

VOUS EN ÊTES PERSUADÉ

Merci de nous adresser votre candidature et C.V. détaillé : **INVECTOR - Service du Personnel**, 1, rue de Craiova, 92000 NANTERRE.

invector

ÉLECTRONIQUE C.K.D.

- TERMINAUX POINT DE VENTE
- MONÉTIQUE
- VIDÉOTEX

recherche

LE RESPONSABLE COMMERCIAL TÉLÉMATIQUE.

IL LUI EST DEMANDÉ :

- dynamisme et sens des responsabilités ;
- connaissance des systèmes informatiques/démarches ;
- diplôme de l'enseignement supérieur et expérience de plusieurs années dans la négociation à haut niveau et la vente de systèmes.

IL LUI EST PROPOSÉ :

- une activité sur un créneau porteur ;
- une rémunération motivante, liée à ses résultats.

Envoyer curriculum vitae à : **ÉLECTRONIQUE C.K.D.** - B.P. 437 95003 CERGY-PONTOISE CEDEX

VICKERS SYSTEMS SA

Filiale groupe multinational (CA. 60 Millions) recherche

CHEF COMPTABLE
 200.000 F

Rattaché au Directeur Financier, il animerait une équipe de cinq personnes - il sera responsable du reporting américain, de la comptabilité générale, clients, fournisseurs, de la trésorerie et des problèmes fiscaux.

Agé de 30 ans minimum, de formation supérieure (ESC ou DECS ou équivalent) il justifie d'une expérience d'au moins 5 ans de la comptabilité anglo-saxonne et de l'utilisation d'outils informatiques.

Anglais indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions à **Madame DELIE - B.P. 608 95004 CERGY CEDEX.**

UNE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
 de taille internationale, branche Ouest recherche

UNE COLLABORATRICE DE HAUT NIVEAU
 30/40 ans, cadre

- Une parfaite maîtrise de français, d'anglais, d'espagnol
- Un diplôme d'études supérieures
- Une grande disponibilité permettant de nombreux déplacements à l'étranger ;
- Une capacité de secrétariat à larges responsabilités ;
- Une réelle autonomie de travail ;
- Une expérience dans l'organisation et l'animation de réunions et de voyages.

Envoyer avec C.V., photo et prétentions à **MEKAR n° 3.263, 112, bd Haussmann, 75006 PARIS, qui transmettra.**

Filiale française d'un important Groupe européen rech. dans le cadre de son expansion dans branche grande distribution

1 CADRE COMMERCIAL

Age 36 ans minimum. Basé à Paris et placé sous l'autorité du directeur commercial.

- Il aura la responsabilité du suivi commercial et technique des points de vente les plus importants en France et le développement de la clientèle.
- Ce poste s'adresse à un homme de prospection, de négociation, disponible et autonome ayant une expérience opérationnelle dans la grande distribution.
- Pratique de l'anglais ou de l'allemand souhaitée.
- Description assurée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à **AGENCE HAVAS CLOVIS - Rm. 83 136, av. Charles-de-Gaulle, 92922 NEUILLY/SEINE.**

Aéroports De Paris

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports.

Recrute pour sa Direction TECHNIQUE et INDUSTRIELLE à Charles de Gaulle

UN INGENIEUR (H/F)
 SPECIALISTE EN CLIMATISATION, 30/45 ans

chargé de diriger l'équipe de maintenance (34 personnes) et d'assurer la disponibilité maximale et l'optimisation des consommations et des coûts d'exploitation des équipements des bâtiments de l'aéroport Charles de Gaulle.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à : **Monsieur CARRIÈRE 291, Boulevard Raspail 75675 PARIS CEDEX 14**

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE D'IMPLANTATION INTERNATIONALE
 recherche pour sa Direction du Personnel située en proche banlieue Sud-Est (accès RER)

JEUNE JURISTE DIPLOMÉ (E)
 (Maîtrise Droit)

Dans le cadre d'un contrat d'environ 6 mois, il (ou elle) sera chargé (e) d'établir une synthèse de textes législatifs et assimilés, en vue de la rédaction d'un manuel interne de législation sociale.

Adresser CV manuscrit, photo et prét. sous réf. 908 à **CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.**

GROUPE BANCAIRE
 recherche

Jeunes Diplômés
 BUT FC/TC ou équivalent

Après formation, les candidats retenus seront rattachés à la Direction d'une agence et chargés du développement des activités du groupe auprès des clients particuliers et entreprises.

Le goût des alliances et de la finance, la volonté de réussir leur ouverture d'intéressantes perspectives de carrière au sein du réseau commercial (80 agences). Mobilité géographique indispensable.

Écrire avec CV + photo, sous réf. 10466 (à mentionner sur l'enveloppe) à **Médis-Systems, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cedex 02, qui transmettra.** Réponse assurée.

Importante Société Industrielle Filiale d'un Groupe International équipé d'un S.I. 36 recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Formation : DUT Informatique, BTS, AFPA.

Le candidat devra avoir une expérience de 4 à 5 ans sur IBM 34 - GAP II, pour prendre en charge l'analyse et la programmation des projets et en assurer la maintenance au sein d'une petite équipe.

Ses applications concernent l'informatique de gestion (achats, ventes, comptabilité, stocks, production...) en mode conversationnel et impliqué de nombreux contacts avec les utilisateurs.

Méthode WARNIER appréciée.

Lieu de travail : Centre PARIS.

Cabinet Leconte nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 50157

ENERTEC

Leader européen de la mesure et de la régulation, filiale du groupe Schlumberger, recherche pour l'agence de PARIS de sa division électrique distribution

Ingénieur commercial H/F

Il aura la responsabilité de vendre aux centres de T.E.L. et aux régies de distribution d'électricité nos systèmes de :

- comptage industriel et domestique d'électricité
- télécommande.

Ce poste consiste pour un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, mobile et accrocheur, un excellent tremplin vers des responsabilités accrues au sein d'un groupe international de tout premier plan.

Merci d'adresser votre dossier, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous la réf. 1911, au Service du Personnel, ENERTEC, 86360 Chasseneuil Du Poitou.

ENERTEC Schlumberger

BANQUE INTERNATIONALE
 recherche pour ses services-parisiens

ECONOMISTES

expérimentés dans l'analyse des taux de change et des problèmes monétaires.

Anglais parlé couramment.

Possibilités importantes progression carrière

Adresser C.V., lettre manuscrite de motivations, prétentions, sous réf. M8 à L et A - 33, rue Vernet 75008 Paris.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
 recherche

filiale d'un important groupe bancaire recherche

FISCALISTE

Formation 10 ans ENI et expérience dans l'administration des entreprises, praticienne.

Expérience 10 ans minimum solide et possible comme consultante.

connaissances approfondies requises en matière de fiscalité des entreprises appliquée à la restructuration, la pénalité et la transmission, connaissance de la fiscalité des personnes physiques appréciée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., prétentions et photo : **MD 82430 BLSU, 17, r. Labat, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.**

PARIS Importante société agro-alimentaire recherche **COLLABORATEUR**

- 25 ans environ.
- Dipl. école de commerce
- Expérience commerciale et capacité d'ouverture à des initiatives techniques pour la création et le développement industriel de nouvelles activités.
- Disponible rapidement. Adresser C.V., 18, avenue George-V, 75008 Paris, qui transmettra.

Cabinet expertise comptable PARIS recherche **COLLABORATEUR** ou expert comptable

Expérience avec C.V. manuscrite et prétentions sous réf. 31.028 sur enveloppe à **MD 82430 BLSU, 17, r. Labat, Vincennes Cedex, qui transmettra.**

A.D.P.P. RECHERCHE pour des STAGES de qualification **EMPLOIS DE LA FEMME** (semaine) 19/22 ans **RESPONSABLE**

- Organisation et formation
- Recrutement des stagiaires et relations avec les entreprises.

Contrat à durée déterminée.

Adr. C.V., photo et prét. ADP, 14, rue Alexandre-Parodi, 75010 PARIS.

CREDITS COMMERCIAUX
 Société leader dans sa branche recherche pour Paris (Etoile)

REDACTEURS CONTENTIEUX

- Gestion des dossiers de recouvrement
- Proposition de solutions amiables ou judiciaires.
- Suivi comptable et juridique.

Niveau : DEUG - Capacité - ou BAC avec de bonnes connaissances en droit commercial concrétisées par une expérience de 2 à 3 ans dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente s/réf. 692 à **CONTEXTE PUBLICITE - 20, Av. de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION à Paris, recherche

collaborateur(trice) contrôle de gestion

Formation universitaire ou Ecole de Commerce.

Dynamique, esprit d'équipe, débutant(e) acceptable.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous référence 810 à **CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01** qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
 recherche

réviseurs confirmés H/F

Diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis la pratique de l'audit en cabinet.

Les candidats retenus :

- interviendront auprès des sociétés dans des secteurs d'activités variés,
- bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable.

Merci d'envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à **COGERCO 72, rue de Bellechasse 75007 PARIS.**

SOCIÉTÉ CHIMIQUE INTERNATIONALE
 recherche dans le cadre de son expansion, un

RESPONSABLE PRODUITS

Agé de 25-30 ans, de formation chimiste et justifiant d'une expérience technique-commerciale minimale de 5 ans dans l'industrie chimique.

Il sera responsable d'une gamme de produits sur l'ensemble de la France.

- Anglais courant nécessaire.
- Déplacements fréquents.
- Poste basé en banlieue Nord-Est de Paris.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : **REGIE-PRESSE, sous réf. T 62.111 M 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.**

GENCOUS SYSTEMES recherche

INGENIEURS

LOGICIS, T.R., SOLAR, POP 68000, 80/85... pour grands projets

Tel. : 606-36-80.

L'EQUIPEMENT ET LA CONSTRUCTION ELECTRIQUE (équipements aéronautiques) recherche pour son bureau d'études électrotechnique

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN
 PORTIQUOIS ou H

3 ans d'expérience, et bonne connaissance en micro-informatique.

Adr. C.V. + lettre manuscrite et prétentions à

ECE
 157, rue Puffery, 75000 PARIS CEDEX 20.

URGENT : Société d'entreprise nationale recrute pour projet informatique sur 3000

1 CHEF PROJET
 DUT BALT. ORSAY avec un + ou formation INAGEL. Exp. 2 ans. Encadrement de 3 à 4 Programmeurs.

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR
 DUT BALT. ORSAY avec un + ou formation INAGEL. Expérience 2 ans de gestion. Connaissances obligatoires de COBOL.

Postes évolutifs pour candidats de valeur.

Tel. su 828-63-38. M. LEBLANC ou M. CAUCONNE.

GENCOUS SYSTEMES recherche

INGENIEURS

LOGICIS, T.R., SOLAR, POP 68000, 80/85... pour grands projets

Tel. : 606-36-80.

L'EQUIPEMENT ET LA CONSTRUCTION ELECTRIQUE (équipements aéronautiques) recherche pour son bureau d'études électrotechnique

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN
 PORTIQUOIS ou H

3 ans d'expérience, et bonne connaissance en micro-informatique.

Adr. C.V. + lettre manuscrite et prétentions à

ECE
 157, rue Puffery, 75000 PARIS CEDEX 20.

URGENT : Société d'entreprise nationale recrute pour projet informatique sur 3000

1 CHEF PROJET
 DUT BALT. ORSAY avec un + ou formation INAGEL. Exp. 2 ans. Encadrement de 3 à 4 Programmeurs.

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR
 DUT BALT. ORSAY avec un + ou formation INAGEL. Expérience 2 ans de gestion. Connaissances obligatoires de COBOL.

Postes évolutifs pour candidats de valeur.

Tel. su 828-63-38. M. LEBLANC ou M. CAUCONNE.

A.D.P.P. RECHERCHE pour des STAGES de qualification **EMPLOIS DE LA FEMME** (semaine) 19/22 ans **RESPONSABLE**

- Organisation et formation
- Recrutement des stagiaires et relations avec les entreprises.

Contrat à durée déterminée.

Adr. C.V., photo et prét. ADP, 14, rue Alexandre-Parodi, 75010 PARIS.

ADJOINT SYSTÈME
 Min. 30 ans, 3 à 8 ans expérience en maintenance, connaissance IBM 43-31, GAP, COBOL, FORTRAN, système VM/DCS/VSE ou IBM S/3800, BITMA-ETT, 223-61-41, 28, P. Léopold-Sédar, Paris-20.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

ECOD INFORMATIONNELLE
ANALYSES PROGRAMMEURS
EXPERTS
COBOL-CICS
PROGRAMMEURS
P.L. COBOL 5/38
1 AN EXPERIENCE

BANQUE recherche
2 INGENIEURS
CONCEPTEURS
COMMERCE DES
Tél. pour R.V. : 784-74-82

Si vous êtes
ASSISTANT SOCIAL DE
DIPLOME
avec au moins 10 ans d'expérience

propositions
diverses
Les possibilités d'emploi à
l'étranger sont nombreuses et
variées.

EMPLOIS
CADRES
Recevez gratuitement des
offres d'emploi cadres correspondant à votre profil.

LA SELECTIQUE
34, quai de la Seine,
92800 PUTEAUX.
15.05.05.04.03 (numéro vert)

secrétaires secrétaires

AMC Secrétaire de direction : au-delà de votre compétence
Devenir l'Assistante du Directeur Général de AMC France, c'est bien entendu avoir une maîtrise parfaite de la gestion d'un secrétariat...

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE UNIVERSITAIRE
Ingénieur/Généraliste
44 ans. Large expérience de gestion, marketing, ventes, exportation, création et contrôle de filiales...

DIRECTION FILIALE SUISSE
Connaissance des technologies de pointe, domaines industriels et commerciaux, électroniques et électro-mécaniques.

COMMERCIAL MAIS CREATIF
44 ans, maîtrise de l'anglais, marketing, gestion, 10 ans exp.

ATTACHEE DE DIRECTION
34 ans, dynamique, sérieuse, 10 ans exp., promotion publi.

17 ans d'expérience. Efficiace, discrète, organisée et orientée. Bilingue ANGLAIS. Mon point fort...

DOCUMENTALISTE
F. 38 a., lit. franc. C.E.S.A., dipl. document. Paris-VIII (option Ingeg et sci) 7 ans exp.

J.H. 32 a., Doct. Ing. Génie civil, exp. m. soc. gén. gén. routière, ch. empl. Algérie, Tunisie, Maroc, proc. de ville.

J.F. 44 ans, nat. angl.-franç., nat. franç., doctyl. scénariste, scénariste théâtral et scénariste télévisuel.

J.H. 37 ans, nat. angl.-franç., nat. franç., doctyl. scénariste, scénariste théâtral et scénariste télévisuel.

J.H. 37 ans, nat. angl.-franç., nat. franç., doctyl. scénariste, scénariste théâtral et scénariste télévisuel.

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

CF LANGUAGE COLLEGES
Pour tous niveaux, plus de 16 ans et adultes
Début de session chaque lundi, toute l'année
2 à 50 semaines de cours
Collèges en Angleterre - aux Etats-Unis : Universités de SAN DIEGO, NEW YORK, MIAMI, SEATTLE

la carte à microprocesseur
du moyen de paiement au dossier portable.
Institut télématique
11-15 rue Sarrette, 75014 Paris. Tél. (1) 390.14.99.

Séminaire de formation continue en informatique
BUREAUTIQUE POUR DECIDEURS
du 21 au 25 janvier 1985

CYCLES 84/85
Ouverture des inscriptions pour la formation
ANALYSES-PROGRAMMEURS DE HAUT NIVEAU

Séminaire de formation continue en informatique
Le traitement automatique de la parole
reconnaissance et synthèse

Emplois Cadres
CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES
Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

L'immobilier

appartements ventes
5e arrdt
NEUF
JARDIN PLANTES
1 à 3, RUE POLYVAU
CONSTRUCTION DE LUXE.

appartements achats
RECHERCHE 1 à 3 pièces PARIS
prière RIVE GAUCHE
PAIE COMPTANT, état neuf

locations non meublées demandes
locations meublées demandes
Paris
Paris
Paris

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Nombre d'exemplaires _____ X 7 F (prix de port inclus)

Immobilier d'entreprise et commercial
bureaux
locaux commerciaux
SAINT-DENIS
Aux portes de Paris
Une zone industrielle de 500 ha.

ENVIRONNEMENT

Cholet accepterait de stocker des déchets nucléaires

La poubelle aux emplois

De notre envoyé spécial

Le secrétaire d'Etat à l'énergie, M. Martin Malvy, a rendu publics, vendredi 16 novembre, les conclusions du troisième rapport de la commission Castaigne sur le traitement des déchets nucléaires. Ce rapport préconise notamment « d'autres stratégies de gestion des combustibles irradiés, telles que le retraitement diffusé ou le stockage définitif des combustibles sans retraitement ». Pour les déchets de faible activité, cependant, la recherche de sites de stockage en surface continue.

Cholet. - Stupéfiant! Voici que la capitale du mouchoir s'offre à la France comme poubelle nucléaire! Le dernier bastion de la résistance vendéenne cède aux avances de la société technocratique, les précédents mêmes! Quelle mouche a donc piqué cette tranquille sous-préfecture du Maine-et-Loire?

La mouche en l'occurrence est un « fonceur » - même ses ennemis le reconnaissent - vingt fois réélu à tous les mandats (maire, conseiller général, député), administrateur de M. Antoine Pinay, ancien secrétaire

d'Etat de M. Valéry Giscard d'Estaing et aujourd'hui fidèle de M. Raymond Barré. M. Maurice Ligot régit sur sa province. Le 6 novembre, il annonce, en son conseil, que Cholet est prête à recevoir ces déchets nucléaires que tout le monde refuse, même lorsqu'ils sont dits « à faible activité ». Stupéfié, les conseillers municipaux socialistes et communistes, qui, bien entendu, n'avaient pas été consultés. « Jamais il n'en avait été question à la commission urbanisme et environnement », constate avec dépit M. Octave Gaudichaud, conseiller municipal socialiste, collègue de barbe, et principal de collège adjoint.

La majorité du conseil n'en a cure. « Les socialistes sont habitués à discuter, nous en agit », tranche M. Guy Ronsin, conseiller général RPR, retranché de la chambre de commerce et d'industrie, depuis vingt ans dans le sillage du maire. L'idée, en fait, est venue d'un tout nouveau conseiller municipal (élu en mars 1983), M. Jacques Dumas, un ancien du Commissariat à l'énergie atomique, aujourd'hui chef du service recher-

ches à la division minière de Vendée de la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires). Cet ingénieur géologue, qui préside à la mairie de Cholet la commission emploi et développement économique, est un expert en mines d'uranium. Lorsqu'il voit que l'Agence nationale des déchets radioactifs (ANDRA) n'a eu que des refus de la part des communes pressenties pour devenir centre de stockage, il suggère à son maire de proposer la candidature de Cholet.

Fleurons fanés

« L'ANDRA est à la recherche d'un site, nous, nous sommes à la recherche d'emplois », explique M. Maurice Ligot. Pour lui, cette candidature tombe sous le sens : « D'abord, c'est un projet industriel comme un autre. Ensuite, Cholet est déjà entourée de mines d'uranium. C'est presque une vocation ». L'ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique est persuadé qu'un tel centre de stockage, « fortement doté d'un laboratoire pour les contrôles », créera environ cent cinquante emplois et apportera pour commencer une subvention de 30 millions de francs. Sans compter « un investissement global de 250 millions de francs, soit à peu près le budget de la ville », ajoute M. Maurice Ligot avec gourmandise.

Donc, à l'acte patriotique de Cholet (je ne rends pas service au gouvernement mais à l'Etat), précède tout de même le maire) s'ajoute une opération financière dont la ville a bien besoin. Ses fleurons industriels comme Thomson-CSF, Michelin et les machines-outils Emault-Somus - au bord de la faillite - ne cessent de « dégraisser ». La nouvelle zone industrielle du Cormier, à 4 kilomètres de la ville, attend toujours son premier entrepreneur. Pourquoi pas l'ANDRA?

Les Choletais en général n'ont guère transféré d'émotion à cette nouvelle information diffusée par Radio-Alouetta et la presse locale. La décharge nucléaire, prévue « au mieux » pour 1990, est écartée par

une menace plus immédiate annoncée lors du même conseil municipal : la transformation de 20 hectares de bois en terrain de golf à dix-huit trous. On s'émeut même davantage de l'abandon de pins en forêt domaniale de Neirmoutier, à plus de 100 kilomètres de là, que d'un centre de stockage hypothétique aux portes de la ville! Même à Saint-Christophe-du-Bois, la commune voisine du futur site, on garde la tête froide. « Au conseil municipal, il n'y a pas eu la moindre allusion au projet d'usine », constate le secrétaire de mairie.

Pas d'opposition alors? Cholet serait-elle la seule commune de France où le nucléaire n'effraie personne? « A part l'enseignement libre, rien ne peut les faire bouger », constate le conservateur des musées

de Cholet, Bernard Fauchille. C'est aussi l'explication, taillée d'origine, de M. Pierre Dajean, ingénieur Thomson en retraite et président de l'Union fédérale des consommateurs (UFCV) de Cholet : « Ils ne sont pas sortis de 1793. C'est toujours Dieu et le roi. Ils s'achètent toujours. »

Il est pratiquement le seul en ce soir du 9 novembre où, précisément, s'est réunie dans une maison de quartier l'assemblée constitutive de la future association de protection de la nature de Cholet. Une trentaine d'ornithologues et d'animateurs d'espèces vers décident de « soit-il » d'une seule force pour défendre... le lac (artificiel) du Vendon, où les végétaliphantes font concurrence aux oiseaux migrateurs! Plusieurs participants, certes, citent le centre de stockage comme nouvel axe de campagne. On créera donc une commission... Un imprimeur de quarante-sept ans, militant de la

force écologique de Cholet, au chômage depuis trois ans, avoue sans vergogne : « Si vraiment il y a un emploi pour moi avec des déchets de faible radio-activité, je prends... »

Le chômage! A la maison des syndicats, les militants CFDT reconnaissent que cela préoccupe davantage leurs camarades que le risque nucléaire. Mais ils ne croient pas non plus au laboratoire créateur d'emplois. « Peut-être cent vingt personnes pendant les travaux, mais après, pas plus de soixante-dix », affirme M. Luc Gauduchaud, agent technique à la Thomson, conseiller municipal socialiste et délégué CFDT. « Les réactions seront insignifiantes », prédit M. Michel Houzé, professeur d'histoire à l'institution Sainte-Marie. Les Muges sont le pays des usines et de la campagne. Les gens cohabitent avec les mines depuis des années. « A croire que si l'ANDRA ne retient pas le site, la majorité des Choletais seront déçus! »

ROGER CANS.

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'INDUSTRIE ET L'ENVIRONNEMENT

Usines transparentes

La première Conférence mondiale de l'industrie sur la gestion de l'environnement, réunie à Versailles du 12 au 14 novembre, devrait être qu'une prise de contact entre industriels du monde entier et représentants de gouvernements chargés de l'environnement. De fait, à l'invitation du Programme des Nations unies pour l'environnement (dont le bureau « Industrie » est à Paris) et de la Chambre de commerce internationale (présidée par M. François Ceyrac), quelque cinq cents « patrons » de l'industrie et de l'environnement ont conclu leur « conférence de travail » par une déclaration d'intentions qui traduit un changement d'attitude dans les milieux industriels.

Americains, Soviétiques, Chinois, Allemands, Français, Japonais, tous admettent que « les sociétés multinationales devraient être incitées à participer aux efforts locaux de

protection de l'environnement », notamment dans les pays en développement. Ils estiment aussi que « tous les cadres d'une entreprise, à commencer par le président-directeur général, devraient se considérer comme responsables des questions d'environnement ». Concession plus importante encore : « L'industrie devrait être encouragée à diffuser de façon permanente et objective, auprès du public et des travailleurs, des informations concernant l'impact des activités des entreprises sur l'environnement ». De très bonnes intentions, donc.

Mission « Pluies acides »

Pour le gouvernement français, représenté par le premier ministre, M. Laurent Fabius, et le ministre de l'environnement, M^{me} Bouchardeau,

cette conférence a été l'occasion de relancer l'idée d'une conférence mondiale de la forêt, émise le 6 mai par le président de la République. Dans son allocution, vendredi 16 novembre, M. Fabius a insisté sur les dangers de la déforestation, qu'elle soit due à la pollution industrielle. « Il faut réduire la pollution automobile, à son premier ministre. Finies à cet égard les constructions automobiles! à faire résoudre par l'imagination et de créativité, afin de pouvoir offrir dans les meilleurs délais des véhicules à la fois peu polluants et économes en énergie ». M. Fabius a annoncé qu'il nommerait auprès de lui un « parlementaire en mission pour étudier le problème des pluies acides. Il s'agit de M. Jean Valroff, député PS des Vosges, le département le plus atteint actuellement.

R. C.

Plus vite, moins cher!

Vous cherchez

- une 305!
- une 505!

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales!

Nombreux autres modèles disponibles (tous types) : 205 GR, SR, GT, 205 XL, XR, XT • 205 LACOSTE • SAMBA BAHIA ET SOLARA

PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER

M. GÉRARD 820-07-24

227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro: Marie de St-Ouen

Créateurs d'entreprises, vive l'énergie!
 Votre énergie d'entreprendre.

VIVE L'ÉNERGIE!

Toute l'énergie des responsables de nos POINTS ACCUEIL

pour vous aider à passer de l'idée à la réalisation.

AGENCE NATIONALE POUR LA CREATION D'ENTREPRISES

142, rue du Bac - 75007 Paris

POINTS ACCUEIL
 des Créateurs d'entreprises

ouverts au 12/10/84

Alain-Mille Pilon Chambre de Métiers, 3, r. Paul Proust, 91004 Bourg-en-Bresse Cedex (71) 23.33.01.
 Alpes de Haute-Provence: M. Planchard C.C.I. 60, bd. Cassandri, 04000 Digne (02) 31.03.14. Alpes-Maritimes: M. Guignard C.C.I. 26, bd. Carabasson, B.P. 259, 06007 Nice Cedex (01) 55.91.55. Ardèche: M. Hugues A.D.A., 1, av. de Chambray, 07000 Privas (75) 64.45.18. Ardennes: M. Horvath C.C.I. 18, av. G. Courvoisier, B.P. 242, 80100 Charleville-Mézières (24) 33.61.63. Ariège: M. Calvet Chambre de Métiers, pl. du 8 Mai 1945, 09001 Foix (61) 65.36.00. Aveyron: M. Carrie C.C.I. 10, pl. de la Cité, B.P. 530, 12005 Rodez (02) 42.55.32. Calvados: M. Coussard C.C.I. Houtteux-Lisieux, 1, quai de la Tour, B.P. 136, 14000 Honfleur (31) 89.64.57. Cantale M. de la Tour C.C.E. Hôtel du Département, pl. Franklin-Roosevelt, 15006 Aurillac (71) 48.22.17. Charente: M. Rouffignac C.C.I. 27, pl. Bouffande, 16021 Angoulême (45) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.12. Drôme: M. Huet C.C.I. pl. du Palais, 26010 Valence Cedex (75) 42.29.77. Eure: M. Fournier C.C.I. 25, r. du Docteur Oudet, 19100 Brive (05) 74.32.32. Eure-et-Loire: M. Roure C.C.I. 1, r. de l'Éclair-Degré, 28005 Chartres Cedex (37) 21.92.28. Gard (circoscriptions) (48) 92.24.43. Charente-Maritime: M. Champoux C.C.I. Cordierie royale, B.P. 129, 17306 Rochefort (46) 97.24.56. Cher: M. Simeoni C.C.I. rue d'Assolant, B.P. 54, 18001 Bourges Cedex (49) 50.48.08. Corrèze: M. Barrouin C.C.I. 18, av. de Maréchal-Joffre, 19100 Brive (05) 74.32.32. Côte-d'Or: M. Lemaire C.C.E. 6, pl. du Général de Gaulle, 22000 Saint-Brisot (06) 81.07.90. Côte-d'Or: M. Mure-Dubois C.C.I. 1, pl. du Théâtre, 21000 Dijon (80) 67.31.22. Dordogne: M. Lazzarini C.C.I. 7, r. Charles Nodier, 25042 Bastonnet Cedex (81) 81.12.1

Le Monde

économie

ÉTRANGER

En Espagne
En dépit d'un accord signé
entre le gouvernement et le syndicat UGT
La tension reste très vive
dans les chantiers navals

Madrid. - Alors que les négociations pour s'opposer à la reconstruction des chantiers navals gagnent chaque jour en violence en Espagne, le gouvernement et la centrale syndicale socialiste UGT (Union générale des travailleurs) sont parvenus, le vendredi 16 novembre, à un accord sur la modernisation des grandes entreprises du secteur, qui, selon les dernières estimations, perdrait en 1984 52 milliards de pesetas (2800 millions de francs).

LA SUÈDE VA REMBOURSER
PAR ANTICIPATION
UN EMPRUNT
DE 1,2 MILLIARD DE DOLLARS

La Suède va rembourser en février prochain un emprunt de 1,2 milliard de dollars, fait en janvier 1983, à échéance de 1993, sous la forme de « billets » (notes) à taux flottant.

EMPLOI

AUX RENCONTRES D'AURILLAC

Les ministres du travail et de l'agriculture élaborent ensemble une « stratégie de développement » du monde rural

Aurillac. - MM. Delebarre et Souchoy, respectivement ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et secrétaire d'Etat à l'agriculture et à la forêt, ont signé le 16 novembre, à Aurillac, une convention pour l'action conjointe des deux ministères en faveur du développement de l'emploi et de l'activité économique en milieu rural.

s nucléaires

sparentes

ITS ACCUEIL
des entreprises

“Depuis que j'ai rencontré mon Agent de Change mon portefeuille m'éblouit.”



Mon portefeuille de valeurs mobilières, c'est moi qui l'ai constitué, progressivement. Tout seul. Je le gère moi-même, en m'informant, en étudiant, en comparant.

Les Agents de Change accroissent la marge de sécurité de vos placements.

17 NOVEMBRE 25 FRANCS 32 PROGRAMMES N° SPECIAL "VOTRE ORDINATEUR" VOTRE ORDINATEUR a réuni dans ce numéro ses 32 meilleures fiches programmes - jeu, éducation, gestion familiale, dessin, etc. Elles s'adaptent sur tous les ordinateurs: APPLE, ATARI, COMMODORE 64, ORIC, YENÔ, SINCLAIR, THOMSON, etc. Avec ce numéro spécial, apprenez le b.a.ba du basic par la pratique. En vous amusant. VOTRE ORDINATEUR, LE MAGAZINE DE L'INFORMATIQUE A LA MAISON. CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. BASIC PRATIQUE

AFFAIRES

La Lyonnaise des eaux renforce ses positions au Canada

La Lyonnaise des eaux et son partenaire du Canada, le groupe Desjardins, viennent de signer une lettre d'intention avec Gaz Métropolitain Inc., une société québécoise qui exploite un réseau de distribution de gaz naturel par voie de canalisations souterraines dans la grande région de Montréal. Cet accord, qui va permettre au groupe français de renforcer ses positions au Canada, conforte la politique d'« internationalisation » de ses activités, concrétisée tout récemment par l'accord conclu avec la compagnie japonaise Dainippon Ink and Chemicals (DIC), dont la moitié de la division « traitement des eaux » va passer sous le contrôle de la Lyonnaise des eaux par l'intermédiaire d'une société mixte créée à cet effet (Le Monde du 3 novembre 1984).

Dans le cas présent, la Lyonnaise des eaux, qui est déjà représentée hors de l'Hexagone par des filiales aux Etats-Unis, au Canada, en Espagne, dans certains pays du Pacifique et en Arabie saoudite, notamment, va miser la société canadienne Souxeau comme pivot central. Autour de celle-ci seront regroupées les interventions des trois firmes locales. Elle aura en échange l'exploitation et la maintenance des usines de traitement d'eau dans ce pays.

Filiale de la Lyonnaise des eaux et de la société d'investissement Desjardins à travers une société commune - Sidly - l'entreprise Sonexcan va accueillir dorénavant Gaz Métropolitain Inc. avec des participations au capital qui seront respectivement de 40 %, 20 % et 40 % à l'issue de la fusion intervenue entre Sidly et Sonexcan.

Cette nouvelle structure, qui sera opérationnelle le 15 janvier 1985, permettra à la Lyonnaise des eaux de disposer d'un seul outil associatif Desjardins, « un groupe financier coopératif très connu au Canada, présent dans toutes les communes et dont le bilan atteint 475 millions de dollars canadiens » (1) à la société Gaz Métropolitain, « une entreprise de travaux publics de 650 millions

de dollars de chiffre d'affaires et qui dispose d'un réseau réparti dans une soixantaine de municipalités québécoises », nous a précisé le président de la Lyonnaise, M. Jérôme Monod.

« Les opérations d'assainissement et de traitement des eaux sont un des grands problèmes du Québec. Ce sera là notre premier rayon d'action. N'est-il ajouté, mais celui-ci pourrait s'étendre par la suite à la province voisine de l'Ontario », l'une des plus riches et des plus peuplées du Canada.

S.M.

(1) 1 dollar canadien = 6,90 FF.

LES ACTIVITÉS NANTAISES DE CREUSOT-LOIRE SONT REPRISES PAR DES FIRMES AMÉRICAINES ET ALLEMANDES

Le tribunal de commerce de Paris vient d'accepter la reprise des activités nantaises de Creusot-Loire par des firmes étrangères. L'Américain Rockwell, numéro un mondial des rotatives offset, qui dispose déjà en France d'une filiale (Rockwell Graphic System), va reprendre la fabrication du matériel d'imprimerie. Une offre française concurrente, par Seailles et Tison, fabricant de petites machines à imprimer, qui emploie 200 personnes et a connu récemment des difficultés, n'a sans doute pas paru donner toutes les garanties suffisantes.

Pour les aéronavettes, c'est là encore, le leader mondial, l'Allemand de l'Ouest GEA qui l'a emporté sur la proposition franco-belge Hamon-Sobelco, pour, dit-on, 1 franc, mais avec un plan d'investissement d'une cinquantaine de millions.

Au total, quelque 320 emplois seront supprimés, mais les personnes touchées seront « transférées » au siège de Creusot-Loire pour pouvoir bénéficier des avantages de la convention de la sidérurgie (CGPS).

Agriculture

LA COOPÉRATIVE LAITIÈRE DE HAUTE-NORMANDIE LIMOGE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

(De notre correspondant)

Rouen. — M. Pierre Lemaître, directeur général de la Coopérative laitière de Haute-Normandie (CLHN-Nova), a été limogé par le conseil d'administration de l'établissement.

Cette décision intervient alors que la centrale laitière connaît des difficultés liées à la mise en œuvre d'un plan de restructuration qui prévoit la fermeture d'une des laiteries de la coopérative à Dieppe, spécialisée dans la fabrication de lait UHT (longue conservation). Il serait reproché à M. Lemaître d'avoir trop tardé dans la mise en œuvre de ce plan, qui entraînera la disparition de cinquante et un emplois à Dieppe.

Dans le même temps, M. Michel Ledru, président de la Fédération nationale des producteurs de lait et président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSA) de Seine-Maritime, a été nommé administrateur délégué de la CLHN, à la tête d'un comité de gestion composé de cinq membres parmi lesquels on retrouve M. Daniel Deneux, président de la Caisse nationale du Crédit agricole, et M. Levasseur, actuel président en titre de la CLHN.

E. B.

● Informatique américaine : les difficultés de Storage Technology. — La Chemical Bank a refusé un crédit-relais de 15 millions de dollars à la société américaine d'informatique Storage Technology, placée depuis le 31 octobre sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites (l'équivalent de la suspension provisoire de poursuites dans le droit français). Ce crédit était nécessaire pour la continuation des activités (fabrication des périphériques d'ordinateur) et le paiement des quatorze mille employés. Dixième société américaine d'informatique, Storage Technology a subi l'an passé des pertes de 41 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 887 millions de dollars.

LE PLAN ACIERS SPÉCIAUX

L'usine de Fos pourrait être maintenue

La société Asco-Métal, filiale à 51 % de Sacilor, et à 49 % d'Usinor, qui regroupe les activités des deux groupes dans les aciers spéciaux de construction, ne présentera un comité d'entreprise, le 20 novembre, que les grandes lignes de son plan de restructuration. Les détails de ce plan ne seront connus que d'ici à la fin de la semaine prochaine, le choix entre les différentes options possibles n'étant pas arrêté. Les dirigeants et les pouvoirs publics s'interrogent encore sur l'opportunité de fermer l'usine d'acières à roulements d'Ugine-Fos.

La fermeture de cette usine avait été décidée lors du conseil des ministres du 29 mars dernier. Mais Asco-Métal s'est aperçu que le rapatriement de ses fabrications dans les sites conservés des Dunes (Nord) et du Marais (Loire), appartenant sous deux à la Compagnie française des aciers spéciaux (CFAS) — celui de Pompey (Meurthe-et-Moselle) appartenant à la Société nouvelle des aciéries de Pompey (SNAP) et celui de Hagondange (Moselle) à la Société des aciers fins de l'Est (SAFE) présentait de grandes difficultés techniques et commerciales.

Ne pas fermer l'usine de Fos entraînera des pertes d'emplois sur tous les sites, avec un total de 2.800 à 3.500 suppressions sur un effectif de 9.800 personnes pour l'ensemble Asco-Métal.

E.L.B.

Mort d'une SCOP

Les Ouvriers réunis du bâtiment (ORB) disparaissent. Le tribunal de commerce d'Angers, qui a reçu mercredi matin 15 novembre le dépôt de bilan, a prononcé l'apremidi même la liquidation des biens de cette SCOP (Société coopérative ouvrière de production) née à Cholet (Maine-et-Loire) il y a trente-quatre ans. La justice est pour une fois expéditive.

La perte cumulée à fin 1983 était de 3 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 36 millions. Le carnet de commandes peut assurer cinq mois d'activités, mais le chiffre d'affaires depuis le début de l'année représente la moitié de ce que l'on espérait.

La situation s'était dégradée depuis plusieurs années, avec la crise nationale du bâtiment, qui a

conduit au rachat par de grands groupes de plusieurs PME de la région. Il y a eu cinq ans, l'ORB employait deux cent cinquante personnes.

Aujourd'hui, ils sont cent soixante, dont quatre-vingt coopérateurs. Il y a parmi les salariés une quarantaine de travailleurs immigrés.

Le drame de l'ORB, c'est celui de bien des PME du bâtiment : la structure d'une grande entreprise régionale (avec une usine de préfabrication) et une lourdeur administrative héritée des années d'euphorie, sans que de solides réserves permettent de résister à la tourmente.

J. D.

Pour protester contre l'incarcération d'un dirigeant

PLUS DE 5 000 ARTISANS ET COMMERCANTS MANIFESTENT À QUIMPER

Plusieurs milliers de commerçants et artisans (5 000 à 9 000 selon les sources) ont manifesté dimanche 18 novembre à Quimper pour demander la libération de M. Yves Le Lesz, président du comité de défense des commerçants et artisans du Finistère, incarcéré le 14 novembre à la suite du saccage de l'étude d'un huissier de justice.

Les manifestants, venus de toute la France, ont organisé un meeting avant de défiler en ville à l'appel de plusieurs organisations professionnelles, dont le CID-UNATI, le SNMPT, et différentes chambres de métiers. Une délégation a été reçue à la préfecture.

M. Pierre Desrues, délégué régional du SNPMT, a proposé la tenue d'une manifestation nationale à Paris « comme celle pour la défense des écoles libres ». La proposition a été approuvée par acclamations par l'ensemble des participants.

Dans une motion signée par tous les syndicats présents, les commerçants se sont déclarés « solidaires » et ont indiqué que si d'ici à la fin de 1984 les comptes de commerçants et artisans bloqués « n'étaient pas cotisations obligées », ils s'engageaient tous « à faire la grève des cotisations début janvier 1985 ».

Environ 400 commerçants et artisans ont, d'autre part, manifesté le même jour à Lorient devant la prison et ont commis des dégradations dans un bâtiment annexe.

● Pétrole : l'URSS a atteint ses objectifs. — L'URSS (premier producteur mondial) a produit 512 millions de tonnes de pétrole au cours des dix premiers mois de l'année, indique le mensuel *Ekonomicheskaya Gazeta*, ce qui ne permet pas de constater un redressement de la situation de ce secteur-clé de l'économie soviétique. — (AEP.)

ACIERS DE PRECISION POUR INDUSTRIES EXIGEANTES

Pour pouvoir alimenter les chaînes robotisées de l'industrie de demain, les nouveaux aciers exigent des technologies de production rigoureuses aux caractéristiques très précises : aujourd'hui, l'automatisation des procédés sidérurgiques est une réalité.

De la coulée continue aux laminés et aux trains à bandes, l'informatique aide progressivement les hommes à resserrer leurs contrôles.

Contrôle en continu des tôles par ultra-sons, contrôle de profil des poutrelles par lasers, contrôle du laminage à égalisation optimale par ordinateur... Les ingénieurs du Groupe USINOR vivent intensément une nouvelle génération de l'acier.

Qualité des procédés, des produits, du service : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

هكمان النحل

DIALOGUE ENTRE UN DIRIGEANT D'ENTREPRISE ET DECIDER'S, CONSEIL EN COMMUNICATION "CORPORATE"

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Les entreprises sont désormais continuellement sur la sellette: les médias s'intéressent à leurs activités avec une attention nouvelle. De surcroît, leur personnel et leurs réseaux se montrent particulièrement sensibles à ce qui se dit d'elles. Faut-il réagir à cette évolution?

DECIDER'S:

Aujourd'hui, le consensus français autour de l'entreprise se réalise enfin: elle est reconnue dans son rôle moteur de l'économie. Cela la libère mais crée aussi des nécessités, un devoir informatif. L'époque du "vivons cachés pour être tranquille" est révolue. Cela fait des années que les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et la Grande Bretagne ont compris cela.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Nous constatons chaque jour que l'identité de l'entreprise perçue à l'intérieur est un facteur de motivation du personnel. Quant à sa réputation à l'extérieur, elle intervient directement dans les choix des acheteurs français ou étrangers.

L'image compte donc partout. Mais l'environnement sur lequel s'inscrit cette image apparaît varié et complexe. Clients, distributeurs, importateurs, administration, associations, financiers, politiques: chacun peut influencer à un moment ou un autre sur le développement de l'entreprise. Quelles solutions proposez-vous?

DECIDER'S:

En créant Decider's, Pierre Homsy et Bernard Rideau ont voulu répondre clairement par un concept très simple: dans la communication "corporate", rien ne doit être négligé. Il faut repérer, analyser, apprécier toutes les occasions qui mettent en relation l'entreprise avec les milieux où se fabrique son image. Le discours des dirigeants, la mobilisation du personnel, le compte-rendu des activités par la presse, la connaissance

des dossiers par les pouvoirs publics, l'information diffusée dans tous les créneaux stratégiques (finances, syndicats, associations), le logo, la campagne institutionnelle, une manifestation, les relations avec les médias doivent être intégrés dans une communication globale pour promouvoir le capital-image de l'entreprise.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Il convient donc de ne pas agir au coup par coup, ni en fonction des seules circonstances: il faut gérer son capital-image selon une stratégie à moyen et long terme. D'accord, mais comment procédez-vous?

DECIDER'S:

Le capital-image d'une entreprise ne peut se construire en quelques jours. Il convient de composer avec le temps pour s'en faire un allié.

Première étape: un audit complet d'image. Un sondage n'est pas la panacée: il s'agit de conduire une investigation dans tous les secteurs où l'entreprise se trouve engagée, sans en oublier aucun. A partir de cette étude déployée dans tout le cercle relationnel de l'entreprise, on passe à la seconde étape: la définition d'un modèle de communication adapté pour être déployé dans le temps. Secteur par secteur, les actions sont définies et programmées. Troisième étape: la réalisation. Elle est sans cesse évaluée dans ses résultats et la trajectoire stratégique corrigée si nécessaire. Mais l'entreprise reste libre de choisir ses partenaires pour les diverses missions à exécuter. La spécificité de Decider's est de pouvoir intervenir sur n'importe quel créneau, avec ses moyens propres ou ceux, réputés, du groupe Homsy Delafosse et Associés pour les campagnes institutionnelles.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

La méthode est appréciable, mais suffit-elle? A l'évidence les relations publiques des années 1970

sont périmées. Les techniques de communication doivent se spécialiser et s'améliorer. Etes-vous sûr de pouvoir agir plus efficacement qu'une agence de publicité classique?

DECIDER'S:

Certaines agences de publicité modifient le titre de quelques collaborateurs ou changent l'appellation d'une filiale pour proposer ce genre de services. Decider's, c'est une équipe pluridisciplinaire qui fonctionne comme un cabinet d'avocats. La confidentialité est la règle. L'ouverture dans tous les milieux où se situent les décideurs et les pôles d'influence est assurée en permanence, grâce à la compétence des hommes qui animent Decider's.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Votre expérience diffère, en effet, de celle des agences de publicité, lorsqu'on évoque la communication "corporate": Decider's élargit le champ d'action pour couvrir l'ensemble de nos problèmes. Mais concrètement comment agissez-vous?

DECIDER'S:

Decider's cherche d'abord l'information dans l'entreprise car elle y existe toujours. Encore faut-il déterminer la bonne, choisir sur qui l'acheminer, assurer sa transmission. Decider's maîtrise l'ensemble des techniques et des moyens.

Ainsi, en fonction des objectifs, Decider's conseille l'action la mieux appropriée. Par exemple, l'entraînement d'un dirigeant d'entreprise à l'expression orale et audiovisuelle peut peser plus lourd qu'une campagne publicitaire institutionnelle de 20 millions de Francs! Decider's ne confond pas l'action en profondeur à long terme et la mobilisation rapide pour un coup de feu: ses équipes sont rompues à toutes les sortes d'interventions. Nous sommes les premiers à avoir une approche aussi complète en France. Nous ferons tout pour demeurer les meilleurs.



Pour poursuivre ce dialogue contactez directement Pierre Homsy ou Bernard Rideau. Decider's 216 boulevard Saint-Germain 75007 Paris. Téléphone: 544.38.67 ou 544.14.28

Decider's
Groupe Homsy Delafosse & Associés

UNE NOUVELLE MANIÈRE DE COMMUNIQUER

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE
Direction de l'Administration générale et de la réglementation
2^e bureau

Avis d'ouverture d'enquête publique - Aménagement de la chate de St-Alban-des-Villards

Electricité de France a déposé une demande de concession pour l'aménagement et l'exploitation de la chate de St-Alban-des-Villards sur le Glandoz, dans le département de la Savoie.

M. le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, informe le public que, en application de la décision en date du 17 mai 1984 de M. le ministre de l'Industrie et de la Recherche, le dossier de la chate de St-Alban-des-Villards présenté par Electricité de France à l'appui de ladite demande de concession sera soumis à enquête publique, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le dossier soumis à enquête comportera une étude sur l'environnement conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature.

1. - L'enquête publique s'ouvrira à la préfecture de la Savoie, où le dossier d'enquête sera déposé du 12 novembre 1984 au 11 janvier 1985 inclus. Il sera joint à ce dossier un registre d'enquête dans lequel le public pourra consigner ses observations.

Le dossier pourra être consulté tous les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis non fériés, ainsi que le dimanche 2 décembre 1984 et le 6 janvier 1985.

En outre, dès la signature de l'arrêté d'ouverture d'enquête par M. le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, le dossier d'enquête a été remis accessible à quiconque en a fait la demande à la préfecture, et ce dans la limite de la durée.

Pendant les mêmes périodes d'enquête et les mêmes jours, le dossier pourra également être consulté à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne, ainsi que dans les communes de St-Alban-des-Villards, St-Colomban-des-Villards et St-Etienne-de-Cuines.

Pendant ces périodes, le dossier pourra être consulté aux heures ci-après :

Préfecture de la Savoie :
de 9 h à 11 h 45 et de 14 h à 16 h 30
de 9 h à 11 h 30 et de 15 h à 17 h 30

Mairies de St-Alban-des-Villards :
de 8 h 30 à 11 h et de 15 h à 17 h 30

St-Colomban-des-Villards :
de 9 h à 11 h 30 et de 15 h à 17 h 30

St-Etienne-de-Cuines :
de 9 h à 11 h 30 et de 15 h à 17 h 30.

Les dimanches 2 décembre 1984 et 6 janvier 1985, le dossier pourra être consulté à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne de 14 h à 18 h et dans les mairies des communes de St-Colomban-des-Villards et St-Etienne-de-Cuines de 8 à 12 h, de St-Alban-des-Villards de 14 h à 18 h.

Les dimanches 2 décembre 1984 et 6 janvier 1985, le dossier pourra être consulté à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne de 14 h à 18 h et dans les mairies des communes de St-Colomban-des-Villards et St-Etienne-de-Cuines de 8 à 12 heures, de St-Alban-des-Villards de 14 h à 18 h.

Dans chacun de ces lieux de consultation, un registre subsidiaire sur lequel le public pourra consigner ses observations sera joint au dossier.

2. - Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne.

Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par un des membres de la commission d'enquête, pendant les trois derniers jours ouvrables de l'enquête, du 9 janvier 1985 inclus, au 11 janvier 1985 inclus entre 9 heures et 11 heures 30 et 15 heures et 17 heures 30, à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne ainsi qu'à la mairie de St-Alban-des-Villards aux mêmes horaires.

La commission d'enquête sera composée de trois membres :

Président : Monsieur Tulauc Jean, architecte honoraire - 266, rue de la République, 73300 St-Jean-de-Maurienne.

Membres : Monsieur Godard Denis, géomètre expert DPLG - 327 rue Saint-Pierre, 73300 St-Jean-de-Maurienne.
Monsieur Crinel Séraphin, ingénieur TPE en retraite - Le Minoret, rue Bonrioux, 73300 St-Jean-de-Maurienne.

3. - Après la clôture de l'enquête, des copies du rapport de la commission d'enquête contenant ses conclusions motivées et les réponses du pétitionnaire aux observations présentées au cours de l'enquête seront déposées dans chacune des mairies des communes intéressées ainsi qu'à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne et à la préfecture de la Savoie.

La communication de ces documents pourra être faite à toute personne en faisant la demande au préfet, commissaire de la République du département de la Savoie.

CHAMBERY, LE 18 OCT. 1984
LE PRÉFET
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE
JEAN DUSSERRE

EXPORTEZ EN ARABIE

SAMIC, 10 bis, rue des Fossés-Saint-Jacques, 92200 Neuilly - 747-96-28

Paris-Colombo un avant-goût du Paradis




Vendredi et dimanche, partez vers le Paradis

Deux fois par semaine, venez découvrir le bœuf de notre service, en route vers Colombo. Dégustez nos vins, choisissez votre menu, même en classe économique, et laissez vous séduire par le service chaleureux qui n'appartient qu'à ceux qui vivent au Paradis.

Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris, 9 rue du 4 Septembre, Paris 75002. Tél. 297.43.44.

AIR LANKA
Un goût de Paradis.

SOCIAL

LE XV^e CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE FO

La victoire et la grogne

L'histoire se répéterait-elle ? Le XV^e congrès confédéral de Force ouvrière, qui va se réunir à partir de mardi, se déroulera aux mêmes dates - du 20 au 23 novembre - et au même lieu - Paris - que celui de 1963, lorsque M. André Bergeron avait accédé aux fonctions de secrétaire général.

La différence est que le syndicaliste le plus populaire de France, si l'on en croit toutes les enquêtes d'opinion, va solliciter un huitième mandat et que le Parc floral de Vincennes va remplacer la Mutualité pour accueillir. Il est vrai, plus de 4 000 participants, dont au moins 3 200 délégués. Un record. Alors qu'une bonne centaine d'interventions sont attendues, les débats devraient se polariser sur le rôle du syndicalisme, l'action face à la politique du gouvernement et l'enseignement (dans la perspective des élections du 3 décembre).

La résolution générale sur le syndicalisme (dont le projet a été rédigé par M. Roger Sandri, secrétaire confédéral chargé de l'organisation) ne traduira pas le moindre déplacement des positions traditionnelles de FO telles qu'elles avaient été rappelées dans un manifeste - « le syndicat qui reste un syndicat » - en janvier 1983, et dans une déclaration au précédent congrès de 1980. Comme la protection sociale, la politique internationale et certains thèmes sociaux traités en commissions, l'enseignement fera l'objet d'une résolution spécifique.

Avant les élections du 3 décembre qui devraient lui permettre de réaliser une percée au moins dans l'enseignement secondaire - où elle présente 2 000 candidats, le double du primaire - FO va ainsi réaffirmer avec solennité son choix de développer la syndicalisation des enseignants. M. Bergeron répètera sans doute qu'il n'y a ni OPA ni tentative de déstabilisation de la FEN. Mais il ne manquera pas de lui faire porter le chapeau de cette rupture du « contrat moral » qui lors de la scission de la CGT en 1947, avait prévu tacitement que FO laisserait la FEN syndiquer les enseignants. La modification de la composition du conseil supérieur de la fonction publique - au profit de la CGT et au détriment de FO - a précipité la rupture, même si, pour certains, elle en a été

plus le prétexte que la cause. Quoi qu'il en soit, la FEN, accusée de se comporter de plus en plus en « confédération », est bel et bien visée dans cette offensive auprès des enseignants, menée avec le concours actif de trotskistes du PCI, et le congrès confédéral va être une formidable caisse de résonance pour la campagne en cours.

Unanimité

Au-delà de cette bataille, le quinze congrès de FO va offrir plusieurs visages. Ce sera à la fois celui de la victoire et de l'unanimité, celui de la déception et de la grogne. Ce sera enfin un congrès-charnière pour l'histoire de FO. Victoire parce que, depuis 1980, la centrale de M. Bergeron, dans un paysage de crise du militantisme syndical, a fortement consolidé ses assises (voir article de Jacques Kergat dans « le Monde de l'économie »).

Avec 115 000 adhérents revendiqués, de 15 000 à 16 000 sections syndicales et syndiqués, elle peut effectivement prétendre à la seconde place sur l'échiquier syndical. Loi de l'affaiblir, les consultations sociales nationales l'ont renforcé : 17,78 % aux élections prud'homales de 1982, 25,17 % aux caisses familiales en 1983, 16,9 % dans les entreprises du secteur nationalisé en 1984 pour les élections aux conseils d'administration. Certes, FO a encore du chemin à faire dans les entreprises du secteur privé, mais là aussi elle a réalisé une progression sensible et indéniable (« le Monde du 15 mai 1984 »), même si, depuis quelques semaines, quelques résultats montrent que cette tendance n'est nullement irréversible.

Au Parc floral de Vincennes, M. André Bergeron va donc jouer sur da velours. Il a de bonnes chances d'être réélu président et de retrouver lors de vote sur son rapport général un score proche de son record de 1969 (94 %), supérieur en tout cas à ceux des précédents congrès (89,9 % en 1971, 84,74 % en 1974, 87,2 % en 1977 et 88,89 % en 1980). La victoire conforte l'unanimité.

Une telle situation s'explique à la fois par le bilan positif des quatre dernières années et par un renforcement de l'autorité de M. Bergeron - avec une accentuation de la personnalisation - qui a su cimenter l'unité interne en défendant les principes traditionnels du syndicalisme dans une opposition totale et affichée à ceux de la CFDT. Les « minoritaires », comme en 1980 déjà, ne devraient pas présenter de contre-projets de résolution (à Vichy, en 1977, deux textes des courants « socialiste-CERES » et « révolutionnaire » avaient obtenu ensemble 16 %), qu'il s'agisse des anarcho-syndicalistes proches de M. Alexandre Hébert, secrétaire général de l'UD de Loire-Atlantique, ou des trotskistes du PCI. Symbiose complète.

Mais le congrès de FO devrait aussi être celui de la déception et de la grogne. Réuni pour la première fois depuis le changement politique de 1981, le congrès va dresser un bilan sévère dont on trouve les traces dans les minutieux rapports généraux de 575 pages (qui incluent le livre de M. Bergeron 1 500 jours, publié en septembre chez Flammarion). Dès l'élection de M. Mitterrand, Force ouvrière, satisfaite de l'alternance, n'avait pas dissimulé quelques inquiétudes. Social-démocrate pour l'essentiel au niveau de ses dirigeants, de son appareil et d'une bonne part de ses militants, FO cultive une tradition réformiste intimentement plus proche de la SFIO-maintenue que du Parti socialiste conquis par M. Mitterrand. Au niveau des adhérents, le centre gauche se dispute quasiment à parité au centre droit.

pour la politique conventionnelle, estimant, à juste titre pour le secteur public, que son déperissement s'est nettement accentué en 1984. Les craintes d'une aggravation du chômage et d'une « explosion sociale » résultant directement du rigorisme gouvernemental alimentent quotidiennement le discours de FO, le comité confédéral national de janvier 1984 ayant considéré que « la politique économique et sociale du gouvernement a considérablement aggravé les conséquences de la crise ». Les difficultés du dialogue social n'ont cependant pas empêché FO de ratifier - malgré des réserves au sein de la commission exécutive - au début de 1984 le nouveau système d'assurance-chômage qui a abouti à une baisse globale de l'indemnisation.

Pour autant, FO est restée modérée dans son action, davantage que du temps de M. Barre. Si elle a refusé de nouveau, en janvier 1983 - en dehors de rencontres puis de manifestations communes sur la Pologne - tout contact avec la CFDT, elle a tenu trois « sommets » avec la CGC et la CFTC sans qu'ils soient suivis de ripostes similaires. Si elle a participé à deux grèves nationales dans la fonction publique, elle s'est contentée d'une grève nationale d'une heure au niveau interprofessionnel le 18 mai 1983. A Vincennes, la tonalité des interventions s'annonce déjà très dure contre le gouvernement - et ses doutes contre le patronat, sur les salaires et la « flexibilité » de l'emploi. La Fédération de la chimie a déjà indiqué qu'elle mandatait le congrès « pour prendre toute initiative interprofessionnelle nécessaire pour marquer le mécontentement profond de la classe ouvrière à l'égard de la politique sociale actuelle ». L'UD de Loire-Atlantique soutiendra « toute initiative » contre la « politique réactionnaire du gouvernement et du patronat ».

Une « période-charnière »

Face à cette grogne, M. Bergeron - sur une analyse similaire à celle de la Fédération de la métallurgie - est plutôt réservé. Il ne prendra pas les devants comme au congrès de Vichy où il avait annoncé d'emblée une grève nationale de vingt-quatre heures pour le 24 mai 1977. Si l'on constate, en effet, une montée du mécontentement, il estime que c'est d'abord les militants qui révent d'encadrer par une grande grève. Or, dans le contexte actuel, ils ont peu de chances d'être suivis par leurs troupes. Le seraient-ils, ajoute un dirigeant fédéral, il y a peu d'espoir de voir le gouvernement changer de politique économique. En tout état de cause, si la pression s'avère irrésistible, M. Bergeron, qui commence à être déçu par M. Fabius, fera en sorte qu'aucune date ne soit fixée pour une grève nationale interprofessionnelle.

Les assises de Vincennes marquent enfin une « période-charnière » dans l'histoire de FO. M. André Bergeron va remplir pour un ultime mandat. Mais, déjà, la bataille de succession est bel et bien engagée. Aux deux « prétendants » connus - M. Marc Blondel (quarante-six ans), ancien responsable de la Fédération des employés et cadres, et M. Claude Jenet (quarante-huit ans), ancien responsable des PTT, respectivement membre du bureau confédéral depuis 1980 et 1982 - s'ajoutent de plus en plus, avec une bienveillance dans certaines unions départementales, un troisième, M. Claude Jenet (quarante-deux ans), qui a quitté son UD de la Vienne en 1980 pour prendre en charge au sein du bureau confédéral les relations avec la presse. M. Bergeron choisira son successeur mais, le moment venu, « opposant » à ce régime.

les fédérations professionnelles entendent bien dire leur mot.

Dans l'immédiat, MM. Sandri (organisation), Giltier (femmes et tourisme) et Rouzier (international) vont quitter le bureau confédéral, qui va se trouver provisoirement ramené de quatorze à douze membres avec l'entrée d'un seul nouveau, M. Jean-Louis Duffaud, venant de l'UD de l'Hérault. D'aucuns s'attendent à voir le successeur dans le futur responsable de l'important secteur organisation. Mais M. Bergeron pourrait bien noyer le poisson afin de ne donner priorité à aucune interprétation de ce type. La répartition des tâches au sein du bureau confédéral - qui sera élu comme la commission exécutive, par le comité confédéral national (fédération plus UD) le 24 novembre - pourrait bien n'avoir lieu qu'en janvier prochain.

Logiquement - et statutairement - le congrès de la succession devrait avoir lieu à la fin de 1987, mais il n'est pas impossible qu'il soit avancé ou reculé en fonction de l'échec politique des élections présidentielles (déjà ce vingtième congrès a été retardé d'un an)... Au Parc de Vincennes déjà, une première bataille va se livrer autour de la nouvelle commission exécutive. Celle-ci comprend 35 membres. Or - ce qui est un record - il n'y a pas moins de 56 candidats (27 sont donc une femme, 29 hommes dont aucune femme). A elles seules, les UD présentent 32 candidats (dont 21 nouveaux), ce qui correspond à un désir de rééquilibrer une commission exécutive actuellement dominée par les fédérations (21 membres contre 14 pour les UD). Mais il peut y avoir d'autres interprétations : des rivalités entre les UD elles-mêmes qui se concurrencent parfois dans une même région, l'apparition de nouveaux hommes liés à certains des « prétendants », voire un jeu politique. Cette dernière hypothèse apparaît comme la moins crédible : l'« entrée » du RPR (réel dans certains syndicats mais limité en général) et du PCI (plus perceptible dans l'enseignement) est insignifiante dans l'appareil, où les cartes restent pour l'essentiel distribuées entre les sympathisants - membres ou non - du PS ou de la Gauche démocratique et les postalgiques de la SFIO. Une autre époque...

MICHEL NOBLECOURT.

M. HENRI KRASUCKI A ASSISTÉ AUX OBSEQUES DE KEMAL OZGUL

Les obsèques de Kemal Ozgul, le jeune ouvrier turc tué le 10 novembre dans une usine d'Épône (Yvelines), ont eu lieu dans cette ville le 17 novembre, en présence de M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT. Le cercueil, accompagné par M. Krasucki, qui est délégué de la CGT, devait être transporté le 19 novembre en Turquie.

« Les représentants d'un certain patronat (...) ont une lourde et grave responsabilité dans cette affaire, exactement comme les auteurs des campagnes racistes, dégradantes et dangereuses dans le récent meurtre de deux autres Turcs à Châteaubriant », a déclaré M. Henri Krasucki, qui s'est élevé contre les « hypocrites » qui « ont trouvé scandaleux que les travailleurs, à l'appel de la CGT, réagissent au meurtre de Kemal Ozgul (...), car ils auraient voulu que nous pleurons en silence en cachant les véritables causes de ce drame ».

Le secrétaire général de la CGT a également mis en cause « la culture militaire sanguinaire qui règne en Turquie », et rappelé que Kemal Ozgul, d'origine kurde, était un « opposant » à ce régime.

En Haute-Saône l'ancien permanent de la CGT est licencié par son organisation

De notre correspondant

Arrive alors le congrès départemental, les 22 et 23 juin dernier, qui conforte M^{me} Damora au secrétariat général, avec la bénédiction de la Confédération nationale. Mais M. Houel et ses amis parlent de leur tour le 5 novembre de constituer un autre secrétariat départemental, où l'ancien patron de l'UD-CGT demeurerait permanent chargé de l'organisation.

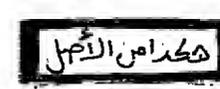
Aujourd'hui, deux bureaux déclarent représenter l'UD-CGT en se disputant la voiture de service, les fichiers de section, le matériel de propagande, la boîte aux lettres. Ce qui amène la Confédération de M. Krasucki à parler de « travail de sape » et de « fractionnisme ». En demandant aux sections syndicales qui le soutiennent de bloquer leur quorum finalment donné le prétexte à M^{me} Damora d'obtenir à son encontre un licenciement économique, effectif le 13 novembre à minuit.

ANDRÉ MOISSÉ.

Confits

« Le meilleur service que nous pouvons rendre à ceux qui détiennent maintenant le pouvoir est de rester nous-mêmes », avait affirmé M. Bergeron dès le 14 mai 1981. FO est effectivement restée elle-même, et on ne peut lui reprocher d'avoir glissé dans une dérive politicienne ou dans une opposition systématique. Elle n'a pas changé de langage avant et après le 10 mai 1981, mais elle s'est trouvée vite en conflit sur la présence des communistes au gouvernement, la manière de concevoir les nationalisations, ce prétendu « nouveau droit des salariés » issu des lois Auroux, et, bien sûr, l'émergence de la rigueur en juin 1982 (blocage des salaires) puis son basculement dans l'austérité en mars 1983 avec, au milieu du tunnel, la stagnation, voire la baisse du pouvoir d'achat. FO a signé depuis 1981 trois accords salariaux dans la fonction publique. Pour 1984, elle vient de ratifier l'accord salarial à la RATP, mais elle garde de 1982 et 1983 le souvenir d'« années noires ».

AVIS D'APPEL
DREME PROJET F
APPRENEZ
formation aux examens
spectacles, vacanciers
INSTITUT, 24



COOPÉRATION

« SORTIR DE L'HEXAGONIE », D'ANDRÉ FONTAINE ET PIERRE LI

Une boussole très fiable

« Hexagonie... Il fallait y penser. Une maladie qui ne menait pas forcément la France... à l'agonie mais pourrait lui rendre la vie très difficile. C'est à le prouver qu'André Fontaine et Pierre Li viennent de consacrer un livre bâti à partir de matériaux du IX^e Plan, mais dont l'architecture est assez éloignée de la plupart des rapports construits rue de Marignac. Il a été en effet élaboré pour le grand public, ses auteurs - tous deux journalistes - appliquant ce qu'ils préconisent à la fin de leur livre: la nécessité d'une meilleure communication.

Cette volonté quasi pédagogique aurait pu rendre le propos fade. Ce n'est pas le cas parce que André Fontaine et Pierre Li ont su émailler leur étude de petits faits vrais mais oubliés, et de tableaux révélateurs qui vous « éclatent au visage ».

« Nous ne sommes pas seuls sur la terre », affiche la première partie. Une preuve? La boisson de notre petit déjeuner (café, thé, chocolat) est toujours importée! Le ton est donné. D'autres formules frappantes parsèment ainsi les pages. « Il aura fallu près de dix-huit siècles pour tripler la population mondiale. Ce même résultat a été obtenu, à notre époque, en l'espace d'une vie humaine ». On se souvient de la deuxième partie sur « L'état du monde », mine de renseignements précieux non seulement sur la démographie, mais sur l'énergie, la mutation industrielle, l'émergence du savoir, puis sur chacun des pays ou des ensembles de pays qui comptent sur cette planète: « Tout ce qu'il faut savoir » sur les Etats-Unis, l'URSS, le Japon, l'Europe, les tiers-mondistes (Chine, Inde, Islam, Afrique subsaharienne, Amérique latine).

Relevons quelques-unes des observations précieuses qu'offre cette série d'instantanés: « Au cours des dix dernières années, l'Europe a créé deux millions d'emplois contre cinq millions au Japon et dix-neuf millions aux Etats-Unis ». Ou encore: « Un équilibre de la misère longe les frontières méridionales des Etats-Unis, de l'Europe, de l'URSS, de la Chine et du Japon. Grand monde, il y a autant d'hommes de part et d'autre: deux milliards. Mais on produit et on

consomme au nord les neuf dixièmes des biens de ce monde. »

Des graphiques et des cartes attirent l'œil. Signalons ceux où l'on suit la progression effrayante des villes de plus d'un million d'habitants dans les pays en développement de 1970 à l'an 2000; la chute brutale des commandes mondiales de chantiers navals de 1974 à 1979; la montée en puissance depuis 1972 des importations américaines de produits en provenance des pays du tiers-monde (ce qui permet de corriger le stéréotype sur le « j'm'en fichisme » des Etats-Unis à l'égard des pays en voie de développement).

Et la France, dans tout cela? « La nécessaire est possible », affirment nos auteurs en ouvrant la dernière partie de leur ouvrage. Deux impératifs: compter sur soi, agir sur l'environnement. L'inventaire de nos forces et la renaissance de nos faiblesses ne portent pas à la mélancolie.

Nous avons bien sûr un retard dans les technologies de pointe qui intéressent le consommateur, mais beaucoup moins dans celles qui touchent à l'équipement (mécatronique, télécommunications, logiciels), sauf toutefois dans la robotique. Porter la recherche au niveau de celle des grands pays industriels et mieux former les travailleurs paraissent les tâches les plus urgentes.

La France a encore des messages à délivrer au monde, culturels, bien sûr, mais aussi politico-économiques. André Fontaine et Pierre Li déignent bien ainsi trois lignes d'action: la recherche d'une régulation économique à l'échelle mondiale; la consolidation de la construction européenne; l'équilibre des rapports Nord-Sud.

Ceux qui ne frétilent qu'aux appels politiques reprocheront peut-être à nos auteurs de prendre leurs distances vis-à-vis des idéologies. Rappelons que la matière première fournie était très composite puisque extraite d'une commission d'une quarantaine de membres aux options très diverses. Le but, au reste, était de faire le point. La boussole fournie est particulièrement fiable.

PIERRE DROUIN.

* Stock: 280 pages, 85 F.

(Suite de la première page.)

Or certains de ces Etats disposent de matières premières qui nous font défaut. Pourquoi l'Europe, qui importe les trois quarts de son pétrole et la moitié des minerais dont elle a besoin, n'échangerait-elle pas sa sécurité d'approvisionnement contre une autre, faite de produits agricoles au profit de ceux qui en sont dépourvus, et cela par voie contractuelle et sur des bases qui évitent la dégradation des termes de l'échange au détriment des pays en voie de développement? La plus élémentaire des justices, c'est aussi d'assurer un prix équitable aux produits agricoles exotiques plutôt que d'assister, navrés mais passifs, à l'effondrement économique des pays dont le cacao, le café, l'arachide sont les principales ressources.

Mais le développement d'échanges équilibrés, s'il est souhaitable parce qu'il est moteur d'expansion, ne constitue cependant qu'un moyen, pour l'instant très limité, de répondre à l'aspiration au mieux-être de plus de 400 millions de personnes gravement sous-alimentées. L'assistance alimentaire reste indispensable et pour longtemps encore. La Communauté y consacre quelque 700 millions d'ECU sur les 28 milliards d'ECU de son budget, ce qui est bien insuffisant.

Ici encore, la façon de donner vaut mieux que ce que l'on donne. Hélas! nous ne sommes pas maîtres de l'utilisation sur le terrain de cette manne, qui est quelque fois providentielle pour les spéculateurs de toutes sortes ou pour les gouvernements afin de mieux assurer leur autorité ou de mieux assurer leur réélection.

Est-ce un motif pour l'Occident de refuser à l'Éthiopie communiste une aide alimentaire, sous prétexte que les opposants au régime, dont les régions d'origine sont les plus touchées par la famine, auront des difficultés à en bénéficier? Souvent pour de simples raisons de topographie ou de désignement, les campagnes, qui sont toujours les plus démunies, sont écartées de la distribution. Parfois

Nourrir les hommes

même, handicap supplémentaire, l'aide extérieure concurrence abusivement sur le marché leur petite production et les ruine en même temps qu'elle les décourage. Les donateurs ont le devoir de s'en soucier. Leur intérêt n'est pas de tuer la production locale, car l'assistance n'est pas une fin en soi. Sa totale pérennisation n'est pas plus financièrement possible qu'elle n'est moralement acceptable.

C'est pourquoi la meilleure utilisation des dons alimentaires consisterait, pensons-nous, à les vendre dans le circuit traditionnel à des prix raisonnables, non seulement pour compléter l'approvisionnement du pays concerné, mais pour donner aux autorités les moyens financiers d'accorder à leurs propres producteurs un complément direct de prix, les encourageant ainsi à développer leur production. Ce système de déficiency payment aurait l'avantage d'établir les conditions de la réduction de la dépendance extérieure des pays en voie de développement pour la nourriture de leurs populations.

Parmi les dons, la fourniture de poudre de lait suscite bien des controverses, surtout lorsqu'elle est apportée à des populations qui se sont physiologiquement déshabituées du lait et ne disposent pas d'eau potable pour fabriquer une boisson acceptable.

Pourtant, il n'y a pas de problèmes techniques et éternels qu'on ne puisse résoudre, qu'on ne sache résoudre au prix d'une recherche appliquée. Le lait est un aliment complet, facile à distribuer dans les grandes agglomérations des pays en voie de développement, à condition de réaliser auprès de celles-ci de petites unités de reconstitution à partir de poudre de lait dégraissée et de butter-olé. De telles unités fonctionnent déjà, et les organisations agricoles françaises vont tenter de les multiplier en Afrique en associant les Africains à leur gestion, ce qui aura en plus l'avantage de créer une activité industrielle et des emplois.

Ce faisceau de solutions complémentaires et convergentes peut être critiqué et le débat s'instaurer à n'en plus finir, sans avantage d'ailleurs pour les populations concernées. Mais il est un point qui rencontre un accord général et nourrit les débats, sans pour autant entraîner une mobilisation correspondante sur le terrain, c'est l'appui au développement des productions agricoles, notamment vivrières.

C'est ici que s'exprime, très concrètement la solidarité des peuples français à l'égard de leurs frères du tiers-monde. En 1975, pour pérenniser et approfondir les actions de secours engagées lors de la première sécheresse au Sahel, la FNSEA, les chambres d'agriculture, le crédit, le mutualisme agricole et les Jeunes agriculteurs créèrent l'AFD (Agriculteurs français et développement international). Cette association s'appuie sur quatorze associations régionales et soixante associations ou comités départementaux qui, mis en contact avec des groupements paysans, d'Afrique pour la plupart, établissent avec eux et financent des petits projets dont la modestie est paradoxalement « à la hauteur » du problème posé, parce que ces réalisations, placées sous la responsabilité des hommes de terrain, répondent à leur demande et correspondent à leurs besoins.

Ainsi, des puits ont été créés, des périmètres maraichers rénovés, des magasins de stockage construits, des coopératives et mutuelles sont nées de l'initiative des uns et de l'appui des autres. Mais, plus encore que les réalisations, ce sont les liens entre les hommes qui sont porteurs d'espérance, d'autant que les échanges s'apprécient désormais en termes de coopération et non plus de dépendance ou d'assistance.

Ces initiatives, pour exemplaires qu'elles soient, n'ont pas la prétention d'apporter une réponse à la mesure d'un tel défi. Pour y parvenir, il faudrait leur donner une dimension qui les ressourcerait au-delà du seul monde paysan ne permettant pas

d'atteindre. Les Etats eux-mêmes rencontrent vite une limite à leur générosité. Celle-ci, mesurée à la richesse créée, se réduit en pourcentage chaque année. Peut-on alors trouver un relais dont la structure pérenne garantirait le nécessaire suivi des actions de terrain?

Oui, répond la FNSEA, mais c'est un vaste plan de développement à l'échelle mondiale qu'il faut mettre en œuvre, à l'image de ce plan Marshall qui a permis à l'Europe, après la dernière guerre, d'entreprendre son redressement économique.

Si nous ne manquons pas d'acteurs pour la partie agricole de ce plan - la preuve en est faite, - nous avons aussi le souci d'en trouver le financement. A notre sens, il pourrait procéder d'une remise en ordre du commerce mondial des produits agricoles, commerce très perturbé par des pratiques de dumping qui n'ont même pas le mérite de profiter aux pays en voie de développement, souvent trop pauvres pour acheter, fût-ce à vil prix, les denrées alimentaires indispensables.

En fait, ce sont des pays développés et solvables, dont l'agriculture reste chroniquement déficitaire - telle l'URSS - qui profitent de l'anarchie des marchés mondiaux. Une bonne organisation de ceux-ci par les principaux pays producteurs (cinq pour les céréales) aurait un effet direct à la hausse sur les prix pratiqués jusqu'à ce que soit atteint le niveau de prix de revient le plus compétitif. Le gain ainsi obtenu, tant par les Etats dispensés de subventionner leurs exportations que par les producteurs mieux rémunérés, pourrait alors alimenter un fonds destiné à des actions exemplaires dans les pays en voie de développement.

C'est une grande ambition. Ce type d'organisation dérangeait sans doute des habitudes et peut-être même des intérêts; mais qui d'espoirs méritait là où règne la misère, que de mauvaises consciences s'en trouveraient disciplinées là où l'abondance s'apparente à une calamité.

FRANÇOIS GULLAUME.

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32

AVIS D'APPEL D'OFFRES : DEUXIÈME PROJET FERROVIAIRE SNCZ

Dans le cadre d'un financement de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE), la Société nationale des chemins de fer zairois lance un appel d'offres pour la fourniture d'un lot de wagons porte-conteneurs ainsi qu'un lot de pièces de rechange y afférent.

Ne pourront être admis à participer à cette adjudication que les entreprises ayant, d'une part, leur siège social ou leur domicile en France ou dans un pays de la zone franc, ou dans l'Etat où est réalisé l'investissement et dont, d'autre part, le capital est détenu et la direction affective assurée par des ressortissants de ces Etats et/ou des ressortissants français.

Le dossier complet d'appel d'offres est constitué de :

- 1°) Le cahier général de charges pour les marchés de fourniture ;
- 2°) Les conditions techniques générales pour la construction de wagons porte-conteneurs à hautes rabattantes ;
- 3°) Un jeu de plans tel qu'a décrit dans les conditions techniques générales.

Le dossier d'appel d'offres sera mis en vente le lundi 5 novembre aux adresses suivantes :

1. OFERMAT, 3B, rue La Bruyère - F 75009 PARIS
2. AGENCE SNCZ, 108, rue d'Arion - B 1040 BRUXELLES Z
3. Bureau de liaison SNCZ - Avenue du Port, KINSHASA
4. Département des approvisionnements SNCZ, LUBUMBASHI

Le prix du dossier est fixé à 1 000 FF ou 7 000 FB ou 4 000 Z.

L'ouverture des offres aura lieu en séance publique le mardi 15 janvier 1985 à 9 h 00 locales, dans la salle de réunions de la délégation générale SNCZ, place de la Gare, à LUBUMBASHI.

APPRENEZ L'ANGLAIS

- programme de formation
 - préparation aux examens universitaires
 - cours spéciaux, vacances de Noël à Londres
- RAYFAIR INSTITUTE, 34, rue Vignon 75006. Tél. 285-16-75

AVEC 450 F DEVENEZ COPROPRIETAIRE D'UN IMMEUBLE DE BUREAUX, FIFTH AVENUE A NEW-YORK



450 F est le prix (valeur 30 avril) de l'action Rodamco cotée en bourse. L'achat d'une seule action Rodamco suffit pour devenir copropriétaire d'un portefeuille immobilier international diversifié qui comprend des programmes commerciaux de première catégorie. Rodamco possède, par exemple, par le biais de sa participation dans Hexalon, l'immeuble de bureaux, 745 Fifth Avenue, à New-York. Rodamco gère un actif net de l'ordre de 3,3 milliards de F, dont la moitié environ a été placée aux USA, avec des résultats très satisfaisants et d'excellentes perspectives.

Comme il ressort du rapport annuel, les investisseurs ont pu récolter les fruits de la politique de Rodamco: le résultat global d'un placement en actions Rodamco aura été de 24,3% sur 12 mois. Un résultat intéressant? Pour de plus amples informations, il vous suffit d'envoyer le bon ci-dessous.

RODAMCO: LE FONDS IMMOBILIER DU GROUPE ROBECO

Rodamco, Postbus 973,
3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.

Nom: _____
(caractères d'imprimerie s.v.p.)

Adresse: _____

Code postal et ville: _____

RODAMCO

CONJONCTURE

Avis d'appel d'offres international
République fédérale islamique des Comores

Le Directeur Général des Travaux Publics de la République Fédérale Islamique des Comores invite les entreprises à soumissionner pour la fourniture de matériels de maintenance et d'un remorqueur pour le port de Mutsamudu.

Lot n° 2.1 - Neuf élévateurs de 4 tonnes
Trois élévateurs de 12 tonnes.
Lot n° 2.2 - Six tracteurs de 75 CV.
Lot n° 2.3 - Vingt remorques de 8 tonnes
Huit remorques de 25 tonnes.
Lot n° 2.4 - Deux grues mobiles de 40 tonnes à 3 mètres.
Lot n° 2.5 - Douze transpalette de 3 tonnes.
Lot n° 3 - Remorqueur de port de 1 500 CV.

Les soumissionnaires devront être acceptés par les organismes de financement, la BADEA pour le lot n° 2, la KFAED pour le lot n° 3.

Les soumissionnaires pour un ou plusieurs lots sont possibles.

Les dossiers d'appel d'offres (en français) des lots 2 ou 3 peuvent être obtenus à partir du 19 novembre 1984 auprès du
BCEOM - Division PVN
15, square Max-Hymans, 75741 PARIS (France)
TEL : (1) 320-14-10 - Telex : 250618 F

sur présentation d'une demande écrite et accompagnée d'un chèque bancaire de 500 francs français.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
LOT B3

Le ministre des TPTC annonce aux intéressés que le lot B3 concernant l'appel d'offres international lancé le 14 juin 1984 n'a pas été adjugé. Le dossier technique restant inchangé, le ministre des TPTC invite les fournisseurs nationaux et étrangers à soumettre leurs offres pour la fourniture de véhicules légers de contrôle et d'exploitation objet du lot B3 devant équiper le service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS) dans le cadre du projet de drainage des eaux pluviales de Port-au-Prince.

L'équipement à acquérir comprend :

- 7 véhicules tout terrain diesel
- 4 pick-up 4 x 4 diesel
- 1 fourgon atelier vitré diesel.

Tout le matériel devra être livré en état de marche au siège du SMCRS à Port-au-Prince - Haïti.

Le projet étant partiellement financé par un prêt de la banque interaméricaine de développement (BID), seules les fournitures provenant des pays membres de la BID seront acceptées.

Les soumissionnaires intéressés peuvent consulter ou obtenir les documents de base (contenant les détails et spécifications des équipements à acquérir) et les conditions de cet appel d'offres au siège du service du génie urbain 49, avenue John-Brown (3^e étage) Port-au-Prince, Haïti tous les jours ouvrables de 8h00 AM à 2h00 PM à partir du 19 novembre 1984 contre une valeur de cinquante dollars US (US DLRS 50,00) à verser par extensoire en chèque certifié et non remboursable.

Le type d'appel d'offres est à prix unitaire pour le matériel demandé. L'adjudication s'effectuera sur la base de l'offre la mieux adaptée aux conditions d'utilisation et moindre coût à l'acquisition ainsi qu'à l'exploitation.

La remise des offres est fixée au 20 décembre 1984, jusqu'à 1 h PM heure locale. L'ouverture aura lieu en séance publique dans la salle de conférences du service du génie urbain le même jour à 1 h 30 PM.

TELEX PARTAGE
ETRAVESERVICE TELEX - 347.21.32

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Avec nous détenez le privilège d'être associé.

Pour augmenter son capital, la Société Générale procède du 12 au 23 novembre inclus à une offre publique de souscription à 1 071 894 certificats d'investissement privilégiés, jouissance: 1^{er} juillet 1984. Le prix d'émission est de F 560. Les certificats d'investissement privilégiés de la Société Générale bénéficient d'un dividende prioritaire cumulatif de F 25 par certificat en année pleine (F 12,50 au titre de 1984), auquel peut s'ajouter, avant toute distribution aux actions ordinaires, un dividende complémentaire fixé annuellement par l'Assemblée Générale.

Les certificats d'investissement privilégiés suivent le régime fiscal des actions: avoir fiscal, abattement de F 3 000, CEA, détaxation du revenu investi en actions françaises. L'admission des certificats d'investissement privilégiés à la Cote Officielle de la Bourse de Paris aura lieu dans le courant du mois de décembre 1984. La note d'information (visa COB n° 84-257 en date du 19 octobre 1984) peut être obtenue sans frais auprès des Banques et Agents de Change. BALO du 5 novembre 1984.

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT PRIVILÉGIÉS DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
POUR ÊTRE MIEUX ASSOCIÉ AUX RÉSULTATS



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

L'ORIENTATION DU BUDGET 86 N'ÉTAIT PAS LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS, a déclaré M. Claude Evin (PS).

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le 18 novembre, M. Claude Evin, député PS et président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à l'Assemblée nationale, a reconnu, à propos de la réduction d'impôts prévue dans le projet de budget pour 1985, que « l'orientation première de ce budget n'était pas la lutte contre les inégalités ».

Le député PS a, de nouveau, regretté que le gouvernement, puis le groupe socialiste, aient proposé la suppression de 1 % pour la Sécurité sociale en affirmant : « Je pense que nous avons perdu là une chance de poser d'une manière nouvelle le problème de la protection sociale ».

Parlant d'autres sujets d'actualité, M. Claude Evin devait notamment aborder le dossier de la modernisation des entreprises et a souligné que celle-ci « ne doit pas se faire au détriment des conditions de travail des salariés ». « Il n'y a pas de temps à perdre pour réaliser cette modernisation, afin de rester compétitif, mais ce n'est pas une raison pour négliger la négociation sociale », a poursuivi M. Evin, qui a déploré que « l'introduction des nouvelles technologies soit parfois un moyen de régler les problèmes de sureffectifs » et estimé que la négociation sur l'emploi engagée chez Renault constitue « un exemple à suivre qui doit être étendu ».

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Wunder : l'intersyndicale obtient un plan social. L'intersyndicale (CGT, CFDT, CGC) de la société Wunder (piles électriques) a indiqué, le 19 novembre dans un communiqué, qu'elle a obtenu de

Équipement

Centrale nucléaire de Civaux (Vienne) : début des travaux fin 1985. L'ouverture de chantier de la centrale nucléaire de Civaux (Vienne) aura lieu durant le dernier trimestre de 1985, a annoncé M. Raoul Cartraud, président (PS) du conseil régional de Poitou-Charentes, le 17 novembre. M. Cartraud a indiqué qu'il avait eu confirmation de cette date par un télé de M^e Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur. Le ministre précise que « les travaux de génie civil nécessiteront au départ un effectif d'une centaine de personnes sur place, et atteindront cinq cent cinquante à sept cents personnes au moment de la commande de la cuve ». Lors de son voyage en Poitou-Charentes, en novembre 1983, M. Mitterrand avait pris des engagements devant les assemblées régionales sur la construction de cette centrale dont l'avenir était devenu incertain avec la réduction du programme électronucléaire français.

Étranger

Canada : le gouvernement veut démasquer les faux chômeurs. Le gouvernement canadien envisage d'engager mille fonctionnaires pour démasquer les faux chômeurs et récupérer des arriérés fiscaux dans l'espoir de faire rentrer 600 millions de dollars canadiens dans les coffres de l'État en 1985. Le ministre des finances entend placer des fonctionnaires supplémentaires dans les centres d'emplois du pays pour vérifier si les bénéficiaires d'allocations de chômage y ont bien droit.

Social

Perturbations sur la ligne C de RER. Le service SNCF de banlieue de la ligne C du RER a été très perturbé, le lundi 19 novembre, en raison d'un arrêt de travail des agents de conduite de la région de Paris-Sud-Ouest. Ces agents revendiquent des nominations au grade supérieur.

L'équilibre financier de l'UNEDIC. - Stôt terminé le congrès FO, M. André Bergeron demandera audience au président de la République, au premier ministre et au président du CNPF, pour aborder les questions de « l'équilibre financier du système d'aide aux chômeurs, mais aussi [de] la situation des chômeurs en fin de droits et (...) de ceux qui ne peuvent prétendre à rien ». Dans sa déclaration, prononcée à Marseille le 17 novembre, le secrétaire général FO a estimé que « l'équilibre financier de l'assurance-chômage sera assuré jusqu'aux vacances de 1985 ».

LA POLITIQUE DES PRIX EN 1985

Le lent cheminement vers la liberté

Le gouvernement prendra-t-il un risque en libérant complètement les prix des produits industriels ? Telle est bien la question qui n'est pas longtemps parvenue à M. Bérégovoy avant la réunion, lundi 19 novembre, du Comité des prix. Car sur la table du ministre de l'économie et des finances de choisir dans ce domaine - comme dans d'autres - la solution la plus libérale, le doute n'est plus permis.

Pour rendre confiance aux chefs d'entreprise, pour retrouver auprès d'eux une crédibilité assez largement entamée par les excès - « structurels » et « conjoncturels » - du début de septennat, pour consolider la reprise de l'investissement qui se dessine, M. Bérégovoy est prêt à donner beaucoup de gages et à prendre quelques risques : assouplissement du contrôle des changes, baisse des taux d'intérêt, libération des prix. C'est la raison pour laquelle de nouvelles libérations de tarifs de produits manufacturés (électronique, télévisés, autoradios, bijouterie, certaines pièces détachées pour l'automobile) et de services industriels (location de véhicules d'entreprise et de travaux publics, bois industriels, photographie professionnelle...) devaient être annoncées en ce début de semaine.

La conjoncture est favorable : les entreprises voient depuis quelques mois leurs résultats s'améliorer rapidement grâce, d'une part, au freinage de leurs charges salariales et fiscales, et, d'autre part, à des augmentations de prix qui, pour les pro-

duits manufacturés, avoisinent 7 % l'an (au niveau des prix de détail). Les profits s'améliorent nettement depuis six mois, on peut penser que l'industrie, si elle bénéficie d'une totale liberté - n'aurait pas - n'aurait plus - besoin de recourir à de fortes hausses de prix.

Le gouvernement n'a cependant pas voulu sauter le pas. Non seulement les services (autres qu'industriels) et le commerce resteront strictement réglementés, mais l'industrie ne retrouvera que progressivement sa totale liberté de manœuvres. Nous n'en sommes pas encore là et des secteurs aussi névralgiques que l'automobile resteront cruellement cette attente.

La crainte demeure en effet dans les milieux gouvernementaux que des hausses de prix se produisent non seulement dans les firmes dont la situation financière ne s'est pas améliorée - ou pas suffisamment, - mais aussi dans celles qui, même si leurs profits sont redevenus satisfaisants, réajusteront leurs tarifs pour retrouver les prix de revient de l'ensemble de l'économie par diffusion dans toutes les entreprises. C'est pour éviter que ne se produise pareil engorgement que M. Bérégovoy a dû modérer ses ardeurs libérales ou libératrices...

Ajoutons que l'amélioration des profits des entreprises en 1984, quand elle sera tout à fait officielle, aura pour résultat de rendre les salariés plus exigeants en matière de rémunération. Le risque n'est donc pas mince - malgré la montée du chômage - que se produisent quelques tensions sur les salaires.

Les pouvoirs publics n'ont donc peut-être pas tort de procéder lentement en matière de prix, en matière de contrôle des changes. Car tout accident de parcours qui se répercuterait (plusieurs mauvais résultats en matière de commerce extérieur ou de balance des paiements courants par exemple) ou en matière d'indice des prix mettrait le gouvernement en mauvaise posture et le précéderait d'un choix déficitaire ne rien faire et laisser des dérapages graves se produire (sur les changes ou l'inflation) ; revenir sur ce qui a été accordé, encadrer de nouveau, contrôler, bloquer. L'effet serait alors désastreux parce qu'il apparaîtrait comme l'échec de la politique libérale mise en œuvre par le nouveau gouvernement.

Entre deux maux, il faut, dit-on, savoir choisir le moindre. Le gouvernement a choisi. Reste à savoir quand l'économie française trouvera une conjoncture plus favorable à la libération totale des prix. La question conserve toute son importance, comme on le voit pour l'industrie automobile.

ALAIN VERHOLLES.

L'OUVRAGE DE SYNTHÈSE TANT ATTENDU

POLITIQUES SOCIALES dans la FRANCE CONTEMPORAINE - Le social face à la crise -

Par Michel Laroque ENA - Docteur en Droit - Maître de conférences à l'I.E.P. de Paris

Extrait de la Préface de Madame Nicole Questiaux
"Michel Laroque a fait de la politique sociale son métier; son livre se veut un passeport pour ce champ de connaissances, un encouragement à la curiosité, un outil pour de nouvelles vocations".

Aux ÉDITIONS STH Sciences et Techniques Humaines (310 pages)
6, Av. Leon Huez - 75016 Paris
527.10.15 - Prix public: 105 F



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNI-ASSOCIATIONS

SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

Le conseil d'administration de cette SICAV, réuni le 7 novembre 1984, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 28 septembre 1984. Le dividende proposé aux actionnaires s'établit à 10,79 F par action, dont 0,17 F d'impôt déjà payé, soit un dividende net de 10,62 F. Ce dividende net est exonéré d'impôt pour les organismes sans but lucratif.

L'assemblée ordinaire est convoquée pour le mercredi 12 décembre 1984 à 10 heures dans les locaux de la CNCA, (91-93, bd Pasteur, Paris 19^e) sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Lecture des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur les comptes du premier exercice social;
- 2) Lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes;
- 3) Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 28 septembre 1984;
- 4) Affectation des résultats et fixation du dividende;
- 5) Nomination d'un administrateur.

Dans le cas où le quorum ne serait pas atteint pour cette assemblée, une deuxième convocation est prévue, au même endroit, le vendredi 21 décembre à 10 heures.

Les actionnaires, qui désirent assister ou se faire représenter à cette assemblée, doivent s'adresser à leur bureau de Crédit agricole matinal ou à la CNCA pour faire immobiliser leurs titres au moins cinq jours avant l'assemblée.

L'avis préalable à l'avis de convocation est paru au « BALO » du 12 novembre 1984.

SEFIMEG

Les actionnaires sont informés que la décision prise par l'Assemblée extraordinaire du 7 juin 1984 d'adopter, forme exclusivement nominative, l'ensemble des titres de la Société, a été, selon les modalités d'application retenues par le Conseil d'Administration, à compter du 5 novembre 1984.

En raison des contraintes matérielles inhérentes à cette opération, il a été décidé, en accord avec la Chambre syndicale des agents de change, de fixer au 22 mars 1985 la date à partir de laquelle les négociations portant sur des titres de la Société s'opéreront exclusivement sous la forme nominative.

Epargne Long Terme
Sicav du Crédit Mutuel

RC PARIS 8 329 846 216
Siège Social: 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS

SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1984

Nombre d'actions en circulation: 57.677
Actif net (en FF): 81.127.918
Valeur liquidative d'une action (valeur de rachat): 1.232,85
Progression sur le trimestre écoulé: +5,86 %
(Sicav ouverte au public le 15 juin 1984)

Depositaire: Caisse Centrale du Crédit Mutuel

MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS Comptant 16 NOVEMBRE

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Table with columns: ACTIF, PASSIF, and various sub-categories like 'OR et créances sur l'étranger', 'billets en circulation', etc.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table showing weekly indices for various market segments like 'Indice général', 'Indice des valeurs étrangères', etc.

VALEURS

Main table of stock values with columns for company names, current prices, and percentage changes.

SECONDE MARCHÉ

Table of secondary market values for various international and domestic securities.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

Article titled 'MICHELIN SE PORTE MIEUX' discussing the company's financial performance and market position.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily indices for various market segments.

Étrangers

Table of foreign stock values and market movements.

SICAV 16/11

Table of SICAV (Investment Funds) values and performance.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Table of monetary market rates including 'COURS DU DOLLAR A TOKYO'.

Règlement mensuel

Large table for monthly settlement with multiple columns for different securities and their values.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices and movements.

COURS DES BILLETTS AUX GUICHETS

Table of banknote exchange rates at teller windows.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Homo libéral », par André Charbonnet. « Ne pas faire n'importe quoi de nos armes nucléaires », par Christine Courrier.

ÉTRANGER

3-4. AFRIQUE - Les rebondissements de la crise tchadienne.

6. DIPLOMATIE - BRÉSIL : la mière séculaire du Nordeste.

8-9. EUROPE - AUTRICHE : tension avec la Tchécoslovaquie après un incident de frontière.

POLITIQUE

10. Les assises du RPR.

12. Les élections en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

13. Mesures de sécurité contre le SIDA en RFA et en Australie.

14. EDUCATION : M. Chevènement veut contourner la rénovation des collèges.

40. ENVIRONNEMENT : Cholet accepterait de stocker des déchets nucléaires.

CULTURE

17. MUSIQUE : le Festival de Lille.

19. COMMUNICATION : la percée de M. Robert Hersant dans la presse belge.

SPORTS

16. TENNIS : le nouveau départ de Noah.

CYCLISME : les Six jours de Paris.

89 FM à Paris

« Le Monde » 232-14-14

Lundi 19, 19 h 30 ; (appels possibles dès 19 h)

L'armée française hors des frontières

JACQUES ISNARD et MICHEL TATU répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. LE RAPPORT DU HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC : des entreprises nationalisées sous l'empire de la rigueur.

23. A travers les revues françaises.

25. Le rassemblement, compromis entre les néo-conservateurs et le big business.

ÉCONOMIE

41. EMPLOI : aux rencontres d'Aurillac, les ministres du travail et de l'agriculture élaborent ensemble une « stratégie de développement » du monde rural.

42. AFFAIRES : le plan sur les aciers spéciaux.

46. CONJONCTURE : la politique des prix en 1985.

RADIO-TÉLÉVISION (19) INFORMATIONS « SERVICES » (20)

Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ; Loto ; Annonces classées (27 à 39) ; Carnet (26) ; Programmes des spectacles (16) ; Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » daté 18-19 novembre 1984 a été tiré à 415 729 exemplaires

Le premier magasin de tissus à droite, en remanant les Champs-Élysées

RODIN

TISSUS «COUTURE» L'originalité et l'esprit de la mode

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

M. JACK LANG A NEW-YORK

Décrispation culturelle entre la France et les États-Unis

De notre envoyée spéciale

New-York. - M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a annoncé, le 16 novembre, à New-York, que la France et les États-Unis organiseraient un grand festival culturel en 1986, « année du centenaire, année de la liberté », faisant de la fameuse statue, actuellement en cours de restauration, « le meilleur symbole de l'amitié entre nos deux pays ».

Vient deux jours à New-York pour inaugurer une salle exclusivement consacrée au cinéma français (initiative privée soutenue par le ministère), M. Jack Lang a, en fait, profité de son séjour pour mettre un terme aux polémiques et au mécontentement qu'avaient suscités, de part et d'autre de l'Atlantique, deux déclarations successives : celle qu'il avait faite en 1981, refusant de venir au Festival du film américain de Deauville, et celle, plus importante, qui l'avait accusé d'être un « impérialisme » culturel des États-Unis, à Mexico, en 1982.

Le New York Times, qui, en 1983, avait consacré un article virulent aux ambitions culturelles du gouvernement français et de son ministre, a cette fois accordé une large place à un entretien avec M. Jack Lang. Le quotidien new-yorkais présente de ce que M. Jack Lang revient sur le terme d'« impérialisme » (qui « était peut-être un peu choquant. Je sais que ce mot a des connotations spécifiques » en Amérique).

Dans cet entretien, M. Jack Lang a pu préciser son point de vue, en expliquant qu'il ne retirait rien de ses propos de Mexico, mais en ajoutant mieux ses déclarations à la politique mise en œuvre depuis son arrivée rue de Valois. « Il n'y a pas de honte à être président », a-t-il notamment expliqué. Reconnaisant la position dominante des États-Unis, M. Jack Lang a répété à plusieurs reprises, au cours de son voyage, qu'il y avait encore un « déséquilibre ».

Le discours le plus marquant du visiteur français a été prononcé au Lincoln Center. L'endroit n'est pas indifférent (c'est le grand centre culturel new-yorkais) et montrait bien la volonté, du côté américain, d'accepter la réalité du terme « amitié ». En présence de M. Martin Segal, président du Lincoln Center, mais aussi de M. Daniel Torre, ambassadeur, représentant M. Reagan, M. Jack Lang a cité les grandes expositions organisées conjointement entre les deux pays, les invitations réciproques de danseurs prestigieux, évoqué les liens renforcés des cinématographies, et indiqué, à juste titre, que jamais les échanges culturels entre la France et les États-Unis « n'ont été aussi étroits, aussi nourris, aussi féconds ».

M. Jack Lang a consacré un long développement aux différences de traditions en matière de gestion publique et privée de la culture, aux différences de conception même du mot culture, source de « malentendus ».

CREATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Régistration et réimpression du courrier

Permanence téléphonique/permanence télévisée

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA / 296-41-12 / 56 bis rue du Louvre, 75002 Paris

PIAGET

Montre pour homme en or 18 carats, étanche, avec mouvement à quartz extra-électrique. Changement de fuséau horaire instantané. Autres modèles pour homme et dame avec lunette ronde ou carrée.

Modèle déposé

Aldebert

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

DOLLAR ASSEZ FERME : PLUS DE 9,12 F

Sur des marchés des changes un peu plus surs, le dollar s'est assoupli sur son front. Les spéculateurs tablent sur une stabilisation de leur franc-compte de la Banque fédérale des États-Unis à la veille du week-end, qui n'a pas eu lieu, et ils ont marqué leur désapprobation en faisant monter le dollar. La Banque fédérale d'Atlanta a été entendue pour frayer cette montée, et, en fin de semaine, la devise américaine est revenue à 2,9238 DM à 2,97 DM et de 9,15 F à 9,1250 F.

Entrepreneurs Crocker-Nujoma à Lusaka

Le secrétaire d'Etat américain adjoint aux affaires africaines, M. Chester Crocker, est arrivé dimanche 18 novembre à Lusaka, où il doit s'entretenir du problème namibien avec le chef de l'Etat zambien, M. Kenneth Kaunda, et le président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), M. Sam Nujoma. M. Crocker a, en la semaine dernière à Pretoria des entretiens confidentiels avec le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha, consacré à une proposition de retrait graduel des quelque treize mille soldats cubains d'Angola qui avait été avancée la semaine précédente par le président angolais, M. Dos Santos. M. Crocker devrait transmettre les contre-propositions sud-africaines aux autorités angolaises à la suite de sa visite en Zambie et de ses entretiens avec le président de la SWAPO. (AFP)

SELON BRUXELLES

Une rébellion de soldats zairois serait à l'origine des troubles au Shaba

L'armée zairoise a poursuivi, les samedi 17 et dimanche 18 novembre, ses opérations de « rattachage » aux alentours de Moba, ville du Shaba (ex-Katanga) occupée pendant trois jours par des éléments armés qui, estimés-t-on notamment à Bruxelles, seraient des soldats rebelles agissant en conjonction avec des maquis présents depuis longtemps dans la région.

De notre correspondant

Bruxelles. - Les désordres qui se sont produits la semaine dernière dans la province zairoise du Shaba (le Monde daté 18-19 novembre) sont commentés dans la plus grande prudence dans la capitale belge, où l'on est très réticent à accepter sans réserve la version des événements donnée par Kinshasa. Le ministre des relations extérieures, M. Tindemans, a certes écouté avec intérêt les « protestations » de l'ambassadeur du Zaïre, dénonçant les « responsabilités » belges dans cette affaire, et a promis de procéder à une enquête. Il est assez clair, cependant, que l'on soupçonne ici le maréchal Mobutu de se livrer à une exploitation politique des événements tout à fait injustifiée.

A Bruxelles, on remarque notamment que l'affaire surgit peu de temps avant la visite que M. François Mitterrand doit faire au Zaïre les 11 et 12 décembre. D'autre part, l'accord belge-zairois de coopération de mouvement rebelle affirmant que l'attaque contre Moba aurait été organisée par deux émissaires venus de Bruxelles. Les organisations de réfugiés zairois à Bruxelles soutiennent, de leur côté, que l'on n'aurait pas en affaire au Shaba à une invasion, libérée d'autant plus vraisemblable que le franchissement du lac Tanganyika paraît être une entreprise extrêmement difficile, compte tenu du système de surveillance mise en place par les troupes zairoises.

Dans ces conditions, estime-t-on à Bruxelles, il est possible qu'une rébellion de soldats zairois se soit produite en conjonction avec des maquis de Kinshasa, et que l'on n'ait jamais envisagé d'éliminer jusqu'à présent.

JEAN WETZ.

CYCLISME : un record du monde pour Jeanne Longo

La Française Jeanne Longo a battu, samedi 17 novembre au Palais des sports de Bercy, le record du monde des dix heures, en parcourant 100 km en 3 mn 49 sec. 846. L'ancien record appartenait à la Soviétique Saloumisse en 3 mn 55 sec. 835.

SOCIÉTÉ

« LES CADRES DU MONDE »

Les associés de la Société civile à capital variable « Les Cadres du Monde » ont convoqués au siège social de la Société, 5, rue des Saussaies, Paris 8^e, dans la salle de la cartouche, le LUNDI 3 DÉCEMBRE 1984, à 18 heures, pour y tenir une assemblée générale ordinaire relative à la répartition des bénéfices, avec l'ordre du jour suivant :

1. Répartition des bénéfices de l'exercice précédent.

2. Discussion sur les résolutions soumises à l'A.G. extraordinaire de la SARL et vote.

Sur le vif

Tour de taille

Vous avez vu la déclaration de Chirac dans l'impact médiatique ? Il dit que si son image passe mal, c'est parce qu'il est trop maigre, trop sec. Les gens préfèrent les rondouillards, suivent son regard. Peut-être. Mais, moi, à la place de Barre, je serais quand même très ambivalent. Figurez-vous qu'après vingt ans de recherches et d'observations cliniques extrêmement pointues et poussées, une équipe de chercheurs suédois a établi que l'espérance de vie est inversement proportionnelle au tour de taille.

Vous me direz : ah, bravo, grande nouvelle ! Ça, il y a longtemps qu'on le sait : plus on est gros, plus on crève tôt. Vous n'y êtes pas. C'est scientifique. C'est le rapport, calculé au centième près, entre le tour de hanches et le tour de taille. Si le second égale ou dépasse le premier, SOS danger ! Être un peu trop gras, trop enveloppé, c'est OK, ça va à condition de ne pas promettre un ventre de six mois. En revanche, avec des jambes d'araignée piquées dans une brèche, vous allez droit à l'infarctus. Huit cent cinquante-cinq hommes ont été passés à la toise, au mètre de couturière et à la balance du professeur Larsson

depuis 1964. Et il est formel. Ses mensurations sont beaucoup plus révélatrices que toutes les analyses de laboratoire, question de cholestérol, graisse ou sucre dans le sang et hypertension.

Le quinquagénaire en forme d'entournoir aux hanches lestées de poignées d'amour dont la ceinture disparaît sous l'abdomen et qui a besoin d'une solide paire de bretelles pour ne pas perdre son froc court le risque (29 %) de mourir avant soixante-dix ans. Ce risque n'est plus que de 6 % pour les gros bras et les gros culs.

Depuis le temps qu'on nous fait honte à nous, les nœuds, avec le test du crayon : posez-en un sous chacun de vos seins ; si c'est pas lui qui tombe, c'est votre poitrine qui s'effondrera. Voilà un autre test, celui du pantalon, qui va en angoussier plus d'un. Comme le dit très drôlement le *Sunday Times*, si vous croisez un mec au gabaïerde, jambes nues émergeant d'un falzar drapé à ses pieds, c'est pas forcément un exhibitionniste, c'est peut-être un cardiaque !

CLAUDE SARRAUTE.

APRÈS LE SOMMET D'ADDIS-ABEBA

Le président du Mali souhaite le retour du Maroc dans l'OUA

A son retour à Bamako, le samedi 17 novembre, le président malien, M. Moussa Traoré, a affirmé que le vingt-troisième sommet de l'OUA avait été « l'un des rares à avoir abordé avec sérieux les véritables problèmes du continent ». Il a estimé « déplorable » le retrait du Maroc de l'OUA, et de même que le premier ministre du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, il a exprimé l'espoir que « la sagesse prévienne » et que Rabat revienne, l'an prochain, au sein de l'Organisation.

En ce qui concerne l'échec de M. Blondin Beye, candidat du Mali au poste de secrétaire général de l'Organisation, M. Traoré a fait observer qu'il s'était retiré de la course dès la sixième tour de scrutin, ce que n'avait pas fait, en dernier lieu, le candidat gabonais, M. Paul Okouma. Mais le président Omar Bongo a affirmé, quant à lui, à son retour à Libreville, que M. Okouma avait été, cette année, victime d'un complot, le président Nyerere ayant mis un terme au scrutin « alors qu'il était en tête et était en mesure d'obtenir la majorité des deux tiers ».

A Rabat, la Chambre des représentants (Parlement) a approuvé la décision de Hassan II portant sur le retrait « immédiat et définitif » du Maroc de l'OUA à la suite de l'admission de la République arabe sahraouie démocratique dans l'Organisation. Remuant comme du sonnet, M. Rada Gaedira, chef de la délégation marocaine, a déclaré à la séance extraordinaire de la Chambre : « Notre retrait ne met pas fin au problème du Sahara et l'admission de cette république fantomatique aggrave la question beaucoup plus qu'elle ne la résout ».

A Alger, enfin, un communiqué de Front Polisario fait état d'une série d'attaques et de pillages, du 5 au 13 novembre, dans les régions d'El-Argoub, de Bou-Cra et d'Angai, au Sahara occidental, et de Zag, dans le Sud marocain. (Reuters, AFP.)

Un commando intercepte le train Ajaccio-Bastia

Un commando intercepte le train Ajaccio-Bastia. - Une quinzaine d'hommes armés, en treillis et cagoules, se réclamant de l'ex-Front de libération nationale de la Corse (ex-FLNC), ont immobilisé, lundi matin 19 novembre, à l'aide de branches déposées sur la voie, le train de Ajaccio-Bastia entre les communes de Tavara et Boconago (Corse-du-Sud).

D'autre part, cinq attentats à l'explosif ont eu lieu durant la nuit de dimanche à lundi dans un centre commercial de Bastia, causant des dégâts importants dans un magasin d'expert automobile, un magasin de sport et l'agence du Crédit agricole, ainsi qu'à deux autres magasins.

Philippines : La santé du président Marcos

Philippines : La santé du président Marcos. - Le président Marcos, soixante-sept ans, pourrait subir une transplantation cardiaque aux États-Unis, après avoir été opéré des reins en secret mercredi dernier, a affirmé, le lundi 19 novembre, à l'AFP, son ancien ministre de l'Information, M. Francisco Tatad. L'opération des reins a été un succès, mais des vaisseaux cardiaques pourraient avoir été touchés, rendant nécessaire une transplantation cardiaque, a-t-il ajouté, citant des sources « tout à fait sûres ». Un porte-parole de palais présidentiel a cependant démenti, lundi, que M. Marcos soit gravement souffrant. (AFP, Reuters.)

LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER

Si vous êtes petit, fort ou mince, vous n'êtes plus condamné au sur-mesure pour être bien habillé.

Au 167 rue Saint-Honoré, Roland Eveline, maître-tailleur, explique : « Pourquoi détruire l'harmonie d'un vêtement en le raccourcissant ? J'ai créé, pour tous les hommes dont la taille est courte, un rayon spécial « prêt-à-porter » : costumes coupés spécialement dans les plus belles draperies anglaises (de 1590 F à 3800 F) ; vestes sports cashmere, shetland, Harris Tweed (de 1590 F à 4000 F) ; pardessus classiques et sports, loden, tyroliens, cashmere, vigogne, teddy bear (de 1700 F à 5900 F) ; imperméables Daks, Burberrys...

Quel plaisir de partir tout de suite avec un vêtement bien coupé, bien proportionné !

ROLAND EVELINE

167 RUE SAINT-HONORÉ - 75001 PARIS TEL. (1) 260.4726 (PLACE DU THÉÂTRE FRANÇAIS)

CHABLIS

Grand Vin de Bourgogne

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot

16 place Vendôme, 1, bd de la Madeleine, 70, 19 Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot